Comment of the Commen



CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 15974 - 7 F

JEUDI 6 JUIN 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÊRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

E Le sommet franco-allemand

Jacques Chirac et Helmut Kohl ont donné des instructions pour que soient surmontés à Dijon les malentendus entre leurs deux pays.

M. Nétanyahon vn de Gaza

Les Palestiniens estiment que le nouveau premier ministre israélien est condamné à continuer le processus de paix. p. 4 et les points de vue p. 14

« Protection » chinoise au Tibet

La Chine admet détenir le jeune Tibétain choisi pour réincamer le panchenlama. Pékin déclare le « protéger » contre un risque d'« enlèvement ».

☑ Or noir et péril rouge



Rien ne résiste à Vaguit Alekperov, le tout-pulssant président de la première société productrice de pétrole de Russie. Mais la perspective de l'élection présidentielle du 16 juin le fait parfols

« Vache folle »: les embargos en question

Jacques Chirac considère que le plan d'abattage du cheptel bovin britannique est insuffisant. La Commission de Bruxelles devait prendre, mercredi, une décision sur la levée de l'embargo concernant les gélatines, le suif et le sperme bovins britanniques. p. 32

☐ La gauche divisée

Les « mouvementistes » considèrent que les grèves de novembre-décembre 1995 doivent se traduire politiquement. Les autres estiment que ces « événements » sont sans suite. p. 6

■ Un point de vue

Le ministre de la culture plaide en faveur d'une éthique de la télévision pu-

en demi-finale



L'Office HLM de Paris a été perquisitionné par la police à la demande du juge Halphen

Un promoteur proche du RPR reconnaît avoir utilisé un compte bancaire suisse

LES POLICIERS du 8 cabinet de delegations judiclaires ont perquisitionné, mardi 4 juin, au siège de l'OPAC, l'office chargé de la gestion des HLM de la Ville de Paris, sur commission rogatoire du juge d'ins-truction de Créteil Eric Halphen, Le magistrat cherche à vérifier les déclarations de François Ciolina, ancien dirigeant de l'OPAC, qui avait mis en cause Jean Tiberi, le maire de Paris. Selon nos informations, les enquêteurs auraient saisi de nombreux documents, relatifs en particulier aux contrats d'assurance passés par l'OPAC et d'un montant d'environ 100 millions de francs par

Mardi 4 juin, le maire de Paris a publié un communiqué dans lequel Il conteste « formellement les accusations mensongères de M. Ciolina » et dénonce « une campagne de dénigrement » L'ancien responsable de l'OPAC avait dénoncé un système de truquage des marchés publics visant à un financement occulte du RPR. Il avait également mis en cause



été pour partie confirmées par

de l'exploitation, a-t-il révélé au juge Pexistence de « choix anormaux sur sable, Roger Roy, a reconnu qu'il li-

procédures d'attribution de marché en cours: * Je l'avisais du nom des sociétés qui venaient retirer des dos-siers et également du candidat que le proposais, » Selon les calculs du juge Halphen, 48 millions de francs out été versés au promoteur par des entreprises ayant travaillé avec l'Office. M. Méry fut membre du comité central du RPR de 1987 à 1990.

Entendu le 3 juin par le juge Halphen, M. Méry a reconnu avoir utilisé un compte bancaire suisse. Il a confirmé au juge d'instruction être l'« ayant droit » d'un compte à l'Union des banques suisses (UBS) à Genève, ouvert au nom d'une société panaméenne. M. Méry a précisé au juge Halphen que deux virements sur ce compte, datant de 1992, provenaient d'une filiale de la Lyonnaise des eaux, elle même dissimulée derrière une société irlandaise. Ces virements constituaient une rémunération pour des prestations Bées au marché de l'entretien des ascenseurs de l'OPAC.

et notre éditorial page 15



de la démesure

ISTANBUL promue capitale du monde: à l'initiative des Nations unies, toutes les villes y tiennent « sommet » jusqu'au 14 juin. Au centre des débats, les mégapoles: vingt-deux villes comptent aujourd'hui plus de 8 millions d'habitants, contre seulement deux en 1950, et on nous en promet trente-trois en 2015. Huit pages d'enquêtes et de reportages sur ces cités de la démesure où se joue l'avenir de la planète.

L'île de Batam, ses usines, ses ouvrières et ses hauts grillages

de notre envoyé spécial

Située au nord-ouest de l'Indonésie, l'île de Batam pourrait être un paradis pour tou-Mais, en débarquant d'un des soixantedix ferries qui la relient à Singapour, les visiteurs découvrent surtout des taxis et des minibus d'entreprise, en particulier Thomson. L'histoire commence en 1990. Les gouvernealors de construire sur cette île d'environ 400 kilomètres carrés un parc industriel.

Dans la corbeille de mariage, l'Indonésie apporte les terrains et la main-d'œuvre et Singapour le savoir-faire technique et commercial. Inauguré en avril 1992, le parc, spécialisé dans l'électronique et la mécanique, connaît un franc succès. Les 83 entreprises déjà installées emploient 47 300 personnes. Premier à arriver, dès 1991, le groupe Thomson emploie aujourd'hui 2 000 salariés pour fabriquer des boîtiers de télécommande pour téléviseur, et Schneider, présent depuis 1993, fait travailler 510 personnes. Ce sont, pour l'instant, les deux seules entreprises francaises à s'être installées dans ce parc où l'on

rencontre Philips, AT&T, Sanyo, Panasonic, Varta, Fujitec, etc.

Paradis sous forme de zone franche pour les entreprises, Batam ne l'est pas forcément pour ceux qui y travaillent. Avec ses hauts grillages, ses tranchées et ses caméras de surveillance, le parc peut faire penser à un camp retranché. Le mode de recrutement n'est pas banal non plus. La direction s'en occupe. vingtaine d'années habitant l'île de Java, la plus peuplée d'Indonésie (100 millions d'habitants). Généralement musulmanes, « elles prennent leur décision conjointement avec leur père », concède la direction du parc.

Une chose est sûre : leur contrat est de deux ans, éventuellement renouvelable un an. « Dans les usines d'électronique, le travail est très minutieux. Au bout de deux ans, les employés sont moins performants », explique la direction, qui préfère ne pas insister sur les troubles visuels qu'ils rencontrent. Toujours au nom de la minutie des travaux, 85 % des 47 000 salariés sont des femmes, cantonnées dans des chambres de seize lits.

Un mariage ou, a fortiori, une grossesse

téressée doit alors prendre à sa charge le billet d'avion qui la ramènera à Java. Comment? Pour quarante heures de travail par semaine et seulement douze jours de congé annuel, correspondant au nombre de jours fériés indonésiens, le salaire de base mensuel est de 110 dollars singapouriens, soit environ 370 francs français. Toutes charges comprises le salaire brut se monte à environ 960 francs français. Un argument non négligeable même si, dans un film publicitaire, le directeur de Thomson préfère insister sur la « grande compétence des ouvriers indonésiens, qui se for-

ment très vite et sont bien disciplinés ». Forte de ces arguments, la direction du parc entreprendra cet été une nouvelle tournée en France. A son agenda figurent déjà des rendez-vous avec les dirigeants de Matra, Moulinex, Electrolux et Saft. Après avoir envisagé de contacter Bull, les Singapouriens y ont finalement renoncé, jugeant le groupe trop faible pour attaquer le marché asiatique.

Frédéric Lemaître

Ariane-5 : enquête sur un échec

LE PROGRAMME **PROGRAMME** ment de 38 milliards de francs depuis 1985, n'est pas remis en cause par l'explosion en vol, mardi 4 juin à Kourou (Guyane sai. L'accident a libéré 48 tonnes d'acide chlorhydrique et 156 tonnes d'alumine.

Un tel échec fait partie des aléas d'une industrie à risque, assurent ses promoteurs. Sept fusées Ariane ont connu le même sort, sans empêcher l'Europe de prendre la première place sur le marché des lanceurs. La commission d'enquête aussitôt désignée devrait rendre son rapport avant le 15 juillet. Un deuxième vol d'essai est

Lire pages 20 et 31

sur décembre 1995

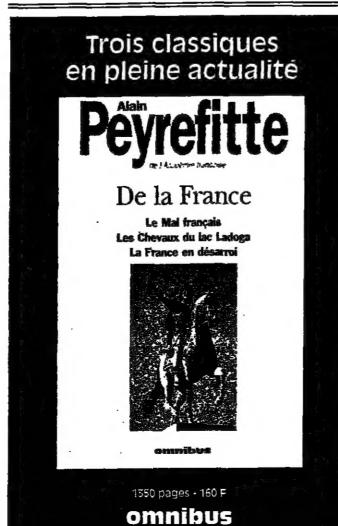
de M. Douste-Blazy

Pete Sampras

Le numéro un mondial parvient, pour la première fois, en demi-finale à Roland-Garros à l'issue d'un match mara-







Le nouveau jeu français au Maghreb

par la France.

LE MARTYRE des sept trappistes du monastère de Tibéhirine, par son caractère tragique, mais contrastés qu'il continue de susciter, illustre douloureusement la nature singulière des relations entre la France et l'Algérie. Longtemps, chacun a su tirer profit de cet ambigu tête-à-tête, dont les effets pervers pouvaient, en temps de paix, passer pour indolores. L'Algérie n'était plus la France, certes. Mais elle restait sa créature, son « enfant terrible » au Maghreb - voire, pour une bonne partie de la gauche, son « enfant chéri ». Nostalgies néocoloniales d'un côté, nationalisme inachevé de l'autre : entre les deux pays, le cordon ombilical n'a jamais été réellement coupé.

L'amalgame, souvent fait aujourd'hui, de ce côté de la Méditerranée, entre islam, islamisme, Algérie et terrorisme, relève de la même défaillance, de la même paresse commode. Les groupes armés algériens n'ont pas vraiment œuvré pour modifier cette vision des L'Algérie, en l'espace de quatre choses. C'est en France, et nulle ans, est devenue le cauchemar de part ailleurs en Europe, que le la France. Groupe islamique armé (GIA) a lancé sa première vague d'attentats, pendant l'été 1995. C'est en France, aussi, que de nombreux

tiques ou journalistes algériens si, plus de trente ans après l'indépendance, l'Algérie ne pouvait se construire qu'en faisant un crochet

Sur les cent trois étrangers tués en Algérie depuis 1993, quarante étaient français. Ce bilan peut sembler minime, comparé aux quelque 80 000 morts officieusement recensés depuis le début de la crise algérienne. Sur le plan symbolique, l'effet n'en est pas moins très fort. De la sanglante épopée de l'Airbus d'Air France, en décembre 1994, jusqu'à l'assassinat des trappistes, enterrés, mardi 4 juin, dans leur monastère de Tibéhirine, la tragédie algérienne n'en finit pas d'éclabousser l'ancienne puissance coloniale. Chacun, de quelque bord qu'il soit, lui demande des comptes. En guise de réponse, l'Hexagone ferme ses frontières et proteste avec vigueur de sa neutralité. Sans convaincre grand monde.

Catherine Simon

Lire la suite page 15

prévu à l'automne.

adolescentes

Amours



CINÉMA. Avec Conte d'été, le troisième film de la série des Contes des quatre saisons, Eric Rohmer, soixante-seize ans, poursuit une œuvre qui, à travers les amours adolescentes, étudie les comportements humains. Cinéphile émérite, il manifeste aussi son intérêt pour la musique. Il vient de publier, chez Actes Sud, De Mozart en Beethoven, essai sur la notion de profondeur en musique.

Lire pages 24, 25 et 26

International	2 Agenda
France	
Société1) Météorologie
CarnetT	2 Mots croisés
Horizons	
Batreprises1	Guide culturel
Finances/marchés_1	
Aujourd'hui2	Radio-Télévision

MM. Kohl et Chirac entendent ainsi afficher leur volonté d'étroite coo-pération. • CETTE VOLONTÉ s'était déjà manifestée après leur dernière soient surmontés les malentendus du passage à la monnaie unique et tamment au sujet de la coopération l'état de la négociation à quinze sur

données aux ministres afin que

SOMMET Helmut Kohl et leurs entretiens jeudi matin. rencontre, en mai, par des consignes industrielle en matière d'armement.

Jacques Chirac, qui président mer- MM, Kohl et Chirac entendent ainsi données aux ministres afin que ● LES THÈMES d'échange ne

la réforme des institutions européennes, MM. Kohl et Chirac devraient s'entretenir, notamment, du problème de la « vache folle » et de la crise qu'il engendre en Europe.

MM. Kohl et Chirac veulent dissiper les malentendus franco-allemands

Des instructions dans ce sens ont été données aux ministres.

Un document sur la concertation stratégique et la coopération militaire devait être examiné au sommet de Dijon

avec leurs ministres lors du classique sommet franco-allemand, qui se tient à Dijon, mercredi 5 juin, Jacques Chirac et Helmut Kohl devaient regagner ensemble Paris, jeudi matin, pour approfondir leur conversation. Inédite, cette prolongation en tête à tête du sommet vise à démontrer que l'on souhaite une relation étroite entre les deux pays. Après des semaines de flottement entre Paris et Bonn, provoqué notamment par l'annonce des décisions françaises en matière stratégique, les deux hommes reprennent les choses en main afin d'éviter que l'incompréhension entre les administrations ne dégénère.

Ainsi en avaient-ils décidé à l'issue de leur rencontre, tout aussi in-

NON CONTENTS de discuter formelle, le 10 mai à Bonn. La visite gagement en faveur des prode M. Chirac avait été alors consacrée à dissiper les malentendus sur la réforme de la doctrine militaire française et les conséquences sur la coopération franco-allemande de la restructuration de l'industrie de l'armement. La suppression de la conscription en France a suscité en Allemagne interrogations et mécontentements, tandis que les industriels craignaient de faire les frais des coupes budgétaires.

Le président de la République et le chancelier ont demandé aux diplomates et aux militaires des deux pays de préparer un document des-tiné à déboucher sur une analyse commune des risques et des besoins de la sécurité européenne. Ils ont d'autre part réaffirmé leur en-

lignes de leur entente, dans un texte concu comme une « feuille de route » pour les ministres concer-

GARANTIE NUCLÉAIRE

grammes de coopération indus-

trielle en cours ; il s'agit notamment

des hélicoptères NH9O et Tigre et

du satellite d'observation militaire.

Pour qu'il n'y ait aucun doute sur

leurs intentions, MM. Chirac et

Rohl ont, à l'issue de leur entretien de Bonn, consigné les grandes

Une première ébauche du document-cadre sur le rapprochement des doctrines militaires devait être présentée au sommet de Dijon. Elle prend pour point de départ la dif-férence de situation géographique et de préoccupations entre la France et l'Allemagne. Sans le dire ouvertement, les Allemands considèrent qu'ils sont en première ligne face à une menace venue de l'Est qu'on ne saurait totalement exclure et qu'ils sont voués à assurer la défense territoriale de l'Europe. D'où leur insistance sur la nécessaire présence des Etats-Unis en Europe et le maintien de la garantie nucléaire américaine.

Les divergences entre Paris et Bonn risquent de s'accroître, la France avant opté pour la création de forces centrées sur la « projection » vers des théâtres extérieurs, et les Allemands restant réticents à intervenir « hors zone », malgré les

Pourpuoi cest Pourpuoi Tu lui lui sers de conduit? chauffeur 2

Rûhe, ministre de la défense, un des dirigeants allemands les plus réservés sur les orientations françaises. La nécessité d'un dialogue stratégique entre Européens est mentionnée avec une obrase sur le nucléaire qui reprend les termes

changements de ces derniers mois : traditionnels : les arsenaux français « l'Eurocorps n'est pas l'Afrika- et britanniques sont complémenkorps », déclare volontiers Volker taires de la garantie américaine, avec un rôle spécifique pour l'Europe. MM. Chirac et Kohl veulent éviter l'idée d'une division du travail - la défense territoriale pour les Allemands, la « gestion des crises » pour les Français - et proposer au contraire une complémentarité des

efforts des deux pays dans tous les domaines de la sécurité euro-

Toutefois, les Allemands sont profondément convaincus que les Européens n'out pas encore les capacités de mettre en place une défense commune digne de ce nom sans une contribution américaine substantielle. Ils font remarquer qu'ils n'auraient jamais envoyé 4 000 hommes en ex-Yougoslavie si les Etats-Unis n'avaient pas mis à leur disposition des avions grosporteurs pour évacuer leurs troupes en cas de besoin. De même pour le satellite d'observation militaire Hélios, ils ne cachent pas que leur décision de coopérer avec les Français est d'abord politique, mais qu'ils n'en attendent pas de miracle sur le plan opérationnel.

Malgré la satisfaction officiellement affichée après les décisions du Conseil atlantique de Berlin, les 3 et 4 juin, les dirigeants allemands ne se sentent pas totalement à l'aise dans les nouveaux habits de l'Alliance; les futures priorités de l'OTAN concernent des missions pour lesquelles ils sont le moins préparés et le moins disposés, tandis que le retour de la France affaiblit leur poids relatif, MM. Chirac et Kohl en ont conclu que la concertation était plus nécessaire que ja-

> Lucas Delattre et Daniel Vernet

Le programme de Dijon

Dans deux semaines, à Florence, le prochain conseil européen risque d'être perturbé par la crise de la « vache folle » si n'est pas résolu d'ici là le contentieux opposant les Britanniques à leurs partenaires sur les mesures à prendre pour se prémunir contre les possibles conséquences de cette maladie. La question devait être évoquée, mercredi 5 juin, par MM. Chirac et Kohl à Dijon, où se réunissait le premier des deux sommets franco-allemands annuels. Ce sommet devait voir la sienature d'un traité relatif à la construction d'un nouveau pont sur le Rhin à Strasbourg. Il s'ouvrait par la réunion du conseil franco-alle-mand de défense, où il était prévu de réaffirmer la volonté de Bonn et de Paris d'intensifier leur coopération militaire. Il était aussi prévu, à l'approche de Florence, que les deux gouvernements en appellent au Conseil européen pour donner une impulsion politique aux négocia-tions engagées dans le cadre de la Conférence intergouvernementale (CIG) pour réformer les institutions communautaires.

Relancer la coopération en matière d'armement

intervient, en matière de défense, une semaine après la réunion - tenue secrète des deux ministres concernés, le 28 mai à Strasbourg, où Charles Millon et Volker Rühe ont eu des « discussions franches », ce qui, en langage diplomatique, signifie un entretien plutöt rude.

Si, du côté français, on minimise en affirmant que « trop d'intérêts communs lient les deux pays pour qu'une mauvaise humeur passagère les remette en cause », on explique, du côté allemand, que le partenaire français doit avoir désormais « une ligne claire » pour ce qui touche la coopération dans l'arement. De fait, depuis son projet de programmation militaire 1997-2002 qui malmène bon nombre de programmes

manque de « lisibilité ». Avant le sommet de Dijon, il a été demandé aux deux directeurs de l'armement de dresser la liste des dossiers difficiles, afin de mieux relancer la coopération. Deux préoccupations surtout retiennent l'attention. Il y a, d'abord, le sort des hélicoptères Tigre et NH-90 et, ensuite, celui de l'avion de transport futur (ATF), le successeur du Transall.

RIGUEUR BUDGÉTAIRE

Pour les hélicoptères, l'Allemagne donne la priorité à la version antichar (HAC) du Tigre et la France plutôt à celle destinée à l'appui-protection (HAP). De même, les dates de mise en service ne coincident pas d'un pays à l'autre. Enfin, tant pour le Tigre en France - mais, sans doute, en Allemagne aussi, sans que Bonn ait encore osé l'avouer - laisse prévoir des baisses sensibles de commandes. C'est une occasion dont se saissisent les industriels allemands, comme les responsables politiques, pour remettre en question la maîtrise des programmes - notamment l'implantation des chaînes de fabrication - et le partage du travail. Au nom du principe qui veut que le pays décidé à s'engager sur un volume ferme de commandes est aussi celui dont

les industriels sont chefs de file. Dans le cas de l'ATF, la position pour le moins ambigué de la France agace sérieusement les Allemands. Les Français auraient besoin d'une cinquantaine d'appa-

francs l'exemplaire, et les Allemands de soixante-quinze. Maigré Aerospatiale, un des constructeurs de l'avion, qui se déclare prêt à faire un effort exceptionnel de préfinancement si l'Etat offre sa caution pour lever le financement bancaire complémentaire, le gouvernement français tergiverse. Il donne à son partenaire d'outre-Rhin l'impression de préconiser haut et fort la « préférence communautaire », c'est-àdire le recours systématique à des achais en Europe, tout en s'apprêtant à commander le C-130 J Hercules américain,

concurrent de l'ATF. En revanche, le dossier des satellites de reconnaissance militaire Helios-2 et Horus ne paraît pas conflictuel, même si l'AlleFrance voulait mettre en orbite un plus grand nombre d'exemplaires qu'il n'était

En dépit de tentatives permanentes de Washington pour rompre l'accord spatial entre les deux pays, la volonté personnelle du chancelier allemand et celle du président français se conjuguent pour que ce dossier aboutisse. Il y va, en effet, de l'indépendance de l'Europe en matière de renseignement stratégique et, surtout, de la collaboration - sous la forme d'échanges d'informations et d'exploitation des analyses - entre les services allemands et fran-

Committee of the second

Paris et Bonn esquivent le débat sur l'euro fort

Le lien entre la future monnaie unique et le dollar reste à établir

DEPUIS le sommet de Madrid, en décembre 1995, le couple franco-allemand a réussi à faire considérablement progresser la réflexion sur la nouvelle organisation monétaire qui accompagnera, à partir du 1s janvier 1999, la création de l'euro. Si des avancées ont été réalisées sur les relations entre les pays membres de l'euro (les « ins») d'une part, entre ces pays et les postulants au « club » de l'autre (les « ins » et les « pre-ins»), un domaine reste encore largement en friche : celui de la politique de change que l'Europe adoptera à l'égard des autres monnaies, du dollar pour l'essentiel. Le sujet ne sera pas abordé à Dijon: sur ce point, en effet, les désaccords entre Paris et Bonn

restent importants. Progressivement, deux idées se sont imposées et ont été adoptées par les ministres des finances des Quinze: la nécessité d'établir un « pacte de stabilité» budgétaire entre les pays de l'euro, d'une part, celle ensuite de lier à l'euro les monnaies candidates au club par un pacte de stabilité monétaire. avec l'établissement d'un « super-SME ». Chaque conseil des ministres européens de l'économie et des finances est desormais l'occasion de préciser davantage les modalités de ces deux « pactes ». S'il y a encore quelques points de triction, il est vraisemblable qu'avant d'après des travaux de la direction la fin de l'année tous les problèmes de la prévision du ministère des fi-

tron de l'Institut monétaire européen, mercredi 29 mai, lors du colloque sur la croissance organisé par Edouard Balladur à Paris.

Parmi les Quinze, et plus encore au sein du couple franco-allemand, un sujet reste en revanche encore tabou: il s'agit de la relation qu'entretiendra l'euro avec le dollar, plus généralement de la politique de change des Européens vis-à-vis des autres grandes de-vises internationales. En France, au fur et à mesure que l'euro devient une perspective de plus en plus crédible, la question est de plus en plus souvent évoquée. A Bercy, dans les milieux politiques et dans le monde industriel, on commence à s'en inquiéter sérieusement. Une crainte reunit tout ce petit monde; c'est qu'après avoir imposé à l'Europe un deutschemark fort, certains, en Allemagne, ne veuillent lui imposer un euro fort, une monnaie surévaluée.

Certes, très conjoncturellement, le problème est aujourd'hui moins pressant. La remontée du dollar permet d'atténuer la sous-évaluation de la devise américaine. En 1995, cette sous-évaluation aurait coûté à l'Europe entre 0,25 et 0,5 point de croissance au moins,

auront été réglés. C'est ce que pré-disait Alexandre Lamfalussy, le pa-conioncture, nombre de Français craignent qu'à l'avenir les Allemands ne continuent à maintenir une pression en faveur d'une monnaie surévaluée. l'euro cette fois.

Deux éléments d'incertitude jus-

tifient cette crainte. Ils ont été clairement identifiés lors du débat organisé mercredi 29 mai, à Paris, par l'association Echange et Projets et la revue Alternatives économiques entre Jean Paul Fitoussi et Jean Boissonnat. "Qui sera le M. Change de l'euro? », a d'abord demandé Jean Paul Fitoussi. S'inspirant de l'organisation allemande, traité de Maastricht distingue bien deux responsabilités : celle de la politique monetaire qui relèvera de la banque centrale européenne, celle de la politique de change qui dépendra des gouvernements. Mais, faute d'un gouvernement économique européen, le texte entretient un grand flou sur l'institution chargée de représenter les gouvernements dans cette fonc-

Le succès de l'euro pourrait ensuite être lui-même un facteur de hausse pour la devise européenne et conduire à une surévaluation de la monnaie unique. C'est ce qu'a expliqué Jean Boissonnat, membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France. La création de l'euro s'accompagnera en effet de la naissance d'un nouveau marché de titres, des titres en

euro. Pour les investisseurs étrangers - les assureurs japonais par exemple - qui souhaitent diversifler leurs placements, ce marché viendra concurrencer le marché américain. Il en aura, a priori, les mêmes caractéristiques : contrairement aux « petits » marchés européens actuels - étroits, fragmentés et exotiques par certains aspects -, ce marché européen sera profond, liquide et sûr. Il sera donc très attirant. L'arrivée massive de capitaux pourrait ainsi

pousser à la hausse la monnaie eu-

Dans l'esprit de ces promoteurs,

ropéenne.

la création de la monnaie unique doit favoriser une baisse des taux d'intérêt en Europe. C'est cet afflux de capitaux qui la rendra possible. Encore faudra-t-il qu'entre une monnaie forte et des taux faibles, des arbitrages soient effectués avec pertinence. La crainte de nombreux Français, c'est que, dans le flou actuel des textes, la banque centrale européenne ne s'empare des deux manettes : les taux d'intérêt et les taux de change. Et que cette banque indépendante reste sous l'influence de l'idéologie francfortoise de la stabilité. Qu'à une Bundesbank avant imposé à l'Europe un deutschemark fort ne se substitue une banque centrale européenne lui imposant un euro

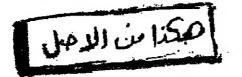
Patrons allemands et français appellent leurs gouvernements à la fermeté

de notre envoyé spécial Pour la première fois dans l'histoire des relations entre les organisations patronales allemande et française, le CNPF et le BDI (Bundesverband der Deutschen Industrie) ont publié, mercredi 5 juin à Bonn, un appel pour « une véritable politique conjointe de reconquête de la croissance et de l'emploi ». Jean Gandois, président du CNPF, et Hans Olaf Henkel, son homologue du BDI, y énoncent une analyse commune des risques actuels : dégradation des condi-tions de la croissance due à une diminimution de l'esprit d'entreprise et à la constante surévaluation du franc et du mark par rapport au dollar; montée insoutenable du chômage; menace d'implosion du système de protection sociale contre laquelle les politiques gouvernementales se révèlent inadap-

Leurs deux organisations de-mandent une redéfinition des obiectifs fondamentaux des politiques économiques et sociales menées en Allemagne et en France. Elles veulent un secteur public plus efficace, une réduction du coût du travail et un marché du travail plus flexible. Souhaitant une limitation de la part de l'Etat dans la vie économique, elles soutiennent l'objectif de ramener les déficits publics à 3 % du produit in-Erik Izraelewicz térieur brut, comme s'y sont engagés les deux gouvernements en vue de la future Union monétaire.

La monnaie unique est au centre des préoccupations des patronats allemand et français, qui défendent le respect des critères de convergence et la mise en place du pacte de stabilité prévu pour garantir à long terme la convergence des politiques. Cette forte solidarité patronale s'explique d'abord par la similitude des difficultés dans les deux pays, qui voient leur compétitivité internationale battue en brèche et connaissent un marasme économique : plus d'un dixième de leur population active y souffre du chômage. Les deux pays risquent de ne pas être en mesure de satisfaire pleinement aux critères de Maastricht.

L'appel lancé à Bonn est évidemment destiné aux responsables po-litiques réunis le 5 juin à Dijon, afin qu'ils ne faiblissent pas dans les intempéries politiques et sociales. De Jacques Chirac, les patronats redoutent les velléités dirigistes et le goût pour une hypothétique « troisième voie ». ils appréhendent que Helmut Kohl abandonne certains projets d'économies dans le domaine de la protection sociale face aux manifestations monstres annoncées en Allemagne pour le 15 juin. Deux bonnes raisons pour exprimer haut et fort leur credo européen.



Moscou baisse le ton vis-à-vis de l'OTAN

La Russie ne proclame plus haut et fort son opposition à l'élargissement à l'Est de l'Alliance atlantique

de notre envoyé spécial « En principe, la Russie n'a rien à objecter au vœu d'autres Etats d'entrer dans l'OTAN »: cette « petite phrase » du ministre russe des affaires étrangères, Evgueni Primakov, rapportée par son homologue allemand, Klaus Kinkel, mardi 4 juin à Berlin, pourrait être l'annonce d'un tournant. Moscou, désormais, ne proclame plus haut et fort son opposition à l'élargissement à l'Est de l'Alliance atlantique. Quelle que soit sa portée réelle, le propos en dit long sur le climat détendu qui régnait, mardi

< 16+1 > - les pays membres de l'OTAN plus la Russie-, au deuxième jour de la réunion du conseil de l'Atlantique Nord dans la capitale allemande. « Une rencontre cordiale, constructive, positive et ouverte », a dit Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN. La même atmosphère régnait à

4 juin, sur les conversations à

propos de la Bosnie. Face à ses partenaires du «groupe de contact », réunis de bon matin à Berlin, le ministre russe a certes répété qu'il s'opposait à une extension du mandat de l'IFOR visant à permettre l'arrestation des criminels de guerre (et notamment des dirigeants serbes bosniaques Radovan Karadzic et Radko Mladic). Mais c'était pour ajouter, aussitôt, qu'il était favorable à l'éloignement de Radovan Karadzic de toute responsabilité politique et à la tenue d'élections avant le 14 septembre, comme prévu dans les accords de Dayton. Sur l'objectif. il n'y a donc pas de divergences entre les Occidentaux et les Russes. Sur la méthode, il y a plus que des nuances. Le Kremlin semble considérer que la menace de nouvelles sanctions agitée devant Slobodan Milosevic est contre-productive et qu'il faudrait mieux encourager le président serbe à tenir ses engagements,

électorale en Russie, certains craignaient un éclat. Il n'en a rien été. Les Occidentaux avaient fait ceptionnel dans l'avenir. comprendre à Moscou que personne n'avait intérêt à insister, à cette réunion, sur le problème de l'élargissement. « Je suis heureux que l'OTAN ne force pas par des décisions unilatérales l'élargissement de ses structures vers nos frontières, mais qu'elle engage un dialogue avec nous sur ce sujet », a dit le ministre russe à Berlin. Sans que le propos d'Evgueni Primakov puisse être interprété comme un changement de position (il s'agit plus d'un changement de ton que de fond, a rappelé Hervé de Charette, qui a eu un entretien en tête à tête avec son collègue russe), la volonté d'apaisement de l'émissaire de Moscou était manifeste.

Au lieu de dénoncer en termes catégoriques la future extension à l'Est de l'Alliance, le ministre russe a déclaré, à Berlin, qu'il ne souhaitait pas que des «infrostructures militaires » de l'OTAN soient déployées « près de la frontière russe ». Une formule assez floue pour donner lieu à de multiples interprétations : la Russie, qui souhaite apparemment éviter le stationnement d'armes de l'OTAN notamment nucléaires – près de ses frontières, aimerait que les pays de l'ancien « glacis » (Pologne, Hongrie, République tchèque...) disposent, dans l'OTAN, d'un statut particulier, comparable à celui de la France entre 1966 et 1995.

CONCILIANT

Mais Il est trop tôt pour engager des négociations sur ce dossier. Les décisions portant sur l'élargissement commenceront seulement en 1997. C'est ce qu'a rappelé Helmut Kohl, venu dire à Berlin que « personne ne disposait d'un droit de veto » sur l'élargissement de l'OTAN. Lui aussi très conciliant vis-à-vis de la Russie (« un grand peuple, avec une grande histoire et une fierté particulière »), le chancelier a rappelé que les intérêts de la Russie et de l'Ukraine en termes de sécurité devaient être pris en compte, et que l'élargissement de l'OTAN « n'était dirigé contre per-

De longs et difficiles débats sont donc à attendre en 1997. Mais. alors que Moscou avait adopté jusqu'alors sur ce sujet une position intransigeante, le nouveau ton a été perçu comme un signe d'encouragement de la part des membres de l'Alliance. Le ministre russe a invité ses homologues de l'OTAN à se rendre à Moscou après l'élection présidentielle pour une nouvelle réunion à « 16+1 ». Même s'il y a toutes les chances pour que cette invitation soit polide M. Primakov a été perçue comme un signe de confiance ex-

Psychologiquement parlant, le communiqué du 3 juin, par lequel l'OTAN s'est dotée de nouveaux habits plus européens, facilite le dialogue avec Moscou. La « nouvelle OTAN », issue de la réforme de structures adoptée à Berlin (Le Monde du 5 juin), ne tend plus autant que par le passé à se présenter comme un « club » uni par un ennemi commun venu de l'Est. A Berlin, Evgueni Primakov a publiquement constaté avec satisfaction que la nouvelle OTAN prenait davantage en compte la dimension « multipolaire » du monde de l'après-guerre froide.

L'adhésion de la Croatie au Conseil de l'Europe est reportée

Zagreb doit mieux respecter l'accord de Dayton et les droits de l'homme

du Conseil de l'Europe, donné le 24 avril à l'adhésion de la Croatie, et le refus, trois semaines plus tard, des représentants des trente-neuf Etats membres d'entéri ner cette décision, les gouvernements ont décidé de reporter sine die toute décision à ce suiet.

de notre correspondant

L'adhésion de la Croatie au Conseil de l'Europe sera différée aussi longtemps que Zagreb n'aura pas fait la preuve de sa détermination à favoriser la mise en œuvre des accords de Dayton et à respecter ses engagements en matière de libertés individuelles. Tel est le message contenu dans le mémorandum adressé, mardi 4 juin, par les trente-neuf gouvernements membres de l'organisation de Strasbourg à Mate Granic, ministre croate des affaires étrangères.

(Consell de l'Europe)

Les capitales européennes confirment ainsi leur volonté de rattraper la bévue de l'Assemblée parlementaire, qui avait recommandé l'appartenance, à brefs délais, de la Croatie à l'institution européenne chargée de la défense des droits de l'homme. A la mimai, les Trente-Neuf s'étaient donné un temps de réflexion avant de se prononcer sur la candidature de Zagreb (Le Monde du 16 mai). Aujourd'hui, ils dressent la liste des

engagements à honorer « en priorite», étant entendu que les demandes présentées appellent des « réponses rapides » si le régime de Franjo Tudiman entend obtenir un déblocage du dossier.

ASSURANCES EXIGÉES

Au premier rang des conditions à remplir figurent la coopération effective avec le Tribunal penal international de La Haye et l'organisation des élections à Mostar, prévues maintenant au 30 juin. Les pays membres recommandent aussi aux autorités croates de faire diligence pour préparer la consultation électorale qui devrait se dérouler sur l'ensemble du territoire de la Fédération croato-musulmane à la mi-septembre. A ce titre, il leur est demandé d'offrir de sérieuses garanties aux électeurs qui seront amenés à se déplacer pour voter.

L'autre grand chapitre du mémorandum de Strasbourg porte sur le respect des droits de l'homme. Il est ainsi exigé des assurances sur le retour en bon ordre

des réfugiés serbes de Krajina et la révision de la loi d'amnistie pour les Serbes de Slavonie orientale, jugée trop restrictive par les juristes européens. Le document met l'accent, en outre, sur la nécessité pour le Parlement croate de s'abstenir d'adopter des mesures législatives destinées à restreindre les libertés individuelles des « minorites nationales ».

Le Conseil de l'Europe soulève également la question de la liberté de la presse en demandant l'arrêt des menaces et la supression des mesures, notamment fiscales, qui empêchent les médias indépendants de s'exprimer et d'exister. Au titre de la charte des pouvoirs locaux et régionaux, l'organisation attend de Zagreb un strict respect des autorités locales. Dans ce contexte, il est souhaité la mise en place d'un calendrier pour procéder à de nouvelles élections municipales à Zagreb, avec l'exigence que le verdict des umes soit res-

Marcel Scotto

Une presse en liberté surveillée

ZAGREB de notre envoyé spécial

Feral Tribune, lancé comme un gag par un groupe de jeunes, est passe d'apparaître comme le symbole de la presse croate indépendante et contestée par le pouvoir. Consacrant sa première page à des photomontages d'un goût parfois douteux ou plus simplement provocateur, l'hebdomadaire de la ville côtière de Split a ainsi récemment publié celle d'un, prêtre en rut, parce qu'il avait ap-pelé à un développement de la na-talité. Des airs de Charlie Hebdo. qui font que deux de ses rédacteurs sont poursuivis en justice. leur procès devant s'ouvrir le tions, c'est un héritage du communisme », résume le député HDZ (au pouvoir) Mate Mestrovic, qui a vécu la plus grande partie de sa vie aux Etats-Unis. « Et il est absurde de croire, dit-Il, que l'on peut résoudre un tel problème par la répression. »

Au sein du gouvernement et du parti an pouvoir, ce sont ces espaces de liberté qui font l'objet de vives critiques: «Les journaux les plus irrespectueux en Europe n'oseraient pas écrire comme certains des nôtres », affirme Vladimir Matek, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères. Le gouvernement a donc multiplié les tentatives pour tenter de freiner le développement de certaines publications. Outre les poursuites Lucas Delattre engagées contre Feral Tribune, le

gouvernement a procédé à la fermeture temporaire de l'hebdomadaire Panorama, pour des « raisons écologiques et sanitaires », exigé des arriérés d'impôts au quotidien Novi List, et rétabli une loi sur les délits de presse. L'hebdomadaire Globus et le rédacteur en chef de l'hebdomadaire à sensation Nacional ont ainsi été poursuivis pour «écrits diffamatoires et

fausses informations ». L'absence de liberté de la presse dans le pays fait l'objet d'un constat pratiquement unanime des observateurs et des partis de l'opposition, « il est évident que les trois chaînes de télévision nationales existantes sont à 100 % sous le sume Goran Granic (parti social libéral croate, HSLS), premier élu à la mairie de Zagreb à avoir été réfuté par le président Franjo Tudiman. « Il en est de même pour la plupart des auotidiens, dit-il, même si certains d'entre eux échappent à ce contrôle. La situation est en revanche plus favorable parmi les hebdomadaires et les radios locales. » « C'est une situation totalement anarchique, assure Olga Ramljak, correspondante à Zagreb du journal Slobodna Dalmacija. Après quarante-cinq ans de communisme et de journalisme

froid et militant, la presse à sensation fait recette et les propriétaires de médias se comportent comme des marchands de chaussures. » Bodizar Pankretic, vice-préfet de Zagreb et membre du parti paysan (HSS, opposition), estime que « la liberté des médias ne se résume pas à la lecture des journaux à sensation où l'on écrit n'importe quoi ». Dans le cadre d'une mission

d'évaluation sur la presse dans les pays de l'ex-Yougoslavie, des fonc-tionnaîres de l'Unesco soulienaient à la fin du mois de mai à Zaereb qu'll « existe un certain pluralisme dans le pays, même si le gouvernement a toutes les possibilités de laver les cerveaux de la popuaccueil assez que nous avons reçu à Zagreb, explique un des membres de la mission, prouve surtout qu'il faut cesser de multiplier les condamnations pour développer une approche positive et aider à la création de médias indépendants. A cet égard, le projet de création d'une quatrième chaine privée ne nous apparaît pas impensable, et c'est ce courant qu'il faut renforcer. Car. pour schématiser. la situation de la presse en Croatie est tout de même plus nuancée que véritablement explosive. >

Denis Hautin-Guiraut

Saint-Pétersbourg se donne un maire pragmatique et sans étiquette, Vladimir Iakovlev

« VLADIMIR IAKOVLEV n'est pas un beau parleur, mais il s'y connaît en assainissement des eaux »: c'est ainsi que Guennadi Seleznev, le président communiste de la Chambre



basse du Parlement à Moscou, a dépeint l'homme qui dimanche 2 iuin, a ravi la mairie de Saint-Pétersbourg au ré-

formateur Anatoli Sobtchak. Car le nouveau maire de la « Venise du Nord », un ancien ingénieur des travaux publics, né en l'akoutie (grand nord) en 1944, où sa mère avait été évacuée pendant la guerre, a bâti sa campagne sur cette image de pragmatique » sans étiquette, s'aliénant par là le soutien d'un large spectre allant des réformateurs aux « national-patriotes ». Décontracté, Vladimir lakovlev.

qui préfère le port de la veste de cuir à celui du costume-cravate, a inlassablement sillonné les usines de la région, promettant de « mettre la main à la pâte » pour régler les problèmes qui s'accumulent dans l'ancienne capitale impériale: routes défoncées, vétusté du système de chauffage, amoncellements d'ordures ménagères, incurie des services sociaux, montée de la criminalité. Cet ancien communiste de base oui a fait carrière dans les services municipaux s'est placé aux antipodes de son rival et ancien patron. Anatoli Sobtchak, aux commandes de la ville depuis cino ans. On reprochait à ce dernier de s'être enrichi un peu trop rapidement et de s'occuper davantage de son image à l'étranger que des problèmes quotidiens de ses adminis-

Pour autant, le nouveau maire a mobilisé pendant sa campagne des moyens financiers à la mesure de ceux de son adversaire. Il aurait murmure-t-on à Saint-Pétersbourg. maire de Moscou, louri Louikov. « pragmatique » lui aussi et dont le style populiste fait des émules. « le suis un démocrate praticien », a déclaré M. lakovlev juste après son élection, afin de ne pas être taxé de sympathies communistes. Félicité par Boris Eltsine, le nouveau maire a toutefois précisé qu'il souhaitait signer un accord sur « la redéfinition des pouvoirs » entre Moscou et Saint-Pétersbourg, à l'image de ceux que le Kremlin a déjà signés avec plusieurs « sujets de la Fédération ».

L'Organisation des Etats américains est hostile au renforcement de l'embargo des Etats-Unis contre Cuba

de notre correspondant en Amérique centrale

L'adoption, mardi 4 juin à Panama, par une forte majorité des membres de l'Organisation des Etats américains (OEA), d'une résolution hostile aux Etats-Unis à propos du renforcement de l'embargo contre Cuba a provoqué une petite tourmente diplomatique au sein de cet organisme traditionnellement contrôlé par Washington. La représentante des Etats-Unis à l'OEA, Harriett Babbitt, a dénoncé la « lacheté diplomatique » de ses collègues à qui elle a reproché de manquer de « courage moral et politique pour dénoncer le gouvernement dictatorial de Cuba ».

Menés par le Canada et le Mexique qui avaient pris la tête de la révolte au nom de « liberté du commerce et des investissements », se réunira à Rio du 5 au 30 août et vingt-trois pays (sur les trentequatre qui composent l'organisation) ont voté en faveur d'une résolution dans laquelle ils expriment leur préoccupation à propos bitt prouve que Washington n'a des « effets extra-territoriaux » de pas l'intention de céder, du moins

née à renforcer l'embargo en vigueur contre Cuba depuis trentecinq ans. Les membres de l'OEA, tout comme les pays de l'Union européenne, avaient déjà exprimé leur désaccord avec les dispositions de cette loi qui prévoit des sanctions contre les sociétés et les ressortissants étrangers entretenant des relations commerciales

avec La Havane.

Soucieux d'éviter l'affrontement avec Washington et d'obtenir l'appui de la majorité des trentequatre pays membres de l'OEA, les rédacteurs de la résolution avaient pris la précaution d'offrir un compromis, apparemment raisonnable, qui consistait à soumettre l'examen de loi Helms-Burton à une instance spécialisée, le Comité juridique interaméricain. Cehui-ci devra « examiner la validité de [cette] loi au regard du droit inter-

national ». La réaction indignée de M™ Ba-

la loi Helms-Burton, adoptée le tant que les élections du 5 no-12 mars par les États-Unis et desti-vembre aux États-Unis n'auront vembre aux Etats-Unis n'auront pas eu lieu, dans la mesure où le président Bill Clinton cherche à séduire l'important électorat d'origine cubaine installé en Floride.

Christine Stewart, la représentante du Canada à la vingt-sixième Assemblée générale de l'OEA, qui a ouvert ses travaux lundi, a été particulièrement dure à l'égard de la politique cubaine des Etats-

Elle a estimé que le renforcement de l'embargo aura pour effet de durcir le régime cubain et que la loi Helms-Burton était « contraire à l'accord de libreéchange » (Alena) qui unit Washington au Canada et au Mexique. Ces deux derniers pays, qui sont, avec l'Espagne, les trois principaux investisseurs étrangers à Cuba, ont d'ailleurs entrepris des consultations pour préparer une législation « antidote » destinée à protéger leurs ressortissants respectifs contre les effets de la loi

Bertrand de la Grange

1936 : LA GUERRE D'ESPAGNE



Soixante ans après le début de la guerre civile, les historiens établissent un bilan serein des responsabilités des deux camps dans la tragédie espagnole.

Il y a 3 000 ans : la naissance de Jérusalem

Le Moyen Age avait-il peur des jeunes ?

■ La véritable histoire de Frankenstein

JUIN 1996 – EN KIOSQUE – 36 F



Un rapport préconise de « conditionner » l'aide à l'Afrique

Yves Marchand, député UDF de l'Hérault, propose de lier l'octroi de fonds

à l'amélioration du fonctionnement des Etats. Des « critères de performances » institutionnels seraient mis en place

rienne des progrès dans le fonctionne DEPUIS le mois de mars, Matignon bloque la publication d'un rapport parlementaire consacré à la coopération économique avec l'Afrique. Selon son auteur, Yves Marchand, député UDF de l'Hérault, le veto du premier ministre

ne tiendrait nas au contenu du document. «J'ai fait ce travail, affirme-t-il. à la suite d'une lettre de mission d'Alain Juppé. Le premier ministre a lu mon rapport et il m'a assuré qu'il l'approuvait entièrement. » Le ministre délégué à la coopération, Jacques Godfrain, partagerait les vues du chef du Le peu d'empressement à pu-

blier l'épais tapport parlementaire (250 pages environ) viendrait, selon M. Marchand, de ce que le gouvernement « ne veut pas qu'il y ait d'interférence au moment du lancement de son propre projet pour l'Afrique ». Le député de l'Hérault fait allusion à la première réunion, prévue pour la mi-juin, du tout nouveau comité interministériel d'aide publique au développement (CIAD), structure issue de la réorganisation de la coopé-

ration française. Après avoir souligné l'importance des intérêts à « préserver » en Afrique - la plus forte communauté française hors d'Europe : des exportations supérieures à celles réalisées en Amérique latine -, le rapport constate que le développement du continent noir et de ses 1,2 milliards d'habitants attendus en 2020 est subordonné à un afflux massif d'investissements privés maintenant que l'aide publique au développement se réduit comme

RASSURER L'INVESTISSEUR Mais comment inciter les capitaux privés à ne pas se détourner de l'Afrique alors que, de l'aveu même de M. Marchand, « la rémunération aléatoire (et, parfois, d'origine douteuse) des forces de l'ordre, la corruption judiciaire et administrative, la fraude douanière impunie, sont des phénomènes [...] trop fréquents ». Et le député d'ajouter :

« Ils créent, même en l'absence de

troubles graves et de conflits armés,

un cadre extremement dissuasif

Aît Menguellet, musicien renommé, et kabyle

comme lui ? Victime, en septembre 1994, d'un

enlèvement qui avait fait grand bruit en Aigérie

- mais s'était, celui-ci, heureusement termi-

né-, Lounès Matoub avait longuement ra-

conté, dans la presse algéroise d'abord, puis

dans un livre publié en France (Rebelle, Stock),

son expérience de captif, otage des maquisards

Bien des rumeurs avaient déjà couru, à

'epoque, mettant en doute l'identite des favis

seurs. Certains flairaient un coup monté, soup-

connant un clan du pouvoir d'avoir organisé le

rapt. La polémique a récemment rebondi avec

les accusations publiques du chanteur Ferhat

M'henni (Le Monde du 30 mai). Rien que de

très banal, hélas, en Algérie. Dans ce théâtre

d'ombres où la guerre a plongé le pays, ta seule

du Groupe islamique armé (GIA).

pour les investisseurs légaux. »

peau de chagrin.

document préconise aussi de mettre un La solution consiste, selon le rapport, à instaurer « une conditionnalité institutionnelle de l'aide ». Le FMI et la Banque mondiale subordonnent l'octroi de crédits à la réalisation d'un programme économique et financier; depuis 1995, l'Union européenne (UE) a la possibilité de lier une partie de son aide à des conditions politiques : pourquoi ne pas conti-

nuer dans cette direction pour sé-

curiser les investisseurs privés?

Le député de l'Hérault suggère donc d'établir, en collaboration avec le pays bénéficiaire, des « critères de performances » dans le domaine judiciaire, fiscal et douanier. En matière judiciaire, par exemple, ils porteraient sur l'amélioration du personnel judiciaire, le délai de traitement des dossiers, le taux d'exécution des décisions de justice... Dans le domaine fiscal, un élargissement de l'assiette de la TVA et la lutte contre la fraude feraient partie des critères de performance. « Il ne s'agit pas de donner des leçons, conclut M. Marchand. Il s'agit de rassurer

de façon durable l'investisseur. »

Dans un rapport parlementaire intitulé des Etats. Il suggère d'établir, en collabora« Une urgence : l'afro-réalisme », le député tion avec le pays bénéficiaire, des « critères de faire dépendre l'aide à l'Afrique subsahade faire dépendre l'aide à l'Afrique subsahades Etats. Il suggère d'établir, en collaboration avec le pays bénéficiaire, des « critères de par l'Union européenne, dans lequel une partie de l'aide au développement revient dans le pays bailleur de fonds sous forme d'achat de biens et de services. Ac-

Le rapport parlementaire contient une autre « bombe », avec sa proposition de supprimer « l'aide liée ». Autrement dit, il s'agirait de ne plus exiger du pays bénéficiaire d'une aide qu'il renvoie en quelque sorte l'ascenceur en achetant des biens et des services auprès des entreprises du pays bailleur de fonds. Dans le cas de la Prance, un peu plus de 50 %

« ÉLÉPHANTS BLANCS » Les États-Unis, le Japon et l'en-semble des pays de l'UE, à l'exception de l'Espagne, préconisent, de-

de l'aide bilatérale est de l'aide

puis longtemps, la fin d'un système lourd à gérer et criticable sur le fond, car il favorise les investissements improductifs (les fameux «éléphants blancs») et constitue une aide publique déguisée aux entreprises du pays ballleur de fonds.

Faire une croix sur l'aide liée ne pénaliserait pas la France, selon le rapport parlementaire. Son « abandon pur et simple [...] pourrait etre globalement avantageux

tuellement, plus de 50 % de l'aide française à l'Afrique est accordée sous forme d'aide liée. La publication de ce rapport parlemen-taire est bloquée depuis le printemps par pour l'économie et les finances pu-

bliques » si les les autres pays industrialisés suivent, avance le député de l'Hérault.

A son avis, « un déliement généralisé des aides des pays européens [ouvrirait] aux entreprises françaises, en Asie et en Amérique latine, des marchés plus porteurs, par leur niveau de vie ou leur environnement général, que ceux qu'elles "perdraient", par le même effet, en Afrique. >

Quant aux finances publiques, elles ne s'en porteraient que mieux, en permettant à la France de « maintenir son effort d'APD [aide publique au développement] tout en limitant la charge budgétaire de cet effort ».

Pourtant, convient le député de l'Hérault, l'idée de supprimer l'aide liée n'a pas soulevé l'enthousiasme de M. Juppé. Sur le fond, le premier ministre serait d'accord, mais reculerait devant une décision « difficile à faire passer auprès de l'opinion publique auiourd'hui ».

Jean-Pierre Tuquol

Les sept trappistes assassinés en Algérie ont été inhumés à Tibéhirine

de notre envoyé spécial Les sept moines trappistes assassinés, le 21 mai, par un groupe armé se réclamant du GIA, ont été inhutère de Tibéhirine, près de Médéa, d'où ils avaient été enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars. Ce retour, qu'avaient souhaité les familles, est conforme au vœu de « stabilité » des moines et symbolise leur fidélité à une population que, maigré l'insécurité de ce fief islamiste, îls

n'avaient jamais voulu quitter. Des mesures de sécurité exceptionnelles avaient été prises par les autorités algériennes pour permettre à une délégation restreinte de venir à Tibéhirine dire un ultime adieu aux sept trappistes. Outre les deux moines qui avaient échappé à l'enlèvement, la France était représentée par son ambassadeur, Michel Lévêque, l'Eglise d'Algérie par Mª Henri Teissier, archeveque d'Alger, l'ordre des cisterciens-trappistes par Dom Bernardo Olivera. abbé général, et le Père Armand Veilleux, procureur, et les familles par trois proches du plus jeune moine assassiné, Christophe Lemarchand, venus de la Drôme.

A cette cérémonie, simple et intime, s'étaient joints les walis (préfets) de Médéa et de Djelfa ainsi que l'imam de l'aggiomération voisine de Dra es Mar. Plus d'une centaine d'hommes des environs de Médéa étaient aussi venus exprimer leur émotion. De l'avis d'un témoin, sans le zèle policier, îls auraient été « des milliers » à le faire. Le Père Gilles Nicolas, prêtre à Médéa, s'est adressé à eux - en arabe pour lire le testament spirituel du père prieur assassiné (Le Monde du 30 mai), associer aux moines tués le souvenir de toutes les victimes de la violence en Algérie et répéter que l'odieux assassinat des religieux n'avait rien à voir avec l'islam, ni avec la tradition profonde de ce

Les obsèques des sept moines voulaient aussi exprimer la continuité de la communauté cistercienne-trappiste de Notre-Dame de l'Atlas, provisoirement repliée sur son annexe de Fès, au Maroc, et réduite de douze à cinq moines, dont le Père Jean-Pierre Schumacher, l'un des deux « rescapés », devient le supérieur. L'espoir de la communauté chrétienne d'Algérie - et de la population locale - est le retour à une vie normale d'un monastère dont les sept nouvelles tombes témoigneront à jamais du drame.

Fausses notes kabyles

QUELLE MOUCHE a donc piqué le chanteur choisir un camp contre un autre, est de douter, inlassablement, de tout et de tous. Lounes Matoub, défenseur affiché de la culture berbère, pour traîner dans la boue l'un des plus grands poètes de cette même culture, Lounis

On peut douter sans accuser. Est-ce un crime de le faire à voix haute ? Récemment interrogé à propos de l'enlèvement de Lounès Matoub par le quotidien français Libération, Lounis Aît Menguellet, fidèle à sa légendaire réserve, s'était refusé à porter un jugement sur l'affaire.

Pour l'ancien kidnappé, ce silence a résonné comme une insulte. Le 19 mai, sur les ondes parisiennes de Beur FM, Lounes Matoub est passé à l'attaque. A l'entendre, son compaque l'« émir Ait Ziane » - organisateur supposé de l'enlèvement et « heureusement tué », quelques semaines plus tard, à Tizi Ouzou -, aurait bénéficié de la « protection » des maquis islamistes. Pis I Lounis Ait Menguellet aurait « cotisé » au GIA « parce qu'il avait peur ! », croit bon d'insister Lounès Matoub, assurant dispoliberté qui reste à la population, pressée de ser de « preuves ».

Une telle dose de hargne aurait, en temps de paix, de quoi faire sourire. En temps de guerre, exprimée publiquement, elle peut coûter la vie à ceux qu'elle éclabousse. « Toute ma famille habite en Kabylie et j'y réside moi-même en permanence », souligne M. Ait Menguellet. A ses yeux, ces allégations, « aussi basses que mensongères », sont « un appel au meurtre »,

Revenu à Paris pour laver son honneur, le poète kabyle a pu répondre, dimanche 2 juin, au micro de Beur FM, à son virulent détracteur. Avec des mots inhabituellement crus. Dénoncant la « mythomanie » et la « mégalomanie » de son accusateur, M. Ait Menguellet a proféré, il y aura, en réplique, dix vérités sur sa personne », a-t-il promis. Fin de round ou fin de match? L'image, si souvent brandie, d'une Kabylie unie et solidaire a volé en éclats. Sans que l'on sache encore s'il faut en rire ou en

Catherine Simon

Les Palestiniens estiment que M. Nétanyahou est condamné à poursuivre le processus de paix

GAZA

de notre envoyé spécial Après le pile ou face des élections israéliennes, les Palestiniens de Gaza font leurs comptes. Gagnants? Certainement pas. Perdants? Pas encore sûr. L'émotion soulevée dans le monde par la défaite du « camp de la paix » dans l'Etat juif, incarné par Shimon Pérès, trouve ici un écho très assourdi. « Les travaillistes ou le Likoud ? Ce

sont les deux faces sinistres de la

même pièce i », gronde Mahmoud

Zahar, porte-parole du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), qui, pour une fois, ferait presque l'unanimité. « L'autonomie donnée par Pérès, c'était celle de Begin » (l'ancien premier ministre Likoud), dit le chirurgien, qui a passé le plus clair du printemps en prison, après la vague d'attentats-suicides de février et de mars. « Où voyez-vous une différence entre Pérès et Nétonyahou? Pour Jérusalem, c'est le même discours, pour les colonies, elles n'ont jamais cessé avec Pérès, pour l'Etat palestinien, les travaillistes ant supprimé leur veto, mais de là à nous reconnaître un droit... Surtout, qu'on ne vienne pas nous dire que c'est de notre faute si Nétanyahou a eté étu », ajoute-t-il, prompt à exonérer les responsables des attentats commis pour venger Yeyia Ayache, l'artificier du Hamas, tué, le 5 janvier, à Gaza, par les Israéliens. Personne, à Gaza, ne regrette M. Pérès. « Il faut juger sur les faits, lance Haï-dar Abdel Chafi. A Gaza, on a beaucoup plus souffert avec les travaillistes qu'avec le Likoud. Il faut faire la part des chases entre le discours que nous a tenu M. Pérès et ce qui s'est réellement passé ici. » Le député Salah Taamari, de Bethléem, n'en pense

pas moins. « il y a eu les bouclages.

les promesses non tenues, les viola-

tions des accords, énumère-t-il, bla- de la justice dans le « gouvernesé. Les Etats-Unis et l'Europe nous demandent de ne pas nous inquiéter avec l'arrivée de M. Nétanyahou, mais en réalité ce sont eux qui sont les plus inquiets. »

Imperturbables Palestiniens qui verraient presque d'un bon ceil l'arrivée d'une nouvelle équipe et d'un homme neuf aux commandes? « C'est peut-être différent en Cisiordanie, mais ici, à Gaza, on se dit que

dons un peu de le voir à l'œuvre. Nous sommes là, personne ne nous fera disparaître et notre situation est tout de même moins grave qu'en 1982, à Beyrouth », conclut-il. Pour Ziad Abou Amr, professeur à l'université palestinienne de Birzeit, en Cisjordanie, mais élu député à Gaza, le Likoud va « certainement essayer de retarder au maximum les

ment » de Yasser Arafat. « Atten-

Allègement du bouclage des territoires

L'armée israélienne a autorisé, mercredi 5 juin, 22 000 Palestiniens à se rendre sur leurs lieux de travall en Israël, a-t-ou appris de source militaire. C'est l'allègement le plus important du bouclage des territoires de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, quasi hermétique depuis la dernière vague d'attentats-suicides, de février-mars, dans PEtat juif. Selon la même source, cette mesure concern 12 000 Palestiniens de la bande de Gaza et 10 000 de la Cisjordanie, mariés, ágés de plus de trente-cinq ans et munis de permis d'entrée en règle. En outre, 350 commerçants de la bande de Gaza sont autorisés à se rendre sur le territoire israélien pour acheter des marchandises. Le 30 mai, au lendemain des élections en Israël, 2500 Pa-lestiniens de Cisjordanie et 7 500 autres de la bande de Gaza, âgés de plus de quarante ans, avaient été autorisés à entrer en Israël. Avant les attentats, qui ont fait 62 morts, quelque 60 000 Palestiniens étaient munis d'un permis de travail dans l'Etat just. — (AFP)

cela ne peut pas être pire au quoti-dien », assure M. Abdel Chafi. « On a même l'impression que le nouveau premier ministre sera plus direct que M. Pérès », ajoute l'ancien chef de la délégation palestinienne aux négociations de paix, qui n'a pourtant pas gardé un souvenir impérissable du jeune porte-parole - aujourd'hui premier ministre – de l'équipe israélienne à la conférence de paix de Madrid.

« Avec lui, ce sera, ou blanc, ou noir, mais certainement pas l'arc-enciel comme avant », ironise Freihh Abou Miden, « ministre » sortant discussions, de jouer d'autres cartes,

mais (...) ils n'ont en réalité pas

d'autre possibilité que de faire avec

LE MASQUE EST TOMBÉ

Assis nonchalamment dans son bureau de directeur général des négociations de paix, au cœur de l'an-cien siège de l'administration civile israélienne de Gaza, Hassan Asfour ne semble pas trop inquiet : « Le Likoud a refusé les offres de rencontre que nous lui avions adressées avant sément une partie de plaisir. » les élections. M. Nétanyahou ne connaît pas les Palestiniens. Il ne sait

n'est pas suffisant », déclare-t-il. La perspective d'un pourrissement de la situation ne l'effraie pourtant guère. « Ils ne peuvent pas faire comme à Madrid, où Itzhak Shamir avait prévu de négocier pendant des années sans jamais rien concéder. Ils vont devoir avancer, à moins de se mettre dans une situation très délicate vis-à-vis de leurs alliés. M. Nétanyahou est jeune, s'il veut rester au pouvoir, il faudra bien qu'il change. »

Si cheikh Wajih, croisé dans le hall du Conseil palestinien, compte sur une pression américaine, le ministre de la justice n'est guère convaincu. «A part en 1956, pour l'expédition de Suez, les Etats-Unis n'ont jamais réussi à imposer quoi que ce soit à Israel, déclare-t-ll. Notre salut viendra plutôt des pays arabes. Seront-ils solidaires? En tout cas, ils doivent envisager de stopper la normalisation de leurs relations avec Israël si rien ne change. »

Une fois encore, les Palestiniens de Gaza se résignent à attendre. Même les adversaires les plus réso-lus du « processus de paix » se gardent bien d'envisager dès maintenant le retour aux jours de plomb et de cendre. « La violence serait aujourd'hui complètement inefficace », tranche, définitif, M. Abdel Chafi. « Nous sommes ums, nous savons ce que nous voulons et jusqu'où nous voulons aller. Eux [les Israéliens] sont divisés et leur société éclate, comme le montre le succès des petits partis. Nous incarnons, de par nos sacrifices, la morale alors que leur masque est tombé, explique M. Taamari. C'est à eux de bouger. En plus, s'ils veulent rentrer à Gaza, ça ne sera pas préci-

L'épouse du principal opposant à la junte a été assassinée au Nigeria

L'ANNONCE de l'assassinat de la femme de Mosbood Abiola, principale personnalité de l'opposition au régime militaire nigérian, a aussitôt provoqué des réactions indignées tant au Nigeria qu'à l'étranger. Selon divers témoignages, Kudiratu Abiola, 44 ans, a été tuée, mardi 4 juin, à Lagos, par des in-connus qui ont ouvert le feu sur son véhicule, alors qu'elle venait de guitter son domicile pour se rendre à un rendez-vous avec un diplomate occidental. Dans un communiqué diffusé à la télévision nationale, la police a dénoncé le crime en l'attribuant à des « truands armés ». Mais la junte dirigée par le général Sani Abacha, mise au ban de la communauté internationale pour de multiples exactions et son refus de céder le pouvoir aux civils, aura du mal à faire admettre la

thèse du crime crapuleux. Dès mardi, le collectif de l'opposition nigériane, Campagne pour la démocratie, a accusé à mots couverts le régime militaire de cet assassinat, en affirmant: « Nous ne devons pas aller chercher loin pour trouver [les] assassins. » De leur côté. les Etats-Unis ont appelé les autorités nigérianes à « enquêter à fond » pour découvrir les responsables. Un porte-parole du département d'Etat a déclaré : « Il est trop tôt pour dire (...) si ce meurtre était motivé politiquement », tout en ajoutant qu'on ne pouvait que retenir la thèse de l'« assassinat ».

MENACES DE SANCTIONS

Moshood Abiola, milliardaire musulman et propriétaire du quotidien indépendant Concord, avait été arrêté, en juin 1994, et accusé : de «trahisan» pour s'être déclaré vainqueur de l'élection présidentielle du 12 juin 1993, annulée par les militaires. Depuis lors, du la cause de son époux et dénoncé l'illégalité du régime militaire. Elle avait comparu à deux reprises, à la fin de mai, devant un ufbural pour « conspiration » et « fausse déclaration », au motif, semble t-ll, d'avoir accordé à la presse locale et étrangère une série d'entretiens dans lesquels elle réclamait avec insistance la reconnaissance de la victoire électorale de son mari. Libérée sous caution, son procès devait reprendre le 17 juillet. M. Abiola, 59 ans, qui a reçu de rares visites depuis son incarcération, est dans

un état de santé précaire. La libération de M. Abiola et de l'ensemble des détenus politiques nigérians a été demandée récemment avec insistance par les pays du Commonwealth, les Nations unies et les Etats-Unis, comme preuve de l'engagement du régime militaire du général Abacha à rendre le pouvoir aux civils. Maigré les pressions et les menaces de sanctions internationales envisagées par le Commonwealth, la junte se refuse à une telle normalisation avant octobre 1998.

Bien que les mobiles de l'assassinat ne soient pas encore connus, le quotidien P. M. News a lié l'attaque dont a été victime M™ Abiola à des agressions du même genre qui ont visé récemment, à Lagos, deux autres personnalités proches de l'opposition. Il s'agit de l'attaque du 3 février contre Alex Ibru, ancien ministre de l'intérieur du général Abacha et patron du groupe de presse Guardian, et de celle dirigée contre Alfred Rewane, le 7 octobre 1995. Grièvement blessé par balles, M. Ibru a survécu à son agression et est hospitalisé en Grande-Bretagne. Le quotidien Guardian avait été l'un des ardents défenseurs de la cause de M. Abiola. Aifred Rewane, 79 ans, est mort des suites de ses blessures. Cet homme d'affaires prospère était connu pour être le principal financier de la Coalition démocratique nationale (Nadeco). Les circonstances des deux agressions n'ont jamais été élucidées. A un visiteur sénégalais,

M= Abiola avait falt savoir, dimanche, qu'elle se sentait très menacée, comme d'autres opposants qui ont été récemment victimes d'intimidations ou ont préféré

A State of the Cartering of the 1970 to

S 1984 Section Statement

The street of the same

Links ... the following and the second passes and the second second state for the The second secon

202

12.5

2.56

227-

2.11

234 1

100至 4 700

AMERICA ES In the same 1-12 5 4 Cm ×: ...

TATE OF THE PARTY The state of the s the state of the second A STATE OF STATE OF MOCHE CO. E.A.L. St. St. A TO STORY OF THE LOCAL PROPERTY PROPERTY.

INTERNATIONAL

, Le CICR suspend ses activités au Burundi

BUJUMBURA. Le Comité international de la Croix-Rouge a annoncé, mercredi 5 juin à Genève, qu'il suspendait toutes ses activités au Burundi après la mort de trois de ses délégués, mardi aprèsmidi, dans une embuscade dans le nord-ouest du pays. Leurs véhicules portaient pourtant l'emblème du CICR, a indiqué l'organisation. Selon un porte-parole du ministère burundais de la défense, l'attaque, dont ont été victimes Cédric Martin, 32 ans, Reto Neuenschwander, 39 ans, et Juan Rufino, 36 ans, a été menée par des rebelles hutus. Elle a eu lieu dans la préfecture de Cibitoké, frontalière du Zaire et du Rwanda, une des régions les plus touchées par la guerre civile, où le CICR venait en aide à quelque 60 000 personnes privées depuis plus de dix jours d'eau potable, en raison des affrontements entre l'armée, dominée par la minorité tutsie, et les rebelles hutus. - (AFP, Reuter.)

Le président bulgare, Jeliou Jelev, ne briguera pas un second mandat

SOFIA. Le président bulgare, Jeliou Jelev, a annoncé, mardi 4 juin, qu'il acceptait les résultats des élections primaires de l'opposition et qu'il ne briguerait pas un second mandat. M. Jelev a subi une défaite écrasante, samedi 1= juin, à ces élections qui avaient pour but de désigner un candidat unique de l'opposition pour l'élection présidentielle de l'automne 1996. Selon les résultats définitifs, le candidat du rassemblement anticommuniste, l'Union des forces démocratiques (UFD), Peter Stolanov, a remporté 65,74 % des voix contre 34,26 % pour M. Jelev. Le président exercera ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat qui expire en janvier 1997. – (AFP.)

EUROPE

■ ALLEMAGNE: « On ne pourra pas respecter la date prévue pour le retrait de PIFOR de Bosnie », a déclaré, mardi 4 juin, Helmut Schafer, ministre délégué aux affaires étrangères allemand. Cette intervention a été immédiatement démentie par son ministre de tutelle, Klaus Kinkel. Interrogé en marge du conseil de l'Alliance atlantique à Berlin, le ministre des affaires étrangères allemand a indiqué que la question du prolongement du mandat de l'IFOR ne se posait pas et que la date de retrait prévue (le 20 décembre) serait respectée.

■ ÎTALIE: Umberto Bossi a insulté et fait expulser des journalistes qui suivaient, lundi 3 mai, une réunion publique de la Ligue du Nord. « Faites partir ces gens-là. Allez dehors. Raus! », a crié le chef du mouvement séparatiste aux « chemises vertes » de son service d'ordre, qui ont chassé deux équipes de télévision de la grandplace de Lodi, près de Milan, où se tenait le rassemblement. - (AFR) ■ RUSSIE: des négociations entre les indépendantistes tchétchènes et le gouvernement russe ont commencé, mardi 4 juin à Nazran en ingouchie, une république autonome voisine de la Tchétchénie. Les indépendantistes réclament le retrait des troupes russes d'ici au 15 juin ainsi que l'arrêt des combats qui se poursuivent malgré la signature d'un cessez-le-feu, le 27 mai à Moscou. - (AFR)

■ Un quart des appelés incorporés dans la Flotte russe du Pacifique au printemps 95 souffraient d'un retard de croissance, 31 % d'entre enx n'avaient pas reçu d'instruction primaire et 17 % présentaient des symtomes d'accoutumance à la drogue, rapporte l'agence ftar-Tass, citant des sources militaires. — (Revier.)

AFRIQU CENTR

■ CENTRAFRIQUE: une partie des soldats qui s'étaient mutinés pendant neuf jours, fin mai, out remis symboliquement leurs armes aux autorités, mardi 4 juin, à Bangui, en présence du genéral Bernard Thorette, chef de l'opération militaire française qui avait rétabli l'ordre dans la capitale centrafricaine. Cette cérémonie était prévue dans l'accord conclu pour mettre fin à la mutinerie. – (AFP.) ■ CÔTE-D'IVOIRE: 13 000 signatures ont été recueillies dans une pétition nationale pour la « grâce et la libération » de Véronique Akobé, a annoncé, mardi 4 juin, le comité de soutien à cette jeune ivoirienne emprisonnée en France pour meurtre. Elle a été condamnée, en 1990, à 20 ans de réclusion pour avoir tué le fils de son patron et blessé son employeur, qu'elle accusait de viols.

AMÉRIQUE:

BURUGUAY: Ammesty International a dénoncé, dans un communiqué publié hindi 3 juin, la condamnation à deux ans de prison ferme par la justice uruguayenne de deux journalistes du quotidien national *La Republica*. Federico et Carlos Fasano Mertens, respectivement directeur et rédacteur en chef, ont été emprisonnés, le 23 mai, pour avoir publié en février des informations mettant en cause le président paraguayen, Juan Carlos Wasmosy, dans une affaire de corruption.

ETATS-UNIS/JAPON: des problèmes techniques seraient à l'origine de la destruction du chasseur américain, abattu lundi 3 juin, par un navire japonais, à l'occasion de manœuvre conjointes. Les deux pilotes sont sains et saufs. – (AR)

PROCHE-ORIENT

m IRAK: les Nations-unles ont lancé un appel à la communauté internationale pour obtenir 80,5 millions de dollars d'aide humanitaire d'urgence à l'Irak, en attendant les premières ventes de pétrole autorisées par la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU. Il faudra des semaines avant que cette résolution, acceptée le mois dernier par Bagdad, entre pleinement en application, a expliqué, mardi 4 juin, un porte-parole de l'ONU. – (AFR)

■ SYRIE: des explosions « non accidentelles », correspondant à « des actes de violence », ont eu lieu en mai en Syrie, a révélé, mardi 4 juin, un porte-parole du département d'Etat américain, Glyn Davies. Ces « quelques explosions », dont ni le nombre ni les sites ne sont connus, ont amené l'ambassade américaine à Damas à diffuser dimanche un message de prudence aux Américains se trouvant en Syrie. — (AFP.)

ÉCONOMI

■ Le produit intérieur brut (PIB) allemand a reculé de 0,5 % au premier trimestre de 1996 comparé au quatrième de 1995, selon un chiffre provisoire publié mercredi 5 juin par l'Office fédéral des statistiques. La faible croissance économique de ce début d'année est due à « une chute de 11,8 % des investissements dans le bâtiment causée par les conditions météorologiques » mais aussi à « un recul de 0,5 % des investissements en biens d'équipements ». Au quatrième trimestre 1995, le PIB de l'Allemagne était resté inchangé par rapport au précédent, a aussi indiqué l'Office. L'estimation provisoire, début mars, faisait état d'une baisse de 0,5 %. – (AFP.)

■ INVESTISSEMENTS: le flux mondial d'investissements directs étrangers (FDI) a crît de 46 % en 1995 pour atteindre le chiffre record de 325 milliards de dollars (1625 milliards de francs), contre 222 milliards en 1994, selon les données provisoires de la Cnuced, la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement. La hausse est sensible dans les pays industrialisés, surtout les Etats-Unis, alors qu'elle s'est une peu ralentie dans les pays en développement.

La Chine admet détenir le jeune Tibétain choisi pour réincarner le panchen-lama

Pékin déclare « protéger » l'enfant contre un risque d'« enlèvement »

Un représentant chinois vient pour la première fois de reconnaître que Pékin détenait à des fins de reconnaître que Pékin détenait à des fins de protection y Georgia Choekei Noire que les comme réincarnation du panchen-lama. Justine protection y Georgia Choekei Noire que les comme réincarnation du panchen-lama. Justine protection y Georgia Choekei Noire que les comme réincarnation du panchen-lama. Justine protection y Georgia Choekei Noire que les comme réincarnation du panchen-lama. Justine protection y Georgia Choekei Noire que les comme reincarnation du panchen-lama. Justine protection y Georgia Choekei Noire que les comme reincarnation du panchen-lama. Justine protection y Georgia Choekei Noire que les comme reincarnation du panchen-lama. Justine protection y Georgia Choekei Noire que les comme reincarnation du panchen-lama. Justine protection y Georgia Choekei Noire que les comme reincarnation du panchen-lama.

connet que, lors de la récente visite en France du premier ministre Li Peng, plus de deux cents parlementaires français ont annonce vouloir parrainer.

de « protection » Gendun Choekyi Nyima, que les qu'alors, Pékin prétendait ignorer le sort du gar-

de notre envoyé spécial

La Chine a admis pour la pre-

mière fois qu'elle détenait, sous

bonne garde, Gendun Choekyi

Nyima, un enfant tibétain de sept

ans, reconnu, en mai 1995, par le

dalaī-lama comme onzième réin-

carnation du panchen-lama,

deuxième dignitaire du boud-

dhisme tibétain. Alors que, depuis

un an, les autorités de Pékin pré-

tendaient ne pas savoir ce qu'était

devenu le garçonnet et sa famille,

l'ambassadeur de Chine auprès de

l'ONU à Genève, Wu Jianmin,

vient d'être amené à préciser, de-

vant le Comité des droits de l'en-

fant qui siège jusqu'au 7 juin, à Genève, au Palais des nations, qu'il

« a été placé sous la protection du

gouvernement à la requête de ses

Répondant aux inquiétudes ex-

primées par les experts sur le sort de l'enfant désigné par le dalaï-lama, lors de l'examen du rapport de

la Chine, M. Wu a assuré que le

garçon, qui n'a pas été vu en public

depuis plus d'un an, « était en

bonne santé et vivait avec ses parents ». A l'en croire, « il risquait d'être enlevé par des séparatistes tibétains et était menacé dans sa sécurité ». L'ambassadeur chinois n'a pourtant pas dit où se trouvait le jeune garçon et n'a pas donné suite à la demande du Comité d'autoriser une délégation de l'ONU à se rendre sur place pour rencontrer l'enfant, parrainé par plus de deux cents parlementaires

mades du nord du Tibet. Furieux de s'être laissé prendre de court, Pékin a d'abord tergiversé avant de riposter en désignant son propre panchen-lama, Gyaltsen Norbu, un garçon du même âge intronisé à la sauvette, en décembre, au monastère du Tashilhumpo, à Shigatse. Le premier auraît été emmené sous escorte à Pékin et l'on est sans nouvelles de lui depuis lors. Quant au second, il a été reçu, au début

Gendun Choekyi Nyima, 7 ans : le « plus jeune prisonnier de conscience du monde »

français en tant que « plus jeune prisonnier de conscience du monde »

La question de la succession du panchen-lama, mort en janvier 1989, a exacerbé les tensions entre Tibétains et autorités chinoises, depuis que le dalai-lama avait annoncé la découverte de sa réincarnation en Gendun Choekyi Nyima dans une modeste famille de no-

de l'année, en grande pompe par le président Jlang Zemin à Pékin, et la télévision chinoise vient de le montrer en train de recevoir, à Shigatse, des cadeaux de dirigeants du

Parti communiste.

A première vue, on pourrait s'étonner que cette querelle refasse surface au Comité des droits de l'enfant. S'adressant à l'ambassadeur chinois, le vice-président du

Comité, l'expert suédois Thomas Hammarberg, a expliqué que l'affaire était « symbolique et très importante » pour les deux jeunes Tibétains. Le rapporteur du Comité, Marta Santos Pais (Portugal), a constaté pour sa part que l'enfant reconnu par le dalai-lama était » pris en otage dans un confilt d'intérèts ». Les deux experts ont aussi déploré l'intransigeance manifestée à ce propos par le représentant de Pékin, alors qu'ils attendaient

un geste de bonne volonté.

S'ajoutant au récent durcissement de la répression antireligieuse au Tibet, à la nouvelle interdiction de photos du dalaï-lama dans les monastères et à la relance d'une campagne de contrôle des naissances, cette polémique illustre la détermination de Pékin de « lutter à la vie, à la mort contre les activités dissidentes, sous couvert de religion, de la part du groupe séparatiste du dalaï-lama appuyé par des forces étrangères hostiles s'opposant à la direction du parti ».

Tean-Claude Buhrer



UN CIEL DE COMPETENCES

- Les fréquences -



















9 fois par semaine, Aeromexico vous permet de rejoindre Mexico ou Cancun en

moins de 10 heures de vol sans escale. Grâce à un accord de partenariat avec Alr

France, Aeromexico vous offre toujours plus de fréquences vers le Mexique. Pour

vous, Aeromexico élargit son ciel de compétences.





Aeromesoc: 12, rue Auber - 75009 Pans - Tél : (1) 47 42 40 50 - № Ven : 05 42 30 91 - Minitel : 3615 Aeromesico

tional du PCF, devait participer à la manifestation des agents d'EDF-GDF. Au niveau politique, syndical et inceux qui parlent du mouvement so- et cinématographique abondante a

GA NÉTAIT NI 36, NI 68,

cial et ceux qui évoquent les « événements » de la fin 1995. Deux « lectures » du conflit semblent tellectuel, un clivage existe entre s'opposer. • UNE MOISSON littéraire

vu le jour sur les grèves et les manifestations. Cette production cinématographique tranche avec celle, plus rare, réalisée en mai 1968. • A MONTPELLIER, ville où il y avait eu

proportionnellement le plus grand nombre de manifestants par rapport au nombre d'habitants, et dans la région Languedoc-Roussillon, un

La gauche est divisée sur la lecture des conflits de la fin 1995

Les cheminots et les agents d'EDF manifestent six mois après le mouvement social de novembre et décembre. Alors que la combativité est retombée, les syndicats et les partis de gauche interprètent différemment les grèves qui avaient touché le pays

PLUS D'UN MILLION de jours non travaillés: il y a six mois, en décembre 1995, la France traversait l'une des plus longues périodes de grève qu'elle ait connues depuis de nombreuses années. « On se souviendra aussi peu de [ce mouvement] que de la grève SNCF de 1986 », déclarait l'économiste Alain Minc, le 9 décembre 1995, engageant la polémique sur sa signification et son importance. D'autres choisissaient de l'enfermer dans l'histoire, parlant de manière générique du « mouvement social » de décembre. Aujourd'hui, la réalité des grèves et des manifestations de l'hiver 1995 ne se pose plus. Mais les querelles d'héritage et d'interprétation demeurent.

Si la droite semble refuser la référence, les forces politiques et syndicales de gauche ont réagi de manière différente. Il y a bien, aujourd'hui, les « mouvementistes », comme ils s'appelent eux-mêmes, et les autres ; ceux qui citent décembre dans leurs discours, et ceux qui n'en parient pas. D'un côté, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), la gauche citoyenne, alternative et écologiste (MDC, Verts, etc), SUD (Solidaires, unitaires et démocratiques), «CFDT en lutte», la Fédération syndicale unitaire (FSU), et, partiellement, le PCF et la CGT: de l'autre, le PS, qui refusait toute ré-

Les grèves de décembre en livres

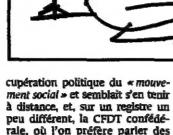
● Le Grand Refus, d'Alain Touraine, François Dubet, Didie Lapeyronnie, Farhad Khosrokhavar et Michel Wieviorka, Fayard, 320 p., 1996, ■ Le Tournant de décembre, de

Jean-Pierre Le Goff et Alain Caillé, La Découverte, 170 p., février 1996, 89 F. Le Sens d'une colère, chances et perspectives – novembre-décembre 1995, d'Henri Vacquin et Yvon Minvielle, Stock, 294 p., 1996,

Jours de manifs, de Michel Field, un album de photographies préfacé par Marc Augé, Textuel. 224 p., mai 1996, 249 F. Les Idées de décembre 1995, de Gérard Filoche, à paraître en

septembre. Novembre-décembre 1995. histoire d'un mouvement, bors série de la revue des communistes refondateurs. Futurs, 100 p., mars 1996, 50 F. Au service du public, de Gérard Balbastre et Michel Pernet (FGTE-CFDT), à paraître aux éditions Syllepse.

 L'Hiver de la colère, le livre des grévistes de novembre-décembre 1995, VO Editions (CGT), 128 p., février 1996, 75 F.



« événements » de poyembre et décembre... Pour les « mouvementistes », décembre a vu descendre dans la rue une « nouvelle génération de grévistes ». Robert Hue, secrétaire national du PCF, invoque sans cesse ce « puissant » mouvement, « porteur des problèmes de société fondamentaux ». On parle de la politique à faire avec « les gens », les « ci-

présents dans les manifestations :

sur les suites à donner. Tout en se distinguant des petites formations de la gauche radicale et alternative, le Parti socialiste a cherché, à travers la mise en place d'une toyens ». A l'exception de Lutte oucommission puis, le 1º juin, de ses vrière (LO), pour qui le militan-« assises citoyennes », à nouer de tisme est d'abord politique, on nouvelles relations avec invoque - au moins en parole - la ment associatif. nécessité de dialoguer avec les ac-

La recomposition est syndicale. teurs du monde associatif, très Avec l'émergence de SUD, et la côté, ceux qui jugent que les grèves constitution de l'association et les manifestations de décembre

ce n'est pas un hasard si la CFDT

consacre son dernier numéro de

CFDT Magazine au « militantisme

cathodique » de ces nouvelles « as-

sociations apolitiques » qui «fleu-

Si on reconnaît, enfin, que le

mouvement fut politiquement or-

phelin, on se divise en revanche

rissent » ici et là.

CFDT, qui tient sa première assemblée générale les 7 et 8 juin, c'est la matrice de la CFDT qui tire avan-tage et dynamisme de l'automne social. A contrario, l'Immobilisme de FO et de la CGT semble patent. A quelques exceptions près. Ber-nard Thibaut, le patron des cheminots CGT, était au « forum » des forces de gauche, organisé à l'ini-tiative du PCF, à Bercy, le 2 avril.

Décembre perdure. Malgré le manque de combativité constaté depuis, le mouvement fait parler de lui. Mythification impulsée par la gauche marxiste, comme le disent certains? « Capacité française à mettre en scène sa propre histoire », soupçonne le sociodémographe Emmanuel Todd, en rappelant le souci cartographique déployé par la presse, pour pointer les villes en grève et le taux de participation? Référence réelle, dont les signes les plus invisibles seraient les plus parlants? A la Défense, le 11 avril, les communistes espagnols, italiens et portugals conviés par le PCF se sont levés

pour applaudir la seule évocation des grèves de l'hiver - cent quatrevingts télégrammes de soutien étrangers out été recensés par la CGT - et scander, en français, le « Tous ensemble, ouais, ouais » de Phiver. En Allemagne, ceux qui manifestent contre la rigueur budgétaire brandissent régulièrement des drapeaux français au milieu de leurs banderoles (Le Monde du

Deux « lectures » du conflit se sont vite imposées : six mois plus tard, la bataille idéologique autour de ces interprétations traverse la vaste production littéraire publiée ou à paraître (lire ci-contre). D'un

des résistances corporatrices », comme Alain Touraine, et que la contestation des élites modernisatrices fut recouverte par la nostalgie du passé républicata (le Monde du 17 mai). De l'autre, ceux qui, tout en pointant l'inédit, n'en livrent pas moins, de manière avouée ou non, une analyse marxisante du conflit. Gérard Filoche, qui au sein du PS milite à la Gauche socialiste, parle ainsi d'un

s'expriment de façon récurrente les thèmes de justice sociale et de démocratie, mais aussi des revendicadique ainsi Philippe Corcuff. Comme lui, Sami Naïr, professeur de science politique, qui a reçu de Sud-Quest plusieurs centaines de lettres que les lecteurs avaient adressées à leur quotidien, constate un mélange inédit de « ré-«cycle social ascendant», en ins- férences à des problèmes parti-

Une semaine « test »

La manifestation unitaire (CGT, CFDT, FO, CFTC, SUD) et nationale, jeudi 6 juin, des cheminots, fer de lance des grèves de décembre 1995. apparaît comme un « test » de combativité syndicale. La CGT a décidé de lancer le même jour une journée d'action interprofessionnelle, tandis que PO a demandé à ses troupes de se joindre à la manifestation et que la FSU a réaffirmé « son entier soutien et sa totale solidarité aux actions unitaires, décidées pour la défense des services publics ». Un préavis de grève a été déposé à la RATP par la CGT. Mercredi, ce sont les agents CGT, CFDT et FO d'EDP-GDF qui appelaient à la grève contre les projets de directives européennes et à une manifestation nationale à Paris. A France Télécom, en dépit de la faible mobilisation mardi, la CGT et SUD appellent à la reconduction de la grève (lire page 16).

crivant les grèves et manifestations culiers - personnels - et de débats de décembre dans la continuité des derniers conflits sociaux : grèves des infirmières, manifestations an-Ces ouvrages ont un point

commun: leur sortie précoce, et donc l'absence de référence à des enouêtes. « Ce sont des livres sons matériau », constate le sociologue Philippe Corcuff, « qui tentent de dire, tout de suite, ce qu'a été le mouvement - ce qui aurait été impensable en 1968 ». Dans que mois, les premières conclusions té d'automne »... des travaux devraient témoigner de l'inédit des grèves de décembre. «Il s'agit d'un mouvement porteur

nationaux, d'intérêt général », avec, précise-t-il, un « terrible appel à la citoyenneté ».

Les intellectuels, qui ont retrouvé dans l'hiver une « passion » oubliée, débattront peut-être. Les Etats généraux du mouvement social, organisés autour de Pierre Bourdieu, se réuniront le 25 novembre, un an après. Autour d'Esprit, des Clubs Convaincre et d'Echanges et projet, d'autres in-

> Alain Beuve-Méry et Ariane Chemin

Cheminots, braseros et vidéos

LYRIQUE, IL A INTITULÉ sa vidéo Les Voix du roil, quelque part du côté des heures glorieuses de la Résistance et de René Clément. Il a filmé l'air froid, les banderoles, les palettes de bois qui brûlent pour réchauffer les grévistes, et, surtout, les copains : les copains qui haranguent, les copains qui beurrent les sandwiches, les copains qui claironnent la sonnerie aux morts en enterrant la commission Le Vert. A Limoges, Pierre Frémont a tourné « sa » grève, comme d'autres les « manifs » de Montluçon, les « jupettes » à Narbonne, ou la « lutte des cheminots de l'Aveyron et du Lot » de Rodez, Capdenac, Decazeville et Figeac. « Trois semaines au contact de cheminots en pétard, au cours d'une lutte bien torchée », annonce le sous-titre de Michel

Tournés en caméra vidéo, ces petits films de décembre 1995 portent quelque chose d'inédit. « C'est la première fois que nous avons une telle réserve d'images sur

un mouvement », s'étonne l'un des res-ponsables de la fédération CGT des cheminots, à qui les militants adressent spontanément une copie de leurs films. En 1986, lors de la grève de la SNCF, alors que les Caméscopes commençaient, déjà, à devenir des objets de consommation courante, la confédération « n' avait pas connu ce phénomène ». Autre signe : les cheminots ont filmé les prémices du mouvement - dès le 24 novembre, aux Aubrais - quand celui réalisé par la direction de la communication de la fédéra-

tion ne commence que le 4 décembre. Amateur, foisonnante, cette production d'images tranche avec celle, parcimonieuse, réalisée sur mai 1968. Le mouvement étudiant avait été saisi en caméras super-8 par des cinéastes professionnels : Reprise du travail aux usines Wonder, des élèves de l'Idhec, Grands soirs et petits matins, de William Klein... ◆ En décembre 1995, on est entré dans cette société du spectacle à la porte de la-

quelle on piétinait alors », analyse le ci-néaste Jean-Louis Comolli, en faisant référence au regain de succès du situationniste Guy Debord. Ce n'est qu'en juin 1968 qu'il réalisa un film, *Le*s Deux « Marseillaises », avec André La-barthe, consacré aux élections. Dès le début de décembre 1995, il a tout abandonné pour suivre Cinq cheminots gare du Nord, une production de la société Iskra, fondée par Chris Marker dans la foulée

UN CONTRE-MODÈLE

« J'ai ressenti le besoin de reprendre une place qu'on a trop laissée à la télévision, exactement comme Nanni Moretti et ses copains ont filmé les grandes manifesta-tions du 25 avril 1994, en Italie, alors que Berlusconi était aux affaires », explique aussi Christian Argentino, assistant de Maurice Pialat et Raoul Ruiz. Son courtmétrage, Un hiver chaud, a été projeté par l'Association des amis de L'Humanité,

le 1º mai, en forme d'hommage et de célébration... mais aussi en contre-modèle du « mauvais traitement » réservé, selon la plupart d'entre eux, par les médias au « mouvement social ».

Cet hiver, les cheminots ont pris euxmêmes la caméra. Petits films sans commentaires, mai montés et souvent gauches, tournés dans un matériau périssable qui « aplatit tout » et ennuyeux pour l'étranger... Petits films de famille, films gais et tendres que « les gars se passent et se repassent », tous ensemble, devant le poste.

C'est assez pour faire vivre les souvenirs et fabriquer des références. Cultivés en cercle clos, échappant au spectaculaire des phénomènes d'édition ou de distribution, ces vidéos – comme les « feuilles » et les « échos des braseros » qui fleurissent ici et là - signent, de manière invisible,

une « culture de décembre ».

EIFFAGE

Le Conseil d'Administration d'EIFFAGE, réuni le 3 juin 1996, a pris connaissance de l'évolution de l'activité du Groupe depuis le début de l'exercice, marqué, compte tenu de la conjoncture difficile du secteur du BTP, par une contraction du volume des travaux réalisés à périmetre comparable, et par une situation concurrentielle très forte.

Le Conseil a décidé de soumettre à une Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra le 16 juillet 1996, différentes autorisations permettant d'opérer un renforcement des capitaux propres du Groupe, par voie notamment d'augmentation du capital social.

Le Conseil d'Administration a estimé utile de prévoir ce renforcement de la situation financière du Groupe compte tenu des investissements réalisés et de l'élargissement du périmètre d'activité. Il souhaite utiliser les autorisations qui lui seraient conférées par l'Assemblée pour procéder, dans le courant du 2º semestre 1996, et suivant des modalités qui seront déterminées le moment venu, à un accroissement des fonds propres pour un montant de l'ordre d'un milliard de francs.

La Société Financière SAE Fougerolle, holding de contrôle d'EIFFAGE, associant PARIBAS et TOTAL aux salariés du Groupe. a marqué son accord pour participer à cette opération, dans des conditions assurant la continuité du RES organisé en 1990.

Il est enfin rappelé qu'EIFFAGE distribue au titre de l'exercice 1995 un dividende net de 42,50 francs par action. Compte tenu d'un acompte versé en janvier 1996, le solde du dividende net, soit 28,80 francs par action (plus avoir fiscal de 14,40 francs), sera mis en paiement le 1º juillet 1996. A la même date, EIFFAGE procédera à une distribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour 10 actions anciennes possedées.

Séquelles et « bouillonnement diffus » en Languedoc-Roussillon

MONTPELLIER

de notre correspondant Il semble loin le 12 décembre 1995, jour de la manifestation record au cours de laquelle plus de 50 000 personnes s'étaient rassemblées dans les rues de Montpellier (Hérault) contre le plan Juppé, et au-delà, pour expri-mer la volonté d'une société plus solidaire. Le 1º mai, ils n'étaient que 1 200 à défiler. Et à peine plus de 200 cents lors de la journée d'action du 23 mai pour la réduction du temps de travail lancée conjointement par la

CFDT et la CGT. La mobilisation semble pourtant avoir profité au mouvement syndical. Mardochée Bittoun, secrétaire général de l'union départementale de l'Hérault du batiment Force ouvrière, fait état d'« adhésions massives », précisant qu'il a récemment nommé des délégués dans des entreprises où aucun syndicat n'était implanté jusqu'ici. Même constat à la CGT du Languedoc-Roussillon qui a vu ses effectifs augmenter de 3,5 % en 1995. Les récentes élections professionnelles out confirmé le renforcement de ses positions dans un certain nombre de secteurs.

A contrario, la CFDT semble avoir souffert. Marc Peyre, secrétaire régional de la section PTT, reconnaît l'existence de « séquelles » dans son syndicat, qui se sont traduites par « une soixantaine de démissions », soit « une baisse de 5 % du nombre des adhérents » de sa section. Une situation dont « on commence à se remettre grâce au combat mené.à France Télécom où nos militants rasent un peu moins les murs ». Le 31 mai, à l'union départementale CFDT de l'Hérault, le secrétaire général a été remplacé. La plupart des syndicalistes évoquent un malaise social dans la région mais divergent sur son

évolution possible. Pour Jean -Pierre Andral, secrétaire général de l'union départementale CGT de l'Hérault, « ca ne va pas aussi vite et aussi fort qu'on le voudrait, mais il existe une multitude de mouvements sociaux, que ce soit à l'hôpital de Montpellier, à la Cogema de Lodève, à EDF, chez les cheminois, ou à la société de transports en commun Les Courriers du

Ce « bouillonnement diffus » s'ap-parenterait à l'avant décembre 1995. De son côté, M. Peyre note que la mobilisation à France-Télécom, le 4 juin, était inférieure à celle du 11 avril en Languedoc-Roussilion. Preuve, seion lui, de l'existence d'une forme de « résignation ». Car, précise-t-il, « on s'attendait à une explosion sociale, et on s'est bien

Jacques Monin

pojet de programmati

The State Same

The same he was your

A HARLES CONT. The SAME TO BE FOR SAME SAME

الكنية فيتعالم والماري أحاد الهوائة التال الحيوان بالركاف المحاليات بالأسار

and the second there is not been also been als

And the second section of the control of the

TO MARK TO CAME IN A MARKET COMPANY.

A figure and providing the property of the size

and a some on more property than the property . $||u_{ij}-u_{ij}||_{L^{2}(\mathbb{R}^{2})}\leq ||u_{ij}-u_{ij}||_{L^{2}(\mathbb{R}^{2})}\leq ||u_{ij}-$

the strander of the strategy than the strategy The Electric Parks (1986) The second of the second second

> The section of the se The same will die to be war about the . of an apply grant

The second below the beautiful and المنافعة الم The second property and the second The Art I the special to

TO ME STORY . AND THE PROPERTY OF to the safe head with The state of the s

Augusta !

Le projet de programmation militaire suscite des réserves dans la majorité

La réforme voulue par Jacques Chirac sera votée par l'Assemblée nationale, mais avec des abstentions. Les Français, selon un sondage, souhaitent un référendum

C'EST LA RÈGLE en matière militaire : la discipline devrait s'imposer, jeudi 6 juin ou vendredi 7 juin, lors du vote sur le projet de loi de programmation militaire 1997-2002, dont l'Assemblée nationale a entamé la discussion mercredi. Les réorientations stratégiques de la politique de défense, leur traduction budgétaire, leurs répercussions industrielles et leurs conséquences sur la réforme du service national ont été trop fortement tracées par le chef de l'Etat le 22 février, puis le 28 mai, pour que la plupart des députés de la majorité ne rentrent pas dans le rang.

Ce débat essentiel ne va pas, cependant, sans vives critiques de l'opposition, sans grincements de dents à l'UDF, ni sans états d'âme au RPR. Du côté des députés socialistes et des communistes, on est déterminé à employer toutes les ressources de la procédure parlementaire pour exprimer l'hostilité de la gauche au projet gouvernemental, les communistes défendant à la fois l'exception d'irrecevabilité et le renvoi en commission, et les socialistes la question préalable.

RETARD DRAMATIQUE .

Des voix dissonantes, et non des moindres, se sont également exprimées parmi les députés UDF. Certes, le président du groupe. Gilles de Robien, a indiqué, mardi, que la plupart d'entre eux voteront le projet de loi de programmation ; mais il a fait part des « regrets » des élus UDF à la suite de la publication d'un encart publicitaire du ministère de la défense sur la réforme du service national: « Deux jours après les déclarations du président Jacques Chiroc, du précisait que le Parlement allait être appelé à légiférer, on a eu l'impression que la déci-sion était déjà prise. C'est une erreur manifeste, et on l'a dit au premier ministre. > Olivier Darrason (UDF-PR), rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée sur l'avenir du service national, s'était insurgé contre cette publication choauante ».

Tout en minimisant ces réticences. M. de Robien a admis qu'une dizaine de députés de son groupe devraient s'abstenir lors du vote. Cette petite troupe de fortes têtes compte le président de l'UDF, François Léotard, qui a confirmé, mardi, devant le groupe, les fortes réserves qu'il avait déjà fait connaître, le 22 mai, lors du déjeuner des responsables de la majorité. Plusieurs députés, comme ceux de la Loire, dont les circonscriptions sont particulièrement menacées par les restructurations des industries de défense, devraient aussi exprimer leur mauvaise humeur en s'abstenant.

Le groupe RPR devrait se montrer plus discipliné. Cependant, derrière la « sérenité » affichée par Pierre Lellouche, qui salue « la plus grande réforme militaire depuis celle menée par de Gaulle en 1958 », c'est plutôt le réalisme qui semble dominer. René Galy-Dejean résume bien cet état d'esprit : « La loi de programmation ne pouvait pas être autre chose en l'état actuel de nos finances publiques. On ne pouvait pas continuer de réver. Cette loi est doulourcuse, comme toute prise

de conscience. » Beaucoup plus critique, le balladurien Jacques Baumel estime que la loi de programmation « sera loin de satisfaire les besoins essentiels » et va s'accompagner « d'un retard dramatique de certains programmes » d'investissement. Il ajoutait : « La contradiction est fondamentale entre le développement annoncé de forces de projection et le fait de les priver de moyens de combat. A force de réduire les dépenses, le débat n'est plus seulement budgétaire, il

devient stratégique et politique. » Selon une enquête réalisée les 31 mai et 1º juin auprès de 1005 personnes par l'institut CSA pour l'hebdomadaire La Vie (daté 6-12 juin), 56 % de Français souhaitent qu'un référendum soit organisé sur la réforme du service national (contre 37% d'avis contraire). Toutefois, 60 % des personnes interrogées se disent favorables à la proposition de « rendez-vous citoyen» et de volontariat avancée par M. Chirac.

Gérard Courtois

Les orientations de la réforme fiscale sont très critiquées par la gauche

La droite approuve globalement le rapport La Martinière

Les projets fiscaux annoncés par Alain Juppé et le rap-port sur lequel ils sont fondés, élaboré par un groupe approbation globale dans la majorité. La gauche déport sur lequel ils sont fondés, élaboré par un groupe de travail que présidait Dominique de La Martinière

nonce lesavantages qu'en retireraient les plus aisés.

LE PROJET de réforme fiscale que le groupe d'experts présidé par Dominique de La Martinière a proposé au gouvernement a suscité une réaction totalement inattendue. Elle émane... de l'auteur même du rapport! Est-ce du désabusement ou de la lucidité? Sur RTL, mardi 4 juin, l'ancien directeur général des impôts a, en tout cas, laché cette remarque : « D'ici quelques mois, les groupes de pression et les parlementaires auront déchiré ce rapport et l'auront jeté aux chiens! »

Peut-être la prédiction se vérifiera-t-elle, mais, dans l'immédiat, on n'en prend pas encore le chemin. Violentes critiques à gauche, ap-probation quasi générale à droite : la publication du fameux rapport et les premières orientations que le premier ministre en a retenues ont, jusqu'à présent, entrainé des commentaires d'un parfait classi-

Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Pierre Méhaignerie (UDF), a approuvé la démarche du gouver-

nement. « Le principe de la réforme fiscale, a-t-Il dit, c'est qu'elle bouscule et qu'elle va assez loin. Privilégie-t-elle les hauts revenus? Certainement pas; certains hauts salaires peut-être. Les changements vont peut-être être douloureux pour certains, mais c'est le prix à payer, il n'y a rien sans effort. • Il a approuvé le rapport La Martinière, estimant qu'il « est sérieux, met tout sur la table et iette les bases d'un vrai débat ». L'annonce des prochains allègements d'impôts « va dans le sens souhaité par le groupe UDF » de l'Assemblée nationale, a indiqué son président, Gilles de Ro-

BALLADURIENS VIGILANTS

Même le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, pourtant expert en petites phrases aussi elliptiques qu'assassines contre le gouvernement, n'a cette fois rien trouvé à redire. Sur France 2, mardi, il a observé que le gouvernement est placé « devant des choix difficiles : à la fois rechercher des économies budgétaires et répondre à une attente et à une nécessité économique aui est, sur les cina années à venir, une baisse des impôts indispensable ».

Jusqu'aux balladuriens, le ton est à l'apaisement. Mercredi matin, sur RTL, Nicolas Sarkozy, ancien ministre du budget, s'est dit « pleinement satisfait ». Histoire de souligner que la décision avait tout de même un peu tardé et qu'il restera vigilant, il a ajouté que « le principe d'une baisse » étant maintenant retenu. « Il faudra au'il rentre dans les faits » et que les bailaduriens + feront des proposi-

La seule petite pique est venue, dans la majorité, d'Alain Madelin, qui a « applaudi des deux mains à la réforme fiscale » tout en soulignant que, pour le détail des allègements d'impôts, il est favorable à « une orientation très différente ».

Devant l'Assemblée nationale, mardi après-midi, M. Juppé pouvait donc se montrer relativement serein et souligner que, s'il n'a pas encore chiffré son dispositif fiscal, c'est qu'il doit, au préalable, rendre les arbitrages sur le voiet des dépenses de la prochaine loi de finances. Il a aussi confirmé qu'il recevrait dans le courant du mois de juin les partenaires sociaux pour débattre avec eux de cette réforme des prélèvements

En revanche, à gauche,le plan gouvernemental et le rapport ont été, sans surprise, très mai accuelllis. Porte-parole du Parti socialiste, François Hollande a qualifié le projet d'« électoraliste et injuste ». De son côté, l'ancien ministre socialiste du travail, Martine Aubry, juge que le projet est « totalement démagogique ». « Ce n'est pas à un moment de crise, où l'Etat doit remplir son rôle pour aider les plus fragiles, que l'on peut baisser les impôts », a-t-elle dit. « Les 20 milliards de francs de réductions d'impôts profiteront surtout oux méıs aisés», a garde Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assem-

Laurent Mauduit

l'ensemble des concours publics.

Les viticulteurs et les éleveurs de

porcs ou de volaille de l'Ouest ont très bien terminé l'année (revenu

annuel respectivement en hausse

de 29 % et 21,4 %). Les plus mai lo-

tis sont les éleveurs de moutons,

dont le revenu a baissé de 3,5 %.

Des disparités apparaissent sur le

plan géographique, les départe-

ments de grandes cultures étant fa-

vorisés. La Bretagne et l'Est ne s'en

tirent pas trop mai, mais le Massif

Central souffre, de même que la

Basse-Normandie. Ces données ne

peuvent qu'aviver un débat aui

Le silence des députés, le mutisme des électeurs

ÉTRANGE MARDI. La veille, le premier ministre, Alain Juppé, avait enfin présenté les grandes lignes d'une réforme fiscale, sans cesse promise, longtemps différée. Le lendemain, les députés devaient commencer l'examen de la loi de programmation militaire, qui entérine la plus importante réforme de l'armée jamais entreprise depuis l'institution de la conscription. Un mardi comme celui-là, dans les couloirs du Palais-Bourbon, d'habitude, ca se remarque. On s'enflamme, on conteste, on critique, on applaudit, on se féli-cite. Fr. un mot, pri réagit.

Mardi 4 juin, il y avait bien, certes, quelques.

arpenteurs professionnels: Pierre Méhaigne-rie (UDF-FD), ès qualités de président de la commission des finances, se félicitant d'une réforme « qui bouscule »; Philippe Auberger (RPR), rapporteur général du budget, espérant modestement du'elle « *bermettrait a* nir jusqu'à l'été » ; Jean-Pierre Thomas (UDF-PR), retrouvant avec bonheur son rôle de Don Quichotte des économies fiscales ; Patrick Devedjian (RPR), indéfectible partisan d'Edouard Balladur et sempiternel contestataire, ironisant sur le pillage des idées balladuriennes par le premier ministre : « Moins de huit jours après, il reprend à son compte le plan de Balladur et il réussit à le vider de son contenu... » Mais au-delà? Que pensent-ils, ces quatre

cent cinquante députés de la majorité? Il y a moins d'un an, juste après l'élection de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, ils se plaignaient de la lenteur et du manque de lisibilité de la politique de réforme engagée par le gouvernement. L'automne dernier, ils tremblaient devant l'ampleur du mouvement social et rendaient le premier ministre responsable de leurs malheurs. Aujourd'hui, ils se taisent. Au cours de la réunion du groupe UDF, mardi après-midi, en présence d'Alain Juppé, Aymeri de Montesquiou a sans doute exprimé un sentiment partagé par la plupart de ses collègues : « Je pose une question de contribuable et de ciréduire les dépenses publiques. Pourquoi ne l'at-on pas fait plus tôt ? >

L'humeur la plus répandue, mardi, dans les couloirs, était au mieux, l'indifférence, au pire, l'absence. Leur proposait-on vraiment deux des réformes essentielles du septennat ? Peutêtre. Mais, sur la première, la réorganisation du système de défense français, ils ont l'impression que le débat est déjà clos. Et sur la seconde, la révision de la fiscalité, ils observent qu'il n'est pas encore véritablement ouvert. Il n'y a pas là de quoi remobiliser une majorité et provoquer « l'embellie durable » qui permettrait, selon Gilles de Robien, président du groupe UDF, d'envisager des « élections législatives anticipées » pour « consolider un projet gouvernemental d'une durée de cinq ans ».

Les députés, qui ont écouté le premier ministre dans leurs circonscriptions, au milieu de leurs électeurs, étaient sans doute les mieux placés pour apprécier la prestation de M. Juppé à sa juste valeur : une annonce d'annonce. Pas grand chose, sinon un «coup» de communication dont l'opportunité leur paraît leur silence. Il répond à l'inquiétant mutisme de leurs électeurs.

> Cécile Chambraud et Pascale Robert-Diard

La carte électronique d'assuré social sera généralisée à la fin 1998

LE PROJET de « carte à puce » nique. Fin 1998, quatorze millions pour les assurés sociaux, expérimenté depuis cinq ans par la Caisse nationale d'assurance-maladle des travailleurs salariés dans quatre départements et inscrit dans l'ordonnance sur la maîtrise des dépenses de santé promulguée fin avril, commence à prendre corps. Le directeur de la Caisse nationale, Gérard Rameix, a confirmé, mardi 4 juin, que la carte électronique d'assuré social (Vitale) sera généralisée aux quarante-sept millions d'assurés du régime général d'ici à la fin de 1998.

Le conseil d'administration avait approuvé, le 28 mai, le plan de montée en charge de l'informatisation de toutes les transactions entre les assurés sociaux, les professionnels de santé et les caisses. Au-delà de la modernisation de la gestion, ce projet marque une étape capitale dans la mise en place d'une politique de suivi de l'activité médicale et de la consommation de soins. Son coût est estimé à environ 4 milliards de francs pour les caisses.

The first of the state of the s

CARNET DE SANTÉ FIN 1999

Dès 1997, dix millions de cartes Vitale 1, ne comportant que des données administratives pour toute la famille, seront distribuées par soixante-deux caisses (Bretagne, Nord, Nord-Est, Sud-Ouest). Elles remplaceront la carte en papier actuelle et comporteront, comme elle, les données administratives prouvant que son détenteur a bien droit à l'assurance-maladie. Les caisses de Blois, Evreux, Nice, Tours et Versailles diffuseront Vitale 2, qui comporte, en plus, un espace destiné à accueillir. le futur carnet de santé électrode personnes supplémentaires auront recu Vitale 2.

Fin 1999, l'ensemble des ressortissants du régime général seront dotés de la carte avec le volet administratif, le carnet médical et, éventuellement, un voiet pour l'assurance complémentaire. Vitale contiendra alors les données médicales inscrites dans le carnet de santé (maladies, actes, prescriptions), que le gouvernement a décidé de généraliser (d'abord sur papier) à partir de l'automne 1996, mais elle ne servira pas à payer le

Quand un patient se rendra chez un professionnel de santé, qui disposera aussi d'une carte, ce dernier saisira l'acte réalisé (cotation, prix), puis transmettra ces données à la caisse. En revanche, les médecins continueront à remplir une ordonnance. A l'horizon 2000, les huit cent cinquante millions de feuilles de soins traitées chaque année auront disparu, et 80 % des échanges entre caisses, assurés et professionnels se feront électroniquement. Cela implique, selon la Caisse nationale, la reconversion de huit mille sept cents agents charges de

traiter les feuilles de soins. M. Rameix a annoncé une réunion sur l'informatisation des cabinets médicaux, le 7 juin, entre les caisses et les syndicats médicaux. Les médecins libéraux devront obligatoirement s'informatiser dans les deux ans. La Caisse nationale a décidé de financer le lecteur de cartes et le modern nécessaires à la transmission des données, mais le micro-ordinateur restera à la charge des praticiens.

Les subventions ont fait progresser le revenu agricole de 12 % en 1995

ALORS QUE la majorité des secteurs agroalimentaires sont fortement perturbés par la crise de la « vache folle » et par la flambée des cours des céréales, la commission des comptes de l'agriculture de la nation, qui devait se réunir mercredi 5 juin, a publié des chiffres sur le revenu des agriculteurs, qui donnent une note franchement optimiste.

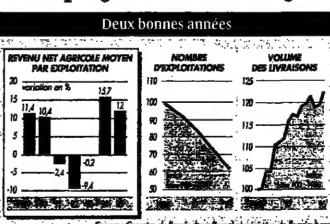
Le volume des livraisons de produits agricoles a progressé, en 1995, de 2,5 %, pour atteindre un niveau sans précédent. Parallèlement, la valeur ajoutée de cette branche a augmenté de 1,9 %. Le désendettement des exploitants continue, et la relance de l'investissement se manifeste. Enfin et surtout, le revenu net agricole par exploitation aura augmenté de 12 %, après une progression de 15,7 % en 1994.

L'application de la réforme de la politique agricole commune (PAC). pour la troisième année consécutive, se traduit par une forte augmentation des subventions nationales et communautaires: près de 40 milliards de francs, en hausse de 5.5 milliards par rapport à 1994. Au total, l'agriculture aura reçu 50 milliards de francs de subventions

Dans grande | université Californie Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac + 1 et + 2 Specialisation en pub, Specialisation en pub, marketing, management avec stage entreprise incles. 12 mols (15, si angleis faible) + poss. emploi remunere 1 an. Cours, logement, repas inclus (Prix: 11 600 5)

LINIVERSITY STUDIES IN AMERICA

CEPES (1) 45-51-23-23



Comme la valeur des livraisons augmente et le nombre d'exploitations baisse, le revenu des agriculteurs progresse.

d'exploitation, soit une augmentation de 32 milliards en trois ans, alors que le nombre de paysans continue à diminuer fortement. Ce sont les secteurs des céréales et de l'élevage bovin qui voient leurs soutiens augmenter le plus, alors que les primes compensatrices du gel des terres ont permis une

chère. Observant que les cotisations sociales payées effectivement par les employeurs agricoles, après la quote-part prise en charge par l'Etat, n'ont augmenté que modérément (1 %) et que les impôts liés

à la production ont diminué de quelque 10 %, la commission économie de 600 millions de francs chiffre à 72,3 milliards de francs **Notre Vocation** Respecter vos Chevelures Frisées, Bouclées, Crépées.

Vous faire apprécier leur Vraie Beauté

Josepha Paris l'Arbre de Vie de votre Chevelure

62, rue Claude Bernard 75005 Paris Fax/Tél (1) 45 35 44 88

agite les milieux professionnels et politiques sur l'opportunité d'un redéploiement des aides vers les catégories qui, à cause de la conjoncture, en auraient le plus besoin, ainsi que sur la réduction des dépenses publiques. François Grosrichard -- PUBLICATION JUDICIAIRE --Extrait des Minutes du Greffe de la Cour d' Appel de CAEN arret définitif du 8 Novembre

1993, la Cour d'Appel de CAEN a déclaré J.P.LAFAY coupable de fraude fiscale pour s'être soustrait frauduleusement à l'établissement et au paiement de la TVA due au titre de la période du 1er Janvier 1986 au 31 Décembre 1987, et de l'impôt sur le revenu dù au titre des années 1986 et 1987 par dissimulation de sommes sujettes à l'impôt (faits commis courant 1986, 1987 et 1988), et en répression l'a condamné à 2 ans d'emprisonnement dont 18 mois avec sursis, 200,000 Francs d'amende, outre l'affichage et les publications de l'arrêt par extrait dans les journaux LE

FIGARO, LE MONDE et au JOURNAL OFFICIEL ». Pour extrait conforme-LE GREFFIER

FRANCE

Les sénateurs s'engagent dans la discussion de la réglementation des télécommunications

Une partie de la majorité tente d'aider le réseau Bouygues

contre, tandis que l'un des groupes de la majorité adoptée par les députés, est discutée par le Sénat mardi 4 et mercredi 5 juin. La gauche votera

sénatoriale, le Rassemblement démocratique, a

groupe Bouygues, de rattraper son retard sur ceux de France Télécom et de la Générale des eaux.

LE SÉNAT a entamé, mardi 4 mé à solxante-dix mille le nombre Juin, son parcours thématique de quinze jours consacré aux télécommunications. Une sorte d'épreuve « spéciale », comme on dit dans les rallyes africains. Les sénateurs vont consacrer toute la semaine à l'examen du projet de loi sur la nouvelle réglementation des télécommunications, adopté le 10 mai par les députés. A ce texte technique doit succèder, à compter du 10 juin, la discussion du projet de loi sur le changement de statut de France Télécom, dont les sénateurs ont été saisis les premiers.

Cette priorité accordée au Sénat sur le changement de statut relève d'une subtile combinaison. Se mélent ainsi : un peu de contrainte de calendrier ; la volonté du gouvernement de faire un geste envers Gérard Larcher, sénateur (RPR) des Yvelines et auteur d'un rapport d'information sur France Télécom; enfin, de petites arrière-pensées de procédure. Après avoir laissé le débat se dérouler au Sénat, le gouvernement n'exclut pas le recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, à l'Assemblée nationale, si l'opposition y mène à bien une obstruction parlementaire.

François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace, a exposé, mardi, aux sénateurs la logique de son projet de loi sur la nouvelle réglementation. Il a rappelé que ce texte consacre la fin du monopole de l'Etat sur les télécommunications. « Contrairement aux idées reçues, ce sont moins les contraintes européennes que les bouleversements technologiques qui rendent nécessaire une telle évolution », a-t-il indiqué. Selon lui, cette libéralisation sera bénéfique à l'emploi. Il a estides emplois que pourraient susciter, en cinq ans, l'ouverture à la concurrence du téléphone. Evoquant France Télécom, il a affirmé que son changement de statut est « rendu nécessaire par la fin du mo-

· DÉMANTELEMENT »

De son côté, M. Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques, a expliqué que le projet de loi de réglementation est un « texte sage », car « il assure à la fois une réponse aux mutations du secteur des télécommunications tout en préservant des valeurs collectives de solidarité auxquelles les Français sont très attachés ». La discussion générale a donné lieu à de premières passes d'armes avec la gauche, qui votera contre ce texte. Claude Billard (PCF, Val-de-

Marne) a dénoncé un « démantèlement du service public ». Pour Danielle Pourthaud (PS, Paris), « on peut craindre que les petits consommateurs ne voient leur facture augmenter, tandis que les gros, c'est-à-dire les entreprises, bénéficieront de

L'examen des articles devait commencer mercredi. La commission des affaires économiques a déposé plusieurs amendements, dont « l'insaisissabilité » des lignes téléphoniques pour les personnes surendettées. Deux temps forts sont à prévoir. Sur les compétences de la nouvelle Autorité de réglementation des télécommunications (ART), d'abord. A l'instigation de Jean Cluzel (Un. centr., Allier), la commission entend dessaisir l'ART des compétences que les députés lui avaient attribuées au détriment du CSA.

sident du groupe du Rassemblement démocratique, Guy Cabanel, accompagné par quelques centristes, ensuite. Il défend une disposition très soucieuse des intérêts du groupe Bouygues. Cet amendement « itinérance » se propose d'offrir aux abonnés à un réseau de téléphonie mobile un accès inconditionnel à tous les autres réseaux mobiles. De fait, il revient à corriger « l'effet parc » dont bénéficient France Télécom et la Générale des eaux, partis les premiers dans la course au mobile et qui ont investi dans une couverture large. cela au profit du dernier entrant. le groupe Bouygues, qui, lui, vient de démarter son réseau. Un amendement « bernard-l'ermite », en quelque sorte.

Sur un amendement du pré-

Caroline Monnot

François Bayrou reçoit le soutien de Michel Rocard

L'ancien premier ministre a encouragé le ministre de l'éducation nationale à « résister » aux restrictions budgétaires

LA PRÉPARATION de la réforme de l'université n'a pas fini de réserver des surprises. Lors du débat sur les « états généraux » de l'enseignement supérieur, à l'Assemblée nationale (Le Monde du 23 mai), François Bayrou avait enregistré la volonté d'apaisement des députés RPR. A moins de dix jours de la présentation de son projet, le ministre de l'éducation nationale a reçu, mardi 4 juin, au Sénat, le soutien inattendu de Michei Rocard.

«Je vous souhaite bonne chance », lui a assuré le sénateur (PS) des Yvelines. Certes, l'ancien premier ministre ne s'est pas privé d'égratigner les derniers gouvernements et la majorité : « Nous devons retrouver une priorité budgétaire interrompue depuis trois ans », a-t-il fermement martelé. Il a réservé, néanmoins, un traitement de faveur à M. Bayrou, en l'encourageant à « résister » aux pres-sions du ministère des finances sur les restrictions budgétaires.

Cet encouragement marque-t-il le signe d'une évolution ? Pour justifier la démarche des « états généraux », M. Bayrou a multiplié les références à la méthode de réforme pratiquée par l'ancien pre-mier ministre socialiste. Devant les sénateurs, il expliquait : « Le temps des camps, des clans et des idéologies fermées sur elles-mêmes est derrière nous [_]. La méthode du bon sens et de la démocratie, que M. Rocard a employée à d'autres époques, doit être utilisée. » 🛚 a ajouté un peu plus tard, avec une satisfaction non feinte: « Quoi de plus heureux que de voir les composantes d'une nation se rencontrer pour, peut-être, dessiner ensemble

syndiqués dans les PME et la re-

crudescence du licenciement des

salariés protégés (quinze mille en

1994). Or, dans un contexte écono-

mique de chantage à l'emploi, un

délégué du personnel non syndi-

qué sera encore moins de taille à

résister face à une demande d'ac-

Comme les députés auparavant, les sénateurs se sont donc attachés à tracer les contours de ce consensus. La sélection à l'entrée de l'université? A l'exception de Jean Clouet (Rép. et Ind., Val-de-Marne), qui l'a évoquée sans jamais en prononcer le nom, elle est désormais bannie de tous les discours. Le référendum? Même pour ses plus chauds partisans du RPR, ce n'est plus une question de principe.

Pourtant membre de l'association pour l'organisation d'une consultation nationale pour l'éducation, Adrien Gouteyron (RPR), président de la commission des affaires culturelles, se contente de souhaiter que « la nation soit largement associée à ce débat de fond ». Jean-Pierre Camoin, (RPR, Bouches-du-Rhône) est plus net encore. « Un référendum ne saurait être utile pour imposer une réforme contre le monde universitaire. Il n'est pas question de passer en force contre l'avis des étudiants et des enseignants », a-t-il précisé sous les applaudissements de M. Rocard.

« GÁCHIS HUMAIN »

Paut-il croire, ainsi que l'a relevé M. Camoin, que « l'incompréhension à l'égard du monde universitaire s'est considérablement réduite » et que l'université n'est pas «le champ de ruines» trop souvent décrit? Plusieurs sénateurs se sont arrêtés au constat du « gâchis humain et financier » des échecs en premier cycle en préconisant, comme Jean-Claude Carle (Rép. et Ind., Haute-Savoie), une orientation adaptée.

Sur l'insertion professionnelle, le statut de l'étudiant, la place de la recherche et la reconnaissance des tâches pédagogiques et d'enministre a relevé un grand nombre de propositions émanant de tous les bancs, y compris de ceux des socialistes, convaincus à leur tour de la nécessité d'un «rapprochement des points de vue », selon le constat de Claude Saunier (Côtes-

d'Armor). Avec Yvan Renar (Nord), les communistes, comme les socialistes, attendent le ministre de l'éducation au tournant de la rigueur budgétaire. Ils ne sont pas les seuls. « Ne pas confronter les objectifs aux moyens serait une grave erreur et risque d'engendrer de grandes désillusions », a prévenu Patrice Gelard (RPR, Seine-Maritime). M. Bayrou a esquivé le débat et préféré conclure en relevant que « les esprits ont suffisamment mûri pour que les questions de l'uni-versité puissent être abordées avec le sens de la solidarité et de la générosité de la nation ».

Michel Delberghe

Vers une clarification des responsabilités sur Internet

SÉBASTIEN SOCCHARD ET RAFI HALADIJAN vont pouvoir respirer. Ces deux fournisseurs d'accès à Internet, mis en examen le 7 mai pour avoir diffusé des informations pédophiles, ont désormais de fortes chances d'être mis hors de cause. François Fillon, ministré délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace, a déposé, mardi 4 juin, au Sénat, un amendement au projet de loi sur les télécommunications, visant à exonérer cette catégorie de prestataires de poursuites pénales, sous trois conditions.

Primo, ils devront fournir à leurs clients un logiciel permettant de filtrer l'accès aux sites douteux, renvoyant ainsi les parents à leurs responsabilités. Secundo, ils devront bloquer l'accès aux sites explicitement reconnus non conformes à la déontologie par le Comité supérieur de la télématique (CST). Cette instance, chargée de la surveillance des services Minitel, voit ainsi ses pouvoirs étendus à Internet, et l'amendement propose que le CST soit rattaché au Conseil

supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui en nommera le président. Tertio, les prestataires d'accès verront leur responsabilité pénale engagée s'ils donnent accès « en toute connaissance de cause » à un site litigieux.

Le CST pourra être saisi tant par les professionnels que par les usagers pour donner son avis sur les sites ou forums de discussion (newsgroups). « Il fallait aller vite pour éviter que l'insécurité ne s'aggrave et ne freine l'évolution d'Internet », nous a précisé M. Fillon. Ce texte laisse en suspens les problèmes liés à la nature internationale de ce nouveau média, qui rend très difficile la poursuite de pourvoyeurs d'informations douteuses agissant en dehors du territoire national.

L'Aftel (Association française de la télématique multimédia) doit rendre publiques, le 10 juin, plu-sieurs recommandations élaborées sous la direction de Pierre Huet, conseiller d'Etat honoraire.

Annie Kahn

Un accord entre le patronat et certains syndicats indigne les députés de gauche

ter, mercredi 5 juin, le projet de loi sur les comités d'entreprise européens et la négociation collective, examiné en urgence. Tout au long de la discussion générale, mardi, deux interprétations diamétralement opposées de ce texte se sont

La bataille menée par les députés de gauche concerne l'article 6 du projet, traduction législative d'un accord signé le 31 octobre 1995 par le patronat et trois syndicats, la CFDT, la CFTC et la CGC. Les dispositions de cet article, qui font l'objet d'un tir croisé de la CGT et de FO, prévoient d'ouvrir aux entreprises dépourvues de délégués syndicaux la possibilité de signer des accords dérogatoires aux règles légales de la représentation collective, et notamment au monopole syndical de negocia-

tion, soit avec d'autres représentants élus du personnel, commine les membres du comité d'entreprise, soit avec des salariés désignés par des syndicats extérieurs à l'entreprise.

« UN TEXTE DÉVASTATEUR »

Pour Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, qui a souligné que « les innovations intervenues feront l'objet d'un rapport annuel du gouvernement au Parlement », il s'agit d'une « approche progmatique », visant à « contri-buer à la modernisation du droit du travail et à l'aménagement du temps de travail ». Ce texte « cherche à remédier aux défi-ciences du dialogue social », à renchéri Yves Bur (UDF-FD), rapporteur de la commission des affaires sociales. « On ne doit pas gêner le fonctionnement de nos PME, qui

le Tribunal de Grande Instance de

Paris a condamné in solidum la

Société Jean-Paul BERTRAND

EDITEUR et Philippe MADELIN

à payer un franc à titre de

dommages et intérêts à la Société

UNIGROS 3, Charles CAPIA,

François CASTELLI et à Noël-

Joseph DEVICHI pour les avoir

diffamés dans l'ouvrage intitulé

LA FRANCE MAFIEUSE et a

ordonné la suppression de toute

mention de leur identité dans les

éventuelles rééditions dudit livre ».

sont le tissu vivant de notre écono- syndicats représentatifs. » Le projet parition des délégués du personnel mie », a indiqué Yves Van Haecke de loi est qualifié de « loi scélé-(RPR, Yonne).

Tout en reconnaissant, à l'instar de Jean-Jacques Filleul (PS, Indreet-Loire), la « situation difficile liée à la baisse continue de la présence yndicale dans les entreprises », les députés de l'opposition ont défendu en vain deux motions de procédure contre ce texte. « Vous voulez faire passer à la sauvette un texte dévastateur pour le droit du travail et les garanties des salariés ! », s'est indigné Rémy Auchedé (PCF,

Michel Berson (PS, Essonne) est parvenu à des conclusions simi-laires : « Il est à craindre, a-t-il dit, que l'article 6 ne favorise le développement de structures autonomes. de syndicats "maison" ou corporatistes, ou qu'il ne renforce l'intéret pour l'employeur de se passer de

rate » par la CGT, la centrale de Louis Viannet dénonçant son « passage en catimini » devant les parlementaires. Sur le fond, la CGT constate qu'il s'agit bien d'une extension des possibilités de négocier, mais « à la baisse », le texte conduisant selon elle à une « atomisation des garanties » du salarié. Selon la CGT, la brèche ainsi ouverte dans le monopole syndical risque de provoquer l'éradication des sections syndicales

d'entreprise dans les PME. Tous les syndicats d'inspecteurs du travail (CGT, CFDT, FO, FNSITautonome), à l'exception de la CFTC, partagent ce diagnostic, en reprochant au projet de loi d'être « une machine de guerre contre la syndicalisation ». Les inspecteurs établissent un lien fort entre la dis-

cord dérogatoire. Pour les syndicats de l'inspection du travail, ce texte va « permettre à n'importe qui de négocier n'importe quoi ». L'universitaire Gérard Lyon-Caen s'interroge, quant à lui, sur la contradiction interne du projet. « La loi, dit-il, va courir après des illégalités qu'elle aura, à l'origine, encouragées et qu'elle devra, par la suite, cou-

Alain Beuve-Méry et Jean-Baptiste de Montvalon

LEMONDE PUBLICATION JUDICIAIRE « Par jugement du 1er Mars 1994, diplomatique

RUSSE: Vers un partage du pouvoir?. par Bernard Frédérick. – Nostalgies unionistes en Transcaucasie, par Vicken Cheterian.

PROCHE-ORIENT: Nouveaux défis, par Paul-Marie de La Gorce. — Une aussi » bouae frontière », par Samir Kassir.

TURQUIE: L'armée entre héritage kémaliste et alliance antéricaine, par Nur Dolay. - Colère et humiliation des alévis, par Jean-François Pérouse. - Espoirs d'Ankara et fantasmes européens, par Michel

♦ NORD-SUD : Mégavilles, par Ignacio Ramonet.

● CENTRAPHIQUE: Les gendames et les voleurs, par Philippe

● CHINE: La mégalomanie en action pour maitriser le Yangtsé, par Jean-Philippe Béja. - Comme le pays, un bateau dans la brume, par Jean Chesnaux. - Shenyang ou l'échec de la transition, par Antoine

● ÉTATS-UNIS : Manuvais augures pour les étrangers, par Patrick Weil. ● NÉGATIONNISME : Zone d'ombre et coup monté, par Philippe

• HISTOIRE: Quand le libre-échange affamaix l'Irlande, par Ibrahim

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Un proche de M. Léotard à la tête des députés PR

L'AFFRONTEMENT qui a mis aux prises François Léotard et Alain Ma-delin pour l'élection à la présidence de l'UDF fait encore sentir ses conséquences. Hervé Novelli (Indre-et-Loire), proche de l'ancien ministre de l'économie, qui était le coordinateur des députés du Parti républicain (PR) à l'Assemblée nationale depuis juillet 1995, devait être remplacé

(PR) à l'Assemblée nationale depuis juillet 1995, devait être remplacé dans cette fonction, mercredi 5 juin, par un proche de l'ancien ministre de la défense, René Beaumont (Saône-et-Loire).

M. Novelli, qui ne se représentait pas faute de pouvoir espérer l'emporter au sein de la composante, où les madelinistes sont minoritaires, accusait, mardi 4 juin, la direction du PR de « secturisme » et de « strutégie de fermeture ». Les partisans de M. Madelin devraient désenter le conseil national du PR, qui se réunira à Marseille samedi 8 juin.

■ BUDGET : les députés ont adopté, mardi 4 juin, le projet de loi sur le règlement définitif du budget de 1994, avec un déficit réalisé de 299.08 milliards de francs au lieu des 301.36 milliards de francs prévus par la loi de finances initiale. La majorité RPR-UDF a voté pour, l'opposition PS-PCF contre. Augustin Bonrepaux (PS, Ariège) a déclaré que le déficit présenté par le gouvernement est « en réalité beaucoup plus êlevé » si on ne tient pas compte des recettes exceptionnelles des privatisations.

RÉFORME FISCALE: la Fédération syndicale unitaire (FSU) a qua-

lifié, mardi 4 juin, la réforme fiscale de « dangereuse mystification », et déclaré que le « transfert des cotisations maladie vers une CSG bis orienterait la réforme dans le sens d'une mise à contribution renjorcée des retraités et

■ FÊTE DE « L'HUMANITÉ » : Pierre Zarka, directeur de L'Humanité et de L'Humanité Dimanche, a fait savoir, mardi 4 juin, lors d'une conférence de presse, qu'il n'y aura pas de subventions de la part du ministère de la culture pour la fête de L'Humanité prévue les 13, 14 et 15 septembre à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis.

politiqu

with the court and the of the of the second of the second I to a serious man it was sufficie

(1965年)李山李城市、在11万万里中的11万万里。 $e^{-i\omega_{\alpha}}(g_{\alpha}(x))=g_{\alpha}(x)g_{\alpha}(g_{\alpha}(x))=g_{\alpha}(x)g_{\alpha}(x)g_{\alpha}(x)$

> ் மெக்குழும் உடல் இந் $(x,y)^{2}=(2\pi i x_{0}x_{0}^{2}+x_{0}x_{0}^{2})^{2}/(2\pi i x_{0}^{2}x_{0}^{2}+x_{0}^{2}x_{0}^{2})$ A CONTRACTOR OF SAMES

化二氯基甲磺胺二甲基磺胺二甲基甲基苯基甲

the state of the first terminal transfer The second secon in in international Self-Artifaction (東) (東)

LA FUMÉE DE TABAC DANS L'AIR AMBIANT EN PERSPECTIVE

66 Aujourd'hui, nous savons que cette substance appelée maintenant "Fumée de Tabac dans l'Environnement" (FTE) ou encore "Absorption Passive de Fumée de Tabac"; est le danger le plus mortel auquel nous sommes exposés. 99

Action on Smoking and Health

Est-ce correct? Ou plutôt "politiquement correct"?

Presque tous les jours, nous avons le sentiment d'entendre parler d'une chose ou d'une autre dont on aurait découvert qu'elle pouvait représenter un risque pour la santé.

Ainsi, une étude scientifique a même été jusqu'à établir un lien entre la consommation de simples biscults et les maladies cardiovasculaires.

Mais comme le bon sens le suggère (et les scientifiques le confirment), tout ce qui est décrit comme étant statistiquement un risque ne représente pas pour autant un risque significatif pour la santé.

Par exemple, beaucoup de gens sont persuadés que le fait d'être soumis à la fumée de tabac présente dans l'air ambiant est nocif.

Cela vous étonne ?

Après tout, nous admettons que l'acte de fumer est un facteur de risque pour certaines maladies humaines et certaines personnes trouvent la présence de fumée de tabac dans l'air ambiant déplaisante et désagréable. Mais qu'est-ce qui est correct, et qu'est ce qui est seulement politiquement correct? La fumée de tabac dans l'air ambiant représente-t-elle un risque significatif pour la santé de ceux qui ont choisi de ne pas fumer?

Si l'on considère l'ensemble des éléments, nous disons que non.

L'Environmental Protection Agency des États-Unis a récemment effectué une enquéte à grande échelle sur les risques présentés par la présence de fumée de tabac dans l'air ambiant pour les non-fumeurs. Ces études portent typiquement sur des non-fumeurs vivant avec des fumeurs durant une longue période, de l'ordre de 20 ans.

Le résultat ? Cette enquête place le risque de cancer du poumon ilé à l'exposition à la fumée de tabac présente dans l'air ambiant blen endessous des risques liés à certains objets et activités ordinaires, mis en évidence par d'autres études.

Et Inférieur, en fait, au risque pour la santé représenté par le fait de manger un biscuit

par jour, dont une autre étude faisait état. Comme le montre le tableau ci-dessous, nombre d'activités quotidiennes ont été un jour ou l'autre associées statistiquement à d'apparents risques pour la santé.

Mais d'après des scientifiques renommés, des associations faibles ne veulent pas nécessairement dire grand chose.

Il n'y a donc pas de grande campagne pour vous persuader d'arrêter de manger votre biscuit quotidien.

il n'existe pas davantage de Justification raisonnable pour les campagnes contre la fumée de tabac présente dans l'air ambiant.

Si vous souhaitez vous faire une opinion par vous-même, contactez-nous en écrivant à : Philip Morris Europe S.A., c/o P.O. Box 107, 1000 AC Amsterdam, Pays-Bas, ou par fax au 19 31 20 671 98 89.

Nous vous enverrons des éléments concernant l'exposition à la fumée de tabac présente dans l'air ambiant. Nous sommes certains qu'ils vous convaincront qu'il y a là pour le moins matière à débat.



. Jaiphin Quantinens	Risque Relatif . Rapperté*	Effet Repporté ser la Sasté	Référence des Études Sciantifiques
Alimentation la plus riche en graisses saturées	6,14	Cancer du peumos	Journal of the National Cancer Institute, Vol. 85, p.1906 (1993)
Alimentation non végétarienne par repport à une alimentation végétarienne	3,08	Maladie cardio-vascolaire	American Journal of Clinical Nutrition, Vol. 31, p. S191 (1978)
Utilisation fréquente d'huile de colza pour cuisiner	2,80	Cancer de poumon	International Journal of Cancer, Vol. 40, p. 604 (1987)
Consommation quatidienne d'un ou deux verres de lait entier	1,62	Cancer du poumon	International Journal of Cancer, Vol. 43, p. 608 (1989)
Kansagmather Fee biscuit per four	1.49	Majadie cardio resculaire	Lancet, Vol. 341, p. 581 (1993)
Consommation d'eau traitée au chlore	1,38	Cancer du rectum	American Journal of Public Health, Vol. 82, p. 955 (1992)
Consorumation fréquente de poivre	1,30	Mortalité	American Journal of Epidemiology, Vol. 119, p. 775 (1984)
Expection is in tennes de taluec dans l'air synthesis	1,19	Cancer du pourson	U.S. Emironmental Protection Agency (1992)
Alimentation riche en légumes	0,37	Cancer du pournon	International Journal of Epidemiology, Vol. 25, Suppl. 1, p. 32 (1996)
Alimentation riche en fruits	0,31	Cancer du poumon	American Journal of Epidemiology, Vol. 133, p. 683 (1991)

Philip Morris Europe S.A.

La fumée de tabac dans l'air ambiant : gardons le sens de la mesure.

de François Ciolina, ancien directeur adjoint de l'office, qui avait mis en cause M. Tiberi. • LE MAIRE DE PARIS

a dénoncé une « campagne de dénigrement et de harcèlement juridique menée par ses adversaires politiques ». Le PS demande que « M. Ti-beri s'explique sur ces faits, d'une

particulière gravité ». ● LE PROMO-TEUR Jean-Claude Méry, soupçonné d'avoir perçu des commissions sur les marchés de l'OPAC, a reconnu avoir

mé qu'il avait effectué de véritables « prestations commerciales », dont il souhaitait dissimuler les rémunérations au fisc. (Lire aussi notre édito-

La police a perquisitionné au siège de l'Office HLM de Paris

Le juge d'instruction Eric Halphen souhaite vérifier les déclarations d'un ancien dirigeant de l'OPAC, François Ciolina, qui avait mis en cause Jean Tiberi dans le contournement des procédures d'attribution de marchés publics

A L'HEURE où le maire de Paris. Iean Tiberi, s'inscrivait en faux contre les accusations portées par l'ancien directeur général adjoint de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC), François Ciolina, les policiers du 8 cabinet de délégations judiciaires ont effectué, mardi 4 juin, une perquisition au siège de cet office, chargé de la gestion des HLM de la capitale, rue du Cardinal-Lemoine (Paris 5°).

Interrogé le 30 mai par le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) Eric Halphen, M. Ciolina avait mis en cause le rôle de M. Tiberi dans l'attribution de certains marchés de l'OPAC. Dans un entretien accordé au Monde, il avait expliqué que l'actuel maire de Paris, alors premier adjoint de M. Chirac et président de l'OPAC, « était au courant de tout, en relation constante avec Georges Pérol [le di-recteur-général de l'office] » (nos éditions du 5 juin).

L'ancien directeur général adjoint ayant évoqué, devant le juge Haiphen, le marché des assurances « dommages ouvrages » des immeubles et des chantiers de l'OPAC, dont les contrats - d'un montant d'environ 100 millions de juge d'instruction le propos de francs par an - auraient été passés. sans véritable appel d'offres, via un cabinet de courtage parisien, le cabinet Malatier, le magistrat de Créteil a chargé la police d'entre-prendre des vérifications. Les enquêteurs ont, semble-t-il, saisi des documents relatifs à cette ques-

M. Pérol, qui avait qualifié le secteur des assurances de « chasse gardée » de M. Tiberi. Sollicité par Le Monde, l'Hôtel de Ville a répondu, mardi 4 juin, que le cabinet Malatier avait été désigné par un appel d'offres datant de 1983, avant d'être racheté, en 1993, par le cabinet Feu-

M. Tiberi dénonce une « campagne de dénigrement »

Dans un communiqué rendu public, mardi 4 Julu, le maire de Paris, Jean Tiberi, réagit aux propos tenus par François Ciolina, uotamment dans nos éditions du 5 juin. « On ne peut que s'étonner, dit-il, de ces déclarations aussi récentes que "spontanées", alors que M. Ciolina est mis en examen depuis plus d'un an et n'a jamais fait état de sembiables déclarations. » A propos de l'aménagement en 1989 de l'appartement ultérieurement occupé par son fils, M. Tiberi indique que les travaux « ont principalement consisté en la transformation complète d'un duplex, libéré par son occupant, un ancien directeur général de l'OPAC, en deux appartements plus petits. L'OPAC procède actuellement à la recherche des documents relatifs à ces travaux ».

Par ailleurs, poursuit le maire de Paris, « je réfute formellement les llégations mensongères de M. Ciolina sur le rôle qu'il me prête en matière d'attributions de logements ou de marchés publics. Ces allégations sont sans fondement et je me réserve la possibilité d'y donner la suite qu'elles méritent. En tout état de cause, elles constituent une étape supplémentaire dans la campagne de dénigrement et de harcèlement Juri-dique menée pur mes adversaires politiques ».

gère et Juteau, actuellement en charge de la moitié du courtage des assurances de l'OPAC. Ces éléments ne figurent pas dans le communiqué signé par le maire de Paris, dans lequel M. Tiberi conteste « formellement les allégations mensongères de M. Ciolina » (lire ci-dessous).

M. Tiberi répond également sur les travaux effectués, en 1988, dans l'appartement attribué à son fils, Dominique Tiberi, dans un immeuble de l'OPAC, et dont la facture s'était élevée, selon Prançois Ciolina, à « plus d'un million et demi de francs ». « Les travaux en auestion, assure M. Tiberi, ont principa-lement consisté en la transformation complète d'un duplex, libéré par son occupant, un ancien directeur général de l'OPAC, en deux appartements plus petits. » Dans un entretien accordé, mescredi 5 juin, an Parisien, M. Ciolina explique que l'apparte-ment fut bien divisé, mais affirme que « les seuls travaux privatifs » effectnés par la suite out bien coûté 1,5 million de francs, « qui se sont ajoutés, précise-t-il, aux précédents travaux de séparation ».

Confirmant que le chantier fut

conduit en personne par Xavière Tibéri, l'épouse du maire de Paris ainsi qu'il l'avait déclaré au Monde -, M. Ciolina ajoute : « Cette somme a été prise sur les budgets entretiens de l'OPAC, celui des appartements à rénover avant d'être reloués. A l'époque, l'OPAC ne dépensait en moyenne que 40 000 francs pour refaire un logement moyen. Plus rarement 100 000 francs, s'il était en très mauvais état. » Dans les bureaux de l'office, les policiers auraient également saisis des documents concernant les rénovations de logements. Ces vérifications doivent permetire an juge Halphen de demander, le cas échéant, des réquisitions supplétives au parquet de Créteil, afin

d'étendre ses investigations à ces

« CHOOK ANORMAUK »

nouveaux faits.

Plus directement utiles à l'enquête du juge, les déclarations de l'ancien directeur général adjoint de l'OPAC à propos du contournement organisé des procédures d'appels d'offres viennent confirmer et appuyer les propos déjà te-nus, sur procès-verbal, par d'aurres dirigeants de l'office. Ainsi, Jean-Louis Grapin, directeur de l'exploi-tation, avait-il révélé l'existence de « choix anormaux sur certains marchés », sans toutefois préciser la nature des relations qu'il entretenait avec le promoteur Jean-Claude Mé-

Plus précis, l'ancien directeur du service de la construction de l'office, Roger Roy, est allé jusqu'à recomaître qu'il livrait lui-même des informations à M. Méry sur les procédures d'attribution en cours : « l'avisais M. Méry du nom des sociétés aui venaient retirer des dossiers, et également du candidat que je proposais, ainsi que sur l'avancement du dossier et les négociations en cours sur tel ou tel marché », a-til déclaré au juge le 24 novembre 1995. Or, selon les règles en vigueur à l'OPAC, certains de ces renseignements ne pouvaient lui avoir été confiés que par Georges Pérol. Constatant que Jean-Claude Méry était « d'accord dans 95 % des cas » avec le nom de la société proposée par les services - sur des critères techniques - pour obtenir le marché, M. Roy avait en outre suggéré qu'« il y avait des arrangements » en

sés par M. Méry. Questionné par le juge, le 23 octobre 1995, le promoteur avait reconnu avoir bénéficié de « renseignements » de l'intérieur de l'OPAC, en estimant que « cela faisait tout à fait partie de [son] travail de commercial ». « J'affirme que rien d'anormal ne s'est passé entre l'OPAC et moi, ajoutait M. Méry, et

Le démenti du directeur général de l'OPAC

Le successeur de Georges Pérol à la tête de l'OPAC de Paris, Yves Laffoucrière, nommé en octobre 1993, nous a confirmé, mercredi matin 5 juin, qu'une perquisition avait eu lieu mardi au siège de l'OPAC, rue du Cardinal-Lemoine, où des documents out été saisis. En revanche, le directeur général de l'OPAC dément l'information selon laquelle le cabinet de courtage en assurance Malatier, racheté en 1993 par le cabinet Fengère et Juteau, aurait obtenu, à partir de cette date, la totalité des contrats de l'OPAC que se partagent, selon M. Laffouctière, « trois ou quatre sociétés ». En outre, selon le directeur général de l'OPAC, le montant des contrats signés par l'Office sur les chantiers de construction d'immeubles neufs ou de réhabilitation atteindrait non pas 100 millions de francs par an mais « environ 2 millions ».

que, bien au contraire, mon intervention de commercial a été bénéfique pour l'OPAC et les entreprises. » Seion les calculs du juge Halphen, 48 millions de francs ont été versés au promoteur, en France et à l'étranger, par des entreprises ayant toutes obtenu des marchés auprès de l'office HLM de Paris. Six mois avant les déclarations de M. Ciolina au Monde, Roger Roy avait indiqué au juge Halphen qu'« il était de notoriété publique qu'à l'occasion de ces marchés, M. Méry récoltait de l'argent qui était destiné au RPR ».

Hervé Gattegno

Les « aveux » de Jean-Claude Méry

JEAN-CLAUDE MÉRY a avoué. Mais ses | d'une filiale de la Lyonnaise des eaux, la Co- | présente pour lui un avantage certain : caracaveux risquent de conduire le juge Halphen dans une impasse. Mis en examen depuis le 29 septembre 1994 pour « complicité d'abus de biens sociaux et infraction à la législation sur la facturation », ce promoteur-homme d'affaires, qui siégea au comité central du RPR de 1987 à 1990, a été interrogé par le ma

teil, lundi 3 juin. L'ordre du jour portait cette fois sur les mouvements enregistrés par un compte bancaire ouvert à l'Union de banques suisses (UBS) de Genève au nom de la société panaméenne Farco Enterprise, dont la justice hel-vétique a établi qu'elle servait de paravent à Jean-Claude Méry (Le Monde du 14 mai). Selon les documents bancaires transmis au juge Halphen, des mouvements d'environ 10 millions de francs auraient été enregistrés sur ce

Après l'avoir longtemps contesté, M. Méry a confirmé, lundi, être bien l'« ayant droit » du compte de l'UBS. Il a reconnu que les deux virements identifiés par la justice suisse sur ce compte - 2 millions le 27 mars 1992 ; 1,7 million le 7 décembre 1992 - provenaient bien | dissimuler ces revenus au fisc. Cet argument

freth-Elyo, elle-même dissimulée derrière une société irlandaise, Electric Thermic and Climatic Company (ETCC).

Ces virements, assure M. Méry, constituaient la rémunération de véritables « prestotions commerciales », en relation avec le marché de l'entretien des ascenseurs de l'office HLM de la Ville de Paris (OPAC). Ce marché colossal (100 millions de francs par an pendant quinze ans) avait été attribué le 1º juin 1992 soit entre les deux versements sur le compte Farco - à un consortium formé par la Cofreth et une filiale de la Générale des eaux, la CG2A. Selon nos informations, M. Méry a confirmé au juge avoir été en contact avec plusieurs dirigeants du groupe Lyonnaise des eaux, dont Jean-Louis Bonini et Raymond Roux, tous deux mis en examen par M. Halphen pour « abus de biens sociaux ».

Pourquoi utiliser un circuit financier aussi tortueux s'il s'agissait, pour M. Méry, d'encaisser la rémunération de ses « prestations commerciales »? A cette question, le promoteur a simplement répondu qu'il souhaitait

térisée grâce à la production de documents bancaires suisses, cette fraude fiscale ne peut être poursuivie, les conventions d'entraide judiciaire entre la France et la Suisse excluant précisément les délits fiscaux de leur champ d'application.

M. Halphen devra donc s'attacher à la rété des prestations évoquées par l'homme d'affaires. Au cours d'un précédent interrogatoire. M. Méry avait affirmé, le 23 octobre 1995 : « Je n'ai jamais récolté d'argent pour le RPR. Comme je l'ai toujours dit, j'incitais les entreprises à financer le RPR. Ce n'est pas la même chose. » Georges Pérol, l'ancien dirigeant de POPAC, avait paru moins catégorique, déclarant au juge, le 26 octobre 1995 : « Je pensais qu'il [M. Méry] aidait les entreprises à monter leurs dossiers (_). Je ne pensais pas qu'il pouvait avoir reçu autant d'argent (...). Je ne comprends pas comment les entreprises ont pu donner autant d'argent à Jean-Claude Méry, les entrepreneurs n'étant pas des enfants de cœur. Pour moi, c'est un véritable mystère. »

Le PS met au défi le garde des sceaux de ne pas entraver l'enquête

LE PARTI SOCIALISTE est décidé à monter fortement au créneau dans les affaires concernant Jean Tiberi. Il veut surtout situer sa réplique sur le terrain politique et metire en cause le comportement du garde des sceaux, Jacques Toubon, comme il l'avait fait après la condamnation en appel d'Henri Emmanuelli à dix-huit mois de prison avec sursis et à une privation de deux ans de ses droits civiques dans l'affaire Urba.

Au-delà des réactions de Bertrand Delanoë, qui préside le groupe socialiste à l'Hotel de Ville de Paris, et de Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la Fédération de Paris, le PS a réagi, mardi 4 juin, en tant que tel, par le biais d'un communiqué de Marie-Pierre de La Gontrie, déléguée nationale à la justice. « Le Parti socialiste, indique ce communiqué, espère que le garde des sceaux, Jacques Toubon, également adjoint de M. Tiberi mais aussi ancien secrétaire général du RPR, saura résister à la tentation d'empêcher le juge d'instruction, par des artifices de procédure, de poursuivre son enquête. Le Parti socialiste demande que M. Tibéri s'explique sur ces faits d'une particulière gravi-

Sans se prononcer directement sur l'instruction du juge Halphen sur les attributions de marchés par l'office d'HLM « ayant permis le financement du RPR » ou sur les travaux, qualifiés de « pharao-

niques », réalisés par l'OPAC pour l'appartement du fils du maire de Paris - « ce sont des affaires lourdes, mais qui concernent essentiellement la justice », dit-on dans l'entourage de Lionel Jospin -, le PS n'entend pas observer la même discrétion que lors de l'affaire de l'appartement d'Alain Juppé. A l'époque, et notamment en octobre 1995, M. Jospin s'était, seion sa propre formule, « gardé d'exploiter » ce qu'il avait appelé « les embarras personnels » du premier ministre. De manière constante, il s'en était tenu à cette ligne de non-exploitation politique.

Alors que, mercredi, François Hollande, porte-parole du PS, devait intervenir sur ce sujet, à l'issue du bureau national, et que le groupe socialiste de l'Assemblée nationale envisageait de poser une question au gouvernement, les socialistes veulent mettre M. Toubon au défi, qui porte, selon eux, la res-ponsabilité de l'« embourbement » des procédures concernant les partis de droite. Après la condamnation de M. Emmanuelli, le PS avait ainsi accusé le ministre de la justice. « Les procédures concernant le financement des partis politiques de droite sont éteintes ou ralenties par le garde des sceaux », avait affirmé M. Jospin. L'affaire Tiberi pourrait lui donner l'occasion de reprendre

La dislocation d'un système conçu par et pour Jacques Chirac

première ligne, l'affaire des HLM accélère également la désagréga-tion du système de pouvoir patiemment construit par Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville. « Sans Chirac, Paris n'est plus tout à fait Paris », notait Alain Juppé après l'élection présidentielle. Et il est vrai que cette cié de volite partie à l'Elysée, l'architecture parisienne menace de s'effondrer. Les municipales de juin 1995, qui ont vu les socialistes emporter six arrondissements, et les nombreuses affaires immobilières - domaine pri-vé, appartements de M. Juppé et de sa famille, pots-de-vin pour l'obtention d'un logement dans le XII arrondissement, affaire des HLM - n'ont cessé de fragiliser l'ensemble de l'appareil municipal.

Le président de la République ne peut voir qu'avec inquiétude se déliter une organisation dont la complexité l'avait amené à choisir pour successeur Jean Tiberi plutôt que Jacques Toubon. Lui seul, pen-sait-il alors, possédait toutes les capacités pour contrôler cet entre-lacs de réseaux de pouvoir qu'est l'Hôtel de Ville. Maire du XIII; ar-condissement. Lacques Toubarondissement, Jacques Toubon n'avait jamais pénétré les arcanes de la grande maison, M. Chirac préférant lui promettre un destin

Le cas de M. Toubon n'est qu'une illustration des structures dessinées à l'Hôtel de Ville des 1977, renforcées en 1983 et plus encore après 1988. La mairie de Pa-

d'une triple mission : gérer la capitale; servir de base arrière au RPR; préparer la conquête de l'Elysée. A chacun de ces objectifs ont correspondu des réseaux d'élus et de hauts fonctionnaires. Quelques rares personnes ont disposé d'une connaissance d'ensemble : Alain Juppé, qui fut en 1980 directeur financier de la ville avant de devenir étu, en 1983, puis maire-adjoint aux finances; ce qu'il est convenu d'appeier « le clan corse » ou « les trois i » (Jean Tiberi, Roger Romani, Jacques Dominati); et bien sûr le maire luimême, entouré d'un premier cercle de conseillers faisant la synthèse de ses ambitions nationales et des impératifs de la gestion municipale.

Libérés de la tutelle certains se prennent à rêver d'autonomie

Avec son election à la présidence de la République, ce premier cercle a quitté l'Hôtel de Ville : Rémy Chardon, Jean-Pierre Denis, Christine Albanei, Raymond-Max Aubert, Pierre-Mathieu Duhamel et d'autres sont partis vers l'Elysée, les ministères ou la haute fonction publique. L'hémorragie paraît néammoins moins importante que celle de 1986, lorsque la nomination de M. Chirac à Matignon avait M. N. ris s'est organisée en fonction transformé la mairie en théêtre fonctionnaires vont prendre un

d'ombres. Instruit par cette expérience, le maire de Paris avait d'ailleurs entrepris, dès 1988, de consolider l'appareil municipal. Elus de Paris depuis les années 60, ayant prouvé depuis 1977 leur indéfectible fidélité au maire, les « trois i » allaient jouer un rôle déterminant

dans cette entreprise. A Jacques Dominati est revenue la tâche de construire une UDF pa-risienne disciplinée. Roger Romani, du poste stratégique de la questure, a géré une majorité pléthorique Jean Tiberi, pour sa part, a fait tourner la machine administrative. Premier adjoint dès 1983, il se rend d'autant plus indispensable que Jacques Chirac lui accorde sa pleine confiance. Aussi, autour de M. Tiberi et du maire, se constitue progressivement un autre réseau privilégié de hauts fonctionnaires et d'élus dont la carrière ne débordera pas les fron-

Georges Pérol, directeur général de l'OPAC jusqu'en octobre 1993, mis en examen dans l'affaire des HLM, est le plus comm de ces barons parisiens. Ami personnel de Jacques Chirac depuis les années 60, il est nommé à la direction de l'office en 1982. Il ne rend compte qu'au maire et à M. Tiberi, président de l'OPAC depuis 1983. Georges Sarre, vétéran de l'opposition au conseil de Paris, raconte volontiers n'avoir jamais pu rencontrer cet homme durant ces on- ciaires de l'affaire des HLM l'aide-

Outre M. Péroi, d'autres hauts

Bernard Bled, à la questure et au secrétariat général de la Ville, de Jean-José Gramond, auprès de M. Tiberi, ou de Philippe Lafouge. Ce dernier, après avoir, durant dix ans, dirigé le bureau d'aide sociale de la Ville, devient, en 1988, délégué général au logement, poste qu'il vient de quitter après sa no-mination, le 29 avril, au Conseil

C'est ce système qui, depuis un an, vacille sur ses bases. L'élection de M. Chirac à l'Elysée a bouleversé les équilibres. Libéré de cette tutelle, Jacques Dominati, désormais premier adjoint, rêve de son autonomie. « Je ne connais rien à ces histoires de FILM. Absolument rien, si vous voyez ce que je veux dire. L'UDF était alors minoritaire », 2-til déclaré au Monde le 4 juin. Occupé par son poste de ministre des relations avec le Parlement, Roger Romani délaisse l'Hôtel de Ville. Jean Tibert se retrouve ainsi bien seul, avec une génération de jeunes étus RPR ou UDF parfois prompts à demander un grand ménage dans la maison. «Le clan corse, etc., je m'en fiche, dit, par exemple, Michel Bulte, maire-adjoint (RPR) au logement. J'ai un mandat, un programme approuvé par le maire, et j'entends avoir les coudées franches. » Une nouvelle période s'esquisse ainsi à l'Hôtel de Ville. Les développements judi-

ront sans doute à voir le jour.

es droits de l'homme

provoque une v

and the state of the second property and the state of

The first of the second of the second

in the sale appropriate to fine field

Committee the second of the second

المنفق المفاد يمأده المراجعين والمناسبة

一点,我没有我们的,她我们

the second state of the second second

THE NEW BEST WARRENCE TO A PROPERTY OF THE PARTY OF THE P

In élu poursuivi p

THE PROPERTY AND IN ar en en andere 🍇 🎉 🕻

the state of the state of the state of

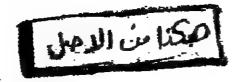
TOTALLE METERS V T SHEET COMME The same of the second second Contract tit Ele Gen.

- The San Page 1

lio autour d'un

三十年 明 連門 衛門 李華 10 10 10 10 E

TO THE RESERVE AK 234 (1) 1 TEN 44 PARIS ME



'Un devoir de physique sur les chambres à gaz provoque une vive émotion

Une mesure de suspension pourrait être prise à l'égard d'un professeur de collège des Yvelines

Une enseignante d'un collège des Yvelines a donné au mois de février un devoir de physique pour gazer des juifs. Ce texte, commis par l'enproposant à des élèves de troisième de calculer pour lutter, selon elle, contre l'oubli élèves se montrent pour leur part plus mesurés.

« CHOQUÉS, bouleversés, atterrés », les rares enseignants du collège des Sept-Mares à Maurepas (Yvelines) qui acceptent de s'exprimer ont du mal à comprendre. Comment une de leurs cossègues at-elle pu donner en classe de trojsième un devoir de physique proposant de calculer le taux de monoxyde de carbone nécessaire pour

gazer des juifs?

1000

Sons le titre « L'essence est une substance organique », ce professeur a posé, dans une interrogation écrite, une question ainsi libellée : « Hitler faisait mourir les juifs en les enfermant dans des camions, dont le tuyau d'échappement était branché vers l'intérieur du car. Sachant que le volume d'un car est de 50 mètres cubes, quel volume de monoxyde de mann, « n'est pas raciste ». « D'ailcarbone doit se dégager pour atteindre la proportion mortelle de 5 pour 1 000 ? Sachant que les pernutes à mourir, quel volume de monoxyde de carbone le moteur produisait-il à l'heure? » Les faits remontent au mois de février, mais ils ont été révélés sur Radio Shalom, mardi 4 juin, par des parents

Pourquoi avoir attendu si longtemps? Selon certains parents, il s'agissait de ne pas perturber la vie de l'établissement. Informés « en fin de semaine dernière par le chef d'établissement », la plupart des enseignants du collège se claquemurent aujourd'hui dans le silence.

que depuis quelques jours. Selon iul, l'enseignante a affirmé qu'il s'agissait de ne pas laisser l'Holocauste sombrer dans l'oubli. Elle a également fourni cette explication à des enseignants, sans paraître mesurer la gravité de son acte. Sans être une débutante dans la carrière, elle n'enseigne que depuis trois ans dans l'établissement : des recherches sont en cours dans les cahiers de textes des années précédentes, pour savoir si de tels sujets ont déjà été proposés aux élèves.

TRES OMERVES Mercredi matin, les élèves du col-

lège des Sept-Mares étaient très mesurés. Pour la plupart d'entre eux, leur enseignante, M Schuieurs, explique un élève de troimariée avec un juif. » Certes, pour beaucoup d'élèves, le sujet du devoir n'était pas des mieux choisis. « C'est vrai qu'elle aurait pu choisir mille autres exemples », poursuit Aurélien. « Pourtant, dans la closse, se souvient un autre élève, dans l'ensemble on n'a pas été choqués sauf un ou deux qui ont trouvé le sujet

Quelques jours plus tard, les pa-rents téléphonaient à l'enseignante pour se plaindre de la connotation antisémite du devoir, ce qui conduisait M= Schumann à aborder le sujet avec d'autres collégiens. un devoir à l'autre classe, où il fallait trouver la quantité de monavyde de carbone pour exterminer des juifs et que les parents lui avaient télépho-

sonnes mettaient en moyenne 20 mi- L'Holocauste et la natation synchronisée

Le choix de l'Holocauste par l'équipe de Brance de natation synchronisée comme thème de son programme pour les Jeux olympiques d'Atlanta soulève une polémique. Déjà présenté en compétition à trois reprises, le ballet des nageuses françaises n'avait pas créé d'incident jusqu'à ce que le quotidien L'Equipe, dans son édition du 4 juin, en révèle le sujet. Henri Hajdenberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a aussitôt dénoncé, sur la radio RCJ, « un manque de sensibilité et de connaissunce », espérant « une décision très sage de la Fédération française de natation », soit l'abandon du projet.

« Ce programme n'est pas centré sur l'Holocouste, a réagi Jean-Paul Clémençon, directeur technique de la FFN. Il s'agit avant tout d'interprêter un thème qui traite de la lutte contre l'exclusion et l'intolérance; c'est une création et non l'exploitation d'une sensibilité. Il n'y a là au-Le principal, Didier Deloris, n'a en cune idée de banalisation de la Shoah. » Le DTN n'exclut pas, toute-lui-même connaissance des faits fois, que la chorégraphie subisse « des retouches » avant les j.O.

sième, elle nous a dit qu'elle était né ; elle nous a racorté ça comme ça, elle était très énervée ce jour-là ». commente l'un d'entre eux. Selon certains de ses élèves. M= Schumann préparerait un livre sur cette période noire de l'Histoire.

Faisant part de « son émotion et de son indignation », Armand Frémont, recteur de l'académie de Versailles, a indiqué dans un communiqué publié mardi 4 juin qu'il avait * pris les dispositions utiles pour initier une procédure disciplinaire à l'encontre de l'enseignante en cause ». Pour le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, il s'agit d'une « dérive inacceptable [...] On a cherché à traîter de manière scientifique la pire des horreurs comme si c'était un fait sur lequel devaient s'appliquer des cri-tères normaux. L'Holocauste mérite d'être traité comme quelque chase qui inspire un sentiment d'horreur sacrée [...] ». Le ministre a également affirmé qu'une mesure de suspension devrait être prise « en attendant la réunion des instances ».

Plusieurs associations ont réagi, parmi lesquelles le MRAP, qui juge le sujet « abominable, immoral et inacceptable », l'Union des étudiants juifs de France, qui estime « impensable que l'on puisse demander à des enfants de 14 ans de se prononcer sur les modalités techniques d'extermination des juifs », et la Licra, qui demande la suspension

> Béatrice Gurrey et Jean-Claude Pierrette

La Commission des droits de l'homme prend position sur l'immigration

DANS UN AVIS rendu public lundi 3 juin, la Commission natiotance consultative placée auprès du premier ministre, où siègent des représentants de l'administramonde associatif et des organisations internationales, juge « inopportunes et dangereuses » les analyses et les propositions contenues dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier des étrangers en France (Le Monde du 17 avril). Adopté à Punanimité – les représentants de l'administration n'ont pas de voix délibérative -, ce texte met également en garde le gouvernement contre la tentation de durcir la législation sur l'entrée et le séjour

des étrangers. Le rapport parlementaire est vivement condamné. Ses conclusions apparaissent « contraires aux principes » défendus par la commission « dans la mesure où elles tendent à accroître la méfiance à l'égard des étrangers et à augmenter la crédibilité de ceux qui incitent à une politique démagagique d'exclusion et de xénophobie, et où elles rendent plus difficile la politique d'intégration ». La commission, présidée par Jean Kahn, «invite le gouvernement à ne pas les reprendre dans tout projet de loi à l'étude ou à venir ».

Elle profite de cette auto-saisine pour lancer une mise en garde aux

pouvoirs publics. En 1993, sa timi- vite le premier ininistre à ce que dité à condamner les lois Pasqua proches de la part des associations de défense des draits de l'Houme. Certains de ses membres, parmi tion, des cuites, des syndicats, du lesqueis Danielle Mitterrand, avaient même démissionné. Cette laquelle elle jugera toute disposimente pas officiellement l'avantprojet de loi rédigé en mars der- prescriptions multiples aboutit à un nier par le ministère de l'intérieur et mis en sommeil depuis lors, in- tives restrictives de liberté ».

nale des droits de l'homme, ins- lui avait valu de nombreux re- une mattère particulièrement importante pour le respect de la dignité humaine lui soit soumise dans un délai utile et raisonnable ».

La commission indique l'aune à fois, la commission, si elle ne com- tion sur le sujet. Elle estime notamment que « l'accumulation de surcroît de contraintes administro-

Et elle ajoute : * Tout amalgame « toute nouvelle disposition dans entre demandeurs d'asile et immigrés clandestins, entre immigrés et terroristes, entre étrangers en situation irrégulière et étrangers qui ne le sont pas doit être proscrit. Ce type de confusion engendre des suspicions ou des défiances à l'égard des étrangers et alimente les préjugés racistes et xénophobes à leur en-

Nathaniel Herzberg

Un élu poursuivi pour « fausse nouvelle » électorale

MANCY

de notre correspondante LE CONSEILLER général du canton de Badouviller, une 20ne rurale située au sud-est de la Meurthe-et-Moselle, a comparu lundi devant le tribunal correctionnel de Nancy, poursuivi pour « surprise ou détournement de suffrages à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses ». Bernard Martin, vainqueur aux cantonales de 1992, au premier tour, par 50,5 % des voix s'est vu reprocher par son adversaire, le divers-droite Jacques Boulanger (15,6 % des voix), maire de Badonviller, la diffusion pendant la campagne électorale d'un tract qui annonçait la création d'un parc touristique tropical. A la clé de ce « Sun Park », véritable embellie économique

nour un Lunévillois cruellement si- face du promoteur. « je ne l'ai apnistré, la perspective de voir géné-

rer 310 emplois. Dans le tract, Bernard Martin, membre de la majorité départementale, accusait l'Etat de n'avoir pas mis tout en cenvre pour favoriser l'implantation du complexe touristique, d'un montant de 650 millions de francs. Surtout, Pélu ajoutait que la société promotrice était toute disposée, de son côté, à lancer le chantier! Pourtant, le 4 mars 1992, Jacques Baudot, président (CDS) du conseil général de Meurthe-et-Moselle, avait reçu un courrier émanant du promoteur beige l'informant que celui-ci souhaitait se désengager du projet français.

Lundi, le conseiller général a jours pas vu le jour... plaidé la boune foi et la sincérité, affirmant tout ignorer de la volte

pris que le 30 mars, lors d'une réunion chez le préfet. » Le substitut, M. Desplan, tout comme l'avocat de M. Boulanger, M Joël Lagrange, ne l'entendent pas de cette oreille. Pour le parquet, « des témoignages attestent que M. Martin était au courant du revirement de Sun Park au moment de la rédaction du tract », soulizme le substitut en requérant 30 000 francs d'amende et trois ans de privation des droits civiques à l'encontre de M. Martin. M. Alain Behr, de son côté, a plaidé la bonne foi et réclamé la relaxe, s'insurgeant de voir le « juge répressif venir juger le politique ».

Quant au Sun Park, il n'a tou-

Monique Raux

Imbroglio autour d'un immeuble préempté

GEORGES BERGER, soixante-trois ans, retraité, tente désespérément, depuis un an, de récupérer les 700 000 francs que lui doit le ministère de l'équipement pour la vente d'un petit immeuble acheté en viager en 1984. La somme est, pour le moment, consignée à la Caisse des dépôts dans l'attente du dénoue-

ment d'un imbroglio kafkaïen. En juin 1995, M. Berger vend son immeuble de Coutevroult (Seine-et-Marne), vide d'occupants depuis un an et situé en bordure d'autoroute, sur un périmètre de préemption. L'Etat se porte acquéreur et l'acte de vente est signé le 22 juin. M. Berger se croit tiré d'affaire. Il ignore que vendre un blen à l'Etat impose des contraintes particulières. Le code de l'urbanisme (article L. 213-14) stipule qu'en cas d'acquisition par voie de préemption le règlement intervient dans les six mois suivant la conclusion de la vente. Cette disposition n'est pas mentionnée dans l'acte de vente. On laisse néanmoins entendre à M. Berger qu'il sera payé dans les deux mois.

Mais, entre-temps, deux familles de squat-ters se sont installées dans le vieil immeuble. Alerté par la mairie, M. Berger se rend sur place. Il alerte le nouveau propriétaire, l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP), qui a représenté l'Etat dans la transaction. Le problème va être régié en un tournemain, pense-t-il. Le ministre du logement ne vient-il pas d'annoncer, la veille, un train de réquisitions de logements vides pour les sans-logis? L'AFTRP propose un contrat de location aux squatters. Mais cette solution est brusquement abandonnée.

On explique alors à l'infortuné ex-propriétaire que c'est à lui de faire évacuer les lieux, par des moyens à sa convenance. Lesquels? Doit-il se charger lui-même de la besogne? Engager des gros bras ? Plusieurs lettres adressées au ministre de l'équipement, Bernard Pons, restent sans réponse. M. Berger n'étant plus propriétaire, il ne peut, de toute façon, agir par la voie légale. Au ministère de l'équipement, on explique très sérieusement

que, dans cette affaire, « sons précédent », il faut à tout prix éviter que l'Etat « subisse un préjudice ». Une armée de juristes est mobilisée mais aucune issue n'est trouvée.

Une solution simple serait de régulariser füt-ce provisoirement - la situation des squatters. L'immeuble a été acquis dans le cadre du schéma directeur d'Ile-de-France pour constituer « de la réserve foncière à très long terme »: la présence des deux familles ne gêne aucun projet. « Le droit rien que le droit », martèle-ton, pour toute réponse, au ministère de l'équipement. Heureusement pour M. Berger, « ses » squatters se montrent plus accommodants que les services de l'Etat.

Une famille est déjà partie. L'autre a promis de faire place nette à la mi-juin. M. Berger espère qu'alors rien ne s'opposera plus au règlement de la vente. Et que l'Etat, dans un élan d'indulgence, ne lui réclamera pas de dom-

Christine Garin

Le promoteur grenoblois Vincent Rivier a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu

Le traitement de cette « affaire » est contesté

GRENOSLE

de notre bureau régional Le juge grenoblois Christian Blaes a rendu, le 6 mai, une ordonnance de non-lieu dans l'affaire du promoteur Vincent Rivier, instruite depuis 1989. Une affaire qui révélait les pratiques alors en cours dans la ville et dans laquelle on vit apparaître Alain Carignon, l'ancien maire (RPR) de Grenoble.

Vincent Rivier avait été mis en cause par Robert Bourachot, alors PDG de la société Maillard et Duclos, une filiale du groupe Lyonnaise-Dumez, qui venait de racheter son important groupe immobilier. La société de développement d'entreprises (SDE), dirigée par M. Rivier, connaissait alors de très sérieuses difficultés financières. La chute de ce personna, puissant, conseiller particulier de l'ex-maire RPR de Grenoble pour les problèmes d'urbanisme, fut brutale. Le 20 octobre 1989, le juge Régis Vanhafbrouck l'inculpa pour « présentation de faux bilans, abus de biens sociaux, escroquerie et faux en écriture privée ». Après cinquante-deux jours, il ressortit de prison non sans avoir versé une caution de 3 millions de francs.

Les investigations policières menées à l'office public HLM de la ville de Grenoble (Opale), client, notamment, du bureau d'étude Glitec, dirigé par M. Rivier, mirent au jour un certain nombre d'irrégularités au profit de cette société. Des documents, signés de la main de M. Carignon, incitant l'Opale à travailler avec cette entreprise furent saisis. Le 15 janvier 1990, une mission d'inspection du ministère de l'équipement rendait un rapport accablant sur la gestion de l'Opale où, expliquait-t-elle, « des prestations ont été surévaluées ou payées deux fois, des factures ont été gonflées » pour « un engagement supplémentaire de dépenses » évalué à 16,9 millions de francs.

Pendant quelques mois, on crut que l'« affaire Rivier » allait se de janvier 1990, la mission d'instransformer en « affaire Carignon ». Mais la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris n'apprécia pas de la même façon les « erreurs » de gestion commises à l'Opale. Dans un arrêt prononcé le 18 novembre 1991, elle jugera que les faits reprochés n'étaient

pas suffisamment graves pour ou-

wir une information. Le dossier de l'Opale fut refermé et celui de M. Rivier mis en veilleuse pendant

cinq ans. Depnis 1991, ce dernier n'a jamais été entendu par les quatre juges d'instuction qui héritèrent du dossier ouvert par leur prédécesseur. L'ordonnance de non-lieu prise en mai par le vice-président chargé de l'instruction, Christian Blaes, sur les réquisitions conformes du parquet de Grenoble, constate la prescription des faits reprochés à M. Rivier. Curieusement, le même parquet a fait appel de cette décision le 16 mai. « Alain Carignon était-il la cible visée derrière l'affaire Rivier? », demande aujourd'hui l'avocat du promoteur, Me André Soulier.

« PETIT JEU DÉPLORABLE »

Les aspects du dossier Rivier qui concernaient directement le maire de Grenoble n'ayant pas pu prospérer, en raison d'interventions multiples effectuées auprès des magistrats et des policiers chargés de l'enquête, les juges se sont, semble-t-il, désintéressés du dossier Rivier. « Personne aujourd'hui ne veut porter le chapeau de cette incurie. Le parquet, qui a beaucoup de choses à se reprocher dans le cadre des affaires grenobloises, essale-t-Il de faire croire que les juges d'instruction en charge du dossler Rivier furent incompétents ? Ce petit jeu est déplorable », déclare un magistrat du siège.

Dans les milieux proches de l'enquête sur les « affaires grenobloises », on souligne que le dossier Rivier révélait, dès 1989, les mécanismes des prélèvements politiques effectués sur les marchés publics - et qu'il aurait été possible d'y mettre fin. Mais, à cette époque, ni la justice ni les représentants de l'Etat dans le département de l'Isère n'osèrent dénoncer certains faits manifestement délictueux. Dans son rapport du mois pection spécialisée des HLM avait suggéré que « les défaillances relevées dans le contrôle [de l'Opale], qui aurait dû être exercé par les services préfectoraux, pourraient donner lieu à une enquête administra-

Claude Francillon

UN PROJET ASSOCIATIF, PROFESSIONNEL ET CITOYEN :

Faire face aux urgences sociales

- Accueil, hébergement, nourriture, orientation...

Réussir l'insertion

- Logement, emploi, santé, accès aux droits...

Des adultes, jeunes et familles en difficulté

Sans logement, sans activité, sans ressources... Victimes de violences ou de ruptures sociales... Marginaux ou exclus...

ENSEMBLE, COMBATTONS L'EXCLUSION

40° anniversaire

10 et 11 juin - Paris La Villette Congrès national



Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale 76, rue du Faubourg-Saint-Denis

Jean-Louis Arajol devient secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police

Il souhaite faire de la FASP l'interlocuteur incontournable du gouvernement

tances fédérales dirigeantes relève d'une prise Elle marque la fin de la période de vacance qui accélérée du pouvoir à la tête de la première or-Jean-Louis Arajol a été elu, mardi 4 juin, secrétaire général de la Fédération autonome des syn-dicats de police (FASP). Son élection par les insexistait, au sommet de la FASP, depuis la dém sion de Jacky Viallet au début du mois de mai. ganisation de gardiens de la paix et de gradés.

DANS UNE GRANDE discrétion, la journée du 4 juin a consacré le processus de prise de pouvoir qui a porté Jean-Louis Arajol à la tête de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP). Sans attendre un congrès fédéral prévu à la rentrée de septembre, la commission exécutive de la FASP, instance dirigeante de la principale organisation de gardiens de la paix, a élu M. Arajol au poste de secrétaire général de la Fédération. Cette élection précipitée a été obtenue à l'unanimité des représentants des différents syndicats affiliés à la FASP, même si le syndicat majoritaire dans les compagnies républicaines de sécurité (le SNIP-CRS) a aussitôt protesté d'avoir été « écarté » des instances fédé-

La nomination de M. Arajol fait ainsi suite à la démission du précédent dirigeant de la Fédération, lacky Viallet, survenue il v a un mois (Le Monde du 4 mai). Elle s'inscrit aussi dans le prolongement de la manifestation des policiers à Paris le 29 mai, et dans la volonté de « rénovation syndicale » mise en avant par le nouveau patron de la FASP.

Le parcours politique de M. Arajol est celui d'un « vrai républicain », selon la définition qu'il donne aujourd'hui de ses convictions, nettement marquées à gauche. Il s'inscrit dans une filiation forte, avec un grand-père anarchiste espagnol, condamné à mort par le régime franquiste, et un père boulanger et communiste. Ancien militant des Jeunesses communistes et de l'UNEF. M. Arajol a ensuite été inscrit au PS dans les années 80. Il en a démissionné en 1992 quand il a pris la tête du Syndicat général de la police – le SGP-FASP –, qui regroupe les gradés et gardiens parisiens. Lors de sa première rencontre avec Charles Pasqua en 1994, il se souvient d'avoir été interpellé en ces termes par le ministre de l'inté-

rieur: « Vous ne me connaissez pas,

casier que vous avez aux RG, c'est un immeuble... >

Partisan de l'autonomie syndicale », M. Arajol a su concilier les contraires pour forger la ligne politique qu'il entend imposer. Il est ainsi resté proche de Bernard Deleplace, figure dominante du syndicalisme policier des années 80, tout en conservant dans son entourage l'équipe de militants franc-maçons proches de Bernard Teper et de la société de communication Crayon Noir, qui avait contribué à la démission forcée de M. Deleplace.

Doté d'un réel pouvoir charismatique, à même d'enflammer par ses discours un public policier, M. Arajol incarne à présent une génération remuante de militants syndicaux convaincus du rôle social des policiers. Dans un livre publié en 1995 - Mais que fait la police? (éditions Minerve) -, il proteste contre les missions ineptes qui lui furent confiées dans

moi, je vous connais. Ce n'est pas un les commissariats parisiens : « j'ul gardé les canards à la tour Eiffel. J'ai fait "la plante verte", "le bitume" sur tout l'arrondissement. •

Devenu syndicaliste professionnel, M. Arajol insiste sur le rapprochement de la police et de la population, critiquant les conséqueuces sociales de la « politique ultra-libérale » du gouvernement d'Alain Juppé auxquelles les policiers sont confrontés lors des opérations de maintien de l'ordre. Il prône aussi l'association des policiers et des autres catégories de fonctionnaires, dont la manifestation du 29 mai - sous la bannière de l'Union nationale des syndicats autonomes - a constitué une illustration. Accédant au poste fédéral suprême, tout en conservant celui de patron du SGP, M. Arajol est décidé à refaire de la Fédération l'interlocuteur incontournable du gouvernement qu'elle fut dans les

Erich Inciyan

L'ancien directeur financier de Bidermann a été mis en examen

DOMINIQUE BOUCHEZ, l'ancien directeur financier du groupe textile Bidermann, a été mis en examen, mardi 4 juin, pour complicité de recel d'abus de biens sociaux, de présentation de faux bilans et de diffusions d'informations mensongères. M. Bouchez a été remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire. Le juge d'instruction Eva Joly enquête sur l'aide financière apportée par Elf Aquitaine au groupe Bidermann au début des années 1990. Elf Aquitaine était alors présidé par Loik Le Floch-Prigent, actuel PDG de la SNCF (Le Monde du 27 mars 1996). Sept personnes out été mises en examen dans ce dossier, dont Maurice Bidermann, ancien PDG du groupe. Le 25 mai, M. Bidermann a été placé en détention provisoire sur décision du juge.

■ IRAN : un mandat d'arrêt international pour assassinat a été lancé contre un ressortissant iranien, Harmad Jayhooni, considéré comme le suspect numéro un dans l'enquête sur le meurtre, le 27 mai, à Créteil (Val-de-Marne), de l'ancien vice-ministre du chah, Redza Mazlouman. M. Jayhooni, un commerçant de soixante ans établi en Allemagne, avait été interpellé le 30 mai à Bonn (Le Monde du 1º juin). Le mandat d'arrêt délivré à son encontre vaut mise en examen. Une procédure d'extradition est en cours.

VIOLENCE : un policier, suspecté d'avoir frappé un ressortissant indien lors d'une garde à vue dans les locaux du commissariat de Bobigny (Seine-Saint-Denis), a été mis en examen pour violences volontaires le 21 mai par le juge d'instruction Yves Maunand, du tribunal de Bobigny. Les faits, révélés par Libération, s'étaient détoulés dans la solrée du 29 avril, après que Gurnam Singh, un sikh de trente-quatre ans, eut été interpellé dans un squat à La Courneuve. Battu à plusieurs reprises par un fonctionnaire de police, il avait refusé de quitter les lieux et avait passé la nuit dans le cachot. Le lendemain, les policiers de la relève avaient eux-mêmes prévenu le procureur de la République, qui avait saisi l'inspection générale des services.

🗷 CHÂTEAUX: Mº Jean-Louis Bordenave, un avocat du barreau d'Evry (Essonne), écroué le 15 mars dans le cadre de l'affaire dite des « châteaux japonais » (Le Monde daté 17-18 mars), a été remis en liberté le 31 mai, et placé sous contrôle judiciaire. Me Bordenave avait été mis en examen pour « complicité d'abus de confiance » et « faux et usage de faux ».

- M= V.L.,

et leurs enfants.

M. Pierre Tilloy.

M. Jean-Michel Southier

et leurs enfants.

M* Anne-Marie Tilloy.

M. et M* Alain Tilloy

~ M* Janine Lacroix.

dans la plus stricte intimité.

M. et M^{**} Patrick Maspériol et leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{**} Arnaud Maspériol

et leurs enfants, M. et M. Dominique Levoir

10, me du Rhône. 68100 Malhouse.

son épouse. Ses enfants et ses petits-enfants.

M. Ivan LACROEX,

enlevê à leur tendre affection le l'éjuis

Selon la volonté du défunt, la élébration et l'incioération ont eu lieu

M= Esther Bilben.

t ses enfants.
M. le docteur et M^m Alain Sonnier

ont la douleur de faire part du rappel à

M= Micheline

GALLOT-SAULNIER.

médecin neuropsychiatre. ancien assistant à la Salpétrière

CARNET

DISPARITION

Pilar Lorengar

Une cantatrice au souffle immense

2 juin, à Berlin. Elle était âgée de soixante-quinze ans.

Ce n'est pas une diva qui dispa-

LA SOPRANO espagnole Pilar Lorengar - fut d'abord mezzo-so-Lorengar est morte, dimanche prano, avant de devenir soprano après avoir remporté un concours de chant à Barcelone, en 1951. Nantie d'une voix égale sur toute rait, mais une artiste qui préféra le la tessiture, d'un timbre moelleux, travail d'équipe aux paillettes de la d'un souffie immense, Pilar Loren-

sionnelle, elle ne tarda pas à être invitée aux Etats-Unis, où elle chanta la méiodie comme l'opéra. En 1957, elle fait ses débuts au l'estival de Glyndebourne. Les Opéras de Vienne, de Munich, de Barcelone et de Madrid se la disputent. Elle chante au Festival d'Aix-en-Provence, avant de faire ses débuts à l'Opéra de Berlin en 1959. Cette maison sera son port d'attache iusqu'à ses adieux à la scène en 1990.

Ceia n'empècha pas Pilar Lorengar de chanter douze saisons de suite au Metropolitan Opera de New York. La soprano a été aussi carrière let-set. Née à Saragosse, le gar chanta d'abord dans son pays bien Pamina de La Filite enchantée. pas toujours. 16 janvier 1921, Pilar Lotengar - de natal, avant d'être invitée à Paris et la Comtesse des Noces de Figuro, son vrai nom Lorenza Pilar Garcia à Londres (1954). Grande profes- Dona Elvira du Don Giovanni de

Mozart, que Elsa et Eva des Maîtres Chanteurs de Wagner, Agathe du Freischütz de Weber, Madame Butterfly. Mimi dans La Bohème et La Tosca de Puccini, Mélisande de Debussy, les grands rôles verdiens. jusqu'à Jenufa de Janacek. La justesse psychologique de ses interprétations, sa voix admirable, son maintien en scène faisaient de cette cantatrice un modèle pour ses collègues qui la vénéraient. Si Pilar Lorengar fut une star à Berlin et à New York, les éditeurs de disques l'auront négligée au profit de chanteuses qui ne la valaient

NOMINATIONS

démission.

Snecms, En iuliet 1994, il devient PDG de la Société mationaix des pondres et explosifs (SNPE).]

Christine Chanvet, déléguée nationale du Parti républicain, ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a été nommée directeur général du Centre français du commerce extérieur (CPCE), en remplacement de Pierre Letocart.

(Née le 19 septembre 1949 à Paris, tirulaire d'une licence d'histoire de l'arret d'archéologie et d'un BTS de publiché, Christine Chattyet fut présidente de l'Association des femmes chefs d'enimprises, de 1992 à 1995, et secrétaire d'État au Bugatti, autre filiale, tout en étant nommé, au dé- Elle est vice-présidente de l'Institut d'histoire sociale depuis 1983.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

- Cargy. Anne GIAMI Dominique LEFEBVRE

Marc,

à Paris, le 31 mai 1996.

12. rue de l'Abondance, 95000 Cergy.

Marie-Christine et Michel DUSSOL

ont la joie d'annoncer la naissance de

Sandra. mardi 34 avril 1996, 5 Montmorency.

Nos abonnés et nos actionnaires, béneficiant d'une reduction sur les invertouse du ... Carnet du Monde es, sont prus de bion voidoir noise es, muniquer leur numero de référence

<u>Décès</u>

- Patrice Garnier. son époux, Marie Garnier,

Ainsi que ses parents et amis.

Geneviève BREUSSE-GARNIER.

Ses obséques seront offébrées le ven-dredi 7 juin 1996, à 9 heures, en l'églisc Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémon-

- On nous prie d'annoucer le décès à Paris, le 1º juin 1996, de

COCATRE-ZILGIEN.

Une messe vera célébrée le 7 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Léon.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

~ M= Joëlie Samain.

sa compagne. Les familles Baillou, Dornès. Pougnand, Desorbaix, Samain, Hugnet, Matheron, Manvais, Bonnet. ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre Alain DORNÈS survenu le le juin 1996, à Paris-5°, à l'âge

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Séverin. 1, rue des Prétres-Saint-Séverin, Paris-3', le

L'inhumation aura lieu au cimetière de

pieusement décédée le dimanche 26 mai 1996. Les obsèques religieuses ont été célébrées le lundi 3 juin. en l'église Saint-Jean-Baptiste de la-Selle, dans l'in-

7. sue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.

CARNET DU MONDE Télécopieur :

42-17-21-36 Téléphone: 42-17-29-94 au 29-96 au 38-42

Jean-Paul Béchat a été nommé, par le conseil des ministres du mercredi 5 juin, PDG de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation (Snecma). Il succède à Bernard Dufour, que le gouvernement avait invité à donner sa INé le 2 septembre 1942 à Montihéry (Es-

sonne), ancien élève de Polytechnique, jean-Paul Béchat a été diserteur délémé aux affaires industrielles, puis directeur général adjoint de la fillale directeur général délégué puis PDG, de Messier-Alain Lompech but de 1994, vice-président de la maison-mère, la

ont la grande tristesse d'annoncer le décès

Fernand Charles JEANTET, avocat à la cour, fondateur du cabinet Jantet et Associés,

inacrit au barreau de Paris depuis 1937,

ancien premier vice-président de l'Association nationale

des avocats de France,

ancien président de la section

des avocais.

ancion secrétaire général de la section
de droit européen de la Société
de législation comparée,
président honoraire
de l'Association françuise
pour l'étude de la concurrence,
ancien administration.

ancien administrateur

de l'Association française d'arbitrage,

à l'Institut du droit des affaires de Paris. officier des Palmes académiques,

cité à l'ordre de sa brigade (Dunkerque 1940).

Tiemcen, septembre 1912, Paris,

Il a été inhumé dans l'intimité

Irène Medvedeff, Elisabeth et Fernando Bettencourt,

ont la tristesse d'annoncer le décès de leur

docteur Michel MEDVEDEFF.

le 29 mai 1996, à l'âge de quatre-vingts

Les obsèques civiles out en lieu dans l'intimuté familiale.

Anniversaires de décès

Jacques FREYSSINIER.

Que sa famille, ses amis et tous coux

M. Jean PUCELLE-MAUBEC.

Cet avis rient lieu de faire-part.

147, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

pour lui en ce jour.

Axel et Anaïs Bettencourt,

- Le ducteur Nicole

époux, père et grand-pi

- M= Simone Jennet.

Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants,

Ses enfants,

300

22. c.

255

S. . .

All the second

Office.

18

1.

12 juin 1996, à 18 beures.

14, rue Corvisan, 75013 Paris.

- Au CBL. 10, rue Saint-Claude, Paris-3*, jeudi 6 juin 1996, à 20 h 30 : Le communisme n'était pas marxiste ! par M. le professeur Francis Kapisn : « Les trois communismes de Marx » (éditions

- Il reste encore quelques piaces disponibles en classe préparatoire

Pétninité et Masculinité : Complémentarité ou rapport de forces ?

Conférence à l'hôtel Prime Hôtel Empire, 3, rue de Montenoue, Paris-17

le 12 juin 1996, de 15 h 30 à 20 h 30,

Marie Nicollas : 44-17-61-07. Participation: 40 francs.

du professeur Benaudis. Lire en une leçon; comprendre la Bible ou parler hébreu en un temps record, toutes traduc-tions: 02-43-45-78 ou 47-97-30-22.

ABONNEMENT VACANCES

Faites suivre ou suspendre votre abonnement cendant vos vacances : Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro

d'abonné (en haut à gauche de la

 une » de votre journal). Si vous êtes abouné par prélevement automatique, votre Nom : ... compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Commune de résidence habituelle :

Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)*

Adresse : .. Code postai :

Recevez Le Monde sur le lien de vos vacances. Retournez-nons au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accumpagné de votre règlement.*			
DURÉE	FRANCE		
2 semaines (13 nº			
☐ 1 mois (26 m²)) 181 F		
☐ 3 mois (78 n°) 536 F		

(312 m) 1890 F 🛘 12 mois et signature obligatoires

Votre numéro d'abonné: LLLLLLLL (DIPERATIF)

Votre règlement: Chèque joint Carte bancaire n°

Votre adresse habituelle : Adresse :	E31 (40) 402
Code postal :	Ville :

Adresse:	
Nom: Pr	
do:	D:
Votre adresse de vacances :	
road it ofed pas abonite (o)	

LE MORDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)*

out la douleur de faire port du décès du doctear Roger MASPÉTIOL, oto-rhino-laryagologiste des Hôpitaux de Paris,

survenu le lundi 3 juin 1996, dans sa Le service religieux sera célébré le

jeudi 6 juin. 1 10 h 45. en l'église Notre-Dame de l'Assomption, avenue du Général-Gallieni, à Meudon Bellevoe. L'unimonon auta lieu au cimellere de

CARNET DU MONDE Télécopieur: 42-17-21-36

Conférences Fondation François-Perrous Conférence du profession Enrique Iglesias, président de la Banque imeraméricaine de développement sur : L'économie Intino-américaine à l'aube du XXI giècle, sous is présidence de M. Raymond Barre

Communications diverses

économique et commerciale, option économie, au lycée Hector-Bertiez, 106, avenue de Paris, 94300 Vincennes (métro Bérault). Tél.: 43-28-32-82.

Michele RAPOPORT,

Réservation : CNPG, 10, rue Pergolèse.

 A l'occasion de la sortie du tivre aux ces temps du terrible (éditions Autres Temps), d'I. Sanader et A Starac, traduit du croate par J.-L. et Dj. Depierris, une minée est organisée, en présence des soirée est organisée, en présence des auteurs, le 12 juin 1996 à 19 h 30, à la Maison de l'Europe, 35, rue des Francy-Bourgeois, Paris-4'.

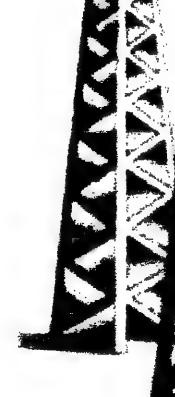
qui l'out comu et aimé gient une pensée - Maison de l'Hébreu : stages d'été - Le 5 juin 1981, nous quinzit

go Bry Tropic

A Company of the Contract of t

The state of the s

AND THE THE PARTY AND THE



يمحوني الإجارات

and the state of the state of

1995 B. Sugar

化人物质

Service States

18 4 Y

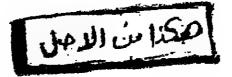
1000 30 4.4 - -

174 72

the same

ستودي د کا د

ومتومعوروت



HORIZONS

LUKoil, or noir et péril rouge

ONFORTABLE-MENT installé dans un fauteuil quième étage d'un solide immeuble de briques rouges de Moscou, Vaguit Alekperov sourit. En bas, sa Mercedes blindée l'attend. Il revient de sa ville natale, Bakon, la capitale de l'Azerbaidjan. Il y a conclu de très bonnes affaires. Dans deux jours, il va signer un gros, très gros contrat au Kazakhstan. Puis il s'en ira battre campagne pour la présidentielle du 16 jain, pour sauver sa fortune, son empire pétrolier et la Russie. Et il semble certain passé? qu'une fois encore il va gagner.

Un rayon de soleil, qui traverse les persiennes, le fait grimacer. Il s'interrompt, prend la télécommande, la dirige vers les stores automatiques, fait disparaître les insolents rayons. Il retrouve son sourire charmeur. Vaguit Alekperov est comme ça. Rien, pas même le soleil, ne semble hi résister. Il aime les nouvelles technologies, connaît les bonnes vieilles méthodes, manie à merveille la franchise et le silence, l'ouverture et le secret. « Vous connaissez mon passé, je suppose... »

A quarante-cinq ans, Vaguit Alekperov s'intéresse à l'avenir. Il est devenu l'un des hommes les plus puissants de Russie, de l'ex-URSS, et peut-être bientôt, si l'élection présidentielle tourne à son avantage, du monde. Il est devenu, dit-il, «l'homme de confiance de Boris Elisine », pour qui il mène activement campagne. C'est le roi du pétrole de Moscou. le Rockfelier de la nouvelle Russie, le président de LUKoll, première société productrice d'or noir du pays (57 millions de tonnes en 1995).

Il est le chef incontesté d'un géant en train d'émerger, une « major » intégrée - des puits de pétrole jusqu'aux stations-services en passant par les raffineries. « Nous ne voulons pas deventr la plus puissante compagnie pétrolière : nous sommes la première du monde », assure Vaguit Alekperov. En fait, à en croire les chiffres, LU-Koil n'est, pour l'instant, que la quatorzième productrice de pétrole de la planète. Mais, en termes de réserves prouvées, elle est, avec 8 milliards de barils, la deuxième, juste après la Royal Dutch/Shell, une fois exclues les compagnies nationales des pays producteurs. « Ce sont les réserves

100

« Nous ne voulons pas devenir la plus puissante compagnie pétrolière : nous sommes la première du monde »

qui comptent ! » : Vaguit Alekperov tape du poing sur sa table basse. Selon une nouvelle estimation en cours, les réserves probables de la société en feraient le leader mondial.

Pourtant, LUKoii est presque inconnue en Occident : elle n'est pas encore cotée sur les marchés financiers internationaux, n'apparaît pas dans les listes des grandes entreprises. Sur le marché, elle ne vaut d'ailleurs pas grand-chose: moins de 4 milliards de dollars, alors qu'Exxon, avec des réserves bien inférieures, a une capitalisation de plus de 100 milliards de dollars. Si LUKoil est sous-évaluée, c'est, avant tout, en raison du risque politique. Personne ne peut garantir que les actions de la compagnie ne vaudront pas demain ce que vaut l'emprunt russe -rien. «En Russie, nous allons peut-être connaître une nouvelle révolution », s'inquiète le chef des relations publiques de LUKoil.

Vagnit Alekperov s'est donc jeté dans l'arène politique, derrière Boris Eltsine. « Je ne fais pas ça pour moi, pour sauver mon argent, aspas que l'on revienne à l'ancien sysvoulu exploiter l'or noir de la CasKazakhstan, le consortium, pour contre l'oléoduc? « Il y a des mate, s'est promis de dominer le

tème. » Aujourd'hui, l'élection en Russie « n'est pas le choix d'un pré-sident, mais d'un système », lépètet-il. Le magnat dit craindre que les communistes, s'ils reviennent au pouvoir, ne nationalisent LUKoil. « Nous ne sommes pas en Pologne, Je connais les communistes russes, lls n'ont pas changé. J'étais moimême un communiste. »

Pourtant, il y a quelques mois à peine, le patron de LUKoil tenait un tout autre discours. Il affirmait, alors, qu'une victoire des communistes « ne changerait pas le cours des réformes », que ce serait « business as usual ». Aujourd'hui, il prédit une catastrophe en cas de victoire des « rouges ». Que s'est-il

Vaguit Alekperov assure qu'll n'a pas négocié avec le PC russe : « On ne peut pas s'entendre avec ces gens-là. » Pourtant, sous le couvert de l'anonymat, un cadre de LUKoil raconte une version moins gioriense : « LUkoil a eu des contacts avec tous les partis, dont les communistes. Etant donné la position prise par notre président, il est logique de déduire que les négociations ont échoué. » Fin mai, la publication du programme écono-

la présidentielle, Guennadi Ziou-

ganov, expliquait bien des choses :

« Le pétrole et le gaz russes, comme

toutes les richesses naturelles, sont le

trésor de toute la Russie et non les

biens personneis de « généraux » du

gaz et du pétrole », écrit M. Ziou-

ganov, promettant la « prise de

contrôle » par l'Etat des produc-

teurs d'énergie. Vaguit Alekperov

n'a pas le choix : sa société et hi-

même sont dans la ligne de mire

des communistes... Au moment

d'origine devenu russe, est aussi le

« roi de la Caspienne ». Les ré-

serves de cette mer enclavée pour-

raient atteindre le chiffre astrono-

mique de 70 milliards de barils.

tion de sa compagnie. Toutes les

sociétés pétrolières occidentales,

Car Vaguit Alekperov, Azéri

même où tout hui souriait.

l'Etat russe.

selon un responsable de la produc- « nous ne voulions pas plus », dit,

surtout américaines, qui, du ment, les relations entre Moscou

ranger étrangement vite depuis

que LUkoil a eu sa part du gâteau.

En Azerbaïdjan, la compagnie

russe a finalement obtenu 10 % des

actions dans un premier champ

offshore, 32,5 % dans le deuxième

et 10 % dans un troisième. Faute de

capitanx et en raison des risques,

satisfait, Vaguit Alekperov. Paral-

lèlement, et comme par enchante-

pienne en écartant LUKoil, ont été peu à peu obligées de revenir à de meilleurs sentiments.

A Bakou, les tentatives de coup d'Etat - où l'on détectait parfois la main de Moscou - se sont multipliées. Au Kazakhstan, Pexploitation du pétrole du champ de Tenguiz (50% pour l'américain Chevron, 25 % pour Mobil, 25 % pour le gouvernement kazakh) a connu bien des vicissitudes. Chevron, qui a déjà investi plus de 500 millions de dollars dans ce gi-sement (6 à 9 milliards de barils de réserves), a eu les pires difficultés à exporter son pétrole. En raison

Rien n'a, jusqu'à présent, résisté à Vaguit Alekperov, le tout-puissant président de la première société productrice de pétrole de Russie. Mais, aujourd'hui, son avenir et celui de son empire sont entre les mains

des électeurs KILLOFFER risques partout », s'énerve Vaguit

(1,5 milliard de dollars), a été « restructuré » fin avril. La Russie a obtenu 34% dans le projet (24% pour l'Etat, 12,5 % pour LUKoil, mique du candidat communiste à de « difficultés techniques », le 7,5% pour Rosneft). « Pendant longtemps, nous n'étions pas d'acconsortium de Tenguiz n'a réussi à cord avec la répartition des actions. obtenir, malgré un contrat en Maintenant, nous sommes satisfaits bonne et due forme, qu'un tiers des capacités d'exportation prode la part de la Russie », a dit le président Eltsine, présent à la cémises par l'oléoduc contrôlé par rémonie de signature. Chevron se-Moscou en général, et le prérait même en train de céder une partie de ses parts dans l'exploisident de LUkoil en particulier - qui « ne fait pas de politique »tation à LUKoil. « Maintenant, se disent, blen entendu, totaletout va bien se passer », assure le patron de LUKoil. On le croit ment étrangers à ces ennuis. Pourtant, les problèmes semblent s'arvolontiers.

> UELQUE chose, toutefois, énerve le patron de LUKoil: ce sont les questions sur la Tchétchénie en publique séparatiste du sud de la pienne vers le port russe de Novo-

construire un nouvel oléoduc

Alekperov, avant d'ajouter : « Ce n'est pas l'intérêt des Tchétchènes que le pétrole ne passe pas par chez eux. D'ailleurs, l'oléoduc fonctionne toujours. » L'option turque de construction d'un oléoduc par le sud? « Vous pensez que la Turquie est plus sure? Avec la guérilla kurde! », lance-t-il. Simple coincidence ? Les séparatistes du Kurdistan trouvent un bon accueil à Moscou Autour de la Caspienne, seuls les

Tchétchènes semblent encore faire obstacle aux plans d'Alekperov. Les sociétés et les gouvernements occidentaux l'ont appris à leurs dépens: LUKoil est un charmant partenaire, mais un adversaire redoutable. Personne dans l'ex-URSS, des pays baites à la Moldavie, du Caucase à l'Asie centrale, n'ignore la LUkoil et Alekperov, le petit Azén devenu grand Russe, l'homme qui transforme ses rêves en réalité.

C'est ainsi que ce cadet d'une famille de cinq enfants s'est propulguerre. C'est par cette petite Ré- sé dans les hautes sphères du pouvoir soviétique. C'est ainsi que ce Russie que devrait, d'ici quelques fils d'ouvrier du pétrole de Bakou mois, transiter l'or noir de la Cas- a créé LUKoil. C'est comme cela que ce jeune technicien, qui n'hérossisk. LUKoil a déjà acheté 26% sitait pas à se planter devant la des actions du port et y construit fuite d'un oléoduc pour exiger, moi, pour sauver mon argent, au Kazakhstan à l'Azerbaidjan, ont et Bakou se normalisent. Au une raffinerie. Des attentats malgré le danger, qu'on la col-

aimer le risque », reconnaît-il les yeux rieurs. Il fallait surement l'aimer pour construire LUKoil. A en croire la légende, le communiste Vaguit Alekperov aurait ainsi presque risqué le goulag!

A peine diplômé de l'Institut pétrochimique de Bakou, le jeune ingénieur part pour la Sibérie. En 1983, Il devient directeur de production à Kogalym, une petite ville qui ne produisalt que quelques millions de barils par an. Premier coup du destin : sous cette petite ville reposent d'immenses réserves. Vaguit Alekperov applique ses méthodes - pas toujours orthodoxes - avec succès. Sept ans après son arrivée, la production a grimpé à 240 millions de barils. A quarante ans, en 1990, 🛭 devient premier vice-ministre du pétrole de l'URSS. A l'heure de la perestroika, Alekperov ne tente pas de réformer le système centralisé ; il propose de transformer l'industrie pétrolière soviétique sciérosée en une dizaine de sociétés autonomes. «J'ai eu toutes sortes d'ennuis », se rappelle-t-il.

L'avenir du jeune vice-ministre du pétrole ne tenaît qu'à un fil quand survint le second coup du destin : en août 1991, lors du coup d'Etat conservateur avorté, son patron, le ministre du pétrole, s'est rangé du mauvais côté. Alekperov devient ministre. En pleine période de transformation. Il passe à l'action. Il crée Rosneft, la compagnie d'Etat, piace à sa tête son ami Alexandre Poutilov, puis fonde LUKoil, où il regroupe les mellleurs gisements, les mellleurs ingénieurs du pays. En 1992, un décret « ne fait que reconnaître que LUKoli existait déjà », assure Alekperov, qui a pris les commandes de l'entreprise.

écouter le président de la « major » russe, « l'aventure LURoil » est celle d'une idée (« notre idée », dit-li) contre la bureaucratie. Cependant. depuis que ses amis, les hommes de l'énergie, sont aux commandes de l'Etat russe, les choses semblent avoir bien changé. Aujourd'hui, on déshabille Pierre pour habiller Paul. On prend à des sociétés d'Etat, comme Rosneft, pour agrandir des sociétés privées. comme LUKoil. Ainsi, en 1995, par un simple décret du premier ministre Tchemomyrdine, LUKoli récupère-t-elle quatre compagnies de production, qui extraient au total plus de 11 millions de barils par an... Après un profit de plus de 550 millions de dollars en 1995, LUKoil pense atteindre les 800 millions de dollars de bénéfices en

Pour LUkoil, pour les autres compagnies pétrolières russes, pour le géant du gaz russe Gazprom, la perspective d'une victoire du communiste Guennadi Zioueanov à la présidentielle ressemble chaque jour davantage à un cauchemar, le sous-sol russe renfermant 13 % des réserves mondiales de pétrole et 40 % de celles de gaz.

Les communistes veulent faire payer des impôts à ces sociétés « protégées », mettre en place un registre du commerce « pour savoir à qui appartient quoi », explique un haut responsable du Parti. Ce qui n'est évidemment pas du goût de ceux qui ont privatisé, à leur profit et à celui de leurs « protecteurs », les plus beaux joyaux de l'Etat. Le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, ex-président de Gazprom, serait ainsi l'un des principaux actionnaires privés de cette entreprise, premier producteur mondial de gaz.

Quant à la société LUKoil, elle compte notamment parmi ses actionnaires l'actuel ministre russe du pétrole, Iouri Chafranik, ainsi qu'Alexandre Poutilov, président de la compagnie pétrolière d'Etat Rosneft. On comprend pourquoi Vaguit Alekperov, qui rêve de voir les marchés financiers s'ouvrir et ses immenses réserves exploitées, qui voit déjà sa société atteindre la valeur de la Shell, sourit souvent. Et grimace parfois, quand il pense au sort que la présidentielle peut lui réserver.

> Jean-Baptiste Naudet Dessin : Killoffer

La fragmentation communautaire israélienne par Alain Dieckhoff

RIOMPHE de la logique communautaire: telle est la caractéristique maieure des résultats des élections israéliennes au cours desquelles les deux grandes formations, Likoud et Parti travailliste, ont enregistré un recul sans précédent. Si les groupes d'intérêt sectoriels (en particulier les défenseurs de la tradition religieuse) ont toujours béneficié d'une représentation spécifique à la Knesset, jamais les partis s'adressant prioritairement ou exclusivement à une catégorie de la population n'auront obtenu autant de suffrages. Le phénomène le plus impressionnant est sans conteste le succès de formations qui mobilisent des identités ethno-culturelles. russe, séfarade ou arabe.

L'entrée de sept députés « russes », sous la conduite de Nathan Charanski, constitue une première politique. Jusqu'à présent, en effet, les nouveaux immigrants cherchaient à s'intégrer au jeu politique existant, et non à créer des structures partisanes spécifiques. Ainsi, au début des années 50, l'arrivée massive des juifs originaires des pays d'islam ne conduisit nullement à une efflorescence de listes ethniques mais à leur disparition pure et simple, les nouveaux arrivants préférant voter pour le parti dominant dirigé par Ben Gourion.

Les élections de 1992, au cours desquelles les juifs de l'ex-URSS apportèrent un soutien massif aux travaillistes, pouvaient laisser penser qu'ils allaient, eux aussi, se couler dans le système en place. Or il n'en a

La mobilisation politique des « Russes » s'explique incontestablement, en grande partie, par l'accumulation de frustrations sociales. Leur haut niveau d'éducation a, paradoxalement, été un handicap: médecins, ingénieurs et architectes étalent trop nombreux pour pouvoir tous trouver un emploi dans leur spécialité d'origine. Les deux tiers des immigrants ont connu l'exge ou une reconversion difficile, souvent assortle d'une déqualification. D'où un

l'athéisme militant, ont en effet éprouvé beaucoup de difficultés à s'intégrer à un pays ou la religion a un rôle reconnu dans l'espace pu-

Cette adaptation a été d'autant plus délicate qu'un nombre important d'immigrants n'ont pas été re-connus comme juifs par le rabbinat. En prônant le mariage civil et des procédires de conversion plus rapides, le parti de l'ancien refuzuik se fait ainsi l'avocat d'une identité juive plus ouverte et mobile, mieux adaptée à la société moderne.

Le projet identitaire défendu par le parti Chass va dans un sens exactement contraire. Ce mouvement de reviviscence religieuse onthodoxe, qui s'est profondément enraciné dans la vie politique israélienne depuis son apparition en 1984, s'adresse aux seuls juifs séfarades pour qu'ils reviennent à une pratique rigoriste du judaisme. Jouant ouvertement la carte ethnique, le marginalisé. Quant au troisième Israēl, celui des citoyens arabes, il apparaît aujourd'hui plus aliéné par rapport à l'Etat central qu'il ne l'a jamais été. Les voix arabes se sont portées en priorité vers deux partis qui militent activement pour la désionisation » de l'Etat juif et la

défense des droits collectifs arabes. Premier enseignement capital : le mouvement islamiste sera désormais représenté à la Knesset à travers la personne d'Abd Al Malik Dahamshe, chef de file de la liste arabe unifiée (quatre mandats). Pour leur première participation électorale, les Islamistes, qui appartiennent, comme le Hamas, coté palestinien à la nébuleuse des Frères musulmans, out démontré une étonnante capacité de mobilisation. Deuxième enseignement : le Parti communiste (Hadash), qui, depuis une vingtaine d'années, est le premier parti dans le secteur arabe, est parvenu à renforcer ses positions en adoptant dé-

L'« explosion » des partis ethniques montre que le melting-pot à l'israélienne ne fonctionne tout simplement plus

Chass oppose à la modernité corruptrice d'un Israel hédoniste (fondé par des ashkénazes) les valeurs traditionnelles du judaïsme séfarade qu'il s'agit de promouvoir, en particulier dans le système éducatif.

Ce discours de restauration a

beaucoup séduit dans les quartiers orientaux o des villes, frappés par les difficultés économiques et la déstructuration sociale. Cette exaltation de la tradition s'est accompagnée d'un recours systématique à la mystique. Pour donner à sa campagne électorale une aura de sainteté, le Chass n'a pas hésité à distribuer des dizaines de milliers d'amulettes contenant des invocations protectrices rédigées par un kabbaliste célèbre et promettant bonheur et protection à ceux qui soutenzient le parti. Mouvement de renaissance identitaire, le Chass est profond ressentiment, qui a été ren-parvenu à s'imposer comme le forcé par un trouble identitaire. Les porte-parole du second Israël, conseils religieux, rabbinat de cherches internationales (CERI) et « Russes », provenant d'un pays à économiquement et culturellement l'Etat). Alors que beaucoup pen- enseignant à l'IEP de Paris.

libérément une stratégie nationaliste. Il prône désormais, pour les Arabes en Israël, la pleine et entière autonomie culturelle (avec la création d'une université en langue

Ce processus de « palestinisation » et d'islamisation stimulé par la citoyenneté problématique des Arabes en Israël et par l'émergence d'un pouvoir palestinien dans les territoires, risque d'ailleurs fort de s'accélérer avec l'arrivée au pouvoir d'une droite nationaliste qui n'a eu de cesse de délégitimer le vote Succès, donc, des partis fondés

explicitement sur une base ethnique, mais aussi pour une formation, comme le Parti national religleux (PNR), qui represente, par-delà sa diversité d'origine, le pu-blic sioniste religieux et contrôle un vaste réseau d'institutions (écoles,

saient que l'assassinat d'Itzhak Rabin, perpétré par un homme qui était sorti des rangs des religieux nationalistes, allait réduire l'influence du PNR, ce dernier a considérablement renforcé sa représentation parlementaire (9 sièges). Après le meurtre du premier ministre, les cercles religieux ont été accusés par la gauche, de façon véhémente, d'avoir entretenu un climat de haine qui avait armé le bras de l'assassin. Cette dénonciation, parfois excessive, a eu une répercussion inattendue : souder la communauté des kippas tricotées autour du PNR alors que, depuis vingt ans, nombre d'entre eux apportaient leur soutien

electoral au Likoud. Cette • explosion • des partis ethniques, et plus largement communautaires, montre incontestablement que le melting-pot à l'israélienne ne fonctionne tout simplement plus. S'il n'a jamais concerné les Arabes, qui ont toujours évolué aux marges de la société, les juifs, venant des cinq continents, ont été, jusqu'à la fin des années 70, transformés, avec une réussite certaine, en Homo israeli-

Mais cette intégration volontariste tourne autourd'hui à vide parce que l'identité nationale est devenue de plus en plus floue, les laïques radicaux prônant le postsionisme alors que les religieux extrémistes se font les hérauts de la théocratie. Ce déficit d'identité nationale ne pouvait que favoriser la résurgence d'ancrages communautaires.

En empruntant le chemin de la paix, Pérès avait espéré les dépasser en rassemblant son peuple autour d'un projet d'avenir : la construction d'un nouveau Moyen-Orient. Cette utopie séduisante mais sans doute prématurée, les Israéliens, traumatisés par les attentats, n'ont pas voulu y croire. Il reste à espérer que le nouvel élu ne cherchera pas à ressouder la communauté nationale en refaisant d'Israël une citadelle as-

Alain Dieckhoff est cher-cheur au Centre d'études et de re-

L'homme qui vota. deux fois par Amos Oz

'IDÉE bizarre de « Grand Israēl » n'est pas née chez les juifs orthodoxes ou ultra-orthodoxes. Ils y ont adhéré en 1967, du fait d'une absurde association entre judaîté authentique et frontières élargies. L'origine du « Grand Israel » est dans le Likoud et ses prédécesseurs, les nationalistes juifs laïcs. L'ironle de l'Histoire, une fois de plus, pourrait bien faire que le parti de la droite libère les Israéliens de cette lubie ; comme lorsque Menahem Begin a, en 1977, abandonné le Sinaï à l'Egypte en échange de la paix.

Benyamin Nétanyahou a battu Shimon Pérès de moins de 1 % des voix (30 000 électeurs). Ceci parce que, entre autres raisons, l'extrème droite israélienne a, vingt années durant, accusé ce dernier et tout le mouvement pour la paix de sympathie avec les Arabes et de trahison, répandant même à l'occasion la rumeur selon laquelle Pérès aurait « une mère

Au cours de cette campagne électorale, le Likoud a utilisé des photos d'Arafat à l'air maiveillant serrant la main d'un Pérès abattu. Il est vrai que le style et l'apparence de Yasser Arafat ont compté parmi les arguments les plus convaincants du Likoud. Si les Palestiniens avaient eu un chef présentant bien et portant le costume-cravate avec l'air sympathique d'un médecin de famille, il eût été beaucoup plus difficile d'inquiéter l'opinion publique israélienne en propageant l'idée que Rabin et Pérès avaient vendu leur âme à un dangereux chef de gang.

En fait, la manière qu'a la droite israélienne de présenter Arafat a souvent ressemblé à l'image que donnaient du juif les caricatures antisémites. Mais c'est désormais M. Nétanyahou qui sera pris en photo serrant la maio du « diable ». Il n'aura d'autre choix rue d'en finir avec cette « demonisation ». Très vite, le le crains, quelque Israélien exalté trouvera. à M. Nétanyahou aussi, « une mère arabe ».

Le bloc du « Grand Israel » - Li-

koud, Parti national religieux et Moledet d'extrême droite - se réduit aujourd'hui à 36 % de l'électorat. Le bioc favorable à Osio a aussi perdu du terrain, bien qu'il détienne encore 43 % des sièges. Mais entre les deux se trouvent les « modérés », soit 21 % des représentants de la Knesset, qui approuvent les accords d'Oslo, bien qu'avec des réserves.

De plus, les partis qui précisément défendaient jusqu'icl le « Grand Israel », Likoud et Parti national religieux, ont, dans ces dernières élections, totalement fait l'impasse sur le sujet, évitant d'évoquer leurs chères implantations de la rive occidentale, pour se contenter du slogan : « la paix et la sécurité ». Nétanyahou luimême a, au cours de sa campagne, mis l'accent sur son engagement en faveur des accords d'Oslo, se gardant lui aussi de la moindre allusion au « Grand Israél » et aux implantations.

Le gouvernement de Shimon Pérès a été renversé par une coalition entre Téhéran, le Djihad islamique, le meurtrier de Rabin, le Hamas et le Hezbollah

Le plus important dans ce scrutin n'est pas la victoire de Nétanyahou sur Pérès, mais bien le fait qu'après vingt-sept ans de prépondérance, l'idée de « Grand Israël » alt été reléguée en marge. Peut-être le leader du Moledet aparti est à présent le seul « véri- 🗣 tablement à droite ». Cette droite « véritable », cependant, n'a pas gagné plus de deux sièges dans la nouvelle Knesset.

transport of property of the parameters

CONTRACTOR TORSE

حرفاها المواملا بالأراكي فيالات

್ ಸಂಪರ್ಣಕ್ಕೆ ಅಭಿಯಾಗಿ ಕಾರ್ಯವಾಗಿದ್ದರು.

the second stage was a second second

Le score aurait-il été différent si Itzhak Rabin n'avait pas été assassiné? On ne le saura jamais. Mais ce que l'on sait avec certitude, c'est que le meurtrier de Rabin est le seul citoyen israélien à avoir voté deux fois : une première fois avec son arme, une deuxième fois dans l'isoloir de la prison de Beersheva. L'idée fondamentale qui se dégage de ces élections est que la grande majorité des Istaéliens reste prête à troquer des territoires pour la paix. Hélas, tandis qu'il cède peu à peu la terre, Israël obtient en retour, non pas la paix, mais une vague sans précédent de terrorisme. Le gouvernement de Shimon Pérès a été renversé par une coalition entre Téhéran, le Djihad islamique, le meurtrier de

Rabin, le Hamas et le Hezbollah. Le monde arabe doit lui aussi faire son examen de conscience: la Syrie, qui exige que lui soient rendues les hauteurs du Golan selon le principe international qui veut qu'« aucun territoire ne sera acquis par la force », réclame aussi les sources du Jourdain et la rive orientale du lac de Tibériade. Ce sont là, en fait, des territoires israéliens que la Syrie a pris par la force dès 1948. Aucun Israélien - « faucon » ou « colombe » - ne peut souscrire à cette logique sy-

rienne absurde. Quant aux Palestiniens qui, à juste titre, réclament une patrie indépendante à côté d'Israel, ils peuvent encore l'obtenir en apportant à Israel la paix en échange de la terre. La paix, pas le terro-

Un jour viendra où un ambassadeur israélien et un ambassadeur palestinien présenteront leurs lettres de créances aux présidents respectifs de ces deux pays voisins. Ce jour-là, le projet que Rabin paya de sa vie et Pérès de sa carrière sera réalisé. Ces deux artisans de la paix auront atteint leur objectif. Peut-être, au fond, n'estil pas si mal que Benhyamin Nétanyahou ait été choisi, entre tous, 🍻 pour mettre à exécution ce projet.

chaines étapes pourralent porter Philippe Douste-Blazy est de l'anglais par Sylvette Gleize.)

Pour une éthique de la télévision publique

par Philippe Douste-Blazy

le monopole audiovisuel d'Etat. Pas une année ne s'est écoulée depuis sans que la même question se pose: comment concilier dynamique de marché concurrentiel et valeurs de service public?

D'où vient que cette question solt posée aujourd'hui avec une vigueur si particulière?

- De mauvaises performances de nos chaines en terme d'audience? Certainement pas: avec 41 % de parts de marché pour France Télévision, elles réalisent un score qui est globalement en progression.

- D'une ingérence des gouvernants? Une telle critique, si souvent formulée dans le passé. n'est plus de mise aulourd'hul. Chacun se félicite au contraire - et à juste titre - des acquis irréversibles en matière d'indépendance de l'information, et du rôle joué par

- De résultats économiques décevants? Tel n'est pas le cas puisque les comptes présentés sont revenus à l'équilibre.

- D'une comparaison désavantageuse par rapport à l'étranger? Quiconque voyage dans d'autres pays revient pourtant en France avec le sentiment que nos chaînes publiques n'ont pas grand-chose à envier à la plupart de leurs homologues. A l'exception sans doute de la BBC, qui a su préserver une part cumulée de plus de 40 % d'audience, mais qui a aussi, il est vrai. la particularité d'être financée à

plus de 80 % par la redevance. Satisfaisants en apparence, ces critères ne rendent toutefois pas compte de la pression que font peser sur l'avenir des chaines publiques les exigences de la formidable mutation que va entraîner la

compression numérique. Dans le paysage nouveau qui se

OILÀ quatorze ans dessine, la télévision publique ne que la France a aboli pourra occuper la place centrale qui lui revient qu'en assurant le service public dans des conditions de totale transparence, en affirmant sa spécificité au sein du paysage audiovisuel français, en faisant vivre son exigence de qualité et sa capacité d'innovation, notamment dans le numérique.

L'enjeu des contenus, d'abord. Les polémiques lancées à l'occasion du lancement sur les ondes publiques d'émissions ostensiblement dictées par des considérations commerciales ont eu le mérite de prouver que notre degré d'exigence collectif envers la qualité des chaînes publiques était intact; et que celles-ci, à vouloir concurrencer sur leur terrain les chaînes privées, risquaient d'y perdre leur

Cette différence entre chaines publiques et chaînes privées, qui fait sa légitimité, la télévision publique la trouve dans le respect de certaines valeurs qui tendent à disparaître dans tous les pays où le service public télévisuel est en déclin, bref, dans une éthique de la télévision publique.

Pour maintenir cette différence, il faut que chacun joue son rôle. C'est aux pouvoirs publics de définir les missions du service public, et le cadre de son service, et aux présidents des chaînes de les mettre en ceuvre.

C'est la raison pour laquelle l'entends revoir le cadre de l'audiovisuel public et les cahiers des charges et des missions de France 2 et France 3, en haison avec le CSA. Ce sera aux hommes et aux femmes qui travaillent dans ces entreprises que reviendra la mission de traduire en image cette éthique du secteur public.

Une telle définition doit s'appuyer sur :

- la volonté de favoriser la créa-

tion sous toutes ses formes; sur l'ensemble des spectacles, des arts, une programmation complémentaire entre chaînes, combinant l'éveil de l'esprit et le sens du divertissement populaire, sur l'assurance pour le téléspectateur du respect de la personne, de ses croyances, de ses opinions et s'agissant des plus jeunes - d'une protection contre des images de nature à choquer par leur violence ou - ce qui est tout aussi insoutenable - par leur médiocrité ou leur

 une information tournée vers le citoyen, soucieuse de proximité, insensible au sensationnalisme ou à la pression des lobbies.

Les chaînes publiques dolvent aussi aspiret à jouer un rôle majeur aussi dans leur fonctionnement.

et des idées qui constituent l'éventail de la vie culturelle, dans toute sa diversité. La télévision publique ne

s'éloigne jamais de sa mission, de son éthique de respect du téléspectateur, et de service du citoyen, quand elle vise vers le haut. Second enjeu-clé de la période actuelle, la transparence de la ges-

tion du secteur public apparaît tout aussi indispensable. La réaction, des téléspectateurs comme des personnels des chaînes, aux contrats des producteurs-animateurs prouve que l'éthique du service public ne s'incarne pas seulement dans le contenu des chaînes mais

Nous devons limiter la part des recettes provenant des ressources publicitaires, dans des proportions compatibles avec la situation financière

lans l'animation du débat public, indispensable au bon fonctionnement de la démocratie. On pardonnera au médecin que je suis de s'étonner qu'un enjeu national comme celui de la réforme de la Sécurité sociale ait à peine été esquis-sé sur le fond. Les exemples ne manquent pas, il est vrai, de sacri-fices du rôle éducatif et pédagogique de la télévision sur l'autel de

L'existence d'une chaîne du savoir ne saurait à cet égard se substituer à la mission éducative du service public, qu'il importe de renforcer. Pas plus que l'essor d'Arte ne saurait servir de prétexte à ignorer que la mission de divertissement se conçoit au sens noble

Comme dans les autres secteurs de l'activité économique, deux besoins existent : une plus grande exigence dans les prises de décision et les procédures d'évaluation ; la construction dans la durée d'un véritable dialogue social jouant pleinement son rôle dans la modernisation de ces entreprises.

Dès lors, deux questions principales se posent : l'autonomie des équipes dirigeantes et les moyens financiers d'une telle ambition.

S'agissant de l'autonomie des équipes dirigeantes, chacun constatera qu'à aucun moment elle n'a été mise en çause par la tutelle publique. Mais il est sans doute possible d'aller plus loin. Les produ terme, c'est-à-dire en incluant sur une plus grande implication effective des conseils d'administration des chaînes. l'entends dans les semaines qui viennent, avec les équipes dirigeantes des chaînes, voit comment mieux organiser le contrôle interne et le dialogue avec

les conseils d'administration. Par ailleurs, je suis personnellement favorable à l'allongement du mandat du président du groupe France Télévision à cinq ans pour lui permettre de disposer de la durée nécessaire.

Sur le plan financier, je tire des événements récents, la conclusion que nous devons limiter la part des recettes provenant des ressources publicitaires, dans des proportions compatibles avec la situation finan-

La logique commerciale conduit

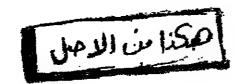
en effet à la recherche de « cibles » publicitaires. Or, ce ciblage des émissions pour telle ou telle catégorie de téléspectateurs est contraire à l'esprit d'une télévision vision de tous les citoyens.

Il faut aussi avoir le souci d'éviter un trop grand déséquilibre entre les différents médias (presse, radio, télévision) dans la répartition des ressources publicitaires.

Si le mot « crise », dans son étymologie grecque, signifie « l'instant de la décision », c'est bien ce moment décisif que vient de vivre la télévision publique. Nul doute qu'elle en sorte rénovée et renforcée, n'en déplaise à ceux qui escomptaient son déclin et guignaient déjà ses téléspectateurs.

Fort du soutien de l'Etat et de la motivation de l'ensemble de ses personnels, le service public de la télévision reste une grande mission d'intérêt général et, j'en suis persuadé, une idée d'avenir.

Amos Oz est écrivain. (Traduit



L'homme qui me deux fois

vide est édité par la SA Le Monde dé : cènt ans à compter du 10 décem ciannairer : Société ciade « les réda ve-Méry, Société anonyme des lecr réstisseurs, Le Monde Presse, Jéna F SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 05 Tél : (1) 42-17-20-00. Télécopieur : (1) 42-17-21-21 Télex : 206 806 F

Le nouveau jeu français au Maghreb

💡 Suite de la première page

Le Maroc et la Tunisie, sans se rélouir ouvertement du drame qui frappe leur voisin, out vu leur « cote d'amour » grandir en conséquence. L'un et l'autre out su, il est vrai, se protéger efficacement du virus terro-

Souvent tendues sous la prési-dence de François Mitterrand, les relations entre Paris et Rabat ont connu une nette embellie depuis l'élection de Jacques Chirac. Sans être aussi cordiales, les relations avec la petite République tunisienne restent officiellement au beau fixe. C'est par le Maroc que le chef de l'Etat français a entamé, en juillet 1995, son premier voyage au Maghreb. La récente visite d'Etat de Hassan II a confirmé cette volonté de placer les relations francomarocaines « sous le signe de l'exception », selon la formule de M. Chirac, qu'une amitié de plus de vingt ans lie au souverain chérifien. Bonne fille, la République s'est inclinée, Hormis les communistes et quelques franc-tireurs socialistes, les députés français ont courtoisement accueilli, le 7 mai, sous la verrière du Palais-Bourbon, l'hôte de M. Chirac, premier chef d'Etat d'un pays du Sud invité à s'exprimer devant le Parlement.

Soucieux de redonner du souffie à la politique de la France vis-à-vis des pays arabes, M. Chirac sait pouvoir compter, en la personne de Hassan II, ieux et un aidiomati avisé. Quitte à fermer les yeux sur l'autoritarisme féodal et les excès de zèle policiers qui restent la marque du

L'AXE PARIS-RABAT

A l'heure où le Maroc s'apprête à affronter le choc de l'ouverture aux marchés européens, la relance de Paxe Paris-Rabat représente une aubaine pour les caisses du royaume. En ismvier, kors d'un voyage à Marrakech. le ministre français de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a annoncé l'allègement de 1 milliard de francs de la dette marocaine. Cette prodigalité a été d'autant plus appréciée qu'elle a fait tache d'huile : Madrid et Bonn viennent, à leur tour, de faire savoir leurs bonnes dispositions financières à l'égard du Maroc. Le nouveau chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, reçu à Rabat, le 3 juin, a précisé que son pays envisageait « evec sympathie » la candidature du Maroc pour abriter la prochaine conférence euro-méditerranéenne. Quant au chancelier allemand, Helmut Kohl, accueilli vendredi 31 mai à Rabat, pour sa première visite d'Etat au Maghreb, il a souligné « l'importance cruciale » du Maroc « pour la stabilité et la sécurité dans la région ».

Ce regain d'intérêt ne doit cependant pas faire illusion. Les dérives mafieuses de l'économie marocaine dont certains aspects ont été relevés par l'Observatoire géopolitique des drogues, en 1994, et par la Banque mondiale, à la fin de 1995 - sont source de préoccupations grandis-santes en Europe. S'y ajoutent les incertitudes politiques liées à la succes-

sion de Hassan II. Colosse aux pieds d'argile dans un Maghreb en transition, le Maroc, hâtivement promu « meilleur rempart contre l'islamisme » à l'échelle régionale, est sommé de tenir son rang. Les réformes structurelles, nécessaires et urgentes, n'ont toujours pas été mises en chantier. Il aurait fallu, pour cela, un gouvernement qui gouverne – ce qui n'est pas le cas. Résultat : le Maroc a pris deux ou trois ans de retard! », xésume un hant functionnaire français. Les indicateurs socio-économiques figurent « parmi les plus mauvais du monde arabe », précise-t-on volontiers à Paris. Croissance démographique alarmante, analphabétisme

généralisé, misère grandissante dans les faubourgs et les campagnes : cette conjonction de handicaps est une « bombe à retardement », dont les groupes islamistes pourraient, à terme, tirer profit. En misant sur le Maroc pour jouer le rôie de locomotive du Maghreb, les capitales européennes ont donc pris une option à haut risque. Y en avait-il une autre ? Entre une Algérie en débâcle et une Tunisie dynamique, mais de moindre envergure, le choix d'un interlocateur régional, nécessaire à l'instauration du dialogue euro-méditerranéen, se névélait limité.

Mieux armée sur le plan économique, la Tunisie dispose a priori de formidables atouts pour résister aux bourrasques de l'extrémisme religleur. Son système d'éducation, résolument moderniste, le statut des femmes, nettement plus libéral que la mudawana marocaine ou le code de la famille algérien, en font un modèle à l'échelle du Maghreb. Mais la dérive policière que connaît le pays, dirigé d'une main de fer, depuis novembre 1987, par le président Zine El Abidine Ben Ali, risque de compromettre ce bel édifice, hérité du long « règne » de Habib Bourguiba.

Dans une récente résolution, le Parlement européen s'est inquiété, pour la première fois, de « la détérioriation de la situation des droits de l'homme » en Tunisie et a dénoncé un « étouffement des libertés démocratiques ». Soucieux de ménager les voisins de la turbulente Algérie, les députés européens ont néanmoins beaucoup bésité : cette résolution n'a été adoptée qu'à une courte majorité, par 97 voix « pour », 91 « contre » et trois abstentions.

Dens le camp français, le citvage a été nettement marqué, départageant narrie de para communistes), ulcérés par les excès autocratiques de M. Ben Ali, et ceux de droite (du RPR aux « villiéristes »). résolus à ne pas froisser la susceptibllité du régime tunisien.

L'indulgence de Paris à l'égard du Maroc et de la Tunisie peut-elle être payante? A court terme, elle risque d'attiser les rivalités nationales. Déjà fantômatique, l'espoir de voir renaître une Union du Maghreb arabe s'éloigne à grands pas. Sous couvert de crise algérienne, utilisée comme un épouvantail, les régimes maghrébins ont trouvé, en tout cas, un argument commode pour se hâter, de plus en plus lentement, sur la voie du progrès et de la démocratisation.

Catherine Simon

Le Monde

A corruption régnerait-elle à l'Hôtel de ville de Paris? Telle est la grave accusation formulée par un homme du sérall, François Ciolina. Cet ancien dirigeant de l'OPAC, office HLM de Paris, a décrit par le menu au juge Halphen un système de trucages des marchés publics alimentant les calsses noires du RPR. Système s'accompagnant d'un régime de prébendes, comme en témoigne, selon hii, 1,5 million de francs de travaux effectués dans un logement social destiné au fils du maire de Paris.

Haut fonctionnaire de l'équipement, polytechnicien et ingénieur des Ponts et chanssées, M. Ciolina n'est pas *a priori* un hurtu-beriu spécialiste de la diffamation. Le simple fait de briser une loi du silence, décidément bien pesante à la mairie de Paris, le disqualifle-t-il? Ecarté en 1993 de l'OPAC, mis en examen par le juge Halphen, cet homme a-til basculé dans la calomnie par vengeance ?

Les dénégations du maire de Paris, Jean Tiberi, qui, en niant en bloc, laisse entières de multiples zones d'ombre, ne sont guère rassurantes sur les réponses à ces questions. Elles ne rendent que plus nécessaires les éclaircissements que la justice paraît désor-

A Paris, la justice passera-t-elle?

mais seule être en mesure d'apporter. Or, après deux ans d'instruction, le juge Eric Halphen ne cesse de boter sur des obstacles dressés par le parquet et la chancellerie. Il est limité dans son champ d'investigation, plusieurs volets de l'affaire ayant été, maigré ses demandes, confiés à d'autres juridictions. Est-ce le meilleur moyen de rechercher la vérité?

Cet affaire est d'autant pius détestable qu'elle pourrait déborder largement les frontières parisiennes, Jacques Chirac, maire de Paris de 1977 à 1995, ne peut pas ne pas se sentir concerné. Tout comme Alain Juppé, ancien maire-adjoint aux finances de la capitale, et plusieurs de ses ministres, qui se sont formés dans les complexes réseaux de pouvoir de l'Hôtel de ville. Jacques Toubon, maire du XIII arrondissement et garde des sceaux, se retrouve pour sa part dans l'inconfortable position d'être juge et partie. Fa-cilitera-t-il le travail de la justice, lèvera-t-il les obstacles placés par lui sur le chemin d'Eric Halphen? Quelques précédents concernant des affaires parisiennes, là-encore, inquiètent. L'appartement de M. Juppé, le logement du fils de M. Juppé, le HLM du fils de M. Tiberi, les employés de maison de MM. Cabana et Pandraud mis à disposition par la Ville : chaque fois, le parquet a répondu par la négative aux demandes de poursuites, classant sans suite ces dossiers.

Les socialistes avaient payé très cher le dessaisissement du juge Jean-Pierre dans l'affaire Urba. L'opposition d'alors avait jus-tement noté l'intenable situation d'Henri Nallet, garde des sceaux et ancien trésorier de la campagne présidentielle de François Mitterrand. M. Toubon prend aujourd'hui le risque de se retrouver dans une situation comparable. A moins qu'il accepte de se comporter en homme de droit et non de parti, en laissant passer la justice et en se montrant déterminé à ce que les procédures en cours puissent se développer librement avec pour seules limites celles fixées par le code de procédure pénale. Ce serait la seule attitude honorable.



DANS LA PRESSE

■ L'explosion d'Ariane-5 ne dolt pas masquer les succès de l'Europe dans l'espace (...). Le développement de l'Europe a souvent été l'objet de taquineries à travers des métaphores maladroites autour du voyage, les partisans de l'intégration souhaitant par exemple que la Grande-Bretagne ne rate pas le bus, qu'elle évite d'être exclue du premier compartiment et même qu'elle prenne la place du conducteur (...). L'explosion d'Arlane va sans doute provoquer une nouvelle séde de métaphores sceptiques avec des avertissements sur la prétention européenne de vouloir voler trop haut (...). Ces sentiments peuvent se comprendre, mais la leçon réelle des malheurs de la Guyane française, c'est que la Grande-Bretagne a tout à gagner de sa participation à une agence intergouvernementale comme l'Agence européenne pour l'espace. Et un désastre - quelle qu'en soit la cause - ne doit pas jeter le discrédit sur toute une stratégie, très saine au demeurant. DIE WELT

Claudia Ehrenstein

■ John Major, le premier ministre britannique, a voulu remporter une victoire sur Bruxelles. Et l'Europe, de fait, s'est laissé impressionner. L'assouplissement de l'interdiction d'exportation de gélatine, de suif et de sperme bovin signifie une défaite pour la protection préventive des consommateurs et une victoire pour les Britannniques qui sont, de la sorte, détournés de leurs responsabilités propres et ont fait de l'épidémie de l'encéphalite bovine spongiforme un problème européen.

Philippe Alexandre

as une plaisanterie. l'Office des HLM di la ville de Paris s'appelle l'OPAC, l'Office public d'aménagement et de construction, et, pour être opaque, il l'a été jusqu'à une date récente, à un degré incroyable (...). C'est une page qui se tourne, peut-être pour marquer la fin de l'argent facile. La connivence du secret subit de rudes assauts, et il se trouvers toujours une bouche pour s'ouvrir (...). Les Français sont devenus hypersensibles à l'usage qui est fait de leur argent, et le service public ne sera sauvé qu'au prix d'une sévère cure de transparence.

RECTIFICATIF ORCHESTRE DE PARIS

Contrairement à ce que nous avons indiqué (Le Monde du 2-3 juin et du 4 juin), Georges-François Hirsch ne quittera pas le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour l'Orchestre national de France, mais pour la direction générale de l'Orchestre de Paris, dont le directeur musical est Semyon Bychkov.

Le modèle allemand revisité

après l'unification de l'Allemagne pour que s'amorce, de ce côté-ci du Rhin, une révision de la perception de notre grand voisin qui tienne compte des nouvelles réalités. Plusieurs ouvrages récents témoignent de cette tentative de dépasser les visions convenues qui faisaient autorité jusque-là. En homme politique nourri d'histoire, Jean-Pierre Chevènement remet en cause l'image piense d'une Allemagne définitivement pacifiée, hier par l'avènement de la République de Bonn, aujourd'hui par la réunification coincidant avec le triomphe final du capltalisme libéral (France-Allemagne, parlons franc, Plon). Anthropologue issu du marxisme althussérien, Emmanuel Terray revisite, en un voyage philosophique, dans Ombres berlinoises (Odile Jacob), les lieux de mémoire du nazisme et du communisme à Berlin. Enfin, la livraison de mai de la revue Esprit s'interroge sur « l'Allemagne de nos incertitudes».

Le point commun à ces trois ouvrages est la constatation que l'unification de 1990 a remis en cause ce fameux « modèle allemand » construit sur le fondement du miracle économique des années 50 aux ambées 70, et que ce pays est

IL AURA FALLU plus de cinq ans économiques et son identité, un phénomène durable dont les responsables français n'auraient pas

encore pris la juste mesure. C'est ainsi que dans Esprit, Anne-Marie Le Gloannec, politologue spécialiste de l'Allemagne, constate avec pertinence : « nous voyons l'Allemagne à la fois comme une recette et un épouvantail. La grande présence de l'Allemagne dans les débats français est due au fait que nous avons tendance à analyser les phénomènes de globalisation à travers l'Allemagne. Mais au moment où ce modèle est percu comme un recours en France, les Allemands tentent de le transformer à petites touches, parce qu'ils sont, eux, préoccupés par l'idée du déclin de leur modèle. »

Même si elles sous-estiment sans doute la capacité des Allemands à se mobiliser pour faire face aux situations les plus critiques, les analyses de ce type ont la vertu de mettre à mal le fantasme récurrent d'une Allemagne, européenne certes, mais attachée à étendre son modèle à une Union européenne, celle du deutschemark, rebaptisé « euro », et des gnomes de Francfort

Les difficultés na contrées par le modèle économique allemand s'ac- en effet ? Une sociale-démocratie avait jusque-là été négligée. On s'inmaintenant entré dans une crise compagnent d'une crise, moins vi-crratique, déchirée entre ses « ba-terroge maintenant sur sa capacité à touchant tout à la fois ses dogmes sible mais tout aussi réelle, celle du rons », incapable de se présenter devenir une nation « normale ».

politique. Celle-ci est largement dis-simulée par la formidable personnalité du chancelier Kohl, mais il ne faut pas s'y tromper: dans le contexte politique allemand, Helmut Kohl est un personnage atypique. En dépit de son profond enracinement dans le terroir rhénan, il a une pratique du pouvoir qui est plus proche de celle des gouvernants français que de celle qui s'est imposée dans l'histoire de la République fédérale.

CONSEILLERS VENUS DE L'ENA

Primat du volontarisme, priorité accordée au choix des hommes en fonction de leur allégeance, visions stratégiques fondées sur l'intuition personnelle et les relations individuelles avec ses homologues des grandes puissances, telles sont les caractéristiques de l'exercice kohlien du pouvoir. Que quelques-uns de ses plus proches conseillers aient fait un séjour à l'ENA n'est sans doute pas sans relation avec cet état de fait, mais il ne saurait être considéré comme une constante de la configuration des lieux de pouvoirs allemands.

Derrière cette formidable présence d'Hehnut Kohl, que voit-on lemande » sur des tenains où elle

l'actuelle coalition ; la CDU, redevenue cette « association pour l'élection du chancelier » qu'elle était du temps de Konrad Adenauer, Restent les Verts, qui ont réussi, grâce à de fortes personnalités comme le chef du groupe parlementaire Joshka Fischer, à s'implanter durablement dans le paysage politique allemand. Leur mutation d'un parti attaché à une seule question, celle de la défense de l'environnement, en une formation politique proposant une alternative globale est en cours, mais elle est loin d'être achevée.

Résultat : la confiance dans les « grandes machines » politiques s'effrite, l'abstentionnisme est en progrès, les néocommunistes enregistrent des succès à l'est et l'extrême droite profite des angoisses identitaires

Bref, l'Allemagne, qui firt pendant plus d'un siècle porteuse de la réflexion théorique et philosophique sur le monde, semble n'avoir plus rien à nous dire, car la vertu de son exemple a fait long feu.

L'intérêt majeur des nouveaux regards portés de France sur l'Allemagne est de poser la « question al-

comme une alternative crédible à c'est-à-dire capable d'affirmation autonome dans le domaine de la culture et de la société. L'Eurone non allemande est beaucoup plus marquée par la pensée allemande du XIX siècle que l'Allemagne ellemême. L'Allemagne a de bonnes raisons historiques de se méfier des théories issues des fils de sa culture, mais cela ne l'autorise pas à dire « je passe » des qu'il s'agit de penser le monde hors des catégories provinciales où elle se complait auiourd'hui.

Parlant à ses amis allemands à l'issue d'un séiour de trois ans à Berlin, Emmanuel Terray a su trouver les mots qui sont dans la droite ligne de ce « parlons franc » cher à Jean-Pierre Chevènement : « Si j'avais à déplorer quelque aspect de votre attitude présente, ce serait non pas la modestie, mais au moins le scrupule qui vous retient trop souvent sur les sentiers battus du conformisme libéral. Vous voulez vous protéger de tout ce qui pourrait vous amener à un passé que vous maudissez plus que personne. (...) Vous me pardonnerez cet aveu : on a de temps à autre envie de vous crier que l'imagination n'est pas en soi un risque, que dans bien des cas les minorités ont raison, que les hérétiques sont le sel de la terre. »

BOURSE Les rumeurs boursières au sujet de l'avenir de Rhône-Poulenc se multiplient depuis plusieurs semaines et inquiètent dirigeants et salariés. • A DÉUX REPRISÉS, la so-

ciété a dû démentir une éventuelle scission en deux sociétés distinctes, chimie et pharmacie, et l'existence d'un projet de rapprochement avec Elf Aquitaine. • SOUMIS A LA PRES- SION d'actionnaires qui se plaignent de la faiblesse du cours de Bourse, les dirigeants de Rhône-Poulenc doivent aussi composer avec un noyau stable d'actionnaires institu-

tionnels considéré comme fragile. Jean-René Fourtou, le président de Rhône Poulenc, a notamment indiqué, le 17 avril lors d'un comité de groupe, que certains actionnaires

importants se trouvaient contraints de céder leur participation. • UNE NOUVELLE CESSION dans la pharmade devrait être annoncée dans les prochaines semaines.

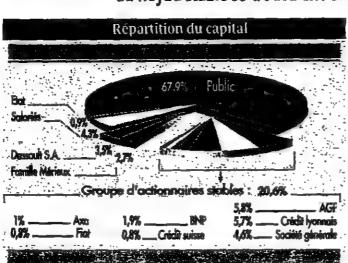
Rhône-Poulenc déplore le manque de moyens de ses actionnaires

Le président du groupe, Jean-René Fourtou, a indiqué le 17 avril, lors d'un comité de groupe, que certains des membres du noyau stable se trouvaient contraints de céder leur participation

LE COMITÉ CENTRAL d'entreprise de Rhône-Poulenc Chimie devait se réunir, mercredi 5 juin, au siège du groupe à Courbevoie (Hauts-de-Seine). A l'ordre du jour, la réorganisation de cette branche d'activité qui passe par le regroupement sur un seul site de la direction fonctionnelle. Aujourd'hui, près de 2 000 personnes travaillent au siège dont environ 1 100 pour Rhône-Poulenc Chimie.

Le « plan siège », qui ne concerne que la chimie, devrait entraîner la suppression de près de 500 emplots qui se feront notamment sous forme de préretraites et de mutations dans le groupe (Le Monde du 25 mail. Quatre cent cinquante personnes ont été recrutées sous contrat à durée indéterminée en 1996 après 1 400 en 1995, essentiellement chez Rhône-Poulenc Rorer, dans le secteur de la santé. Désormais, avant d'embaucher, ce secteur devra regarder si aucune mutation interne n'est envisageable.

La réorganisation de la chimie, décidée en 1995, est fondée sur une décentralisation des responsabilités et sur une division des activités en une quinzaine de sociétés. Elle s'est intensifiée récemment et s'est concrétisée avec le remplacement du patron de la branche, Francois Guinot, par Philippe Desmarescaux. Cette accélération intervient au moment où le groupe est soumis à la pression des boursiers décus des performances de la valeur. Le



A la suite de leur fusion, Dassault et la famille Méries out pris 6,2 % des actions de Rhône-Poulenc.

125 francs. L'une des solutions préconisées par les financiers serait la scission en deux sociétés distinctes, chimie et pharmacie, qui permettrait de revaloriser les actions.

A chaque fois que la rumeur revient, elle provoque une flambée du titre. Pourtant cette hypothèse est repoussée par les dirigeants du groupe qui entendent poursuivre le développement autour de quatre pôles: la chimie, la santé, l'agrochimie, les fibres et polymères.

démentait les nuneurs d'un rapprochement avec Elf Aquitaine, qui aurait permis au groupe pétrolier de créer un pôle pharmaceutique. Le 28 mai, de nouvelles précisions étalent apportées à la suite d'une information de l'agence Bloomberg sur une possible scission évoquée parmi d'autres alternatives, par le directeur de la santé, igor Landau. «Le groupe poursuit sa stratégie visant à développer ses auatre métiers dans un même ensemble... Cette stratégie est celle, qui à terme, apportera

Ces spéculations boursières inquiétent les salatiés. Le président du eroure. Jean-René Fourtou, s'est exprimé sur cette question le 17 avril, lors d'un comité de groupe, instance consultative qui rémit une quarantaine de représentants syndicaux. Revenant sur les rumeurs de fusion avec Elf, M. Fourtou a préci-≤ la manière dont il avait combattu. cette idée. « l'ai pris contact avec l'Elysée, avec le premier ministre à Matignon, et je crois que nous les avors convaincus qu'il ne fallait pas se laisser séduire par les propositions de financiers qui, à la lumière de ce qu'ils ont constaté à l'étranger, voient dans de telles opérations une façon de réveiller la Bourse. » Toutefois, précisait-il au Monde le 3 juin, « ce n'est pas en tant qu'entreprise privée appelant au secours l'Etat que J'ai entrepris cette démarche. Je suis allé voir les instances ayant un administrateur chez Elf ».

Interrogé par les représentants syndicaux sur la confiance qu'il accordait à son novan stable d'actionnaires, ses propos ont été plus namoés. « Nous sommes dans une situation où certains groupes doivent vendre », peut-on lire dans le compte rendu de la réunion. M. Fourtou évoque notamment la participation de 6 % détenue par le CDR, structure de défaisance du Crédit lyonnais, chargée de vendre les actifs de la banque. Il aborde également les problèmes des antres partenaires : la famille Mérieux a des problèmes de droits de succession à régler, Dassault de son côté indique qu'il resterait blen, « mais il va falloir mettre de l'argent dans l'aéronautique et peut être dans Aerospatiale ». Quant aux AGF, « n'arrivant pas à vendre un immeuble, elles doivent céder des actions ».

« En dehors de la Société générale et de queiques autres, il n'y a per-

hors de Prance que dans l'Hexagone pour ses actions.

Evoquant le cours de Bourse durant cette réunion, il reconnaît qu'« à 130 francs. on ne peut pas considérer au vu des résultats de 1995 que nous soyons sous-évalués ». Pour mettre un terme aux diverses mmeurs, l'impératif est de voir le titre s'apprécier de nouveau. « Nous sa-

Un lourd programme de cessions

Rhône-Poulenc devrait annoncer une nouvelle cession dans la pharmacie au cours des prochaines semaines, seion les propos d'Igor Landau, responsable du secteur santé, mardi 4 juin. Celle-ci pourrait concerner certaines activités de Fisons. Après le rachat du groupe britannique, spécialisé dans le traitement des maladies respiratoires, pour 1,83 milliard de livres (14,3 milliards de francs), le groupe avait fait part de son intention de céder rapidement les équipements scientifiques et les produits de laboratoire de Pisons. La première activité a été vendue au début de l'aunée.

Afin de se désendetter, le groupe de pharmacie et de chimie a prévu de vendre pour 10 militards de francs d'actifs en deux ans, dont la mottié dans la santé. Dans la chimie, Rhône-Poulenc s'est déjà séparé de ses activités dans le carbonate de soude, les films polyester, Pacétate de vinyi. Dans la pharmacie, il a réalisé jusqu'à présent 1,5 milliard de francs de cessions d'actifs.

sonne de vraiment très costaud dans tout cela », confie-t-il à son auditoire, toujours d'après la retranscription de la rencontre du 17 avril. « fai essayé de sensibiliser les syndicats, tout comme je le fais avec le souvernement, sur la faiblesse de capacité d'investissement des investisseurs français », expliquait le 3 juin le président du groupe chimique, estimant qu'il trouve plus d'intérêt

rions vraiment à l'abri si nous cotions 180 francs », avance-t-iL « Pour que le cours de l'action monte, il est clair que la première chose à faire est d'avoir de meilleurs résultats. » La rencontre avec le comité de groupe aura duré près d'une heure ce jourlà, mais n'a pas vraiment apaisé les

Dominique Gallois

et, pour certains, à l'acceptation », a été rempli, « notamment chez les cadres, qui en 1993 étaient fortement hostiles à la réforme ».

DES CONCESSIONS MINIMES

Ce phénomène de lassitude - ainsi que l'assurance que le gouvernement, en l'absence de rendezvous électoral proche, ne reculerait pas - a conduit PO, tout en réaffirmant son hostilité à la privatisation partielle, à aller négocier les mesures d'accompagnement de la réforme avec M. Bon et le gouvernement. Cette négociation a probablement produit ses effets sur

Les concessions auxquelles a consenti le gouvernement out également pesé: outre l'affirmation, dans le projet de loi, que l'Etat de-meurera majoritaire (51 %) et que les salarlés fonctionnaires le resteront, il a accepté le principe du maintien du recrutement de fonctionnaires jusqu'à la fin 2001 et celui de départs en préretraite à

compter de cinquante-cinq ans. Ces concessions sont minimes. Le recrutement de fonctionnaires, par exemple, porte sur 4 500 postes, et le seuil de 51 % peut tomber rapidement avec une nouvelle loi. Les prétetraites, quant à elles, seront à la charge de l'entreprise, pour laquelle elles constituent une «opportunité ». Elles permettent de rajeunir la pyramide des àges, mais aussi de faire partir certains des sa-lariés les plus hostiles à l'évolution. parmi les techniciens et les agents des lignes notamment, dont l'activité est en chute libre et pour qui les efforts de formation en vue d'un reclassement n'ont guère été déve-

Philippe Le Cœur

■ L'exploitant téléphonique français a annoucé mardi 4 juin une nouvelle option tarifaire, Temporalis, permettant, moyennant un abonnement mensuel de 15 francs TTC, de réduire de 10 % le prix des appels au-delà de cinq minutes de communication, de 20 % au-delà de dix minutes et de 30 % au-delà de quinze minutes, sans limite de nombre d'appels. Ce système s'applique aux communications locales et nationales, en France métropolitaine.

Philips réduit la semaine de travail à 32 heures pour ses salariés du Mans

LA DIRECTION de l'usine Philips du Mans (Sarthe) et le syndicat CFDT, majoritaire sur ce site qui fabrique des terminaux téléphoniques sans fil et mobiles, ont conciu, vendredi 31 mai, un accord visant à réduire de trente-cinq à trente-deux heures la durée hebdomadaire du travail, tout en élargissant le temps d'utilisation des équipements de production, qui fonctionneront désormais vingtquatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, sauf les jours fériés. L'accord se traduira par la mise en place de trois équipes (matin, après-midi, nuit) travaillant trente-deux heures par semaine, quatre jours d'affilée, du fundi au jeudi. Trois autres équipes travaillerent vingt-quatre heures,

du vendredi au dimanche. Selon Emile Rio, directeur des ressources humaines du groupe, le passage à trente-deux heures, qui concerne 500 salariés, devrait se traduire par des pertes «infé-rieures à 1 % » du salaire brut mensuel. Pour les équipes employées les vendredi, samedi et dimanche, les vingt-quatre heures travaillées seront payées trente-six. L'ensemble de ces mesures devraient déboucher sur 400 embauches dont 50 liées à la réduction du temps de travail elle-même et 350 liées à l'augmentation de la production consécutive à un fonction-

nement sept jours sur sept. L'usine du Mans est devenue, depuis le début de janvier, le siège mondial de Philips Consumer Communications, entité abritant les activités dédiées aux terminaux téléphoniques de l'industriel néerlandais, notamment les téléphones mobiles, dont Philips entend devenir l'un des trois premiers fabricants mondiaux. Le groupe a investi I milliard de francs, dont 90 % en France, pour se lancer sous sa

propre marque dans ce secteur. Sans un fonctionnement vingtquatre beures sur ving-quatre et sept jours sur sept, le site aurait eu peu de chances d'être retenu. « Ce besoin de flexibilité était inscrit des le départ », selon François Mauduit, président de Philips France. « Il fullait être compétitif sur le plan mondial. Il fullait utiliser tout ce qui était utilisable pour qu'une industrie qui aurait dû, logiquement, être înstallée dans un pays à bas coût de main-d'œuvre, puisse être installée en France. » Le groupe compte bénéficier des mesures gouvernementales qui prévoient une diminution des cotisations de sécurité sociale pour les entreprises réduisant de plus de 10 % leurs horaires et créant des emplois.

Avec l'accord conchi au Mans, 21,4% des effectifs de Philips en production en France travailleront désormais sous la barre des trentedeux heures par semaine contre

Comme Hewlett-Packard

Le texte signé chez Philips s'inscrit dans la logique des accords liant réduction du temps de travail des salariés et augmentation de la durée des équipements, qui, seion plusieurs experts, est la voie

la plus prometteuse poor créer des emplois. Hewiett-Packard avait signé an debut de 1993 un accord comparable avec la CFDT et la CGT. Cet accord novateur devrait relancer le débat sur les aides à l'emploi: Philips pourrait bénéficier des nouvelles mesures décidées par les parlementaires le 30 mai pour favoriser la réduction du temps de travail, alors que, même sans ces mesures, l'accord annait vu le

7% auparavant, 28,5% des opérateurs se situant dans la fourchette de trente-deux à trente-huit heures cinquante. Le groupe emploie 6 300 opérateurs en France. Les effectifs totaux de Philips Prance sont de 15 357 personnes, le solde embauches-départs étant positif de 500 personnes depuis début janvier, après l'avoir été de 569 ca 1995; ce dont s'enorgueillit le groupe, au vu du contexte des marchés dans lequel il évolue, marqué par des baisses de prix permanentes qui oblige à des gains de productivité de 5 à 10 % tous les



ou Malaga 1750 FF*, Las Palmas ou Tenerife 1990 FF*.

en tarifs familles, groupes, couples, seniors et jeunes.

(tél : (1) 40 47 80 90) ou 3615 Iberia (2,23 F TTC/mn).

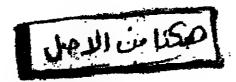
Er un "Bravo! en liberté!" pour les passagers voyageant vers certaines de ces destinations

*Tarifs A/R, excepté du 05/07/96 au 05/08/96. Conditions particulières de vente et de transport. Places en

nombre limité dans la classe de réservation prévue à ce tarif. Contactez votre agence de voyages ou IBERIA

IBERIA ?





de ses actionnaim

And the part of the Control of the C

for produit is sensitely

o II bero year to diski

 $\mathcal{L}_{i,j} = \int_{\mathbb{R}^n \setminus \mathbb{R}^n} f_{i,j}$

1 1 4 h

. 49.00

1. 50 100 100

STEEL STREET 11110-12

OF RESERVE

e no plant of

The Paris

The Control of the Co

The second secon

16E.4

10 to 20 to 3

A THE SALES

The second secon

...

4,100

Ce Monde

Jorge Wilheim, secrétaire général ajoint de la conférence d'Istanbul, plaide pour une démocratie plus participative.

LOGEMENT TRANSPORTS **POLLUTION**

Trois grands défis pour les années à venir pages IV et V

DÉVELOPPEMENT ET GESTION

La croissance des mégapoles nécessite un aménagement planifié. La résorption des inégalités est un enjeu-clé. pages VI et VII

ARCHITECTURE

Les rêves de « cité radieuse » se sont éteints. La ville du futur se cherche. page VIII





de la démesure our deux semaines, Istanbul est la capi-tale du monde. Toutes les villes y

tiennent « sommet », jusqu'au 14 juin, à l'initiative de l'Organisation des Nations unies. On y débat de la vie urbaine en général, mais il est clair que toute l'attention – et toutes les craintes - se concentrent sur une trentaine de points de la planisphère : ces

cités géantes dont la croissance s'acceère dangereusement. En 1950, on ne comptait que deux mégapoles de plus de 8 mil-lions d'habitants: New York et Londres. Elles sont au nombre de Londres. Elles sont au nombre de vingt-deux aujourd'hui. Et les experts nous en promettent trente-trois en 2015, dont dix-sept en Asie. Il ne s'agit plus seulement d'un changement d'échelle et de situation géographique : la nature même des très grandes villes a changé. Les grandes métropoles d'hier organisaient leur territoire et le contrôlaient. Les mégapoles actuelles semblent dévorer l'esactuelles semblent dévorer l'espace qui les entoure, sinon être dévorées par lui. Ce ne sont plus des villes au sens traditionnel du terme, mais des conglomérats urbains aux limites de plus en plus floues.

Ces cités de la démesure ne se confondent évidemment pas. A elle seule, New York compte plus de téléphones que toutes les villes d'Afrique réunies... Pourtant, nches ou pauvres, jeunes ou an-ciennes, les mégapoles connaissent le même genre de difficultés: habitants mal logés, air pollué, rues congestionnées, insécurité, inégalité, exclusion. Autant dire que des débuts de sohitions, trouvés ici ou là, peuvent être appliqués ailleurs. L'ONU a répertorié un millier de « bonnes pratiques », souvent très modestes, qui méritent d'être sa-

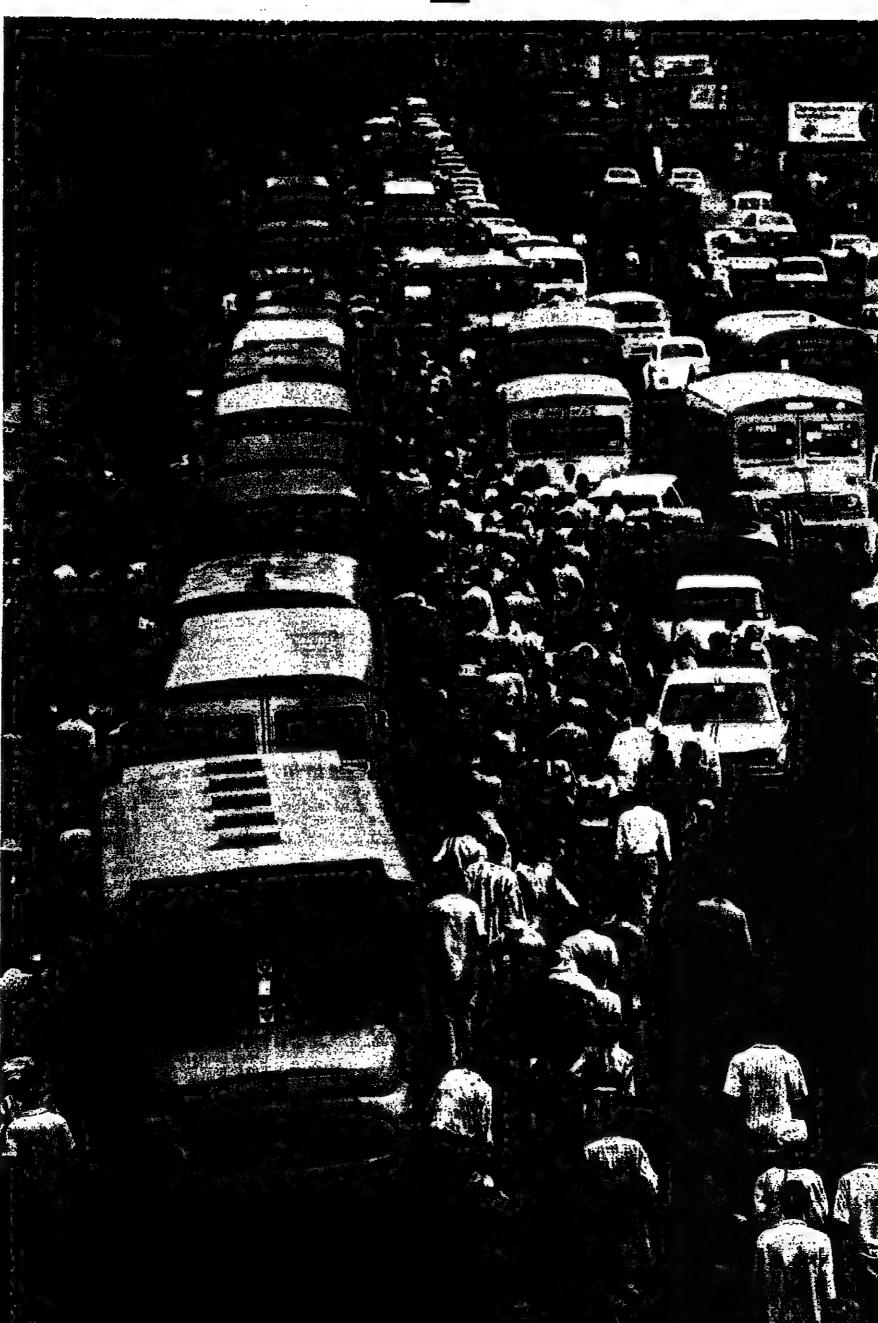
Les grandes villes ont toujours été porteuses de l'espoir des hommes. N'y voir aujourd'hui que mal-vivre et désespérance serait absurde. Elles restent le moteur du développement, un lieu d'invention et de brassage extraordinaire. Certaines sont plus belles que jamais, maigré quelques quartiers défigurés, des ghettos périphériques et des inégalités criantes. Il y fait bon vivre... pour peu qu'on en ait les moyens. Paris en est le meilleur exemple.

Si l'avenir du monde - y compris son avenir écologique se joue dans les mégapoles, la solution des problèmes de celles-ci se trouve en partie dans les villes à taille humaine et dans les campagnes. Faut-il se résigner aux concentrations démesurées de population alors que l'informatique les rend déjà de moins en moins justifiées?

Robert Solé



LAGOS. Le taux de croissance démographique actuel portera la capitale nigériane au troisième rang mondial dans vingt ans.



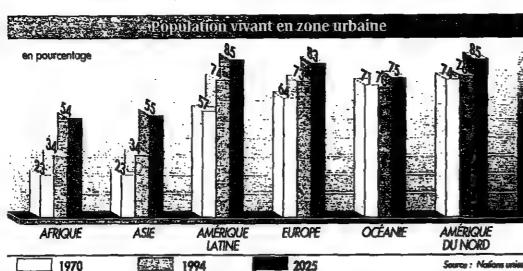
Les mégapoles restent, malgré tout, le moteur du développement

L'amélioration des conditions de vie des habitants passe par une certaine densification des villes. Encore faut-il que celles-ci soient bien gérées, ce qui est loin d'être toujours le cas

LES MÉGAPOLES apparaissent comme la pointe extrême d'un mouvement d'urbanisation qui s'est acceléré, encore plus que la croissance générale de la population. Au début du XX siècle, un dixième de l'humanité vivait dans les villes; dans dix ans, ce sera le cas de la majorité et, dans trente ans, on dépassera 60 %. Parallèlement, on assiste à une concentration de cette population urbaine au profit des mégapoles.

Le monde rural d'autrefols a connu ses mégapoles : Rome en fut une dans l'Antiquité, comme Ninive ou Babylone avant elle. Leur taille était en proportion avec la population comme avec les moyens de circulation et de production d'alors. « Cœur du monde », elles étalent déjà des lieux de pouvoir politique - officiel ou clandestin - et économique, des centres d'échanges et d'industrie notamment de juxe -, des ileux de plaisirs et de délinquance. Les mégacités » nouvelles en different par deux caractéristiques. La rapidité de leur croissance : elles se sont formées en quelques années. au lleu de décennies, voire de slecies. Leur localisation dans le tlers-monde, ensuite, alors qu'autrefols l'urbanisation était le propre des pays avancés. C'est dans les pays les plus paintes que la vitesse de croissance est la plus élevée.

Manque de ressources et rapidité de croissance, ne laissant guère de place à la planification, majorent les problèmes urbains : insuffisance des emplois « formels », contrastant avec le développement industriel et administratif d'autrefois, difficulté d'alimentation en eau potable, d'assainissement et d'évacuation des déchets, de transcort sur des distances de plus en plus



En un siècle, la population mondiale a quadruplé. Dans le même temps, la population urbaine a été multipliée par dix. Aujourd'hui, trois milliards de personnes vivent dans les villes. C'est au début du XX siècle que les pays d'Europe et d'Amérique du Nord ont franchi le cap des 50 % d'urbains. Les pays du Sud atteindront ce seuil avec cent ans de retard mais, depuis le début des années 80, ils comptent plus de citadins que dans les pays du Nord.

grandes, compte tenu de la faible densité des agglomérations. Le tout entrainant une pollution considé-

] 1970

Les perspectives démographiques avaient déclenché l'alarme dès les années 60. Accusées de monstruosité, les mégapoles en formation paraissaient vouées à un avenir catastrophique, et leur gestion était considérée comme désespérée. On estimait que les économies d'échelle liées à la concentration humaine s'arrêtaient à partir d'un certain seuil (de l'ordre de 150 000 habitants), définissant du même coup la tallie idéale de la ville. Au-delà, les surcoûts dépassaient les avantages.

aujourd'hui remise en question sous la pression de la réalité. Les villes géantes ne cessent de se muitiplier, sans glisser toutes vers l'abime annoncé. Les tentatives de bloquer leur croissance ou de les décongestionner ont échoué, à Shanghai comme à Diakarta : dans cette dernière ville, raconte Aprodicio Laquian, qui enseigne le développement urbain à Vancouver, « le contrôle des arrivées a seulement enrichi les policiers, les imprimeurs de faux permis et les compagnies d'autobus, à cause de la multiplication des allers-retours ». Ces essais sont d'autant plus inopérants que, dans la plupart des mégapoles, la population augmente

 croissance naturelle » que par l'immigration. Enfin, on aperçoit mieux la diversité des concentrations urbaines. Où s'arrêtent les « aggiomérations » si l'on ne tient pas compte des limites administratives? Réunissant d'anciens bidouvilles et d'anciens villages, la capitale mexicaine n'est-elle pas l'esquisse d'une « conurbation », alliant « creux » et espaces denses, comme celle qui rassemble Tokyo, Yokohama et Osaka au Japon, ou celle qui s'organise autour de New

On redécouvre aussi les vertus des grandes villes. Concentrant l'ensemble des acteurs de la chaîne

cherche et la promotion, elles voient leur rôle renforcé dans une économie globalisée. Elles demeurent le moteur du développement: en Afrique, par exemple, elles créent des marchés pour les produits agricoles et poussent à la modernisation des techniques de

Les tentatives de bloquer leur croissance ont échoué

Cet intérêt nouveau coîncide aussi, paradoxalement, avec une attitude plus modeste des urbanistes et des aménageurs, qui ont renoncé aux espoirs anciens de créer des « cités radieuses » ex nihilo, ou même aux rêves de zoning autoritaire des activités urbaines et des catégories sociales. D'où l'idée que « ce n'est pas la taille d'une ville qui compte, mais son mode de gestion », comme l'écrit l'économiste Rémy Prud'homme, professeur à l'institut d'urbanisme de l'université Paris-XII, dans la demière livraison du Courrier du CNRS, consacré au sommet d'Istanbul. Dans les pays développés, rappelle-t-il, la productivité des mégapoles est de 20 % à 40 % supérieure à celle du reste du territoire.

Mais les potentialités urbaines ne peuvent se déployer que dans des mégapoles bien gérées, qui peuvent faire correspondre la main-d'œuvre aux emplois. L'amélioration des conditions de vie des habitants passe par une certaine

duire les coûts des infrastructures et des équipements. La « bonne gestion » exige une décentralisation des pouvoirs - comme des fonctions - au profit d'entités géographiques assez fortes pour disposer de ressources importantes. Les résidents doivent être associés aux décisions de façon solide et crédible, pour arriver à un équilibre entre un pouvoir central efficace et des habitants impliqués dans chaque quartier. La collaboration du secteur privé permettrait d'accroitre les ressources disponibles. Ce partenariat public-privé-habitants, cette gestion démocratique seraient même capables, dit-on, de surmonter le défi pour l'environnement que constitue la forte concen-

tration humaine des mégapoles. La réalité des villes géantes, dans le tiers-monde en particulier, est encore éloignée de ces schémas idéaux: une course de vitesse paraît engagée entre l'augmentation de la population et la construction des logements et des équipements nécessaires. Mais, detrière la pollu-tion, le désordre, l'absence d'emplois, des formes d'organisation collective spontanées apparaissent. comme à Lagos. A l'intérieur des mégapoles, comme à Mexico ou à Buenos Aires, d'anciens villages conservent leur vie propre et contimuent à offrir l'ensemble des services et des activités. Démocratie et efficacité, justice sociale et « bonne gestion », expansion accélérée et équipements. De l'équilibre futur entre ces contraintes dépendra l'avenir des mégapoles et de leurs dizames de millions d'habitants, « mégacitadins » pour le meilieur

> Philippe Bernard et Guy Herzlich

121

120

 $\mathcal{M}_{\mathrm{eff}}^{\mathrm{obs}} = \frac{1}{2\pi i \pi} \frac{1}$

32.5

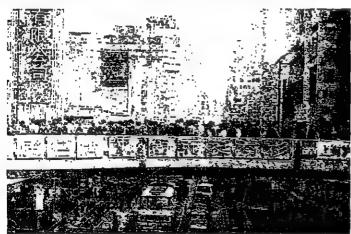
Strain .

V. Same

State

12 12 1

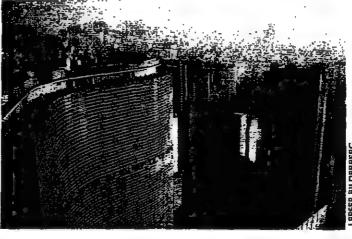
And the same



SHANGHAÏ. L'ex-ville-phare de l'Extrème-Orient dispose d'utouts majeurs pour redevenir un grand centre en Chine.



DJAKARTA. La capitale indonésienne va connaître un doublement de sa population dans les vingt ans à venir.



SAO PAULO. Les rêves des urbanistes de créer des « cités radieuses » se sont brisés sous la pression de la réalité.

Lagos, monstre couturé de cicatrices dans la boue de la lagune

LAGOS

correspondance C'était un homme-oiseau. Il avait fait son nid à un coup d'aile du pont de Falomo, au bord d'un carrefour très fréquenté de la prospère Victoria Island. Dans un arbre, évidemment : un bout de carton et quelques feuilles de plastique accrochées aux branches lui faisaient une maison. La nuit, il dormait dans la lumière glauque d'une banque, haut aquarium agité par les mouvements silencieux de l'argent, il dormait dans l'éclair intermittent des lampes-torches des policiers, dans le frólement des filles en minijupes, perruque à la Tina Turner et cuisses somptueuses, qui guettent le client le long de l'avenue. Elles ont le baccalauréat parfois, mais qui peut croire que ça suffit à payer un loyer, après dix ans d'« ajustement structure! » de l'économie

nigériane? Le jour, de l'homme-oiseau on ne voyait que le nid. Il devait travailler dans le quartier, sur un chantier de construction, ou bien laver les voitures de ceux qui dejeunent au restaurant Lagoon, au bord de l'eau. Spécialités libanaises : au moment du café, la note peut atteindre le salaire (officiel) d'un ministre. Après le café, justement, les businessmen repassaient par-là et ça les étonnait, ce nid humain dans un arbre chétif. A 5 heures, au sortir du bureau, ca étonnait aussi les secrétaires impeccables. chemisier blanc et escarpins, serrées sur les banquettes des minibus qui les ramenent chez elles: loin, si loin des beaux quartiers de Victoria, qu'il

vaut mieux ne pas y penser. Un matin, plus de nid. On a coupé l'arbre, presque à la racine. Quelqu'un d'influent avait dû trouver que ça faisait tache, ce nid humain, ce cas extrême d'adaptation à l'environnement. Que restait-il à l'homme-oiseau quand il voulait dormir? Les ponts. Aux dernières nouvelles, les autorités militaires de Lagos ont mené une opération en grand style pour chasser les gens qui vivaient dessous (il y en a beaucoup, si l'on compte toutes les voies express qui sillonnent cette agglomération de 1 800 kilometres carrés): on parlait de 2 millions de per-

sonnes. Vraiment? Ou seulement, peut-être. Les chiffres sont trompeurs et parfois irréels lors-

qu'on parie de Lagos. Par exemple, il y a des gens qui croient que c'est une ville. Les experts des Na- pétrolier, les heureux membres d'une middle class tions unles alignent leurs statistiques: 9,7 millions d'habitants en 1994, la seizième agglomération du monde; au taux de croissance actuel, elle deviendrait la troisième en 2024 avec 24 millions d'habitants. Vraiment? Peut-ëtre. Si Lagos était une ville.

TOTES PROPINATOIRES

Mais d'est un monstre couché dans la boue de la lagune, le mufle posé sur l'océan et la tête hérissée de gratte-ciel, le corps déforme de mille excroissances bizarres dans les replis noueux du Mainland, avec une colonne vertébrale de voitures bloquées pare-chocs contre pare-chocs, une queue fourchue de bidonvilles qui s'allument le soir au feu tremblant des braseros et, lorsque souffie le vent de la tempête, les toits de tôle rouillée crépitent sous la pluie comme dix mille écailles luisantes sur le dos du grand dragon. Vers minuit, du côté d'Ikeja, il déploie ses ailes dans un grondement sourd : c'est l'heure où les long-courriers prennent leur envol vers l'Europe, vers des pays où il y a des cinémas et des théâtres, des pubs douillets et des terrasses de

café illuminées dans l'air du printemps. Il y a trois siècles, quand pêcheurs et fermiers se fixèrent sur l'île plate qu'ils appelaient Eko, il fallait sacrifier de temps à autre une jeune fille pour apaiser les divinités de la lagune. Aujourd'hui, on sacrifie aussi à Ogun, le dieu-forgeron yorouba, saint patron des voitures et protecteur occulte des grands ponts de béton et d'acier qui relient entre elles les iles principales - Victoria, Ikoyi, Lagos - et rattachent ces îles au Mainland. Lorsqu'une série d'accidents d'autobus, en 1993, fit en quelques jours une cinquantaine de morts, le très catholique gouverneur de la ville donna son consentement pour que les prêtres puissent ériger sur le Third Mainland Bridge - le plus long d'Afrique - un petit sanctuaire afin d'y accomplir les rites propitiatoires.

Les transports sont la grande affaire de la vie quotidienne à Lagos au temps de l'austérité : comment les payer, comment les prendre d'assaut, comment y survivre par une chaleur souvent supérieure à 40 degrés. Les véhicules individuels climatisés sont | (payer sous la table) un employé qui ouvre une

en pleine expansion changeaient de voiture tous les ans et allaient faire leurs achats de Noël à Londres. Le Nigeria était alors le premier importateur mondial de champagne.

Aujourd'hui, étudiants et employés de banque, commerçants et professeurs se battent pour grimper dans les minibus danfo ou les gros molué couleur orange, des ruines ambulantes où tant de Lagosiens passent la moitié de leur existence et qui se font, seion l'humeur et les passagers, théâtre ethnique ou forum politique, lieu de drague ou de prédication religieuse. Les camelots y vendent de tout, même des potions contre les maladies vénériennes et des amulettes pour se protéger des accidents.

Quoi d'étonnant si, dans le pidgin english imagé des conducteurs, la carcasse du molué devient une maison à part entière avec son « balcon » et ses « appartements trois pièces » (les rangées de trois sièges), son « entrée » et son « petit salon »? Le rêve impossible de millions de personnes, attirées du fond de leur campagne par les lumières trop vives de Lagos et qui se sont entassées le long de la voie ferrée puis des autoroutes : à Mushin, Ketu et Ajegunle, où les habitants en sont réduits à lyncher des voleurs à peine plus misérables qu'eux, la densité atteint souvent six personnes par appartement

LIN GRAND AVENUE DESCRIBE BLE

Bâtie sur des bancs de sable rognés par les courants terribles de l'océan, Lagos souffre d'un manque chronique de terrains. Pour les rendre constructibles, il faut des travaux compliqués et coûteux dans des zones marécageuses. Les loyers de ces nouveaux quartiers sont excessivement chers et on a dû chasser manu militari – comme en 1990 au bidonville de Maroko, et en 1994 sur l'îlot de Bana-

na – les pauvres qui y habitaient. Même dans ces réserves de riches, on perçoit à l'œil nu l'absence de coordination entre des « services publics » de plus en plus privatisés : pour hâter l'installation des conduites d'eau, il faut « dosher »

tranchée dans une rue fraîchement goudronnée, laquelle se transformera à la saison des pluies en fon-

drière, au pied des villas huppées. Le dernier plan d'aménagement urbain date de 1980, il est resté dans les tiroirs. C'était l'époque où le Nigeria était si riche qu'il pouvait même s'offrir, pour le plaisir, des planificateurs. Il fallait bien se pencher sur l'avenir d'une agglomération qui concentre plus de 60 % du PNB, mais moins de 10 % de la population. Les revenus pétroliers se sont effondrés, et Lagos n'est plus qu'une mégapole qui a un grand avenir derrière elle, un organisme couturé de cicatrices, qui se décompose et se reconstruit sans cesse, un bric-à-brac de façades verdies par les moisissures et de faux temples grecs, de bicoques et de boutiques, soutenu par une folle énergie, tandis que la vraie richesse glisse toujours plus vers l'Est,

vers le « Nigeria utile » du delta pétrolier. Qui rêve de prendre sa retraite à Lagos ? Elle est un lieu de passage et d'accumulation, un village instable où coexistent des dizaines de « tribus » rivales. Dix mille canaux souterrains, soigneusement entretenus par les town unions (équivalent des tontines de l'Afrique francophone), l'attachent aux vrais villages d'un Nigeria encore à 65 % rural. Mille autres canaux la relient via fax et Internet à une planète virtuelle dont, on peut le craindre, elle ne sera ja-

mais la capitale. Emmanuel a déjà achevé sa maison, dans sa patrie de l'Est-Ibos, mais il lui manque de quoi envoyer ses six enfants au collège. Il se donne encore « quelques années » à Lagos avant de la quitter sans regret, « car tout est devenu tellement dur ici ». Kunle et sa femme, deux bourgeois élégants, ont sérieusement pensé, cet hiver, à émigrer à Londres, « à cause de l'insécurité » et de leur fils unique, entré à huit ans dans une des meilleures boarding schools anglaises pour maîtriser à fond les règles du cricket et les lois de l'informatique. Mais ils ont fait leurs comptes, et eux aussi sont restés. Car, après tout, c'est ici qu'est l'argent, le vrai sang de Lagos, ce qui la fait frémir, et bouger et mugir, le ressort profond de sa vitalité.

and the second second the special state of the

And the second second

est a very post of the great light

and the state of the section of

The lates of the characteristic

الإسوموفوفيون فيكاله فالمحاجرة المحاجرة

وطراح فالمعاصف أأتان

1 - 44 - **2**4 - 4

1.50

thru ma .

Section 1 staffs

- 56

one in a review of the de-

u développement



Jorge Wilheim, secrétaire général adjoint de la conférence « Habitat II »

« Il faut redistribuer le pouvoir, organiser la participation des habitants »

ans, secrétaire général de la conférence de l'Organisation des Nations unies (ONU) « Habitat II » est un architecte et urbaniste brésilien. Il a dirigé l'urbanisation d'une vingtaine de villes dans son pays et construit d'importants bâtiments publics comme le Palais des congrès et le nouvel Opéra de Sao Paulo. Il a été secrétaire d'Etat à la planification puis à l'environnement au Brésil.

« Vous organisez la conférence de l'ONU dite « Habitat II » antour du postulat selon lequel le progrès humain passe inéluctablement par les villes. Sur quoi repose un tel optimisme alors que la pauvreté, la pollution, la corruption ne cessent de s'aggraver du fait de l'entassement des gens dans les zones urbaines?

- Nous avons de bonnes raisons de croire en la ville ; notre confiance n'a rien d'un optimisme béat. La ville est un phénomène non pas naturel mais social. Toutes ses facettes, bonnes ou mauvaises, reflètent l'état d'une société. Shakespeare l'a dit: « Qu'est-ce qu'une ville sinon ses habitants? » La ville, c'est un événement culturel dans la mesure où c'est l'homme qui la fait, la défait, la refait. On se plaint toujours des mauvais côtés de la vie urbaine mais on ne vante jamais ses bons aspects. Il ne s'agit donc pas d'afficher de l'optimisme mais de rechercher, dans la situation présente, qui est grave, des dynamiques pour aider les facteurs positifs à se développer.

- Où trouvez-vous ces signes

encourageants? - Dans des projets mis en œuvre conjointement par des gouvernements, des municipalités, des organisations non gouvernementales et des entreprises privées. Ensemble, ils résolvent des problèmes, parfois à petite échelle, mais d'une manière qui est transférable, donc enrichissante pour le monde entier. Nous vivons une époque de transition où les individus, les institutions

JORGE WILHEIM, soixante-huit et même les Etats tendent à exclure uitra pour améliorer la ville, c'est riences réussies celles qui peuvent. Nord est loin de maîtriser les protout ce qui est différent. C'est une manière de se préserver contre les incertitudes du futur, mais ce n'est

> » Les individus doivent se montrer moins intolérants, les groupes professionnels moins corporatistes et les nations plus ouvertes. Il faut préserver la richesse des échanges entre personnes, entre collectivités. C'est pourquoi la conférence d'istanbul est entièrement placée sous le signe de la reconquête de la soildarité humaine. Cet aspect éthique est capital. Une ville n'est pas seulement faite d'infrastructures, de transport, d'électricité; elle est faite de gens et de leurs interactions so-

- Pouvez-vous citer des initiatives que vous trouvez exem-

plaires? - Autrefols, on attendalt des gouvernements qu'ils résolvent tous les problèmes. On se plaignait de l'Etat quand ii n'y parvenait pas. A présent, les gens sont fatigués de cette attitude et beaucoup s'unissent pour rebâtir eux-mêmes un quartier. Cette auto-organisation peut être observée dans bien des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Quelques centaines de familles pauvres obtiennent ici ou là qu'une municipalité leur donne un terrain à bâtir. Les habitants qui n'ont pas accès au crédit peuvent faire appel aux banques spécialement créées pour prêter aux pauvres, comme la fameuse « Grameen bank », au Bangladesh, ou les banques de femmes qui fonc-

tionnent sur plusieurs continents. » A un niveau plus sophistiqué, la coopération entre municipalités, associations d'habitants, ONG et universités peut permettre d'améliorer la vie dans les bidonvilles. Ainsi, à Curitiba, au Brésil, la municipalité a pu mettre en place une collecte de déchets dans un quartier inaccessible aux camions en « payant » aux habitants chaque kilo de détritus par des billets gratuits d'autobus (lire page IV). Le nec plus ensuite à puiser parmi les expé-

l'alliance permanente entre des partenaires appropriés. Cette nouvelle façon de résoudre les problèmes à partir du terrain permet d'avancer plus vite et peut modifier les relations entre la population et les mu-

- Le précédent sommet « Habitat », qui s'était tenu à Vancouver en 1976, avait débattu de solutions centralisées et planifiées pour maîtriser la croissance des villes. Vingt ans après, le monde a beaucoup changé et vous appelez au « moins d'Etat »

question de la démocratie dans tous les pays, mais il n'existe pas de solution politique unique. La représentation institutionnelle de la société « Nous souhaitons que des initiatives

urbaines locales puissent accéder directement aux financements des grandes banques internationales alors que cet argent passe aujourd'hui par l'intermédiaire des Etats »

et à l'alliance public-privé. Le « partenariat » ne sert-il pas d'alibi à des recettes libérales, et donc à l'acceptation des inégali-

- Non, le partenariat est neutre. Il

peut servir à faire le meilleur

comme le pire et n'obère pas le rôle de l'Etat, qui est absolument nécessaire. Certains auteurs révent de la disparition de l'Etat et pensent que les lois du marché résoudront tout. Mais ce n'est pas exact : l'Etat continue de représenter politiquement la volonté démocratique et l'effort pour l'égalité. Nous ne voulons pas diminuer le rôle de l'Etat mais le modifier. Il doit s'adapter à une nouvelle phase du développement mondial. La société civile se révèle capable de réaliser beaucoup de choses. Pareils changements peuvent être expérimentés plus facilement dans les villes. Il restera

et l'organisation des municipalités diffèrent selon les cultures et les groupes de pays. Pour autant, certains principes peuvent être identifiés et généralisés. A Istanbul, nous voulons obtenir de tous les gouvernements un engagement à appuyer ou créer une ambiance favorable à la participation de la société aux décisions. La façon dont chaque gouvernement africain, européen ou latino-américain met en œuvre une telle participation diffère, mais le principe peut être adopté par tous.

être transposées au niveau des insti-

tutions nationales. C'est l'une des

perspectives que la conférence d'Is-

- Est-Il possible de poser le

problème de la citoyenneté ur-

baine au niveau mondial, en

tanbul veut tracer.

Conest?

- Un débat mondial sur les villes ne suppose-t-il pas que les villes pauvres et les villes riches affrontent les mêmes diffiruites?

- Certains problèmes comme les infrastructures, le manque d'eau et d'énergie, les déchets sont communs au Nord et au Sud. Le Sud, c'est vrai, souffre d'un manque criant d'infrastructures. Mais le pourra ensuite déterminer des prio-

blèmes du trafic automobile et de la contamination de l'air. D'ailleurs, certaines villes du Nord ne contrôlent absolument pas la pollution de l'air alors que des villes du Sud y parviennent. La division radicale Nord-Sud n'est donc pas tou-

jours opérante. gommant les différences entre le Nord et le Sud, l'Est et » Reste que les pays du Sud ont beaucoup plus de problèmes à ré-- Il est nécessaire de se poser la soudre avec beaucoup moins de ressources. Mais le dynamisme de leur population est un atout pour leur développement. La croissance démographique d'une ville ne signifie pas nécessairement la montée proportionnelle des difficultés. La démographie et les migrations sont

porteuses de ressources humaines supplémentaires et de créativité. Les immigrés amènent dans les villes des solutions à leurs propres difficultés. Ils créent de la richesse et des emplois, pas seulement des problèmes! - Vous prônez aussi le renforcement des réseaux internatio-

naux de villes. Imaginez-vous que des mégapoles coalisées puissent acquérir un polds politique et financier comparable à celui des Etats ?

 Je n'imagine pas des villes-Etats dotées d'une autonomie politique internationale. Parce qu'une ville, même énorme, n'est pas indépendante mais reste enracinée dans la culture du pays. Il faut toutefois renforcer les réseaux de villes existants, qui jouent un rôle déterminant dans les échanges internationaux d'expériences et l'apprentissage mutuel.

- Est-il possible de freiner la dégradation des conditions de vie dans les mégapoles dans les vingt prochaines années?

 Les mégapoles doivent inventer de nouveaux modes de gestion. Un maire unique ne peut gouverner 10 ou 20 millions d'habitants. Il faut redistribuer le pouvoir, chercher des unités plus gérables, organiser la participation des habitants. On

de la population. Ce type d'ouverture ne passe pas exactement par les chemins qu'ont utilisés, jusqu'à présent, les pays démocratiques eux-mêmes.

- La conférence d'Istanbul peut-elle aboutir à une redistrinution de l'aide internationale pour le développement au profit des villes et au détriment des campagnes?

- Oul. Nous souhaitons que des initiatives urbaines locales puissent accéder directement aux financements des grandes banques internationales alors que cet argent passe aujourd'hui systématiquement par l'intermédiaire des Etats et se perd dans les tuyaux avant d'arriver aux habitants.

» Il faut aussi que les organisations internationales rompent avec l'idéologie selon laquelle les villes représentent le mal, leur gigantisme les rend ingérable et augmente les difficultés d'un pays. Non seulement cette idéologie est réactionnaire, puisqu'elle s'oppose au développement, mais elle est fausse, puisque l'exode rural ne se concentre pas uniquement sur les mégacités. Nous voulons donc amener tous les pays à se doter d'une politique urbaine, qui passe par l'appui à la croissance de villes moyennes et par le freinage des

» Au fond, le problème des méacités n'est pas tant leur taille que la rapidité de leur croissance. Une ville qui grandit chaque année de 8 % n'a pas matériellement le temps d'accompagner sa croissance physique par les infrastructures nécessaires, même si elle en a les moyens financiers. Il ne s'agit donc pas de se positionner contre l'urbanisation mais de lui permettre d'être accompagnée par des investissements indispensables, de laisser à la ville le temps de se préparer physique-

> Propos recueillis par Philippe Bernard

La pénurie de logements aggrave les déséquilibres sanitaires et sociaux *

Même les agglomérations les plus riches se révèlent incapables d'assurer un toit à tous leurs habitants. L'exode rural massif et la transformation de ce besoin en « bien marchandable » ont entraîné une prolifération des bidonvilles

LE CENTRE des Nations unies pour les établissements humains évalue à plus d'un milliard, dans le monde, le nombre de personnes dépourvues d'un logement convenable et à plus de cent millions le nombre total de sans-abri. Dix millions de citadins mourraient, chaque année, du fait, notamment, de leurs mauvaises conditions de logement.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de tous les facteurs hés à l'environnement, le logement serait le plus fortement associé à la maladie et à l'espérance de vie. Enfin, le lien semble établi entre absence de logement, épidémie, criminalité et troubles sociaux. Or la moitié des habitants des pays en voie de développement ne disposent pas d'un point d'eau à molus de 200 mètres de leur logement. Et

un tiers n'ont pas l'eau potable. Pour la collectivité, investir dans le logement est loin d'être une dépense improductive : les Nations unies estiment que chaque somme investie dans la construction rapporte son équivalent au trésor public. Pourtant, loin derrière l'éducation (15 % des dépenses publiques) et la santé (6,4 %), les dépenses pour le logement n'absorberaient qu'un peu plus de 3 % des fonds publics disponibles dans le monde.

C'est l'espoir d'un travail et d'un revenu qui attire dans la ville mais c'est à travers l'accès au logement que l'on s'y stabilise.

Après la nourriture, le logement est la deuxième dépense des familles pauvres, qui peut atteindre mensuel dans certains pays d'Afrique et d'Amérique latine.

Même dans les pays développés, qui se révèlent désormais incapables de loger l'ensemble des ménages à faibles revenus, frappés de plein fouet par la crise économique, l'équilibre s'est rompu qui maintenait des liens entre quartiers riches et quartiers populaires. Dans les mégapoles modemes, des quartiers entiers sont satellisés, mis hors circuit, deviennent des lieux d'enfermement

TOKYO. Vingt-six millions de personnes se déplacent chaque jour dans cette nébuleuse de 60 kilomètres de rayon.

cennies, le logement n'était pas encore « un bien marchandable », souligne Jean-Paul Flamand (Le Monde des villes, Editions Complexe). Dans nombre de pays en voie de développement, il relevait de formes coutumières de production et d'appropriation. L'exode rural massif a totalement

bouleversé la donne. L'expansion des métropoles incontrolables a accru d'autant la demande de logements, souvent insolvable, tandis que la capacité d'offre avait tendance à se réduire. La prolifération des bidonvilles autour des mégapoies est l'expression de ce double mouve-

réduite et toujours plus inadaptée à la demande, d'une demande toujours plus importante, impos-sible à endiguer. Dans les mégapoles, 70 % à 80 % du parc de logements seraient ainsi produits par des filières plus ou moins sauvages en dehors de toute norme et règlement.

Le bidonville n'est pas une spécialité du tiers-monde, puisqu'îl est apparu dans la plupart des grandes villes des pays industrialisés, au début de leur urbanisation. Toutes les sociétés ont connu, à une étape de leur histoire urbaine, une taudification de certains quartiers et la proliféra-

fossilisent. Paute de solution alternative, les pouvoirs publics qui régularisent la situation foncière de ces quartiers y installent des aménagements urbains minimum. * Tout conduit à prévoir l'existence, dans les années à venir,

tion d'un habitat précaire. Mais

dans les grandes cités du Sud, ces

morceaux de ville en marge se

d'une considérable demande de logements dont une partie seulement sera effectivement solvable », souligne Jean-Paul Flamand. Et il insiste sur la nécessité de faire émerger, à côté des formes de plein droit de propriété du sol et des logements, des modalités originales d'appropriation et d'usage

LE CAIRE, L'appât du gain a fait de la cité cairote un invraisemblable entrelacs de constructions anarchiques.



du foncier et du bâti. Il cite plusieurs types de démarches d'« autopromotion » qui commencent à émerger: création de tontines ou d'autres formes d'épargne adaptées, autoproduction ou récupéra-tion de matériaux ou encore autoconstruction.

L'expansion des métropoles une demande souvent insolvable. tandis que la capacité d'offre avait tendance à se réduire

Car le modèle occidental, centré sur l'aide publique au logement, n'est pas exportable dans les cités tentaculaires d'Asie ou d'Amérique latine. A l'échelle de leurs besoins, le logement public, avec ses normes et ses modes de production, représente un coût insupportable pour ces pays. Dans les zones d'explosion urbaine, les logements financés par les pouvoirs publics sont réservés de fait, à cause de leur rareté, aux classes moyemes solvables quand

ce n'est pas aux fonctionnaires. Dans un tel paysage, affirmer le «droit au logement» a-t-Il un sens? La question, qui, sur fond de crise, fait l'objet d'une approche renouvelée en Europe, doit être débattue lors du sommet d'Istanbul. Les grandes entreprises mondiales de BTP et d'aménagement y sont d'ailleurs présentes. Au-delà du débat juridique = les. Etats-Unis. par exemple, refusent le principe du «droit» au logement - ou économique - les pays du Sud font de la renégociation de leur dette un préalable à cette question -, Habitat II devrait, sur ce terrain, tracer quelques pistes pragmatiques. Un document préparatoire à la conférence est consacré, par exemple, à la nécesstré de « miser sur les femmes » dans les politiques de développement de logements. On y rappelle que, si elles sont chefs de famille dans 45 % des cas dans certaines régions d'Aftique ou d'Amérique latine, elles ne peuvent ni contracter de crédits en leur nom, ni accéder à la propriété, ni faire

74

Christine Garin

Microurbanisation populaire à Fortaleza

CONSTRUIRE des logements pour les exclus de la croissance urbaine, créer des emplois et renforcer la démocratie locale. Telle est la triple ambition du programme « Comunidades » lancé à Fortaleza, une ville de 2,5 millions d'habitants du nord-est brésilien, par une ONG française, le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), en collaboration avec les autorités locales. Cette inltiative figure parmi les douze « meilleures pratiques » mondiales retenues par l'ONU pour le « sommet des villes » d'Istanbul.

Tout est parti de l'expulsion d'une cinquantaine de familles du centre-ville suite au percement d'une avenue. Les sans-abri ont construit eux-mêmes leurs nouveaux logements grace à un système d'aide mutuelle soutenu financièrement par le GRET et la ville. Cette « micro-urbanisation » a été complétée par la création de petites entreprises produisant des matériaux pour le bâtiment, sur lesquelles ont été greffés des ateliers de formation pour les jeunes. Des universitaires ont teste les technologies permettant la construction à coûts réduits.

GESTION SOCIALE

Cette expérience a été reprise à l'échelle régionale, permettant la création d'un millier de logements, de cinq cents emplois et la fondation d'une Ecole de planification urbaine et de recherche populaire consacrée à la formation de leaders locaux et la transmission de l'histoire des quartiers. Un « conseil d'intégration », espace de gestion, réunit chaque mois rentésentants des associations de quartier et des ONG, élus et universitaires. «La construction de logements a servi de prétexte pour proposer une gestion alternative, sociale, de la ville », explique Patrick Bodart qui, avec Yves Cabannes, anime le GRET à Fortaleza, L'initiative a été étendue récemment à la réhabilitation de logements grace à la mobilisation de fonds issus de l'épargne familiale, des subventions municipales et de l'aide internationale, principalement celle de la France (Etat, Caisse des dépôts, Communauté urbaine de Dunkerque, ONG), et de l'Union européenne.

de notre correspondant

Saleh F. vit comme un roi. Maigré sa soixantaine avancée et sa maigre pension, il peut jouer au veuf joyeux. Le secret de sa séduction réside dans son duplex de 300 mètres carrés avec vue imprenable sur le NII et situé à Zamalek, le quartier le Dius chic du Caire. Saleh n'a pas gagné à la loterie, il s'est contenté de payer, depuis les années 50, le loyer de son palazza: 20 livres (30 francs) par mois après augmentations. Pour acheter une nouvelle automobile climatisée, il lui a suffi de sous-louer 10 000 francs par mois, durant un an, son appartement meublé à un diplomate européen.

Obayda M., dont le salaire mensuel d'ouvrier ne dépasse pas 300 francs, vit avec sa femme et ses trois enfants dans un appartement de 60 mètres carrés, dans un quartier champignon qui a poussé près de Hélouan, la banlieue industrielle la plus polluée du Caire. Il paye un loyer de 40 livres (60 francs), sans compter les 5 000 livres de « bon de sortie ». Deux de ses enfants souffrent d'asthme à cause de la poussière des cimenteries. Il envie son beau-frère qui, en soudoyant un gardien, a déniché une belle tombe dans le cimetière de Bassatine: trois pièces, cour intérieure, eau courante, électricité et, même, téléphone

à Curitiba, au Brésil

pour un prix qui ne dépasse pas celui que ! doit payer Obayda. Ces paradoxes sont dus à la loi du loge-

ment appliquée en Egypte depuis 1947. Le Parlement avait décidé de geler les loyers pour défendre les locataires. La livre papier valait alors une livre or, dont le cours frise autourd'hui les 300 livres.

Dans un même immeuble du Caire, les loyers peuvent varier de 1 à 300

UNI MILLION O'APPINITEMENTS VITIES Par démagogie, les gouvernements de l'ère

nassérienne ont renforcé la loi en créant une commission étatique chargée de fixer les loyers des nouveaux appartements. Résultat : ceux qui ont loué un logement dans les années 50 à 80 n'ont pas à se soucier du loyer. Les autres, les nouveaux couples, choisissent de vivre avec leurs parents ou cherchent un appartement dans la douzaine de quartiers qui ont poussé autour du Caire. Des quartiers où, parfois, l'eau et l'électricité n'ont pas encore été introduits et où les voies ne sont que d'étroites ruelles non asphaltées.

La « loi 47 », censée résoudre la crise du logement, n'a fait que l'exacerber. On estime aujourd'hui à plus d'un million le nombre d'appartements vides au Caire. Les propriétaires préfèrent les garder fermés plutôt que de les louer, d'autant plus qu'ils ne pourront iamais récupérer leur appartement, que les locataires peuvent se passer de génération en génération. De plus, depuis la fin des années 70, à la suite d'une loi permettant la vente, il n'y a pratiquement plus d'appartement à louer. Tout est à vendre à des prix allant de 20 000 francs pour un taudis à des dizaines de millions pour les appartements de 1 000 mètres carrés de la tour de la Milliar daire, au bord du Nil. L'appât du gain est tel que beaucoup de propriétaires n'hésitent pas à surélever leurs immeubles, parfois sans tenir compte des fondations, ce qui provoque souvent des effondrements.

Dans une tentative pour corriger les distorsions, le Parlement vient d'adopter une loi permettant un contrat de location à durée déterminée et un loyer non plafonné uniquement pour les nouveaux appartements et ceux qui se vident (le plus souvent par mort de locataires sans héritiers). Mais la loi n'a pas eu l'effet escompté. Les propriétaires restent méliants. En effet, les procès concernant le logement durent en moyenne dix ans. Quoi qu'il en soit, la « loi 47 » a contribué à faire du Caire une des mégapoles les plus sûres au monde : du fait que personne, ou presque, ne déménage, tout le monde connaît tout le monde.

Alexandre Buccianti

Poubelles contre tickets de bus

AMÉLIORER les transports en commun et la collecte des déchets dans les quartiers pauvres. Cette double gageure a été réussie à Curitiba (2,2 millions d'habitants) grace à l'alliance des autorités municipales, des associations d'habitants et d'ONG. Deux plaies urbaines sont à l'origine de cette initiative : l'impossibilité de faire pénétrer des bennes à ordures dans les étroites ruelles des bidonvilles et la difficulté pour la population de ces quartiers de financer les trajets en bus indispensables pour accèder aux emplois situés

dans les quartiers aisés. Afin d'inciter les habitants à amener eux-mêmes leurs poubelles aux points de collecte desservis par des bennes, la municipalité a décidé de « payer » la remise de chaque sac d'ordures domestiques par une distribution de tickets d'autobus gratuits. Ce système, mis en œuvre grâce aux associations de quartier et aux ONG présentes dans les favelos, est complété par la création d'emplois réservés aux marginaux issus des bidonvilles dans une usine où sont recycles les déchets. La municipalité a ainsi amélioré à bon compte

l'hygiène et l'environnement. Parallèlement, la ville a réussi à réduire sa pollution et ses en-Ph. Be. combrements de voitures en aug-

mentant très sensiblement la vitesse commerciale de ses autobus. Les ingénieurs suédois, de Volvo, répondant à un appel d'offres, ont inventé pour Curitiba un nouveau système permettant l'embarquement et le débarquement accélérés des vovageurs. Ces derniers pénètrent ou sortent des bus via un « tube » disposé devant chaque arret et dont les issues correspondent aux très larges portes des nouveaux véhicules. La montée et la descente s'effectuent simultanément, sans bousculade. Résultat : les bus de Curitiba circulent désormais deux fois plus vite que leurs homologues les plus performants dans le monde, et l'utilisation des automobiles individuelles a considérablement baissé, malgré un

taux de motorisation très élevé. Ce doublé dans les domaines de l'environnement et des transports montre que l'« on ne résoud pas les problèmes isolément les uns des autres mais conjointement, commente Nicholas You, coordonnateur pour les « bonnes pratiques » au centre des Nations unies pour l'habitat, à Nairobi. L'opération a soulagé simultanément le budget municipal d'assainissement et celui que les jamilles des favelas consacrent au transport ».

Ph. Be. moins systématique aujourd'hui,

Se déplacer à Tokyo n'est pas toujours un enfer

de notre correspondant Près de douze millions d'habitants pour la ville de Tokyo mais plus de trente millions pour la mégapole du « Grand Tokyo », nébuleuse urbaine qui s'étend sur un rayon de 60 kilomètres englobant les villes des préfectures limitrophes. Chaque jour, vingt-six millions d'hommes et de femmes s'y déplacent, parcourant en moyenne 26 kilomètres et passant soixante-huit minutes dans les transports pour un trajet du domicile au lieu de travail.

«L'enfer des transports » doit toutefois être nuancé. Tokyo présente aussi un certain nombre d'avantages qui tiennent pour une bonne part au savoir-vivre ensemble des Japonais, au passage sans transition d'un univers de village à celui de la mégapole et à des innovations. A la loi de la iungle qui prévant dans les métros de certaines grandes villes du monde - où le plus fort l'emporte dans la bousculade - les Japonais préferent un « compressage » plus ordonné : il commence sur le quai, où la foule attend en respectant l'ordre de la queue avant que les employés en gants blancs des métros ou des trains ne poussent vigoureusement les derniers pour les aider à entrer, faisant atteindre aux wagons des taux de remplissage vertigineux. Cette pratique, siennes à 6 heures du soir sont-

elles plus amènes? Les transports en commun tokyoîtes présentent aussi des aspects positifs: propreté impeccable tant des gares que des wagons (sans graffitis ni odeurs) et sécurité peut-être sans égale. Si l'on fait exception de l'attentat de la secte Aum Shinrikyo, les métros (huit millions de passagers par jour) sont les plus surs du monde : une femme seule peut rentrer chez elle sans risque à une heure avancée de la nuit et ne pas craindre de mains baladeuses aux heures de pointe. Tokyo est en outre une ville où il est aisé de trouver un taxi, propre lui aussi et dont le chauffeur est toujours muni de monnaie. On en compte quelque trente mille. Certains sont équipés d'un téléphone : le montant de la communication s'ajoute au prix du compteur.

CYCLISTES ROIS

Parce que la mégapole de Tokyo est formée d'une multitude de quartiers-villages mèlant grandes artères et petites rues où la voiture est une intruse, c'est aussi une ville de vélos: on en compte un pour deux habitants. Cauchemar les cyclistes qui circulent sur les 300 000 yens, soit 15 000 francs. trottoirs - la chaussée leur étant interdite – sout rois dans les quar-

reste une épreuve assurément peu tiers où prévaut la vie de voisi-agréable, mais les gares pari-nage. La bicyclette, utilisée par les nage. La bicyclette, utilisée par les femmes qui font leurs courses et par ceux qui se rendent à leur travail, cause d'inextricables enchevêtrements de pédales et de guidons dans les garages à vélos aux

valoir leurs droits à succession.

alentours des gares de banlieue. Il faut justifier d'un parking pour pouvoir acheter une volture, et les piétons ont une priorité absolue - et respectée - sur les passages qui leur sont réservés. Mais, en dépit des autoroutes urbaines qui serpentent dans le ciel de la capitale et convergent parfois en de monstrueux échangeurs, la circulation de Tokyo est très lente - moins de 20 kilomètres à l'heure en moyenne - en raison d'une saturation des artères.

La mise en place d'un système de guidage automobile qui indique les emboutelliages sera-t-il un remède? Près d'un million d'unités (en augmentation de 47 % par rapport à 1995) seront installées cette année, soit par les constructeurs, solt par les usagers eux-mêmes. Ce système permet de connaître en temps réel l'état de la circulation dans tel quartier et les places disponibles dans les parkings. Les informations apparaissent sur un écran-carte ou sous forme de messages. Mais le du piéton dans les grandes rues, coût de l'appareil reste élevé :

V.1



 $\frac{\partial \mathcal{L}}{\partial x_i} = \frac{\partial \mathcal{L}}{\partial$

 $\varphi_{i}(t) = \operatorname{deg}_{i}(\omega_{i}) \cdot \omega_{i}(t) = \operatorname{deg}_{i}(t) \cdot \operatorname{deg}_{i}(t) + \operatorname{deg}_{i}(t) \cdot \operatorname{deg}_{i}(t) + \operatorname{deg}_{i}(t)$

The second of th

 $(x,y,y,z,z) = (x,y,z) \cdot \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \left(\frac{\partial y}{\partial x} + \frac{\partial y}{\partial y} + \frac{\partial y}{\partial z} \right) \right) \frac{\partial y}{\partial z}$

Control of the Control of the State of

the state of the support

in the second of the second o

A Section of the Control of the Section

in and the second s Second se

A Company of the selection of the select

Committee of the second

s see at the sealing of the sealin

and the state of the state of the state of

N. 18. 18. 18

فالمسيارة والمعادلات

No.

- - distance

es property

the second second

Library State

- 1 - 1 - 12

and the gr

the second of the second

tera et de la California

مناسب المسترات er of the e de la Audenside

. . . . -

موقفته والأساب الجارات

The second of th

A Company of the Company

 $(x,y,y) = (x,y) \in \mathbb{R}^{n \times n}$

and the second of the second

and the second section of

sanitaires et social



BANGKOK. 60 % des agents de la circulation dans la capitale thailandaise souffrent de problèmes respiratoires et de troubles de l'ouïe.

Des transports collectifs pénalisés

Dans des espaces citadins qui ne cessent de s'étendre, comment répondre à une exigence de mobilité de plus en plus individualisée

L33 VILLES, du Nord comme du · blic netiement en faveur des trans-VSud, devratent continuer à perdre en densité et à s'étaler dans l'espace. Le rallongement des distances va encore accentuer les problèmes de transit. Déjà, au cours Mexico s'est accrue de 10 %, alors que l'agglomération gagnait 35 % de surface. En France, les politiques de zonage urbain (zones prioritaires, friches industrielles, zones commerciales en entrée de ville, villes nouvelles) ont également contribué à railonger les distances et compiiquer la gestion des tiux de

-12 /2

transport. Il est à craindre qu'on circulera de plus en plus mal, dans un air de plus en plus irrespirable, au début du XXI siècle. Face à cette évolution, la tentation est forte de tenter d'arrêter brutalement le mouvement en cours. « Certains articles du texte qui sera présenté aux chefs d'Etat à la conférence d'Istanbul invitent les gouvernements à réduire la demande de transports, explique Francis Godard, directeur de reports collectifs * ex. * des choix * ments, les trajets de loisirs aug-budgétaires qui privilégient les trans-mentent. Autant d'évolutions qui réports publics par rapport à la vol-

Car l'arbitrage voiture/transport la réflexion. L'automobile fait figure d'accusée. « Le transport par la route est à l'origine de 85 % à 98 % de tous les polivants dégagés et la volture est dix fois plus polluante et cinq fols plus consommatrice d'énergie que le transport public », expiique Dominique Dron, rapporteur de la Commission nationale du développement durable.

Pourtant, tout concourt, encore aujourd'hui, au développement continu du transport automobile. Les populations sont attachées à ce mode de transport flexible, symbole de liberté et d'autonomie. La pollution des véhicules? « Elle sera divisée par cinq d'ici à cinq ans », promet Yves Dubreuli, délégué à la politique transport de Renault. Le développement des véhicules électriques ou hybrides (électrique en

« Il est facile de limiter le trafic, notamment automobile. Mais ce serait condamner les plus démunis à rester dans leurs quartiers »

droit au transport pour tous. Il est facile, en augmentant les taxes ou en interdisant aux véhicules les plus polluants de circuler, de limiter le trafic, notamment automobile. Mais ce serait condamner les plus démunis à rester dans leurs quartiers. » D'autres initiatives, visant à redynamiser la vie des quartiers et à favoriser la convivialité, risquent d'aboutir au même résultat, relève François Ascher, professeur à l'Institut français d'urbanisme : « Les transports urbains doivent être au contraire le moyen de mailler et mixer les populations. >

Le Comité français de promotion des transports publics, qui réunit associations, ministères, entreprises publiques et privées de Nuansport et industriels, a demandé au gouvernement de rappeler à letanbul qu'«il est vital de permettre à chacun de se déplacer, d'accéder à la richesse de la ville, à ses emplois, à son patrimoine ». Il réclame notamment «un partage de l'espace pu-

une autre réponse de l'industrie automobile à sa mise en accusation. Pour lutter contre la congestion du trafic, des solutions techniques (systèmes de guidage embarqués, régulation automatique des flux) pourront permettre de réduire - provisoirement - les nuisances. L'apprentissage de nouveaux modes d'utilisation de l'automobile, comme les pares partagés (on prend une voiture à un endroit, on la rend à un autre), pourrait constituer une des solutions les plus durables.

blics risquent de voir leurs handicaps s'aggraver. L'évolution des déplacements ne devrait pas profiter aux transports en commun. «Lo mobilité est de plus en plus individualisée. La mobilité professionnelle s'accroît, notamment sous l'effet de l'autonomie qu'offre le développement des télécommunications; de nouvelles catégories de population,

cherche au CNRS. Au détriment du ville et thermique sur route) est

Parallèlement, les transports pucomme les jeunes et les personnes ågées, augmentent leurs déplaceduisent considérablement la part des déviacements auctidiens travail-domicile», explique François Ascher. sont mal adaptés aux besoins du déplacement individualisé. Concus pour tirer profit des économies d'échelle et des rendements croissants, ils n'étaient jusqu'à présent capables que d'agréger des besoins de transports individuels relativement identiques. L'effritement progressif du trafic

de la RATP en fle-de-France et la désaffection de son réseau le weekend sont l'illustration, a contrario. que les transports publics doivent pouvoir répondre à des besoins de déclacements autres que le transport du domicile au travail. Le transport public devra être capable d'offrir davantage de flexibilité, de polyvalence et de diversité, notamment dans les pays industrialisés. Dans le cas contraire, il risque de devenir le « transport des pauvres » et d'entrer dans une soirale déficitaire. Conscients de ces évolutions, les transporteurs publics réclament une flexibilité accrue. « A l'intérieur d'un cadre de service public, les au-torités doivent nous laisser une large autonomie pour répondre le mieux possible à la demande », explique Michel Cornil, président de l'Union du transport public.

« Il faudrait repenser en profondeur l'organisation de la ville, ex-plique Prancis Cullier, directeur de l'agence d'urbanisme A. Urba, à Bordeaux. Les pouvoirs publics ont opté pour le tout automobile dans les années 70, et le développement urbain n'a souvent fait qu'accompagner les choix d'infrastructures de l'Etat. » Le succès des expériences menées à Grenoble, Strasbourg ou Saint-Denis (tramway en site propre) démontre la pertinence des solutions de reconquête du domaine public au profit de tous. Pour éviter de devenir un immense chaos ou, à l'inverse, de réserver les transports à une élite, les villes du XXI siècle devront s'efforcer de mettre les modes de transport au service des évolutions urbaines et non pas laisser l'évolution du transport dicter ses lois à la ville. Les techniques et technologies disposibles sont suffisamment nombrenses pour faire dès aujourd'hui les bons choix.

Christophe Jakubyszin

Les défis de l'environnement urbain

De l'eau potable, de l'air pur et moins de déchets, telles sont les trois principales équations à résoudre

« naturel », du côté des arbres et des océans; elle se déroule au cœur du béton, des poubelles et des gaz d'échappement. L'humanité connaît un grand basculement. Pour la première fois de l'histoire, les hommes vont ëtre plus nombreux à habiter en ville qu'à la campagne. L'espèce évoluant selon la loi du plus grand nombre, ces morceaux de territoire totalement artificialisés deviennent notre principal biotope. C'est désormais en milieu urbain que se joue l'adaptation de l'homme à son environnement, autrement dit sa manière de vivre et sa civilisation. Il n'est ou'à voir on va l'areent.

Dans une étude réalisée avec l'appui de l'Association des maires de France, Bipe Conseil établissait que, à partir de 1992, c'est en matière d'environnemen que les dépenses des collectivités locales sont devenues les plus importantes. Avant l'enseignement ou la santé. Les habitants des villes réclament de l'eau et de l'air, moins de déchets et de bruits, plus d'égoqts et d'espaces verts. A contrario, c'est bien parce que les mégalopoles des pays de l'hémisphère Sud sont démunies de ressources que les conditions de vie y connaissent une dégradation aussi hallucinante, avec des épidémies qui galopent : selon la Banque mondiale, les risques d'y mourir sont quinze fois plus élevés pour un enfant âgé de quatre à quatorze ans que pour son bomologue urbain septentrional Cités du Nord industrialisé ou

villes du Sud en mai de développement, les problèmes environnementaux sont identiques bien qu'ils ne se situent pas sur la même échelle. Premier défi : l'air. A Los Angeles, on vit dans le smog et on cherche désespérément à réduire la circulation; à Mexico, l'alerte est quasi permanente et le gouvernement va investir 12.5 milliards de dollars (plus de 60 milliards de francs!) dans les quatre années à venir pour tenter de réduire les émissions toxiques des 30 000 usines

d'échappement des véhicules : on sait maintenant que le cocktail met à mai le système respiratoire. voire qu'il a des effets cancérigènes. Les bilans alignent imperturbablement des équations chimiques dont les facteurs - CO. NOx, SO2, O3, CO3, BTX, COV varient selon les modes de chauffage, de déplacement ou d'éner-

dioxyde de soufre, l'empoisonnement reste un mal. C'est en ville qu'il s'avère le plus redoutable.

Les dispositions que prennent les municipalités visent surtout à restreindre l'usage de l'automobile. Circulation alternée, péages urbains, covoiturage, promotion de la bicyclette, transports en commun en site propre... Force est de reconnaître qu'elles ont été de peu d'effet jusqu'à présent. Qu'en sera-t-il quand le parc de véhicules à moteur sera passé de 450 millions d'unités à 1 milliard? L'impératif écologique heurte de front la civilisation du « tout automobile ». Mais, sauf à choisir le suicide collectif. il faudra bien imaginer une ville sans voitures, ou du moins l'aménager pour que l'automo-bile n'y soit plus obligatoire.

Encore faut-il que chacun s'y mette et rompe avec la culture de la société du périssable

La pollution de l'eau par des concentrations accrues de nitrates, pesticides, métaux lourds et polluants organiques constitue un autre fléau des villes. Le 22 mai, les six agences de bassin françaises rendaient public leur plan quinquennal pour garantir la distribution. Coût: 105 milliards de francs, compte non tenu de l'investissement propre à chaque collectivité locale (31 milliards en 1992).

Pourtant, le taux de dépollution n'atteint en France que 45 % environ. Aux Etats-Unis, selon l'Agence fédérale pour la protection de l'environnement, un réseau de distribution sur cinq ne répond pas aux normes. C'est beaucoup, mais ce n'est rien en comparaison de la situation des villes de l'hémisphère Sud, où Pumées industrielles plus gaz relève de la gageure, tant les coûts sont insupportables. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les investissements devraient être cinq fois supérieurs à ce qu'ils sont pour parvenir à un assainissement convenable. Ce n'est qu'à ce prix - mais qui paiera? - qu'on évitera le développement des maladies dues à l'absorption d'eau contaminée.

gie. Mais, excès d'ozone ou de Le choléra, par exemple, qui fait un retour en force dans les villes d'Amérique du Sud, d'Afrique et

> Les déchets représentent un troisième grand défi. On a calculé que, chaque jour, les ordures ménagères de New York pourraient recouvrir Central Park d'une épaisseur de plusieurs mêtres. Comment éliminer ou recycler le kilo de déchets que chaque habitant des villes françaises « produit » chaque jour - dix fois plus que les Indiens mais trois fois moins que les Américains? Les décharges sont pleines et, selon le plan Lalonde, elles devront avoir disparu en 2002. L'incinération coûte cher et présente des incertitudes quant aux émissions polluantes (en particulier de dioxine). Reste le compostage et le recyclage, qui supposent la mise en place de filières reposant sur le tri à la source.

> Encore faut-il que chacun s'y mette et rompe avec la culture de la société du périssable et de la surconsommation. C'est la responsabilité individuelle du citadin qui est engagée, appelant un renouveau du civisme. Il n'est pas fatal qu'un Nord-Américain consomme en moyenne quatre fois plus d'eau qu'un Allemand ou un Suédois. Il n'est pas nécessaire qu'en France, dans 70 % des cas, on prenne son automobile pour parcourir moins de trois kilomètres. C'est, à la source, dans la réduction des gaspillages que réside la clé.

D'autres défis doivent être relevés pour que la ville ne devienne pas ce que Julien Gracq décrit comme « une vague densification humaine cancéreuse qui ensemence autour d'elle le tissu naturel de ses métastases et de ses ganglions »: la lutte contre le bruit - selon l'Organisation de coopération et le développement économiques (OCDE), 100 millions de citadins en Europe sont exposés à des niveaux sonores nocifs ; la pression foncière pour la répartition entre le bâti et les espaces verts: l'adaptation de l'habitat aux économies d'énergie et aux matériaux propres ; la conservation du patrimoine : la protection des bains » - « Les lignes géométriaves ne rendent pas les gens almables », disait Jacques Tati : la priorité accordée à la convivialité, à la proximité, à la diversité de l'univers urbain, dont l'essence réside, selon Jean-Paul Dollé, dans «le plaisir qu'il y alt de l'autre ».

Jean-Paul Besset

Bangkok, asphyxiée, paie le prix d'une croissance effrénée

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Une enquête effectuée l'an dernier à Bangkok a conclu que 60 % des agents de la circulation y souffraient de problèmes respiratoires et d'ouïe liés à leurs activités professionnelles. Selon les dernières statistiques officielles, à Pratunam, l'un des quartiers les plus pollués de la capitale thailandaise, les taux de poussières et de plomb suspendus dans l'air sont, respectivement, plus du double et près de trois fois supérieurs au seuil toléré par un organisme humain. Un tel mélange de bioxyde de soufre, d'oxyde d'azote et d'oxyde de carbone peut causer des probièmes respiratoires ou cardiovasculaires, empoisonner le sang ou affecter le fonctionnement du

foie et des reins. Comme à Djakarta ou à Manille, autres mégalopoles d'Asie du Sud-Est, la pollution à Bangkok, où vivent plus de 10 % des 60 millions de Thailandais, est d'abord provoquée par les gaz d'échappement, dans des embouteillages désormais légendaires. « Alignés pare-chocs contre pare-chocs, les trois millions de véhicules enregistrés formeraient une colonne de 12 000 kilomètres », a calculé Akorn Hoontrakul, candidat malheureux au poste de gouverneur. Trois à quatre cents véhicules neufs viennent, chaque jour, grossir le parc automobile de la capitale. La pollution urbaine est la rançon d'une croissance effrénée : supérieure à un taux moyen de 8 % par an depuis une dizaine d'années, l'expansion économique de la Thailande se réalise dans le laisserfaire. Lorsque le PNB d'un pays double tous les dix ans, le taux de pollution est multiplié par cinq jusqu'au seuil d'un revenu annuel per capita de 5 000 dollars. Or celui de la Thailande n'est pas supérieur à 3 000 dollars.

Aux carrefours les plus fréquentés, des réservoirs d'oxygène sont, depuis trois ans, à la disposition d'agents de la circulation dont les primes mensuelles, en fonction des résultats obtenus, ont quadruplé. Quarante journées de travail sont perdues, en moyenne annuelle, dans les embouteillages. Aussi, de nombreux hommes d'affaires ont transformé leur limousine en bureau : miniréfrigérateurs, ordi-

nateurs, téléphones mobiles, tollettes portables sous forme de bouteilles opaques en plastique, baptisées Comfort 100. La pollution serait à l'origine d'une visite sur dix chez le médecin et de 1 400 décès par an.

Pour faire face à la congestion, des autoroutes, un périphérique et un train aérien sont en construction. Ces travaux demandent, cependant, du temps et leur financement se heurte à des conflits d'intérêts. Les horaires d'ouverture des banques ont été déplacés, mais cette initiative ne semble, pour l'instant, guère concluante. Il est également question d'étaler les heures de cours. Pour réduire la pollution, le contrôle des pots d'échappement s'amorce. Des étudiants mettent au point un purificateur d'air pour rempiacer les filtres faciaux peu efficaces auxquels ont recours piétons, policiers et motocyclistes.

MODE DE VIE BOUSCULÉ

Embouteillages et pollution mettent en cause un style de vie, notamment les réunions de famille et l'habitude des repas pris sur les trottoirs autour de marchands ambulants de soupes, de brochettes et de sucreries. Les habitants ont tendance à se replier sur leurs quartiers. Ces changements sont subis avec un flegme qui surprend toujours : sans broncher, les Bangkokois patientent pendant des heures au volant de leur voiture au gré d'un orage ou d'un embouteillage de jour de paie.

Pourtant, cette agglomération qui n'a pas fini de s'étendre, sans schéma directeur, dispose encore de nombreux poumons: parcs publics, espaces verts dont différentes administrations sont propriétaires, champs et vastes terrains abandonnés. Mais ni la municipalité ni l'Etat n'ont apparemment les moyens d'en disposer. Selon une étude de l'université Mahidol, quatorze champignons et seize types de bactéries en suspension dans l'air sont à l'origine de maladies respiratoires et de la peau auxquelles sont particulièrement sensibles les nourrissons, dont il arrive que certains naissent dans des véhicules n'ayant pu gagner à temps une clinique ou un

Jean-Claude Pomonti

La région parisienne, de la croissance désordonnée à la planification -

Le partenariat entre l'Etat et les collectivités locales a permis de repousser les frontières géographiques du développement. La capitale est cependant restée sur un quant-à-soi dont elle commence à mesurer les inconvénients

DES BANLIEUES en « tache du Bassin parisien, la capitale francaise a, en trente ans, vu son espace s'agrandir en même temps qu'il s'émancipait de sa tutelle. Pour son développement « polycentrique », Paris mord sur le territoire qui l'entoure. Sa progression n'est guère entravée par les aléas de l'économie. Mais, entre le schéma directeur de Paul Delouvrier de 1965 et la charte du Bassin parisien de 1994, il y a toute la différence entre un aménagement octroyé par l'Etat et celui mené en partenariat avec des collectivités locales qui, notamment depuis les lois de décentralisation, s'esseient à l'au-

Aujourd'hui, les Franciliens sont 10,5 millions et ils occupent 5 millions d'emplois. En 2015, il devrait y avoir 11,8 millions d'habitants en Ile-de-France et 700 000 emplois supplémentaires. Au centre de cette vaste zone de 10 000 kilomètres carrés, constituée de huit départements et 1281 communes, Paris héberge un peu plus de 2 mil-

Dans les années 60, la croissance trop rapide de la région parisienne y rend les conditions de vie insupmicile et le travail s'accroît au désavantage des moins qualifiés, que les prix du foncier repoussent aux marches de la capitale. Ceux qu'on appelle les «banileusards» s'épuisent dans des transports en commun insuffisants et inconfortables; les plus aisés s'énervent dans les embouteillages. Les communes, qui doivent faire face à une augmentation de la demande de logements, contrôlent mal leur urbanisme. Les premiers grands ensembles, dont Sarcelles, qui deviendra par la suite le symbole du mai-vivre, sortent de terre et voisinent avec des zones pavillon-

Pour répondre à cette croissance désordonnée des banileues, le gépéral de Gaulle demande à Paul Delouvrier, un préfet, de concevoir un plan d'aménagement. «Le schéma directeur de 1965 parlait peu de Paris Intra-muros et de la zone dense qui l'entourait, confirmant ainsi que les enjeux majeurs de l'époque concernaient l'extension périphérique et la structuration de l'agglomération par des centres seconduires », rappelle Jean-Paul Lacaze, dans son livre Paris, urbanisme d'Etat et destin d'une ville (Flammarion, 1994). Situées à une vingtaine de kilomètres de la capitale, Evry, Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines, Marne-la-Vallée et Melun-Sénart naissent de la volonté de l'Etat planificateur. En repoussant les frontières du développement, elles ont pour objec-

Villes nouvelles et pôles d'excellence POES REGIONALIA CENTRES D'ENVERGURE EUROPÉENNE SECTEURS DE RÉDÉVELOPPÉMENT I KIETE KOEK COKONE **ECONOMIQUE ET URBAIN** O MESTRATIONS! VILLES NOUVELLES PRINCIPALES HAISONE

tif de réduire la dépendance de la bankeue envers Paris. L'opération. a été parfaitement planifiée par un Etat qui se domait les moyens de sa politique. Afin de bloquer toute tentative de spéculation, de grandes zones d'aménagement différé (ZAD) ont été créées sur les sites des fintures villes nouvelles.

Leur mise en place est confiée à des établissements publics, dirigés par des hauts fonctionnaires. Pour s'assurer que les étus des villages intégrés dans le périmètre des villes nouvelles joueront le jeu, on les oblige à verser leur taxe professionnelle au syndicat d'aggiomération de la ville norvelle. Une manière de contrecarrer les égoismes locaux et les déséquilibres financiers entre les communes qui percoivent la manne financière en accuellant les entreprises et celles qui dépensent de l'argent en construisant des logements, des écoles et des crèches.

« Augourd'hui, les élus détiennent l'essentiel du pouvoir. D'ailleurs, après quoir été plutôt hostiles aux villes nouvelles, ils sont autourd'hui prêts à en récupérer les avantages », remarque Jean-Eudes Roullier, président du groupe central des villes nouvelles (la structure administrative qui les coiffe). Il est vrai que, depuis la modification du statut de ces agglomérations, en 1983. les élus y détiennent la majorité. Ces cinq villes (715 000 habitants au total) ne se sont pas toutes développées à la même vitesse. Si Cergy-Pontoise s'enorgueillit d'une université de 20 000 étudiants, Saint-Quentin-en-Yvelines d'accueillir les sièges de Bouygues, d'Aerospatiale et de la Snecma, et

Le Sdrif, difficilement élaboré entre 1990 et 1994 et imposé par décret, est un bon exemple de

propre dynamique. C'est en tout

cas le rôle que leur assigne le sché-

ma directeur de la région lie-de-

France (Sdrif), ainsi qu'aux

« centres d'envergure européenne »

que sont Paris, la Défense, Roissy,

Marne-la-Vallée, Orsay-Saclay-

Massy, gratifiés du titre de « pôles

d'excellence » pour cause de pres-

tige historique, d'image acquise ou

sides de l'Etat.

Marne-la-Vallée d'avoir hérité de Disneyland Paris, Mehm-Sénart, qui a beaucoup rêvé du Grand Stade, a encore besoin des sub-D'ici à 2015, leur population devraft doubler et elles pourraient devenir, à leur tour, des petites métropoles engendrant leur

> ser de l'argent, d'imposer ses vues en matière d'aménagement. entre l'Etat et les collectivités locales a trouvé une première application dans la réflexion sur le troisième anneau de la métropole, situé à plus de 100 kilomètres de la capitale. Contrairement à ce qui avait été fait en 1965 avec les villes

les aménageurs ont décidé, cette

l'évolution des relations entre l'Etat et les collectivités locales. Avec les lois de décentralisation de 1982, celles-ci ont acquis le pouvoir de délivrer les permis de construire. Confrontées à la montée du chômage, elles se sont mises à aménager des zones pour attirer des entreprises. Du coup, il devenait plus difficile pour l'Etat, par ailleurs moins enclin à dépen-

Ce partage des responsabilités nouvelles, créées presque ex nihilo,

fois, de s'appuyer sur ce qui exis-tait déjà. Au lieu de s'inscrire dans des frontières administratives, ils ont opté pour un espace géoloune référence historique, celle des villes-cathédrales, qui, dans le jardes « espaces métropolitains ». Havre-Caen, Tours-Blois-Orléans et Reims-Châlons-Epernay. Les frontières du développement sont repoussées à 150 ou 200 kilomètres de la capitale.

Les aménageurs ont opté pour la référence historique des villes-cathédrales

Cette fois, la volonté planificatrice de l'Etat et les préoccupations des élus se sont accordées. Au Champagne-Ardenne, Bourgogne, Centre, Pays de la Loire, Basse-Normandie, Haute-Normandie et lle-de-France - ont about, en 1994, à l'élaboration d'une charte du Bassin parisien. Elles ont par ailleurs négocié un contrat de plan interrégional avec l'Etat et la région Ile-de-France où chacune des trois parties assure un tiers du financement. «Il s'agit de prendre comme base les endroits où ll y a un habitat, un début de développement et certains équipements, et de leur porter ce qui leur manque en matière de formation, de Haisons, de transports ou d'activités tertiaires et de recherches pour permetire leur décollage», explique Bernard Robert, secrétaire général de la mis-

Au coeur de la région, la concertation n'a pas la même efficacité Longteinps considéré comme arrogant par ses voisins, Paris, qui a le double statut de ville et de département: est resté relativement indifférent à ce qui se passait audelà du boulevard périphérique. Aujourd'hui, ses habitants s'agacent de la pollution et ses responsables, confrontés à une baisse des rentrées fiscales, jajousent le développement économique de la Défense et des Hauts-de-Seine. Locomotive du développement de l'aggiomération, la capitale n'a pas cherché à mettre en place des structures de dialogue avec les communes et les départements alentour. Au risque du chacun pour sol.

Françoise Chirot

Istanbul ne se plaint pas de son maire islamiste

de notre correspondante Métropole chaotique de 12 milllons d'habitants, Istanbul est un parfait laboratoire pour la conférence des Nations unies. Les problèmes qui doivent être soulevés au cours de la réunion ne sont pas étrangers à son maire, Recep Tayyip Erdogan. Membre du Parti de la prospérité (RP), ce dernier a, depuis son élection en mars 1994, la lourde tâthe d'assurer la gestion des services municipaux dans cette ville historique qui grandit au rythme forcené d'environ 400 000 habitants par an.

L'élection d'un maire islamiste avait causé des remous dans les cercles laics et alimenté de nombreuses rumeurs: une grande mosquée aliait être bâtie en plein milieu de la place Taksim, les maisons closes et les cafés seraient fermés, les femmes forcées de voyager dans des autobus sépa-

Deux ans plus tard, la construction de la mosquée - sur un site adjacent à la place - n'est toujours qu'un projet, la prostitution n'a pas disparu, hommes et femmes s'entassent toujours dans des taxis collectifs et des autobus municipaux bondés, les terrasses des cafés sont plus que jamais un lieu de rencontre pour les jeunes, même si la municipalité a, dans un premier temps, maladroitement tenté de forcer les cafetiers à rentrer leurs tables « pour éviter le charbon ne sera plus vendu

de bioquer les rues ». Les détracteurs du parti sont forcés d'admettre que la mairie, compte tenu des problèmes inhérents à cette ville difficile à gérer, fait plutôt bien son travail. « Notre priorité était de remotiver le personnel, d'employer des gens qualifiés et surtout de mettre fin à la corruption », explique Omer Dincer, professeur de management et conseiller du maire. Jusqu'à présent, la mairie a évité les scandales qui avaient marqué les administrations précédentes.

« Notre priorité était de mettre fin à la corruption »

La pollution qui, depuis des années, atteignait des niveaux alarmants, a diminué cet hiver, en partie grâce au développement du réseau de gaz naturel - un projet entamé avant l'arrivée du RP à la mairie - mais surtout parce que la municipalité est parvenue à imposer l'usage d'un charbon de meilleure qualité en bloquant les accès principaux à la ville et en imposant de lourdes amendes aux camions porteurs de lignite trop polluant. «L'année prochaine, le nombre des consommateurs de gaz naturel devrait atteindre 750 000 et

qu'en sacs, étiquetés et contrôlés »,

explique le professeur Dinçer. La mairie a également amélioré l'approvisionnement en eau potable. En captant le débit de plusieurs ruisseaux proches de la mer Noire, la capacité a déjà augmenté de près de 100 millions de mètres cubes, ce qui représente l'équivalent de quatre mois de provisions pour Istanbul. D'autres points de captage sont en construction pour assurer à long terme le minimum vital à cette métropole souvent affectée par la sécherense.

Les laïcs se plaignent souvent de la politique culturelle de la municipalité. Celle-ci attache une importance qu'ils jugent démesurée à la culture traditionnelle turque et surtout au passé ottoman de la cité, avec notamment la célébration en grande pompe de l'anniversaire de la conquête de Constantinople, en 1453. On his reproche de multiplier les colloques ayant trait à l'islam.

Les critiques n'affectent guère les dirigeants de la mairie : ils comptent sur leur performance municipale et sur une campagne populiste dans les banlieues pour assurer leur réélection. « Quoi que nous fassions, nous ne pourrons pas rassurer ces soi-disants laïcs, commente avec philosophie Omer Dincer. Ils veulent avant tout protéger leur pouvoir et leurs intérêts. »

Shanghaï la rebelle face au pouvoir central chinois

de noire correspondant Quand Deng Xiaoping voulut relancer la transition de la Chine vers le capitalisme sous dictature, en 1992, il se résolut à prendre une décision à laquelle il s'était fermement opposé: rouvrir Shanghai à l'investissement étranger. La plus grande partie des 14 millions de Shanghaiens s'engouffrèrent dans la voie enfin libre du développement à un rythme d'autant plus intense qu'il fallait rattraper un retard accumulé pendant quatre décennies d'un communisme qui avait failli asphyxier i'ex-villephare de l'Extrême-Orient.

Shanghai entretient une relation compliquée, difficile, avec le pouvoir central chinois. La ville n'était guère considérée comme représentative de la Chine au temps de son faste des années 20 et 30. Tchiang Kai-chek avait tenté de l'amadouer en épousant Soong Mei-ling, une des filles de la grande bourgeoisie d'affaires chinoise qui y prospérait. Mao et ses compagnons, parvenant au pouvoir à Pékin à l'issue de la guerre civile, la punirent de son arrogance financière. Elle se retrouva soumise à un régime particulièrement rude, destiné à en

éradiquer l'influence étrangère. Le mouvement alla en s'intensifiant lors de la révolution culturelle, dont elle devint le bastion. C'est à partir de là que Mao lança Nicole Pope ses premières attaques contre ses

rivaux à Pékin, en 1965. La ville connut même une éphémère « commune de Shanghaï », vite abolie par un pouvoir inquiet de voir la classe ouvrière s'embarquer dans un mouvement incontrôlable. Une fois les ultragauchistes éliminés au lendemain de la mort de Mao, en 1976, Shanghaï subit sa deuxième punition, sous la forme d'une mise en laisse énergique, tandis que le sud du pays était progressivement autorisé à prendre ses aises avec le communisme. Ce fut, reconnaîtra Deng en 1992, « la plus grande erreur » commise sous

FEU YERT POLITIQUE

son règne.

Shanghai avait pourtant des atouts majeurs pour prendre la tête du développement du pays. Vivier concentrant les meilleurs cerveaux en manière de technologie, elle conservait une certaine mémoire de son savoir-faire financier. Son îndustrie dégageait suffisamment de dividendes pour servir de coffre-fort à Pékin, qui ne se gênait pas pour y puiser énergi-

Une fois la décision prise de lacher la bride, restait à débloquer les rouages d'infrastructures décaties et engorgées par la surpopulation. Ce qui, encore aujourd'hui, est loin d'être réalisé en dépit des immenses travaux entrepris. L'ouverture de la zone de développement capitaliste de Pudong, de l'autre côté du fieuve Huangou, a

conduit à la construction de ponts s'inscrivant dans un réseau de circulation moderne, largement suré.

Pour autant, le feu vert donné an décollage de Shanghai demeure de nature hautement politique. Il est dû à la présence à la tête de la direction nationale de deux anciens patrons de la municipalité, le chef de l'Etat Jiang Zemin et le vice-premier ministre Zhu Rongji. L'actuel maire, Huang Ju, dispose là d'un lien avec Pékin favorisant son projet de refaire de la ville un grand centre financier international et une plate-forme de services drainant toute l'industrie du fieuve Yangtsé. Ce secteur devrait représenter 45 % du produit intérieur brut local si les visions grandioses du régime se réalisaient, en dépit du problème que pose aux investisseurs étrangers l'envolée des prix de l'immobilier.

Cependant, le boulet.énorme que représente le secteur public, plus fortement représenté à Shanghaï que partout ailleurs en Chine, et la crainte de mouvements sociaux risquant d'accompagner sa réforme sont de sérieux handicaps. Le Parti communiste chinois se souvient qu'une des épreuves les plus mar quantes de son accession fut le soulèvement de la classe ouvrière shanghaïenne, matée dans le sang par Tchiang Kai-chek en 1927.

Francis Deron



and the first property of the second

Terre d'extrêmes contrastes, la capitale financière de l'Inde, bien plus dynamique que Delhi, fournit à elle seule un tiers des recettes budgétaires du pays

DOMBAY

de notre envoyé spécial Au pied des gratte-ciel de Nariman Point, à l'extrême sud de la ville, on aperçoit encore le petit port des pêcheurs kholis, les habitants originels de Bombay. Vue d'en haut, cette crique ceinturée de pauvres masures et piquetée de frêles esquifs à l'ancre semble écrasée par l'ombre des immeubles gigantesques du quartier des affaires, Cette crique n'est rien, mais c'est sans doute id - ou quelque part sur les sept autres les de ce qui fut un archipel - que tout a commencé.

Bombay est un produit typiquement colonial. La ville n'est pas, historiquement parlant, vraiment indienne : ce petit port de la mer d'Oman fut allouée aux colons portugais en 1534 par le sultan local, puis donnée en « cadeau » aux Anglais, cent vingt-sept ans plus tard, par le roi du Portugal quand Sa Majesté Charles II d'Angleterre épousa la princesse portugaise Catherine de Bragance. Car Bombay allait vraiment devenir Bombay sous la férule de la Compagnie des Indes orientales britanniques. En 1664, celle-ci loua la ville à la Couronne pour « 10 livres payables le 30 septembre de chaque année ». Ce fut le début d'une grande aventure : sous le signe du business, naquit la capitale de la finance et des affaires de l'Inde moderne.

4 28

Dist.

್ ಸವಿಸರನ್ನ

 $\mathbb{E}^{-n}(q_{i,T,\xi_{i},T,\xi_{i}})$

100

or mark

~ 0.00g

 $\forall \, \forall \, \leq \varepsilon$

S 175 %

20 TO 100

4.422 Section .

Sans doute 13,5 millions d'habitants aujourd'hui - sept fois plus en un demi-siècle –, 17 millions dans quelques années, Bombay est, avec Calcutta, « la » mégapole indienne. Mais autant la cité bengalle, l'ancienne capitale des Indes, semble s'être engourdie, autant Bombay se caractérise par son dynamisme et son ambition. Bombay est trop riche, trop pauvre, trop peuplée: « Bombay, c'est le New York indien », répètent ses habitants.

Un New York indien, sans doute, mais aux contrastes peut-être en-

core plus marqués que sa consceur américaine, dont elle possède quatre fois la densité de population,... Bombay, rebaptisée récemment Mumbai, du nom de la déesse tutélaire de la ville, est certes un monstre urbain, un cauchemar démographique. Mais peut-être faut-il y voir le prix de sa « réussite », comme l'explique Charles Corréa, l'un des grands architectes de la ville : « Bombay est une ville formidable mais un endroit terrible. » Un paradoxe qu'il résume en ces termes : « Cette ville reste un mythe, un extraordinaire symbole d'énergie qu'elle paie cher. Plus le mythe devient réalité, plus les occasions augmentent, et plus les conditions de vie se dégradent. »

« Cette ville reste un mythe, un extraordinaire symbole d'énergie »

lci, pauvreté et richesse se côtoient en permanence, les siums (bidonvilles), où vit la moitié de la population, se développant Jusqu'au pied des immeubles des quartiers les plus aisés. A tel point que les urbanistes estiment que, désormals, au centre, « toutes les places sont prises ». Si Bombay se développe encore, c'est en dehors de l'île et de ses quartiers périphériques. Un « new Bombay », réservé à la classe moyenne, s'est construit au-delà du port, mais n'a pas provoqué l'enthousiasme attendu. A peine un million d'habitants y

« D'une manière générale, l'expansion de la ville continuera environ jusqu'en 2015. Si, d'īci là, des solutions fondamentales ne sont pas trouvées, Bombay impiosera. L'ex-

pansion gargantuesque de la ville a pourraient changer cette ville ne le l'Inde, où « on n'avait rien à manprovoqué le contraste le plus criant entre riches et pauvres par rapport à toutes les autres mégapoles indiennes », affirme Rashmi Mayoor, écologiste et spécialiste des questions d'urbanisme. Ce manque crucial d'espace a eu pour résultat, l'année dernière, un record inattendu et alarmant: au prix du mêtre carré, Bombay est devenue l'une des villes les plus chères du monde. A elle seule, selon M. Mayoor, elle assure un tiers des recettes budgé-

« J'aime Bombay et sa folle. Par-

مكناس الاجل

tout ailleurs en Inde, je ne serais jamais devenue ce que je suis. » Shoba Dé, la célèbre écrivain, connue pour ses romans provocateurs et plutôt osés en regard des canons de la pudibonderie locale, a presque toujours vécu dans cette ville « en route vers le XX siècle quand New Delhi semble restée engluée dans le XVIII. » Shoba Dé vit à Cuff Parade, l'un des quartiers les plus chics, où continuent de décré-pir de grandes bâtisses victoriennes rongées d'humidité. De son grand living qui domine la rade, elle désigne la silhouette d'un bidonville construit en bordure de mer : « Riches et pauvres coedistent palsiblement car ils dépendent les uns des autres. Quand mon cuisinier bengali est arrivé ici, il fuyatt Calcutta. Il était pauvre. Maintenant, il a fait venir cinq de ses frères, et ils mènent tous une vie de petits-bourgeois. »

Les très riches ne représentent sans doute guère plus d'un pour cent des habitants de la ville, mais ils détiennent les leviers économiques et cultureis de la capitale, de la haute finance et du cinéma hindi, cette fameuse Bollywood aux stars richissimes et adulées. Une élite réduite où tout le monde semble se conneître et qui passe ses sofrées dans les demeures du bord de mer, échangeant les derniers potins du jour. « Les gens qui font pas. Il restent entre eux, jouissant des bons côtés de Bombay et de Charles Corréa.

Samina a cinquante ans. Elle vit avec une famille de onze personnes sur une hutte en bois construite à même le trottoir du quartier de Baikala, non loin de la gare de Bombay Central. Une masure en planche au toit de tôle goudronnée, équipée d'une mezzanine faisant office de chambre à coucher collective. A même le sol de la cuisine, où trônent une batterie de casseroles et un poste de télévision, le mari dort, épuisé par son métier

de portefaix. Samina est à Bombay depuis 1951, quand la ville n'était pas encore surpeuplée et qu'« ll y avait encore de la place sur les trattairs ». Chassée par la misère de l'Etat septentrional du Bihar, l'un des plus pauvres et des plus peuplés de

ger », elle a débarqué ici avec sa fille, craignant que son mari, arrivé la grâce des vieux clubs britanniques « en reconnaissance », ne la « force perdus dans la verdure », remarque à mendier ». Mais Samina s'en est sortie, faisant des ménages chez les riches, travaillant dur en dépit de ses grossesses répétées. Aujourd'hui, ses deux fils sont chauffeurs de taxi, la famille empoche un

revenu de près de 5 000 roupies par

mois (environ 6 000 francs), mo-

Trois cent mille habitants de

deste mais suffisant.

Bombay vivent dans les masures installées sur la rue et une cinquantaine de milliers sont des sans-abri. Sans compter les quelques millions d'habitants vivant dans les bidonvilles « en dur », où cohabitent la petite classe moyenne et des Indiens relativement aisés (avocats et fonctionnaires dont les movens ne leur permettent pas de payer les lovers exorbitants du centre). En dépit du pessimisme et des scénarios catastrophes redoutés par certains, les conditions de vie ne cessent, globalement au moins, de s'améliorer dans de nombreux bidonvilles. Le gouvernement local, dirigé depuis plus d'un an par le parti extrémiste hindou Shiv Sena, prévoit ainsi de construire plusieurs milliers de toilettes dans les slums. Le nombre des migrants ruraux tend à se réduire même si, en la matière, les chiffres restent contradictores

Prisonnière des contraintes d'une métropole au développement incontrôlable mais animée d'une farouche énergie de survie, Bombay s'enorgueillit, pour le pire et le meilleur, de n'être, en Inde, à nulle autre pareille. Comme le résume crûment Joachim, secrétaire général de la Fédération des habitants des bidonvilles indiens, luimême élevé dans un slum : « Ici. on peut survivre en vendant de la

Bruno Philip

La peinture pour échapper à la drogue

de notre correspondant

« Avec la peinture, on peut se droquer mais on peut aussi faire de l'art. » Ricardo Guerrero, vingt-trois ans, s'adresse ainsi aux enfants des écoles où il va réaliser des peintures murales pour les sensibiliser aux dangers de la drogue. Avec une dizaine de Jeunes artistes originaires des gigantesques quartiers populaires de la capitale mexicaine, il anime le groupe Graffiti Mexico, qui a réalisé pour la conférence d'Istanbul une fresque montrant que « les Jeunes sont le moteur du changement ». Mais il salt qu'il y a loin de ce message à la réalité mexicaine.

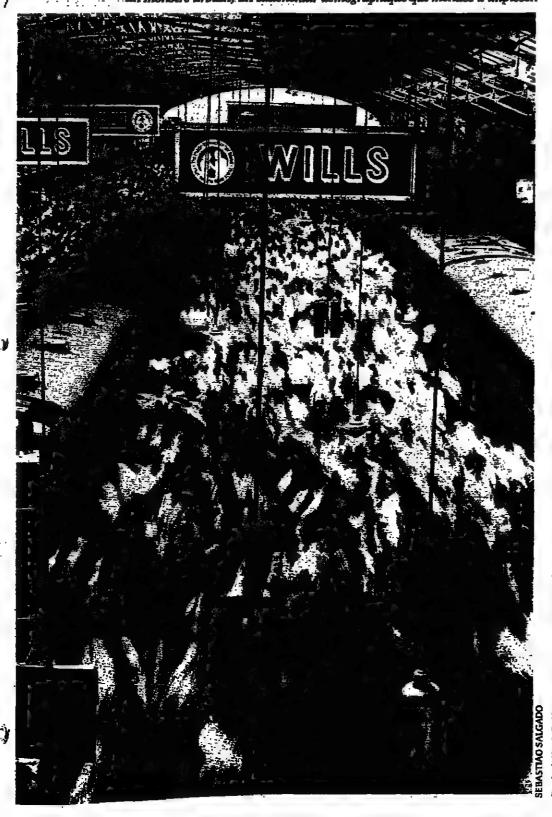
Touchés par la crise économique sans précédent que connaît le pays, les jeunes des quartiers populaires se transforment en vendeurs à la sauvette aux grands carrefours du centre-ville, où ils font concurrence aux quelque douze mille « enfants de la rue » qui survivent en lavant les pare-brise. La montée de la délinquance et de la violence, exacerbée par la drogue, a pris de court les pouvoirs pu-

blics, qui ont constaté les limites de la répression. D'où la décision d'appuyer les conseils populaires Juvéniles (CPJ), qui contribuent à canaliser l'éner-

gie des chavos banda (gangs de rue). « La plupart de ces jeunes ne vont même plus à l'école, explique Helen Samuels, une animatrice des CPJ. Il faut donc les encourager à créer leurs propres petites entreprises pour récupérer les vieux papiers, fabriquer des meubles ou peindre les murs de leu ville. » Le financement vient de l'association américaine Kids for Kids et de concerts de rock. Une goutte d'eau dans un océan de violence, selon le sociologue Hector Castillo, pour qui les CPJ « ont per mis de découvrir des jeunes pleins de créativité mais maiheureusement manipulés par le PRI [Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1929], qui, en échange de quelques subventions, utilise les jeunes à des fins électorales en prévision d'un scrutin

Bertrand de la Grange

BOMBAY. Le berceau de la finance et des affaires de l'Inde moderne est devenu un monstre urbain, un cauchemar démographique qui menace d'imploser.



A Rio, trafiquants, gangs et... policiers entretiennent l'obsession de l'insécurité

RIO DE JANEIRO de notre correspondant

La scène a lieu dans un bar de Lebion, un des quartiers les plus tranquilles de Rio, où la coutume veut qu'on boive debout, sur le trottoir, la melleure bière pression de la ville. La ciientèle est du genre bohème chic. On y parle facilement à ses voisins. La conversation, ce jour-là, roule sur les agressions les plus spectaculaires dont ont été victimes les uns et les autres. Un caricaturiste du quotidien Globo raconte qu'Il a délà été attaqué six fois dans la rue. Comme tout Carioca prudent, il ne sort gu'avec une montre bon marché et l'équivalent de moins de 500 francs en poche. C'est la monnaie d'échange habituelle pour s'en tirer sans trop de dommages face à deux ou trois agresseurs généralement leunes et surexcités, souvent en manque de drogue.

Une dame d'âge mûr parle du système d'alarme de son appartement, situé dans un immeuble tout proche, qui était débranché lorsque ses agresseurs, fortement armés, sont entrés chez elle. Ces cambrioleurs, blancs et musclés, ont été « corrects », dit-elle. Ils l'ont fait asseoir dans un fauteuil après que l'employée de maison leur eut ouvert la porte. Elle a dû remettre l'argent liquide qu'elle avait dans un tiroir fermé à clé et ses bijoux. « Des professionnels », dit-elle, presque avec admiration.

BALLES PERDUES

Dans le nord de la ville, où se trouvent les quartiers les plus pauvres et la plupart des favelas, la hantise en matière de sécurité est différente. Les vols sous la menace d'armes à feu dans les autobus qui en quelque sorte, le revolver du viennent ou partent de la banlieue « bandit » qu'il a abattu. Policiers sont légion. Pratiquement, aucune et « bandits » sont donc souvent enquête n'aboutit jamais. C'est le armés de façon identique, c'est-àcauchemar des salariés qui vivent loin du centre. Pour un petit fonctionnaire de l'Etat de Rio, un cuisinier de restaurant, une employée de maison, un veilleur de nuit ou domicile ou dans les voitures des un coursier, se faire dépouiller de uns et des autres. Il ne faut pas son salaire, le soir de la paye, est un risque banal, mais qui peut sion. tourner à la tragédie. Les bandes qui opèrent dans les autobus n'hé- spécialiste de la répression du

sitent pas à tirer d'embiée à la tête des passagers récalcitrants. Un habitant de Rio sur dix possède une Helio Luz, chef de la police civile, arme à feu, sans que lui vienne l'idée, étrangère à la sensibilité carioca, de solliciter l'obtention d'un permis de port d'arme en bonne et

L'insécurité, qui est, selon tous

due forme...

les sondages, la préoccupation majeure des Carlocas, toutes catégories sociales confondues, avant le chômage ou le sida, est multiforme. On peut se faire tuer d'une balle perdue, lors d'un échange de tirs entre trafiquants de drogue et policiers, aussi bien dans les favelas (bidonvilles) de la zone nord que dans les « condominiums fermés » (ensembles d'habitations de luxe entourés de grillages) de Barra de Tituca, Dans les premières, ce sont les trafiquants et leurs gardes du corps qui font régner l'ordre; dans les seconds, policiers, militaires et vigiles privés se partagent cette tâche. Les policiers tuent désormais chaque année, selon les statistiques officielles de la police elle-même, davantage de citoyens de l'Etat de Rio que les malfaiteurs. Le général Nilton Cerqueira, qui a la haute main sur la police civile et militaire de Rio, a récemment justifié ce déséquilibre, choquant pour les New-Yorkais de passage, en mettant en avant la puissance de feu de la pègre locale : celle-ci est mieux armée et plus nombreuse que la police, avec ses centaines de gangs regroupant envi-

ron 50 000 membres. Dans la police militaire, les salaires sont bas, la formation sommaire, l'équipement rudimentaire. La tradition veut qu'un policier ait le droit de saisir, comme trophée dire très hétéroclite. Revolvers beiges ou tchèques, armes semiautomatiques, mitraillettes legères israéliennes : on trouve de tout au s'étonner qu'il y ait parfois confu-

Le général Cerqueira, un ancien

temps de la dictature militaire (1964-1985), fait bon ménage avec un ancien gauchiste, qui, avec sa barbe et ses longs cheveux roux, a gardé des allures d'éternel étudiant. Ils disent ne jamais parler politique ensemble. Ils se respectent et, apparemment, travaillent de concert. Une situation légèrement surréaliste, à l'image de la ville elle-même. Helio Luz a d'ailleurs récemment joué son propre rôle dans une novelo (un feuilleton télévisé) diffusée à une heure de grande écoute dans tout le Brésil. Il lancait un appel aux enfants et adolescents recherchés par leurs families afin qu'ils entrent en contact avec elles. Le résultat a été spectaculaire. Des enfants disparus parfois depuis plusieurs années ont soudain réapparu.

LES MAÎMES DES DIDONVILLES A Rio, on relève en moyenne,

chaque jour, environ vingt personnes tuées par balles ou à l'arme blanche, avec des pointes pendant le carnaval et pendant le weekend. Les raids de l'armée (fédérale) dans les favelas n'ont pas donné les résultats escomptés. Les trafiquants de drogue, véritables maîtres des bidonvilles, se sont repliés sur d'autres bases, ou reconvertis dans des activités telles que les attaques de banques ou les enlèvements d'enfants de la grande bourgeoisie, avec demande de très fortes rançons.

Les habitants de Rio préfèrent rire de ces horreurs qu'en pleurer. L'esprit de la ville est ainsi. Les démêlés entre le gouverneur de l'Etat - qui a la responsabilité principale en matière de sécurité - et le maire de Rio sont l'objet de mille plaisanteries. Le premier a reconnu luimême, il y a des années, avoir un sérieux problème avec l'alcool. Le second se prend parfois pour le Christ, dont la statue monumentale domine la ville. La violence urbaine n'a pas vraiment entamé la joie de vivre, l'insouciance légère, le refus de se préoccuper du lendemain et... la malice, qui sont les traits dominants des Cariocas.

Dominique Dhombres

La cité échappe de plus en plus aux architectes

En cette fin de siècle, après des rêves où se mêlaient simplisme, mégalomanie et utopies préécologiques, la vision urbaine apparaît brouillée. Mais la ville représente toujours un immense espoir

DEPUIS qu'ils sont sédentaires, les hommes ont rêvé de villes idéales », microcosmes d'une société parfaite. Platon avait même avancé le nombre des habitants nécessaires pour peupler la cité qu'il méditait : 5 040 citoyens. Les prévisions du philosophe furent vite caduques : Rome et Alexandrie dépassèrent ou approchèrent le million d'habitants. Par la suite, les philosophes-urbanistes ou les architectes-philosophes ne manquèrent pas de soumettre à un prince de leur choix des épures de villes-modèles, cadres achevés pour des systèmes de gouvernement exemplaires.

La plupart des villes, en dépit des structures géométriques dessinées par des arpenteurs grecs, romains ou chinois, continuèrent à pousser spontanément en anneaux concentriques jusqu'à la fin du XIX siècle. Le Paris du baron Haussmann n'a pas échappé à la règle malgré l'autoritarisme du préfet de Napoléon III. Depuis le début du XX siècle, elles ont tendance à se développer le long des grands axes de circulation. Aujourd'hui, ces maillages urbains. qui peuvent couvrir des dizatnes, voire des centaines de kilomètres. sont visibles sur tous les conti-

A la démesure urbaine muitipliée par la succession des vagues industrielles, des réponses radicales sont données des le début de notre siècle. Elles doivent permettre de concilier technologie moderne et justice sociale. Ces programmes impliquent l'abandon ou la destruction des centres anciens. Dès 1903, Ebenezer Howard met en application, à Lechtworth, en Grande-Bretagne, son concept de cité-jardin. L'architecte américain Frank Lloyd Wright, persuadé que la grande ville est aussi désuète que la volture à cheval, propose, vers 1930, une décentralisation absolue: des milliers de logements et des unités de production seront dispersés dans la camnagne, un réseau de voies rapides les reliant entre elles.

En Europe, après la première guerre mondiale, un puissant mouvement intellectuel réclame à son tour une réforme drastique de la ville. Les organisateurs du Bauhaus, les inventeurs du Stjil, les signataires de la chartes d'Athènes ou les adhérents des congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM) révent de cités plantées sur des espaces verts, inondées de soleil, sillonnées de voies de circulation pour drainer harmonieusement la population qui évolue entre les différents quartiers définis par leurs activités (habitat, travall. loisir). Les idées développées par ces

théoriciens sont d'abord des thérapies sociales. La ville - on en a pris conscience dès le XIX siècle - est un corps malade qui engendre tuberculose et perversions mentales, Les anciens centres-villes puent, même équipés du tout-à-l'égout. Les rues, ces « corridors », selon Le Corbusier, sont des réceptacles à microbes, des sentines du vice. L'avenir de l'humanité est donc lié à la construction de nouveaux espaces urbains libérés d'une tradition dépassée. Ces pensées reflètent la nouvelle organisation rationnelle du travail industriel, le formalisme proné dans l'URSS des années 20 comme dans l'Allemagne de Weimar et une esthétique reflétée par les romans de Paul Morand ou de Valéry Larbaud. Une génération toute à l'ivresse d'une modernité, dont les signes les plus luxueusement visibles sont l'organisation des grands hôtels, le minimalisme des cabines de paquebot, l'agencement des wagons-lits, la rapidité des avions, la liberté donnée par l'au-

Le développement des techniques de construction - l'apparition du béton les immembles de grande hauteur, l'ascenseur semble autoriser toutes les audaces. Perret propose une villepont dont les gratte-ciel seraient les piliers d'un immense viaduc. L'idée est reprise par Le Corbusier pour Alger et pour Rio. ici une immense autoroute-bâtiment épouse la forme du paysage, le toit formant voie de ciculation. Ces utopies colossales, qui auraient pu rester dans les cartons, perdurent après la seconde guerre mondiale. La croissance économique semble Ulimitée : les possibilités humaines également. Le Japonais Kenzo

niers avatars d'une pensée rationaliste adoucie, mais dont il faut aussi rattraper les erreurs. Les recettes proposées par les créateurs du mouvement moderne en architecture sont-elles caduques? Ontelles été appliquées par des élèves indignes? Le débat n'est pas sans intérêt, mais les résultats sont là; au pire, bidonvilles, misère et promiscuité; au mieux, cités-dortoirs et déserts de béton. Partout, les grandes villes sont menacées. Le rigantisme est une faiblesse sup-

Or certaines villes sont saisies de flèvre. La population de Mexico connaît un développement spectaculaire entre 1960 et 1990. Lagos au

« Nous sommes nés dans des villes. Nous avons grandi dans des villes. C'est dans des villes que nous respirons. Il n'y a rien d'inhumain dans une ville, sinon notre propre humanité »

Tange imagine d'immenses villes lacustres; Nicolas Schöffer des villes cybernétiques ; André Biro et Jean-Jacques Fernier des villes en X; Walter Jonas des villes entonnoirs. Sans parier du Turbosite de Claude Parent et de la ville cosmique de iannis Xenakis. Quelques fragments de ces reves, où se mèlent simplisme, mégalomanie et utoples préécologiques, voient le jour à Corviaie, près de Rome, ou à Arcosanti, aux Etats-Unis. Ces bloc colossaux, inachevés, semblent témoigner d'un de ces « désastres obscurs » dont parle

A la fin des « Trente Glorieuses », des approches plus réalistes sont mises en application. Les villes nouvelles sont les der-

Nigeria. Sao Paulo au Brésil explosent, sans plans ni règles. Au Japon, Tokyo et Osaka se sont soudées inextricablement par un étroit réseau de communication, dont on sait, depuis le tremblement de terre de Kobé, la grande fragilité. Dans les pays en voie de développement, le flot des constructions aux improbables matériaux s'étend chaque année davantage. On tente parfois de prééquiper sommairement les futurs bidonvilles, comme à Bogota, en Colombie. Mais les infrastructures s'essouffient à suivre cette marée proliférante. Au Caire, le centre s'effondre sur luimême, tandis que la périphérie s'émiette sans parvenir à se forger une âme. Les tentatives de créer ex nihilo des villes radieuses selon les principes corbuséens (Brasilia au Brésil) se sont révélées, en fin de compte, des échecs.

Le Corbusier réclamait, en 1925, que l'industrie s'empare du bâtiment. C'est chose faite depuis au moins un demi-siècle. L'idée, nécessaire en soi, aurait dû s'accompagner d'un renouvellement profond des métiers d'urbaniste et d'architecte. Résultat ? Les architectes out été mis, peu ou prou sor la touche. La ville leur échappe de plus en plus : les meilleurs d'entre eux se contentent de réaliser quelques beaux bâtiments singuliers. Les effets pervers de cette industrialisation sont nombreux. La cornuption n'en est pas le moindre. D'abord, parce qu'elle paupérise de façon insidieuse et dramatique ce qui aurait vocation à durer.

Aussi, en cette fin de siècle, la vision urbaine est-elle particulière-ment brouillée. Le théologien Harvey Cox, auteur de La Cité séculière, prend la défense de la ville. Pour lui, l'urbanisation est l'éthique de notre temps: «La culture technopolitaine est celle de l'aventr. » L'Américaine Jane Jacobs prône un retour aux recettes éprouvées de l'urbanisme avec une apologie de la rue. Le sociologue Henri Lefebvre proclame que notre société n'est pas une société urbaine « en dissolution », mais une société urbaine « en formation ». Si la pression démographique fait exoser la ville ancienne, indique-til, c'est qu'il s'agit d'une ville prêndustrielle, archaique. Une révolution mondiale doit marquer la réforme de l'urbain. En revanche. cette renaissance ne peut se passer de centres, « théâtre spontané », lieu d'échanges, de rencontres, de fêtes : « La société risque de se décomposer s'il hul manque la ville et la centralité.»

A l'heure d'Internet, la ville at-elle encore un intérêt ? Déjà, Lewis Mumford, il y a phis de vingt

moderne: «La raison d'être de la grande cité disparaît au moment où elle prend la forme d'une vaste et illimitée conurbation. » Cette mort annoncée était déjà justifiée par le développement des réseaux de communication. Pourmoi s'entasser dans des venelles malodorantes ou des blocs sans âme quand on peut travailler, savoir et se distraine à distance? «L'électricité décentralise », constatait Marshall Mc Luhan à la même époque. La ville, qui était le lieu de la civilisation par excellence, l'endroit où l'on trouvait sécurité, bien-être. culture. Ifberté, est aujourd'hul cernée par une périphérie glauque et incertaine. On assiste un peu partout en Occident à la montée d'une population de « rurbairs ». ces citoyens qui vivent à la campagne et travaillent en ville. Dans les pays en développement, en revanche, l'agglutination continue, même si l'on assiste, ici ou là, à un

ans, sumommait Nécropolis la cité

modique reflux. Pourquot alors, sans phrases et sans théories, des populations chaque année plus nombreuses s'entassent-elles dans les mégapoles d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine? C'est que la ville y représente, en dépit de tout, un immense espoir : l'espérance d'une vie meilleure, d'un espace de liberté, d'un futur libéré des pesanteurs de la société traditionnelle. L'image de ce qu'elle a toujours symbolisé pour l'humanité y reste intacte. «La ville est là, écrivait Georges Perec dans Espèce d'espace. Elle est notre espace et nous n'en avons pas d'autres. Nous sommes nés dans des villes. Nous avons grandi dans des villes. C'est dans des villes que nous respirons. Il n'y a rien d'inhumain dans une ville sinon notre propre humanité. »

> Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

PSA dote Peug

The first the second of the Transport

医格尔氏管硬铁铁 阿伯伯氏病

institute data displaying

A STANDARD STANDERS

promise and make a few

 $\pi(2^{-1}\delta) + x = (2^{n}) \delta \log (2 \log (q_{k} r)) \delta q_{k}$

The state of the property of the second

la compagnie

KLM affiche

· 100年了多次大小山田町

THE RESERVE THE PERSON NAMED IN

The entract of the table of

The state of the s

office of the property of

The state of the state of

and the second second second

A Transmission (A de

The second of the second

and the second of the second of the second

State Francis

Esta Constitution of the C

1 3 24

I. Sugar

13.70

Edward Commence

Serent

Mary Commence

4

Selection .

Sec. 25.

The Marie

The state of the s

Service Control of the Control of th

The state of the s

1100

 $A_{i} \underline{a}_{i} \underline{a}_{i} \underline{a}_{i+1}$

The or Party

gidania Beghin-Say et restitue des c

New York, en panne d'inspiration, a pris un coup de vieux

NEW YORK

de notre envoyé spécial On faisait de Paris la capitale du XIX siècle; on a fait de New York celle du XX. Cela tenait entre autres aux arts, la première produisant les impressionnistes que la seconde allait collectionner, son lour de gloire venu. Cela tient surtout aux dimensions architecturales des deux cités. L'une et l'autre étant fondées sur un volontarisme urbain qu'aucune autre ville de cette ampleur n'a jusqu'à présent approché. Paris, après des hauts et des bas, s'est retranché, frileusement, derrière son périphé-

rique. New York aura, elle aussi, comu depuis près d'un siècle des épisodes semblables, peu perceptibles du public, tant la fascination qu'elle exerce est restée forte sur

tout visiteur. New York traverse plutôt, ces temps-ci, une crise architecturale singulière justifiant, par ellemême, une solide conférence sur les problèmes urbains des mégapoles, sur la schizophrénie nonchalante d'une ville qui continue d'aligner la splendeur imperturbable de la skyline, mals qui, vue de prés, si l'on peut dire, n'a plus guère produit de monuments de-

A dire vrai, New York a pris un coup de vieux. A peu près ruinée, la ville n'entretient ses avenues et ses rues, même les plus somptueuses, que lorsque les nids de poule se crevassent jusqu'à atteindre d'imprévisibles sous-sols. Telle n'était pas la situation au milieu des années 80, même si le catastrophisme de New York procurait un délicieux frisson aux touristes de passage. On continualt alors à construire gaillardement des ensembles ou des tours de bureau toujours plus spectaculaires, comme le bâtiment de Philipp

(1984), ou comme le plus récent gratte-ciel de Johnson, déjà surnommé « lipstick » (« bâton de rouge à lèvres ») parce qu'il en épouse effectivement les formes.

LE RÈGNE DU N'IMPORTE QUOI

Avec le premier édifice, on entrait dans l'ère du postmodernisme, un type de décoration familier d'une vieille inventivité new-yorkaise. Avec le second, on est entré dans le règne du n'importe quoi, un n'importe quoi auquel se sont pliés gentiment les plus grandes firmes d'architecture.

journée grâce au téléphone mo-bile, et même la nuit avec le cour-

melleur comme le pire. Il y aura bien eu quelques tentatives d'architectures plus pures au cours des dix ou douze dernières années, telle la tour construite par Cesar Pelli à côté du Musée d'art moderne (MoMA); ou encore, bien que ce projet ait été vivement controversé, l'extension du Musée Guggenbeim, qui a finalement donné une nouvelle respiration au seul chef-d'œuvre new-yorkais de

Frank Lloyd Wright. Wright détestait New York, et une des manières de détester New York a toujours été de projeter des plans circulaires sur l'impeccable quadrillage décidé en 1811, renforcé par la loi de 1916. Le Corbusier aussi détestait New York, tout en constatant que cette « catastrophe » urbaine était véritablement fécrique, ainsi que le rappelle Hubert Damisch dans Skyline, la ville narcisse (Seuil). Mais, derrière ses allures de liberté, et malgré quelques œuvres étranges, pour ainsi dire étrangères, New York est une ville de tradition, qu'il s'agisse de ses quartiers huppés ou des condominiums de ses zones les plus sinistrées. C'est peut-être ce que l'architecte néerlandais Rem Kooi-

haas, cité par le même Damisch, appelle le « manhattanisme ». New York, réduite à son le principale, est une capitale de l'architecture davantage portée sur le vertige que sur le détail. L'immensité de Manhattan nous conduit plutôt vers des falaises, des borizons sans fin, des perspectives en chute libre qui rendent dérisoires les inégalités de la chaussée dans la ville. Et qui rendent également dé-risoires, puisque la ville ne cesse de se construire sur la ville, les soucis patrimoniaux qui agitent une cité comme Paris. Certains des plus spectaculaires édifices ont pu disparaître sans susciter le moindre émoi. D'autres ne sont parfois sauvés que par leur rachat in extremis par une firme capable d'en assurer la maintenance. Ainsi en est-il du Rockefeller Center, qui, voici deux ans, fut à deux doigts de dis-

Selon ce principe d'indifférence. qui laisserait au foncier toute la maîtrise de la cité, New York ne se Michel Alberganti reconnaîtrait pas de monument,

Johnson et John Burgee pour ATT toutes capables de produire le en tout cas pas de monument durable. La réalité est beureusement plus complexe, sans quoi la métropole du Nord-Est n'aurait cessé de s'effacer au profit d'une architecture exclusivement tape-à-l'œll. C'est que, au-deià des grands hodzons, New York finit par révéler des attachements architecturaux difficilement appréciables, peutêtre, par un voyageur du Vieux Continent. Ce qui est ancien ici n'a guère plus d'un siècle, y compris ies somptueux bâtiments beauxarts (gares, musées, bains publics) repris des modèles européens. mais édifiés au début du XX siècle alors que se lançaient déjà tous les

défis technologiques.

UM PASSE MECENT Si Times Square a été progressivement écarté de la scène architecturale par des mutilations indécentes, dont la demière est l'Hôtellé Mariott, construit en 1985 par John Potman, à l'inverse, le « Flat Iron » (« fer à repasser »), à la hauteur de la 23° Rue sur la même Broadway, semble désormais autant protégé par sa singulière étroitesse architecturale que par l'inconfort de son

Tout ce passé récent forme, en vérité, le présent visible de New York. Malgré la reprise éconoconstructiviste » auxquels ils se ré-

Rien de tout cela à New York. L'originalité des architectes a changé de dimension pour se réfugier dans la décoration des restaurants branchés, des boutiques de mode, décors plus fragiles encore que la « grande architecture » des gratte-ciel. Mais sans doute sommes-nous dans une fenêtre silencieuse de la construction . Et le 🌓 XXI siècle, s'il ne trouve pas de meilleure capitale à Shanghai, Singapour ou Berlin, retrouvera ici ses

La communication électronique engendre une ville-monde virtuelle

L'ÉCHANGE de messages électroniques entre Paris et Tokyo est aujourd'hul aussi instantagé qu'entre Melbourne et Los Angeles. Grace à l'interconnection de tous les réseaux de télécommunication du monde, la transmission de textes ou d'images entre deux correspondants s'affranchit à la fois du temps et de l'espace. Ainsi, un nombre croissant des habitants des mégapoles vivent-ils égale- § ment dans ce que Paul Virilio nomme une « hyperville » dans 🔮 son dernier ouvrage, Cybermonde, la politique du pire (Textuel, 1996). Pour lui, certaines cités comme Singapour deviennent des villesmondes se comportant comme des centres de la planète.

Parallèlement, il note que « se met en place un hypercentre, une métacité, une ville virtuelle qui n'existe que par l'urbanisation des télécommunications et aui est en gestation dans les autoroutes électroniques ». Les villes-mondes deviennent donc les quartiers ou les banlieues de la ville virtuelle. Paul Virilio, urbaniste dans l'âme, s'inquiète de la disparition du territoire physique de la cité. « La ville réelle est pour moi le lieu du corps social », déclare-t-il. Que va-t-il se passer dans le «cyberpole»

qu'Internet est en train de créer ? Pletre Lévy, philosophe, enseignant à l'université Paris-VIII, tient un discours nettement moins centres d'intérêt. Parallèlement à critique. « Le cyberspace invente un cet immense espace virtuel mode de communication non plus commun, les outils de communi-



de un vers tous, comme avec les médias (presse, radio, telévision), ni de un vers un, comme avec le télé-

phone, mais de tous vers tous », explique-t-il dans Qu'est-ce que le virtuel ? (La Découverte, 1995).

Il s'agit là d'un paradoxe des nouveaux moyens de communication. La « toile » (world wide web) est fréquentée par quelque 40 millions d'utilisateurs d'Internet, tandis que les forums de discussion (newsgroups) rassemblent des internautes partageant les mêmes

cation se personnalisent. L'ordinateur comme le téléphone sont des objets de moins en moins collectifs et de plus en plus individuels. La transmission sans fil renforce cette personnalisation. Effe rend à l'homme communicant ses facultés de mobilité. Le radiotéléphone et le radio-ordinateur accompagnent ainsi les citadins dans chacun de leurs déplacements. Aux craintes de Paul Virilio, qui estime que la réalité virtuelle « nie le "ici" au profit du "maintenant" », Pierre Lévy répond que « les études montrent que plus on communique, plus on se déplace ». De fait, la possibilité de joindre

quelqu'un à tout moment de la

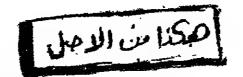
rier électronique, muliplie le nombre de contacts susceptibles d'être prolongés par une rencontre réelle. L'emballement relationnel qui en résulte justifie sans doute le recours aux téléconférences pour limiter les déplacements physiques au niveau du supportable, voire du possible. D'ailleurs, la personnalisation des moyens de communication n'oublie pas les transports. Les

systèmes d'aide à la navigation automobile se susbtituent à la signalisation collective. Les indications routières des grandes villes restent incapables d'indiquer à chaque individu la route à suivre. Là encore, la communication par radio des informations de trafic associée à l'informatique embarquée dans les automobiles permet des déplacements de plus en plus rapides, même dans une méga-

L'augmentation du potentiel d'échange d'informations des habitants des grandes villes densifie l'activité et accélère le rythme de vie. Mais elle ouvre également la porte au télétravail. Le centre des mégapoles américaines et européennes se désertifie déjà au profit des banlieues. Il n'est pas impossible que la ville virtuelle mondiale soit peuplée par bon nombre de provinciaux.

The second secon

mique, on n'a pas encore vu poindre de nouveaux projets triomphalistes on plus ambitieux architecturalement. Ces projets existent bien dans les cités américaines de l'Ouest, du Sud ou même du Middle Ouest. Ce qui fait leur charme, un charme passablement agressif, c'est la tendance « dé-



Eridania Béghin-Say rachète le sucre de Paribas et restitue des quotas de production

Cette transaction permet de restructurer la filière française

filiale de Paribas, pour lui racheter la Compagnie

chaine récolte, EBS rétrocèdera à ses concurrents,

Eridania Béghin-Say (EBS) a signé mardi 4 juin un accord avec la Compagnie de navigation mixte, pour 2,85 milliards de frança. A l'issue de la proétrangers de prendre pied sur le territoire.

ERIDANIA BÉGHIN-SAY, prêmier producteur français de sucre, a signé mardi 4 juin dans la soirée un accord avec la Compagnie de navigation mixte, filiale du groupe Paribas, pour racheter la Compagnie française de sucretie (CFS). Le contrat définitif sera signé dans les semaines qui viennent.

ian himme

Valorisé 3,1 milliards de francs au début de l'année par le cabinet d'analyse indépendant Détroyat, le troisième groupe sucrier fran-çais sera vendu pour 2,85 milliards de francs. Ce priz inférieur aux prévisions est dû notamment au dividende de 250 millions de francs qu'a versé la CFS, au titre de l'exercice clos le 30 septembre 1995, et au niveau élevé de la dette de la société, de l'ordre de 500 milllons de francs en milieu d'année lorsque les betteraviers ont été pavés et que le stock de sucre n'est pas encore totalement ven-

La Compagnie de navigation mixte réalise une coquette plusvalue, puisque la CFS est inscrite dans ses comptes à une valeur comptable de 287 millions de francs seulement. Pour Paribas, la manœuvre hit permet de récupérer une partie de sa mise, sa prise de contrôle de la Compagnie de navigation mixte lui ayant coûté un total de 12 milliards de francs. Depuis des années, le petit bijou

qu'est la CFS suscite la convoitise des sucriers français. Cette entreprise, qui emploie 850 salariés, réalise un résultat net de l'ordre de 200 millions de francs pour un chiffre d'affaire de 2,2 milliards, Elle possède cinq usines et deux distilleries auxquelles sont attachés 12 % des quotas de production de betterave en France. Dans un marché français parvenu à ma-turité, où la production est strictement contingentée, le seul moyen de croître pour les industriels est de racheter des usines et des quo-

La reprise par Eridania Béghin-Say est sans surprise. La filiale du groupe Ferruzzi-Montedison disposait d'un droit de préemption en cas de cession de la société par la Compagnie de navigation mix-te. De plus, le groupe commercialisait déjà 50 % environ de la production de la CFS, qui ne dispose pas de force de vente propre.

Eridania Béghin-Say ne conservera toutefois pas l'intégralité de la CPS et cette reprise sera, comme prévu, l'occasion de restructurer l'ensemble de la filière française (Le Monde du 22 mars). L'idée d'une vente par appartements de la CFS avait été un temps envisagée, mais en raison de ses coûts fiscaux et juridiques, un telle opération a finalement été repoussée. Le démantèlement de la CFS aura lieu après le rachat par Eridania Béghin-Say. Cette derniète ne conservera que les usines de Vauciennes (Oise) et Villenoy (Seine et Marne). A l'issue de la récolte de l'automne, elle restituera 52 % des quotas et actifs de la CFS à ses concurrents français. La Générale Sucrière, filiale du groupe Saint Louis et deuxième producteur français avec 20 % du marché, va récupérer environ 18 % des quotas ainsi que l'usine de production de Marie-sur-Serre, La coopérative Sucrerie Distillerie de l'Aisne héritera de l'usine de Bucyle-Long (Aisne) tandis que la coopérative de Bazincourt et la quasi totalité des adhérents de Sucre Union, devraient se partager les quotas restant et l'usine de Braysur-Seine (Seine et Marne).

GAINS DE PRODUCTIVITÉ

Les coopératives tirent blen leur épingle du jeu, grâce au ministère de l'Agriculture, qui a cherché à privilégier une solution française qui ne se fasse pas au détriment du monde agricole. L'essentiel pour le gouvernement a été préservé : les éventuels candidats étrangers à la reprise, comme le premier sucrier allemand Südzucker ou le groupe britannique Tate and Lyle ont été maintenu à l'écart du territoire. L'« union sacrée » des producteurs français leur a

éviter de faire monter les enchères à des prix trop élevés. Dans une relative mesure, le perdant de l'affaire est le groupe Saint Louis, qui voit son concurrent de toujours accentuer son avance avec 36 % du marché français. Saint Louis limite cependant les dégats, puisqu'il a craint un moment que Eridania Béghin-Say allait rafler toute la mise grâce à son droit de préemption. En mal d'investissement, Saint Louis, contrôlée par les familles Agnelli et Worms, ne trouve pas là de quoi placer son trésor de guerre. Le groupe avait fait part dans le passé de son intention de racheter à Ferruzzi-Montedison le groupe Eridania Béghin-Say, mais en vain. Daniel Melin, le nouveau président de Saint Louis, regarde donc actuellement vers l'Espagne dont la filière sucrière doit être rationalisée.

La réorganisation française va permettre aux sucriers d'optimiser leur outil de production en fermant des usines pour faire des gains de productivité dans une industrie très capitalistique. Cette opération suscite l'inquiétude des syndicats qui voient dans cette opération une menace pour l'emploi dans une industrie qui a, selon la CFDT, perdu la moitié de ses effectifs en dix ans.

Arnaud Leparmentler

Renault son contentieux au Portugal

RENAULT ne produira plus de voltures au Portugal. Le conflit qui ment portugais a trouvé une issue mardi 4 juin : le ministre portugais de l'économie, Augusto Mateus, et le PDG de Renault, Louis Schweitzer, ont signé à Lisbonne un protocole d'accord.

Le contentieux remonte à 1980, quand l'ex-Régie décide de s'implanter au Portugal, en pleine croissance mais qui n'appartient alors pas à l'Union européenne. Le constructeur reçoit, entre 1980 et 1988, une aide gouvernementale de 800 millions de francs pour y construire trois sites (usine de production, usine de mécanique et fonderie). Lisbonne prend par allieurs une participation dans les différentes filiales de Renault au Portugal. Depuis, la donnée a changé : le Portugal a intégré l'Union européenne, s'ouvrant de facto aux constructeurs du Vieux continent, et connaît des difficultés. En 1993, le marché automobile a reculé de 12 %, en 1994 de 3,5 %, et en 1995 de 13,7 % et les coûts de transports des voitures vers d'autres pays européens se révèlent très élevés.

Renault envisageait dès lors de fermer son usine de Setubal (Sud de Lisbonne). La production y est passée de 240 Clio par jour en 1993 à 110 actuellement. Le gouvernement portugais avait déposé, en octobre 1995, une plainte devant le tribunal international de commerce de Genève. réclamant une indemnisation de 1,7 milliard de francs (53 milliards d'Escudos) à Renault pour rupture de contrat. Lisbonne va retirer sa plainte à la suite de l'accord signé

Renault Portugal s'est engagé à céder, à une société de capitaux publics portugais, le site de Setubal pour un montant de 35 millions de francs. Les 600 personnes qui y travaillent continueront à produire pour le compte de Renault la Clio jusqu'au 31 juillet 1998. Le gouvernement portugais cherche des repreneurs pour les locaux de Setubal. L'américain Chrysler et le sud-coréen Hyundai seraient intéressés. Renault rachètera, pour 356 millions de francs, les parts que l'Etat portugais détient dans ses filiales au Por-

PSA dote Peugeot et Citroën d'une nouvelle fourgonnette

De notre envoyée spéciale

PSA Peugeot-Citroën a renouvelé l'ensemble de sa gamme de véhicules utilitaires légers. Le groupe a apporté sa demière touche à la constitution d'un éventail complet de ce type de produits : après avoir renouvelé la haute (Jumper et Boxer) et la moyenne (Jumpy et Expert) gammes, il a doté ses deux marques d'une même fourgonnette, baptisée Part-

ner pour Peugeot et Berlingo pour Citroen. Développé pour 2,6 milliards de francs par Cinouveau véhicule, qui est produit à Vigo, dans l'usine espagnole de la marque aux chevrons, sera commercialisé en France en juillet, en Espagne en septembre et dans l'ensemble de l'Europe avant la

«Notre objectif est de vendre au moins 100 000 Partner et Berlingo sur le marché européen, et d'y avoir une part de marché de 30 % », a annoncé, le 4 juin, Jacques Calvet, président du directoire du groupe. PSA affiche actuellement une pénétration de 25 % sur un marché de 307 000 unités.

Ce nouveau produit ne constitue pas le même enjeu pour les deux marques du groupe. Pour Peugeot, Il s'agit d'un véhicule de conquête : la marque au lion est quasiment absente du segment de la fourgonnette. Ce sont 40 000 nouvelles ventes que le

constructeur espère réaliser avec Partner. Pour Citroën, en revanche, si Berlingo est aussi un produit de conquête des marchés italien et allemand, et anglais dans une moindre mesure, ce nouveau véhicule est d'abord un produit de fidélisation : la marque aux chevrons veut s'assurer l'actuelle clientèle de la fourgonnette C15, qui s'est vendue à 70 000 unités en 1995 et à 1 million d'exemplaires depuis dix ans.

LA « MOUVELLE DEUCHE »

simple fourgonnette. Ce modèle est d'ailleurs légèrement plus haut de gamme que la C 15. La marque aux chevrons en a développé une version volture particulière, dont elle se réserve l'exclusivité. Celle que l'on appelle au siège de Neuilly la « Nouvelle Deuche » sera produite à Vigo dès décembre et pourrait être commercialisée dans la foulée. L'actuelle porte à deux battants de Berlingo sera remplacée par un grand coffre et la voiture sera équipée de cinq vraies places. Elle devrait être vendue moins de 80 000 francs et pourrait un jour être produite sur les chaînes argentines et indiennes du groupe. Et constituer l'un des instruments de conquête des marchés émergents par Citroën.

Virginie Malingre

Démission de deux administrateurs de la Snecma

AMAURY HALNA DU FRETAY, patron de l'équipementier aéronautique Labinal, et Antoine Dupont Fauville, président du directoire des éditions Hatier, ont démissionné mardi 4 juin du conseil d'administration de la Snecma, groupe public de moteurs d'avions, pour protester contre les conditions du limogeage du président Bernard Dufour, annoncé le 29 mai au conseil des ministres. Noël Forgeard, patron de Matra-Defense Espace, filiale de Lagardère groupe, également membre du conseil de Snecma, s'est adressé à la chaise vide du représentant du Trésor, Jean-Yves Larrouturou, pour le « remercier » d'avoir procuré aux administrateurs un exposé « clair et concis » des raisons pour lesquelles l'Etat a débarqué M. Dufour.

Au lendemain des révélations, par le Monde du 5 iuin, des pressions exer-cées par l'américain General Electric pour obtenir le limogeage de M. Dufour, le ministre des finances, lean Arthuis, devait recevoir mercredi le patron de GE, John Welsh, en compagnie de Paolo Fresco, vice-président et de Michel Lagorce, directeur-général pour l'Europe. Le conseil d'administration de la Snecma a proposé le nom de Jean-Paul Béchat pour remplacer M. Dufour. Sa nomination devait être enterinée mercredi en

DÉPECHES

■ McDONNELL DOUGLAS: les 6700 employés syndiqués de l'usine de Saint-Louis (Missouri) du constructeur aéronautique McDonnell-Douglas ont entamé une grève le 5 juin à minuit pour protester contre les projets de la société de développer la sous-traitance (Le Monde 12-13 mai). La production des avions de combat F-15 et F/A-18 Super Homet et du Harrier ne devrait pas être affectée pour le moment.

SNCF: la direction de l'entreprise ferroviaire prévoit jeudi 6 juin « quelques perturbations sur le réseau Ile-de-France et les services régionaux de voyageurs », suite aux préavis de grève déposés sur quelques régions. En revanche, le service devrait rester normal sur l'ensemble du réseau grandes lignes le jour de la manifestation nationale des cheminots à Paris à l'appel de la CGT, CFGT, FO et Sud.

■ BOUYGUES : le groupe de BTP, qui a lancé la semaine demière son réseau de téléphonie mobile, a confirmé mardi 4 juin, qu'il était en discussion avec la Stet. Bouygues envisage de créer une alliance dans les télécoms en France avec l'opérateur national italien, ainsi qu'avec le britannique Cable & Wireless et l'allemand Veba, déjà actionnaires de

■ GÉNÉRALE DES EAUX: le groupe français a annoncé mardi 4 juin qu'il ne participerait pas à l'augmentation de capital de l'ordre de 1 milliard de francs, qui être prochainement lancé par Eiffage. La Générale des eaux, qui détient 32,3 % du capital du groupe de BTP, ne cache pas depuis plusieurs mois son intention de vendre cette participation, dès que les cours de Bourse seront venus à niveau satisfaisant.

■ ALCATEL SEL: le groupe aflemand de télécommunications, filiale du français Alcatel Alsthom, a enregistré une hausse de 30 % de son chiffre d'affaires à 750 millions de marks (2,55 milliards francs) au premier trimestre 1996, a indiqué le groupe mardi 4 juin. Les prises de commandes ont progressé de 15 % à près de I milliard de marks. ■ APPLE: le groupe informatique américain a annoncé mardi 4 juin un accord de licence avec Katz Media, filiale du groupe Olympia Finans, pour la conception de produits d'électronique grand public à faible coût et d'utilisation facile, adaptables à un poste de télévision, basés sur sa plateforme Pippin. Pippin, à la fois console de jeux et terminal d'accès à Internet, est jusqu'ici fabriqué sous licence par le groupe Japonals Bandaï. ■ MICROSOFT : le fabricant américain de logiciels a annoncé mardi 4 juin une plateforme spécifiquement conçue pour le développement de services commerciaux sur Internet, nommée Normandy. Le deuxième service en ligne commercial américain, CompuServe, sera le premier client à utiliser cette technologie fonctionnant sous Windows NT, le système d'exploitation pour gros ordinateurs de Microsoft.

MYRYS: le directeur général de Myrys et le président du tribunal de commerce de Limoux qui étalent retenus par les salariés depuis le 3 juin en milieu de journée ont été libérés le 4 juin vers 12 beures. Les salariés out obtenu que l'entreprise prenne des engagements pour assurer la collection d'hiver. Par ailleurs un plan de reprise de l'entreprise devait être présenté au tribunal de commerce le 5 luin dans l'après-midi.

■ SCHWEPPES: le groupe de boissons non alcoolisées Schweppes France a confirmé mardi 4 juin son intention de quitter ses sites d'embouteillage de Pantin et Gonesse, en région parisienne, et de transférer en 1997 la production de ces usines sur un nouveau site vraisemblablement à Pariy dans l'Yonne. Schweppes France (Schweppes, Gini, Canada dry. Oasis) réalise un chiffre d'affaires de 1,5 militard de francs.

■ HUTCHINSON : la filiale du groupe Total vient d'acquérir la société Allègre, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'articles de puériculture. Allègre emploie environ 120 personnes et a réalisé en 1995/96 un chiffre d'affaires de 165 millions de francs. Spécialisé dans la transformation des élastomères, Hutchinson a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de près de 9 milliards de francs, avec un effectif de 13 400 sala-

La compagnie aérienne néerlandaise KLM affiche des bénéfices records

AMSTERDAM de notre correspondant

L'exercice 1995/1996 restera-t-il dans les annales de KLM comme celui de bénéfices records ou comme celui de la cristallisation des difficultés? A en croire Pieter Bouw, son président, la période écoulée est avant tout celle où la compagnie néerlandaise a battu ses records et surpris les analystes. Ceux-ci attendaient un bénéfice net en hausse de 10 %. Il aura finalement augmenté de 16 %, pour atteindre 547 millions de florins (1,6 milliard de francs). Cette belle performance semble avant tout à mettre au compte « du résultat des participations de la KLM, qui sont beaucoup plus élevés que l'année précédente », concède M. Bouw.

Le résultat d'exploitation a chuté, de 772 à 453 millions de florins. Le patron de la compagnie avance « des raisons qui ne sont pas des excuses »: le manque à gagner de 150 millions du fait des taux pour une compagnie qui présente ses comptes dans une monnaie forte le florin - et le fait que la KLM a recommencé à cotiser au fonds de pension maison. C'est dans ce contexte que la KLM tente de sortir de ses problèmes américains. Pieter Bouw a clairement reconnu la gravité du conflit qui l'oppose aux autres actionnaires de son allié américain Northwest, qui veulent l'empêcher d'exercer tous les droits que lui confère sa participation de 25 % au capital.

TER EMIBRIX D.OM COMMITT.

La situation est, selon les termes du président de Northwest, schizophrénique. D'une part, la collaboration avec Northwest rapporte quelques 150 millions de dollars (environ 775 millions de francs) par an à KLM. D'autre part, le conflit est sérieux avec ses actionnaires, si sérieux que Pieter Bouw concède: « Nous ne sommes pas certains de poursuivre notre alliance. Nous avons lancé une action en justice. Si le juge américain nous donne tort, toutes les options seront

Un retrait de Northwest aurait beau rapporter autour de 258 millions de florins, il n'en représenterait pas moins un sévère revers pour la KLM. D'autant que la compagnie poursuit sa recherche d'un partenaire en Europe, condition sine qua non pour accroître sa part de marché sur le Vieux Continent de 7 % à l'heure actuelle à plus de 10 %. La rumeur veut que KLM discute avec British Airways, ou avec ibéria, une rumeur que la compagnie refuse de commenter.



Pourquoi Bravo! Parce que c'est la clé des vacances en Espagne. Parce que Bravo! vous donne le service impeccable des vols réguliers Iberia... Avec des offres promotionnelles particulièrement intéressantes : au départ de Paris, Valence 1240 FF*, Bilbao 1390 FF*, Barcelone 1420 FF*, Ibiza 1440 FF*, Madrid 1490 FF*, Malaga ou Seville 1490 FF*, St Jacques de Compostelle 1750 FF*, Las Palmas ou Arrecife 1990 FF*, Tenerife ou Fuerteventura 1990 FF*; au départ de Nice et Marseille, Madrid 1530 FF*, Valence ou Alicante 1750 FF*, Seville ou Malaga 1750 FF*, St Jacques de Compostelle 1750 FF*, Las Palmas ou Tenerife 1990 FF*.

Et un "Bravo! en liberté!" pour les passagers voyageant vers certaines de ces destinations en tarifs familles, groupes, couples, seniors et jeunes.

*Tarifs A/R, excepté du 05/07/96 au 05/08/96. Conditions particulières de vente et de transport. Places en nombre limité dans la classe de réservation prévue à ce tarif. Contactez votre agence de voyages ou IBERIA (tél : (1) 40 47 80 90) ou 3615 Iberia (2,23 F TTC/mn).

■ LE DOLLAR est repassé au-dessus des 109 yens, mercredi 5 juin à Tokyo, où il s'échangeait en fin de séance à 109,02 yens, contre 108,77 mardi à

LA BOURSE DE TOKYO a terminé mercredi 5 juin sur une hausse de 0,11 %, selon l'indice Nikkei, qui a ga-gné 23,31 points, à 21 881,43 points, dans un marché attentiste.

■ WALL STREET est repartie à la hausse mardi, profitant d'une détente du marché obligataire. L'indice Dow Jones a gagné en dôture 41 points (+ 0,73 %), à 5 665,71.

ELE FRANC était pratiquement inchangé mercredi 5 juin, à 3,3857 francs pour un mark, au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3850 francs mardi soir.

■ LES ÉCONOMISTES pronostiquaient que la Banque de France laissera ses taux directeurs inchangés jeudi, lors de-son conseil de la politique monétaire (OPM)

LONDRES

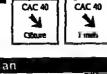
A

FT 100

VEW YORK

7

LES PLACES BOURSIÈRES





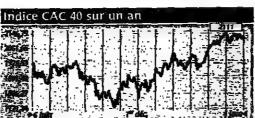


Petite hausse à Paris

LA BOURSE de Paris a entamé la journée du 5 juin sur une petite reprise modeste de l'indice CAC 40. En hausse de 0,05 % à l'ouverture, le CAC 40 gagnait 0,20 % en milieu de journée, à 2 115,27 points. Les transactions étaient faibles. La fermeture de Francfort, jeudi, et l'attente de la publication, vendredi, des chiffres de l'emploi américala en mai ont renforcé la prudence qui prévaut à Paris depuis deux semaines.

Pour les analystes chartistes, l'indice CAC 40 doit dépasser la barre des 2 125 points pour signifier une hausse réelle du marché. Mais il n'y parvient pas depuis plusieurs jours et risque même de revenir à moins de 2 090 points.

Par ailleurs, la SBF (Société des Bourses françaises) a indiqué que l'activité à la Bourse de Paris est restée élevée en mai avec un nombre total de négociations de près de 2 millions, mais la plupart des indices du marché parisien ont baissé sur le mois qui vient de



transactions de 104 744 par séance, l'activité a été équivalente à celle du mois dernier, note

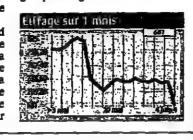
Du côté des indices, le CAC 40 a fléchit de 1,71 %, l'indice SBF-120 a perdu 1% et le SBF-250 a cedé 0,56 %. Seul l'indice Midcac des valeurs moyennes a gagné 1,36 %.

Eiffage, valeur du jour

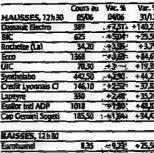
PLUS DE 14 000 titres Elffage ont changé de mains mardi 4 ĵuin à la Bourse de Paris, et la valeur a abandonné 48 francs, soit 6,6 %, à 681 francs. Depuis le début de l'année, l'action a perdu 4,89 %.

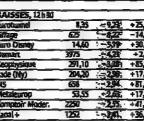
La société procédera au second semestre à une augmentation de capital de 1 milliard de francs. La Générale des eaux, actionnaire d'Eiffage à 32,7 %, ne participera pas à l'opération et souhaite se désengager. L'augmentation de capital sera en revanche sulvie par

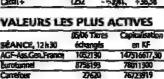
la société financière SAE Fougerolles, une structure où sont assoclés Total, Paribas et les salariés du groupe Eiffage.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

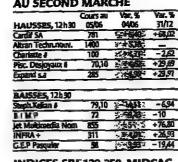








PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ







MILAN

FRANCFORT

7





Reprise à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a légèrement progressé mercredi 5 juin, les investisseurs restant sur leur réserve avant la publication vendredi du Tankan, le rapport trimestriel de la Banque du Japon sur l'état de l'économie. L'indice Nikkei a gagné 23,31 points (0,11 %), 21 881,43 points.

La veille à Wall Street, la grande Bourse de New York a repris le chemin de la hausse, l'indice Dow Jones engrangeant 41 points (0,73 %) pour terminer la séance à 5 665,71 points, à quelques encablures de ses plus hauts niveaux du jour. Cette embellie est notamment due à la bonne tenue du marché des taux d'intérêt à long terme, où l'emprunt de référence à 30 ans s'est détendu, de 7,01 % à 7,00 %. Les investisseurs ont salué les propos de Lawrence Lyndsey, gou-

verneur de la Reserve fédérale: «La croissance va à un rythme modéré et il n'y a en ce moment aucun signe d'inflation. » Us ont aussi été rassurés par la baisse de 0,1 % des commandes à l'industrie en avril, même si le chiffre de mars a été révisé à la hausse. Au mois de mai, les ntes de voitures et d gers ont

INDICES MONDIAUX			
	Cours au 04/06	Cours au 63/06	Var.
Parts CAC 40	2111	2121,10	-0,44
New-York/D) Indus.	3657.36	5624.71	+0,70
Tokvo/Nikkei	21858,10	21588,50	+1,23
Londres/FT100	3755,20	- 3739,20	+0,43
Francioxt/Dax 30	2546,25	2532,83	+0,5
Frankfort/Commer.	895,92	891,25	+0,5
Bruxelles/Bel 20	2063,83	2063,63	
Bruxelles/General	1753,40	1753/40-	pear
Milan/MIB 30	1002	1802	
Amsterdam/Ge, Che	383,10	383.20	- 0,03
Madrid/Ibex 35	361,84	359,57	+0,6
StockholmyAlfarsal	1572,55	wheel .	
Londres FT30	2792,40	2377,40	+0,54
Hong Kong/Hang 5.	11086,90	11059,80	+0,24
Singapour/Strait t	2318,72	EE 56	-0,21

1	цa	Ι, .	162	AED	ıeş
	e	ca	mí	Ons	lég
	ш	ne	har	1388	de

INDICES MONDIAUX			
	Cours au 04/06	COURS AU 63/06	Var.
Parts CAC 40	2111	2121,10	-0,48
New-York/D) Indus.	367.36	5624.71	+0,76
Tokvo/Nikkei	21858,10	21588,50	+1,23
Londres/FT100	3755,20	- 3739,20	+0,43
Francion/Dax 30	2546,25	2532,83	+0,53
Frankfort/Commer.	895,92	391,25	+0,52
Bryxelles/Bel 20	2063,83	2063,83	
Bruxelles/General	1753,40	1753/40-	Page _
Milan/MIB 30	1002	1002	
Amsterdam/Ge, Che	383,10	383.20	- 0,03
Madridibex 35	361,84	359,57	+0,63
Stockholmy/Alfarsal	1572,55	400	
Londres FT30	2792,40	2777.40	+0,54
Hong Kong/Hang 5.	11086,90	11059,80	+0,24
Singapour/Strait t	2316,72	237356	-0,21

andresFT100	ans One 40	4411	MEST IN	
ondres/FT100	New-York/D) Indus.	3667.56	5624,71	+0,7
Pancfort/Dax 30 2546,25 2532,83 + 0,5 Pankfort/Commerc 895,92 , 991,25 + 0,5 Inuxelles/Rel 20 2063,83 2063,83 Pankfork/Commerc 1753,40 P33,10 183,20 - 0,0 White Pankfork 35 361,84 355,57 + 0,6 Bookinghy/Mirral 1572,35 Bookinghy/Mirral 2792,40 2777,40 + 0,5 Bookinghy/Mirral 2792,40 11098,90 + 0,2 Bookinghy/Mirral 2792,40 11098,90 + 0,2 Bookinghy/Mirral 2792,40 11098,90 + 0,2 Bookinghy/Mirral 2792,40 2797,40 + 0,5 Bookinghy/Mirral 27	okvo/Nikkei	21858,10	21588,50	+1,2
rankforr/Commer. 895,92 / 891,25 + 0,3 ruxelles/Bel 20 2063,83 2063,83 inuxelles/General 1753,40 1753,40 inuxelles/General 1753,40 1753,40 inuxelles/General 1753,40 1753,40 inuxelles/General 1752,50 1832,0 -0,0 inuxelles/General 1833,10 1832,0 -0,0 inuxelles/General 1833,10 1832,0 -0,0 inuxelles/General 1833,10 1833,20 -0,0 inuxelles/General 1833,20 1833,20 -0,0 inuxelles/General 1833,20 1	ondres/FT100	3755,20	- 3739,20	+0,4
iruxelles/Bel 20 2063,83 2063,83 iruxelles/General 1753,40 1753,40 1753,40 1853,40 1853,40 1863,10 183,20 183,20 184,40 185,57 185,	rancion/Dax 30	2546,25	2532.83	
Intxelles/General 1753,401753,40 #idixin/Mil8 30 1002 1802 1802 1802 1802 1802 1803,10 183,20 183,20 183,20 183,20 183,77	rankfort/Commer.	895,92	291,25	+0,5
#ikin/MiB 30 1002 1802	Inoxelles/Bel 20	2063,83	2063,63	
wisterdam/C4, Cbs 383,10 383,26 - 0.0 stadind/libex 35 361,84 359,57 + 0.6 stockholm/Milansa 1372,35 - 0.0 dres FT30 2792,40 2777,40 + 0.5 long Kong/Hang S. 11086,90 31059,80 + 0.2 lingapour/Strait 2318,72 2823,56 - 0.2	ruxelles/General	1753,40	1753/40-	ļu.
Addrxdnbex 35 361,84 359,57 +0,6 stockholmly/films 1572,55	dilan/MIB 30	1002	1802	
tockholm/Affersal 1372,53	unsterdam/Ge, Che	383,10	383.20	- 0,0
ondres FT30 2792,40 2777,60 +0,5 long Kong/Hang 5,11086,90 11059,80 +0,2 lingapour/Strait 12318,72 223,56 -0,2	Madridribex 35	361,84	359,57	+0,6
tong Kong/Hang \$ 11086,90 11099,80 +0,2 Ingapour/Strait 1318,72 22356 -0,2	tockholmy/Affarsal	1372,55	1000	
ingapour/Strait 2318,72 229,56 -0,2	ondres FT30	2792,40	2377/40	+0,5
	tong Kong/Hang 5.	11086,90	11059,80	+0,2
Tarana Tarana In-mari	ingapour/Strait t	2316,72	2873.56	-0,2
	74010	7 [-	100	A POPULAR





7 * 7

	EQUAL CUS P.	. 63	99,12
Var.	Gen. Motors Corp.H	56,37	55,50
en 5	Gen. Electric Co	83,75	82,87
-0,48 +0,76	Goodyser Y & Ruitbe	50.07	49,87
+0,76	IBM .	105,87	105,23
+1,23	inti Paper	39,87	39,87
+0,43	.P. Morgan Co	87,75	86,87
+0,53	Mc Don Dougl	51,25	50,37
+0,52	Mireck & Co.Inc.	65,25	64,73
	Minnesota Mrtg.&Mfg	68,87	68,37
<u></u>	Philip Moris	101,37	99,12
	Procter & Gamble C	88,62	87,75
- 0,03	SHEETS PERMITTINGS & CO	51,50	50,37
+0,63	Teaco	84	83
	Union Carb.	43,23	43
+0,54	Utd Technol	109,37	103,57
+0,24	Westingh, Electric	19	18,37
-0.21	Wootworth	21,87	20.75

Coca-Cola Co

NEW YORK FRANCFORT

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

B.A.T. industries	5,22
British Aerospace	8,90
British Airways	5,44
British Gas	7,90
British Petroleum	5,62
British Telecom	3,66
ET.R.	2,76
Cadbury Schweppes	4,58
Estroturine	1,15
Forte	3,70
Glaxo	8,37
	4,33
Grand Metropolitan	
Guinness	4,61
Hanson Pic	1,84
Great Ic	6,81
H.S.B.C.	9,75
Impérial Chemical	8,51
Legal	7,02
Marks and Spencer	4,62
National Westminst	6,28
Peninsular Orienta	4,62 6,28 5,19
Reuters	7,55
Saatchi and Saatch	1,29



Deutsche Bank AC

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30



US/DM

LES MONNAIES

US/¥ 7 7



1 006 lires pour un mark.

son plus hant niveau deputs avril 1994. Les cambistes vont probablement attendre la publication, vendredi,

Le mark poursuit sa progression, cotant en début de matinée 3,3875 francs, contre 3,3850 la veille, alors que la Banque de France a laissé inchangé le taux de l'argent au

jour le jour, à 3,69 %. La lire continuait de s'apprécier, à

des chiffres américains du chômage en mai.

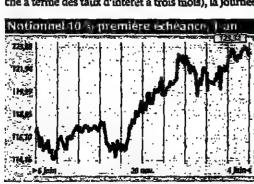


¥

Le Matif stable

LES TAUX

LE CONTRAT notionnel du Matif a ouvert en légère baisse, mercredi 5 juin. Après trente minutes de transactions, il cotait 123,36, en recul de 6 centièmes par rapport à la clôture de la veille. Le taux de l'emprunt d'Etat à 10 ans (OAT) se tendait, à 6,51 %, contre 6,49 % la veille, et restait très proche des 6,50 % de son équivalent allemand. Sur le Pibor (marché à terme des taux d'intérêt à trois mois), la journée



TAUX 04/06	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	indice des prix
France	3,73	. 6,50	7,34	- 2,30
Allemagne	3,25	6,49	7.26	1,70
Grande-Bretagne	5,94	8,07	8,27	2,70
Italie	9,18	9,71	10,02	4,50
Јароп	0,47	3.14	4,75	-0.20
Enric-Ums	5,38	5,87	7,02	2,70

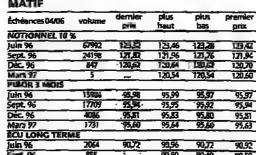
MARCHÉ OBLIGATAIRE

DE PAKIS			
	Taux	Taux	indice
TAUX DE RENDEMENT	au 04/06	au 03/06	(base 100 fin 95)
Fonds d'État 3 à 5 ans	100,95	100,94	
Fonds d'État 5 a 7 ans	101,77	107,55	NC
Fonds d'Etat 7 à 10 ares	101,72	101,69	NC
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	101,82	102,10	
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	100,89	101,28	NC
Obligations françaises	10178	101,57	NC
Fonds d'État à TME	101,41	101,30	lass .
Fonds of Erret à Title	101,22	701,38	MC
Obligat franç à TME	100,96	100,77	NC
mblione Come I work	04 AD	.700 ZE	

débutait sur un statu quo, avec un contrat inchangé à 95.99. Cette stabilité indique que les investisseurs estiment généralement que le Conseil de la polique monétaire de la Banque de France de modifiera pas ses taux directeurs, jeudi. Ils attendent, pour le même Jour, une adjudication du Trésor portant sur un montant de 17 milliards de francs, et, vendredi, les chiffres

du chômage américain pour le mois de mai.





		2:1			
CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40					
Échéances 04/06	volume	demier prix	plus haut	plus bas	premier
Juin 96	11231	2104	2106	2091	2096
Juillet 96	1739	2901	2101	2092 .	2093,50
Août 96		. 22		Per 1	_
Sept. 96	1460	2115.50	2115.50	2104	2107.50

Une pause pour le dollar

LE DOLLAR consolidait ses positions mercredi 5 juin dès les premiers échanges entre banques, après s'être vivement apprécié la veille. Soutenu par la fermeté du marché obligataire américain, où les taux à 30 ans se sont détendus, de 7,01 % à 7 % mardi, le billet vert cédait quelques fractions, à 1,53 mark, à 5,1875 francs, et repassait sous la barre des 109 yens, à 108,94 yens. A 109,24 yens, la momaie américaine avait atteint mardi



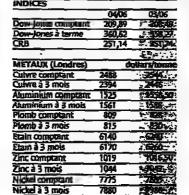
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES DEVISES

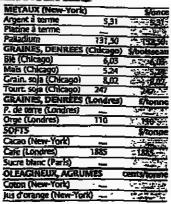
L'OR

	cours 04/06	COUTS (EH/O6
Or fin (k. barre)	64800	64800
Or fin (en linger)	65050	65200
Once d'Or Landres	390,70	389,70
Pièce française(20f)	372	373
Pièce suisse (201)	377	372
Pièce Union Lat(20f)	374	374
Pièce 20 dollars us	2810	2560
ièce 10 dollars us	1330	1330
ièce 50 pesos mesc	2475	2420

LE PEH	KOLE	
En dollars	cours 04/06	cours 03/0
Brent (Londres)		
WTI (New York)		
Crude Oil (New Yo	rk)	

LES MATIÈRES PREMIÈRES





952 S 1 (8.859)

is in ethicles. Notice

CHETANT

 $A(\omega):=\omega^{\frac{1}{2}}$

SECOND MARCHE

مراجية سيه مام D IN 427

SICAV et FCP

FINANCES ET MARCHÉS

• LE MONDE/JEUDI 6 JUIN 1996/ 19

		FINANCESEI	MARCHES	■ LE MONDE/ JEUDI 8 JU	פני / ספפו או
A Section of the sect	REGLEMENT CAC 40 Credit Lyonnais CI Credit Lyonnais CI Credit Lyonnais CI Credit National CS Signaus (CSEF) Damari Liquidation: 21 juin + 0,08 % Dassaut-Aviation	15	506	3C2 + 0,16 51/38*95 Hitzahi* 48,50 48,50 70,30 + 3 55/97*95 Hoechst # 172,70 177,27 485 - 31/87/95 18,41 # 548 550 182 + 1,11 34/87/95 15,41 # 67 67 25 594 - 9,18 12/95/95 10 Volcado # 296,10 29 628 - 1,10 15/05/95 More sushwa # 82,50 88,70 79,55 - 2,03 abc, Donald's # 29,70 27,68 241,60 - 0,52 22/07/95 Merck and Co * 339 339,21 241,60 - 0,08 16/50/92 Merck and Co * 69,70 69,70 69,70	0 - 0.52 328596 + 0.56 102696 5 0.29 254996 5 0.64 317259 5 0.50 577259 0 + 1.16 145655 6 - 0.29 57,0396
10	VALEURS Cours Dermiers Paiement Dec. RM-P.Cal Li s Dec. RM-P	61,80 389 + 7,51 278,695 OLIPAR 120,60 64 266,40 + 0,30 160,695 Paribas 313,10 75 479 + 0,30 060,695 Pechiney III 7 51,50 50,50 - 1,94 Pechiney III 7 44,80 247,50 + 1,10 190,695 Pechiney IIII 10 56 1157 + 0,86 03,000,769 Permod Ricard 336,10 336,10 133 + 0,30 108,795 Permod Ricard 336,10 531 531 + 0,30 108,795 Permod Ricard 326,10 532,60 133 + 0,30 108,795 Permod Ricard 1594 533 136 83,607,955 Pinanti-Prin.Red 1594 530 1368 + 3,63 03,607,955 Pinanti-Prin.Red 1594	100	180 -1,63 18/06/95 Mobal Corporat.# 587 585 258 -0,33 16/06/95 Morgan J.P. # 409,60 457,80 1197 22/07/95 Nestle SA Norm. # 85785 5857 1140 -0.78 27/05/95 Nipp. Ment? arker # 74 Norsk rightar # 225,10 245,11 Petrofinar # 1540 1550 Philips Movris # 514 525 Philips Movris # 179,90 181	- 0,86 258678 - 51/1299 6 - 1,60 167496 0 - 0,40 157496 - 0,64 238786 - 2,35 167486 - 0,61 114496
	Renault (T.P.)	81 625 - 8,22 0280/86 Poliet 557 775/80 379 * 0,90 17/07/95 Primagaz 556 972,50 393,50 * 0,25 31/08/95 Primagaz 556 03 812 * 1,12 12/07/95 Publicis 405 00 6018 * 1,80 04/07/95 Reny Contreas	557	Placer Dome Inc.s 150,50 144 Procter Camble # 457,50 483 Quilmes 258 258 Randfortein # 58,50 37,60 Whome Poul Roper # 338,90 342 Derniers Paiement Royal Duch # 775 763 Cours +- coup. (1) Sequ Enterprises 238,50 241 251,30 -2,03 6605/96 Schlumberger # 435 462,10 Coup 150,500 31,20 31,20 261,30 -2,03 6605/96 Schlumberger # 435 462,10 Coup 150,500 31,20 Coup 150,500	+ 0.51 37 496 - 0.90 25 196 3 + 0.12 225346 + 1.04 31/1299 6 15/17/93 - 0.66 05/17/96
N. N. W.	Ava 293,10 295 0 0,64 0606/36 Filipactis Medias Anime 710 726 + 1,25 Finestei Finestei School 1200/95 Fives-Life School 1200/95 Scho	01 291,10 - 3.28 12/07/93 Saupiquet (Ns) 1550	### ### ### ### ### ### ### ### ### ##	#804.50 * 2.40 31/05/96 SGS Thomson Matro. 219 217.84 222.70 * 0.55 18/05/96 SGEH Transport * 72.30 72.37 239 * 1.74 12/01/96 Seemens * 291.20 291 - 15/12/95 Semistore Bank * 92.20 329.57 - 24/05/96 Semistore Bank * 94.20 98.20 237 * - 0.93 01/25/96 T.D.K * 266 295 236 * 0.66 02/05/96 Telefonica * 91.50 91.37 159 * - 1.85 15/12/95 Todaila * 36.50 35.51 1442 * + 1.19 10/25/96 Uniked Technol. * 702 716 177.30 * - 0.43 26/04/96 Uniked Technol. * 570 56/6	0 + 0,02 22:05:96 - 0,02 25:02:96 0 + 0,09 37/2:94 0 - 1 37/2:95 - 0,03 37/2:99 0 - 0,43 82:0-95 6 - 0,13 37/2:99 - 1,13 24:05:95 - 0,17 10:04:95
	Bongrain	20	240,60 + 0,37 31,0791 Element Group 77	33,35 + 23,51 057(1/6) Val Reefs 3.25 3.25 3.25 3.26 3.2	-2 15/03/35 -1/01 31/12/55
	CEP Contrausication 446 4(7 + 0.22 22/07/95)can Lefebrre 111,80 (1120 is),07/95 (Repierre 60/07/96)consecution 111,80 (1120 is),07/95 (Repierre 60/07/96)consecution 1118 (1111 - 0.62 0/07/96)consecution 1118 (89.80 : 69 - 1,14 3360795 S.LT.A. 1160 66 278: -1,50 3016955 Sids Rossignal. 1899 575 5962: -0,50 290592 Sigos 447 11,10 311 - 0,03 1916595 Societe Gale A. 552 11,10 311 - 0,03 1916595 Societe Gale A. 552 185 646 - 0,16 01,8486 Societe Gale A. 552 185 746: +1,49 050795 Soriete Gale A. 552 185 746: +1,49 050795 Soriete Gale A. 552 184,50 - 331,60 - 0,86 080795 Soriete Gale A. 552 185 746: +1,49 050795 Soriete Gale A. 552 186 1970 - 0,49 080795 Soriete Gale A. 552 186 1980 - 2,48 040696 Soriete Gale A. 552 187 0,49 040696 Soriete Gale A. 552 187 0,49 040696 Soriete Gale A. 552 188 040696 Soriete Gale A. 552 189 040	1866	3,47 - 5,19 15,0394	icadon catágorie 3 ;
	COMPTANT Financid 8,6189-00a 112,55 Florab 775 90-999 112,75 112,	8.578 FRANÇAISES précéd. cours Fran 8.332 d Arbei 227 227 Gar- 4.889 Bailes C.Monaco 563 355 Ger- 4.576 T B.M.P.Intercone 350,26 853,16 Gev- 9.311 Bidermann Inti 110 110 G.T.	nce (ARD) 1006 1006 Soudure Auto (nce (ARD) 1334 1340 Sovaball (nce (ARD) 1334 1340 Sovaball (nce (ARD) 1340 1340 1340 (nce (ARD) 1340 1340 1340 (nce (ARD) 1340 (nc	\$25 \$25 ETRANGERES pre	8 20 2,30 349
W	OBLIGATIONS % % QAT TIME 87/99 CA	0,356 Cencenaire Banzy 997 997 Imm 1,735 Ceragen Holding 4 20,25 30,25 Luc 3,541 Champex (Ny) 4 20,90 29,96 Mor 3,541 CL Un.Euro.CIP 364 36 Mel 2,142 CL.T.R.A.M. (8) 4 290 290 Mor 4,398 Cpr Lyon Alem 972,10 972,10 Nav 3,518 Concorde Ass Risq 949 948 948 74,517 1,777 Gpr Vaffond et.CIMP 12,20 23,202 Dacksy 480 480 480 695 Part	142,50 142,50	Kubota Corp. 25 Montesfision act.ep. 16 Olympus Optical. 45 Ottomane(cle Fin.) 356 Robeto N.V. 14	9,70 29,70 0,05 10,05 9,50 49,60 0 390 3,90 387,70 5,60 146,30 9,20 421,10
	CFF 9% 83-97 CA9 104,84 23.73 € Lyon Exert 6.5980CV 912,10 CFF 10.25%80-01 CB4 115,25 2,445 € CFF 10.25%83-00 CA4 115,25 2,445 € CFF 9%83-93/98 CA4 106,74 3,737 CFF 9%83-93/98 CA4 106,74 3,737 CFF 8,6% 97,94 00 117,19 4047,31 CFF 8,6% 97,94 00 112,42 2,55 € CFF 8,6% 98-89 CA4 110,56 2,736 5 EDF 8,6% 98-89 CA4 110,56 2,736 5 EDF 8,6% 97-04 4 113,48 EMD, Etat 65873-97 6 107,88 5,810 Finantsder 99,61-064 116,20 4,546	Epizx Blandin Viciny 4500 4500 Pipx	746 749	ABRÉVIATIONS B = Bordeaus; Li = Lille; Ly = Ly Ny = Nancy; Ns = Nantes. 5YMBOLES I ou 2 = catégories de cotatio catégorie 3; ill cospon détache c = offert; d = demandé; I demande réduite; il contrat	n - suns Indication e; • droit détaché; 1 offre réduite;
· ·	CEL 6 278 133 133 133 134 135 13	192,50 GFI Industries # 670 672 Poct 368 Girodet (Ly) # 42,05 A2,05 Poct 369 Girodet (Ly) # 42,05 A2,05 Poct 361 Grandoptic Photo # 695 682 Rail 361 Gog Guillin # Ly 200 194 Rey 460 Kindy # 171,50 771,58 Robe 375 Hermes integratual # 1447 1445 Second	100 245,10 250 100 250 2	VEAU MARCHÉ Vés à 12h30 Une sélection. Cours rele Une sélection. Cours rele MERCREDI 5 JUIN Cours Précéd. Cours VALEURS CO	
:	Algie # 179 17939** CA Oise CCI 283,60 Albert S.A (NS) 146 146,60 Creeks 9 9 Montaiones P.Gest 729 729 Devernois (Ly) 520	384.90 CRT Groupe # 213 230 Soft	20 (Ly) 120 120 High Co	256,50 260 Crizik Gen.Ind. 25 25 26 26 26 26 26	8,30 38,90 9 7299 5 165
E.	Boue Picardie (L) ♦ 605 665 Ecco Trax-Tempo Ly 422 Boue Sofries (M) ♦ 770 6955 Europ Extinc (Ly) 249,90 Boue Tameaud(B)8 220,50 23(20 Europ Propulsion 605 Boue Vernes • 466 666 Expand s.a. 273 Benetizas # 79,50 73 Fairley # 344 Boron (Ly) # 640 641 Finacor 111 Boisset (Ly) # 216,10 225 Finitife 535 Bousties (Ly) # 216,10 225 Finitife 535	250 Macrelet (Ly)	on Fin.France 500 499 Credin(Banque) 121,60 121,60 et Cle 9 145 500 Credin(Banque) 12 145 500 Cr	B = Bordeaux; Li = Life; Ly = Ly Ny = Nancy; Ns = Nances. SYMBOLES 1 ou 2 = Catégories de cotatio catégorie 3; • cours précé détaché; • droit détach d = demande; † offre rédu réduke; • contrat d'animation.	n - sans indication (dent; & coupon né; o = offert; pite; & demande
•	SICAV et FCP Une sélection Cours de clôture le 4 juin Emission Rachat Revenus. Emission Rachat Ret BANQUE POPULAIRE Rachat Ret BANQUE POPULAIRE	7874.57 Fronds communs de placements Francisco (1989.07 Ecur. Cappremière C. 11316.58 11293.99 Francisco (1989.07 Ecur. Sécuripremière C. 11516.60 11505.99 Ecur. Sensipremière C. 11844.02 31844.88	1693,55 1644,22 Sant-Honore Ma	108,61 1086,87 Cadence 3 D 10 10 10 10 10 10 10	57.70 1047,23 62,77 1652,25 62,77 1652,25 55,42 1856,56 52,60 8569,31 552,00 8569,31 552,05 8591,29 94,30 562,65 23,90 1650,10 62,45 1629,85 10,09 1460,48
	Moneden 89314,03 233,65	Z80.37 Agricol. 113853,60 113853,60 123853,60 123857,60	Nerticir 357,78 322,69 Legis (a)	1787,25 1787,25 Sogenargne D 3 Sogenargne D 13 Sogenar C 14 Sogenar C 17 Sogenar C 17 Sogenar C C 17 Sogenar C C 17 Sogenar C C C C C C C C C C	99,64 1366,51 12,83 309,73 00,53 1765,23
FERE	Arbitr. Court Terme. \$9.09.28 \$9.024.72 \$9.006.72 \$9.006.72 \$17276.34 \$1739.39 \$0.006.72 \$17276.34 \$1739.39 \$0.006.72 \$17276.34 \$1728 \$1728 \$13728 \$1	Epargne-Unie	20000	134,73 131,44	
٤	Natio Epargne	107,61 184,99 5live 107,61 184,99 5live 1951,78 75900,76 1768 1951,78 75900,76 1768 1951,78 75900,76 1768 1951,78 75900,76 1768 1951,78 1968,63 176 176,78 176 176,78 176 177,78 176 176 177,78 176 176 177,78 176 177,78 176 177,78 176 177,78	106,90 595 Pléningle C/D	160,24 156,33 SYMBOLES 43147,83 43147,65 0 cours du jour; 4 cours précé 587. D 2349,26 914,74 905,68 832,62 524,38 458710,34 36910,34	EN DIRECT
	Natio Opportunities 166.64 169.37 Epartourt-SicaND 191.37		· - · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	¥.

AUJOURD'HUI

ESPACE La nouvelle fusée européenne Ariane-5 a explosé en voi, lors de son premier tir de qualification, quarante secondes environ

après son lancement depuis le centre caise. ● POUR DES RAISONS encore indéterminées, le lanceur lourd, qui emportait à son bord quatre satellites

scientifiques de l'Agence spatiale européenne (ESA), a dévié de sa trajecsion, sont retombés à proximité du toire, ce qui a conduit à sa destruction automatique. Des débris de l'engin de 745 tonnes, ainsi que des compo-

centre spatial. ● UNE COMMISSION d'enquête, qui rendra ses conclusions le 15 juillet, a été nommée afin de dé-

terminer les causes de l'accident. Le programme Ariane-5, représentant un investissement de 38 milliards de francs depuis onze ans, n'est pas remis en cause par cet échec.

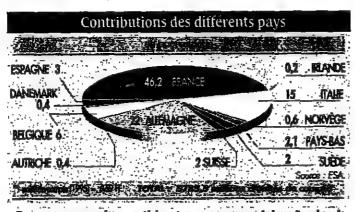
Le programme Ariane-5 n'est pas remis en cause par la destruction du lanceur

La nouvelle fusée européenne, lancée du centre spatial de Kourou, a explosé en vol à la suite, semble-t-il, d'une défaillance de son système de pilotage automatique. Une commission d'enquête rendra ses conclusions à la mi-juillet

L'ÉCHEC est patent. Le lanceur lourd Ariane-5, la merveille technologique qui devalt permettre à l'Europe de conforter sa domination du marché des lancements de satellites, est allé au tapis lors de son vol inaugural. Pour une fusée conçue au départ en vue de vols habités et qui devait afficher une flabilité de 98,5 % (soit un échec toute les 70 missions), la sé-

Pourtant, quelques minutes après l'explosion, la larme vite ravalée, les responsables affichaient un optimisme d'airain, mardi 4 juin à Kourou. Il ne s'agit que d'un premier voi d'essai, et « tout va être mis en œuvre dans les prochains mois fin octobre ou début novembre », affirmaient-ils en substance. Bluff? Peut-être. Mais, comme dans les grandes batailles, les troupes n'avancent qu'avec des mots forts

Les ingénieurs ont-ils péché par excès de confiance? Dans leurs commentaires d'avant-tir, peutêtre. Mais la longue histoire d'Ariane démontre que, dans de telles affaires, il faut laisser du temps au temps. Après tout, si elle mier vol, à Noël 1979, la première



Douze pays européens participent au programme Ariane 5 - plus de 38 milliards de françs - qui mobilise en Europe 6 000 personnes appartenant à 250 firmes industrielles.

des Ariane-1 avait, pour son deuxième tir, dû être détruite en voi après avoir dévié de sa trajectoire, exactement comme Ariane-5 mardi. Et six autres échecs n'ont pas empêché la fusée européenne de se forger une réputation de fiabilité et de conquérir plus de la moitié du marché mondial des lancements de satellites civils.

Il ne s'agissait, pour l'Europe spatiale, que d'un vol technologique. Un voi « de qualification », d'essai, bien plus risqué, par définition, qu'un lancement commercial de routine. Aussi, Jean-Marie Luton, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), invitait-il les Européens à se ressaisir. Ariane-5, disalt-II, « est un enjeu majeur pour l'Europe ». Le président du conseil de l'ESA, Yvan Ylieff, ministre beige de la politique scientifique, appelait « à rele-

ver la tête et à garder courage »,

tandis qu'à Paris le ministre délé-

gué à la poste, aux télécommunica-

tions et à l'espace, François Fillon,

déclarait : « Notre confiance est totale, car nous savons bien les risques encourus pour ce vol de qualification. Le programme continue, c'est

là l'important. » L'ambitieux programme n'est pas remis en cause par cet échec. Trop d'argent - un peu plus de 38 milliards de francs - a été dépensé en onze ans pour le développement de ce lanceur lourd aux technologies éprouvées mais tirées vers des sommets pour obtenir des performances (5 900 kilos en orbite géostationnaire) bien supérieures à celles (4700 kilos) d'Ariane-4. Jean-Marie Luton vient de nommer une commission d'enquête pour corriger le tir. De ses premiers résultats, attendus le 15 juillet, dépendra l'ampieur du retard que risque de prendre la mise au point du lanceur.

En attendant, le prochain tir commercial d'une Ariane-4 reste prévu pour le 13 juin, a indiqué Francis Avanzi, directeur général d'Arianespace, la société qui commercialise le lanceur européen. Il doit mettre sur orbite un gros satellite de l'organisation mondiele de télécommunications par satellites Intelsat. Le suivant, qui devrait avoir lieu début juillet, lancera deux satellites de télé-

communications, pour le compte de la Ligue arabe et pour celui de la

Arianespace avait prévu une période de transition jusqu'en 1999-2000, durant laquelle les tirs commerciaux pourront se faire indifféremment sur des Ariane-4 ou sur le nouveau lanceur Ariane-5. Et, si « une perturbation fondamentale » provoquait « un an de retard dans l'exploitation d'Ariane-5 », une commande supplémentaire « de huit à douze Ariane-4 » pourrait être passée par Arianespace, déclarait récemment le PDG de cette société à la revue Air et Cos-

PAS UNE PERTE SÉCHE

A court terme, la prééminence européenne sur le marché des lancements ne devrait donc pas être mise en cause. A plus long terme, un nouvel échec d'Arlane-5 nisque de laissser l'Europe démunie face à l'émergence des concurrents, et notamment des futurs lanceurs américains Deita-IV et Atias 2AR. dont les premiers tirs sont prévus pour 1998-1999. L'ampleur du marché (Arianespace annonce un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs en 1995) et, surtout, l'enjeu industriel et stratégique que

constitue, pour un pays développé, la maîtrise des télécommunications spatiales justifient bien des

L'échec de mardi ne constitue une perte sèche que pour les scientifiques européens, dont les quatre satellites, d'une valeur totale de quelque 2,7 milliards de francs non assurés, ont été détruits. Mais le coût du lancement raté (non assuré lui aussi, sinon pour les dommages aux tiers) fait partie des aléas du programme. Toute fusée lancée est, de toute façon, détruite. C'est l'allongement du temps de mise au point du lanceur qui gonflera le budget. Ce dernier a, déjà, été dépassé de 0,9 %.

Les partenaires européens accepteront-ils d'aller plus loin? La France, qui finance le programme à plus de 46 %, ne se fera sans doute pas tirer l'orelle : un « retour industriel » qui lui est favorable lui permet, en effet, de récupérer en contrats un peu plus que sa mise. Les autres, et en particulier l'Allemagne, risquent de se montrer nettement plus réticents. Ariane-5 ne peut pas se permettre un nouvel échec pour son deuzième tir.

> Jean-Paul Dufour et Jean-François Augereau

Les précédents

L'échec du tir inaugural du nouveau lanceur européen est le huitième survenu à une fusée Arlane depuis le premier lancement, le 24 décembre 1979. 🔴 Le 23 mai 1980, lors du deuxième vol d'une Ariane-1, le lanceur est dévié de sa trajectoire à cause du dysfonctionnement d'un des quatre moteurs Viking de son premier étage. Il doit être détruit par l'ingénieur de sauvegarde, avec deux satellites allemands. • Le 9 septembre 1982, le cinquième lancement d'une Ariane-1 est aussi un échec, à la suite du grippage des engrenages de la turbopompe du moteur du troisième étage. Le satellite Marecs B, de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes (Inmarsat), ainsi ouhm satellite

scientifique italien (Sirio) sont. • Le 12 décembre 1985, le moteur du troisième étage du cinquième exemplaire d'Ariane-3 (15° vol d'une fusée Ariane) ne s'allume pas en raison du défaut d'étanchéité d'une vanne. Cet échec, survenu en présence du président François Mitterrand, invité au Centre spatial de Kourou, entraîne la perte de deux satellites de télécommunications: Spacenet-3 (Etats-Unis) et ECS-3 (Europe). Les

vols sont suspendus pendant cinq • Le 30 mai 1986, lors du 18 vol, un

défaut d'altumage du moteur du trolsième étage provoque la perte du satellite Intelsat V F 13 de l'organisation mondiale de télécommunications par satellite Intelsat. Ariane est clonde au sol pendant selze mois. ● Le 22 février 1990, après une série de 17 « sans-fautes ». Ariane explose au large des côtes guyanaises avec deux satellites de télécommunications japonais, Superbird B et BS-2X. On découvre la présence d'un chiffon dans une canalisation de l'un des moteurs du premier étage, qui est repêché ultérieurement. ● Le 24 janvier 1994, sixième échec,

après 26 vols sans histoires, lors du 63° tir. Les satellites de télécommunications européen Eutelsat 2 F5 et turc Turksat 1A sont perdus. L'accident est dû à la défaillance d'un roulement de la turbopompe du moteur du troisième étage du lanceur. Les tirs sont armètés pour cinq mois. ● Le 1º décembre 1994, le dysfonctionnement d'un générateur de gaz alimentant les turbopompes du troisième étage entraine l'échec du 70° tir, et la perte du satellite de télécommunications américain

PanAmsat-3. Le tir du mardi 4 juin était le 87° effectué de Kourou par une fusée Ariane. Depuis son volinaugural de Noël 1979, le lanceur européen a mis sur orbite

Un dérèglement des vérins qui orientent les tuyères

de notre envoyé spécial ment préliminaire des bandes de télémesure permettent d'imaginer le scénario probable de l'accident. Après un compte à rebours longtemps perturbé par une météorologie capricieuse, peu propice à la prise d'images des premiers instants du vol par des caméras à haute définition, le feu vert pour le décollage était donné avec une heure de retard. A 14 h 33 min 59 s, le puissant moteur Vulcain du premier étage était mis à feu. Des torrents d'hydrogène et d'oxygène liquides brûlaient dans sa tuyère, tandis que les responsables du vol vérifiaient en quelques secondes son fonctionnement et celui du lanceur. Sept longues secondes pendant lesquelles Arlane-5 et ses 740 tonnes ne peuvent vraiment décoller faute d'une poussée suffisante.

Il est 14 h 34 min 6 s. Le lanceur allume ses fusées d'appoint, deux monstres de plus de 600 tonnes de poussée chacun, qui vont l'arracher rapidement au sol de Guyane. Deux monstres analogues à ceux qui aident à la mise en orbite de la navette spatiale américaine. Allumage nominal. Poussée nominale. Chacun soupire sur le site. Après la mise en route du Vulcain, une étape délicate est franchie. Ariane décolle, portée par une longue langue de feu-

Les secondes passent. Dans la salle de contrôle, les écrans attestent que la propulsion de l'engin est parfaite. Quand, soudain, à « H 0 + 37 s », les deux paires de vérins hydrauliques qui commandent le mouvement des tuyères des propulseurs d'appoint - les boosters - « vont simultanément en butée », orientant les jets de gaz chauds des moteurs dans des directions incompatibles avec la trajectoire prévue. Dans le même temps, sans que les responsables du vol puissent encore s'expliquer si les phénomènes sont liés, la centrale inertielle de secours, qui permet de guider le lanceur en cas de défaillance de la cen-

trale principale, fait savoir qu'elle est en panne. Presque aussitôt, le moteur Vulcain se met à son Les premiers résultats fourais par le déponsile- tour en butée, rendant l'engin incontrôlable. Ariane-5 est à 3 400 mètres. Sa vitesse est de 0.73 Mach - environ 800 kilomètres à l'heure. La fusée bascule et se brise sous l'effet des contraintes mécaniques. A bord, détectant l'anomaile, des systèmes de sauvegarde automatiques entrent en action et pulvérisent le lanceur.

NOUVEAU TIR A L'AUTOMNE?

Au sol, quarante secondes se aont écoulées depuis le décollage. La transmission des télémesures cesse. Moins rapide que l'ordinateur de bord. l'officier de sauvegarde appuie à son tour sur le bouton de destruction en voi du lanceur. Sans doute en vain, Ariane-5 s'étant détruite d'elle-même. Interrogés sur la nature de l'incident, Raymond Orye, chef du département Arlane à l'ESA, et Daniel Mugnier, chef de la division lanceur au CNES, se refusent à parler de ses origines. Faute de pilotage, due à de mauvais ordres, que le lanceur aurait tenté de contrecarrer en braquant ses propulseurs à fond? Dysfonctionnement des vérins qui, en modifiant la trajectoire de l'engin, l'aurait fragilisé et finalement brisé? Panne de logiciel, erreur de programmation, voire interfé-

rences dans les systèmes de communication? Seule l'analyse fine des milliers de paramètres enregistrés au cours de ce vol éphémère et celle des débris ramassés dans la savane guyanaise permettront de reconstituer l'événement au millième de seconde. On en saura davantage le 15 juillet, après la remise des conclusions des enquêteurs, évidemment très attendues par les clients de la fusée européenne, surtout par ceux qui avaient envisagé d'embarquer à l'autonne leurs satellites de télécommunications sur le deuxième vol de qualification d'Ariane-5.

Le prix d'un tir

Combien coûte un tir d'Ariane-5 ? La réponse n'est pas simple pour un engin qui, échec ou reussite du lancement, doit obligatoirement se volatiliser dans l'espace. • Le lanceur. Arianespace vient

de passer avec les industriels un contrat de 10 millards de francs pour la fourniture de 14 exemplaires d'Ariane-5 (plus ... 2 milliards pour les installations au sol). On pourrait en déduire que le lanceur lourd européen vaut

714 millions de francs. Mais il ne

s'agit là que de son coût de fabrication : l'effet de série et la loi du marché jouant, il baissera. Pour Ariane-4, il a diminué de 53 % entre les exemplaires commandés il y a huit ans et les derniers lancés. Chovenissement, Les voranos investies pour la mise au point du lanceur par l'Europe spatiale sont importantes : 38 milliards de francs dépensés en onze ans. Une somme à diviser par le nombre de fusées qui seront lancées d'ici à la fin de sa carrière. Il fant aussi tenir compte de la part des frais d'exploitation des installations et des équipes au soi à Kourou. Une somme qui dépend, là aussi, de la

Les prix du marché. Le lancement d'un satellite de télécommunications moyen est facturé autour de 100 millions de dollars (510 millions de francs) à son propriétaire, estime un expert. Ariane-5 peut en emporter deux.

fréquence des tirs.

Des composants toxiques, provenant des fusées d'appoint, sont tombés à proximité du site

KOUROU

de notre envoyé spécial Après un départ sans faute, juste perturbé par des conditions météorologiques difficiles, les pères d'Ariane et les équipes de lancement du centre spatial de Guyane commencaient à croire au succès. Ariane-5, portée par une longue trainée de feu, allait entrer dans l'Histoire dès son tir inaugural. Et puis, une quarantaine de secondes après la mise à feu, alors que la trajectoire de l'engin se tendait vers l'horizon et paraissait survoler le bâtiment jupiter qui abrite le centre de contrôle des opérations, à quelques kilomètres de la ville de Kourou, Ariane-5 a basculé vers le sol. Elle n'était qu'à 3 400 mètres d'altitude et n'avait pas encore passé le mur du son.

Les visages se sont aussitôt fermés, les voix se sont tues et, quelques instants plus tard, la fusée a explosé libérant une pluie de débris dans... l'enceinte du centre spatial, la phipart dans la mangrove du lit-toral. Dans l'assistance, certains ont évoqué, pincés, le récent écher de la fusée chinoise Longue-Marche tandis que, dans le même instant, les équipes de sécurité exigealent de fermer toutes les portes pour éviter les risques de pollution.

CHAUDE ALERTE

Non par crainte d'une contamination due aux ergols - de l'hydrogène et de l'oxygène liquides - que contient le premier étage, mais plutôt par celle de la retombée des produits chimiques contenus dans les réservoirs du deuxième étage et de ceux créés - surtout de l'acide chlorhydrique - par la combustion d'une grande partie (2 x 230 tonnes) des composés des fusées d'appoint (boosters) du lanceur produite au moment de l'explosion. Bien en a pris les responsables guyanais, car certains débris sont tombés très près de zones pro-

L'alerte a été chaude. Michel Mignot, directeur du centre spatial guyanais, ne l'a pas nié. Les traits tirés, grossis par les écrans de la téléen ajoutant: « Les èquipes d'intervention sont présentes sur l'ensemble

des sites. Le plan particulier d'intervention (PPI) est déclenché, et le préfet averti. » Les spectateurs de Toucan, un site en plein air d'où il est vision, il a reconnu ces chutes, tout possible d'observer le tir d'une distance d'environ quatre kilomètres, « ont été évacués », ajoutait-il, en

Deux sources de danger

L'explosion d'Ariane-5 peut être à l'origine de deux types de pollution différents. La première tient à l'importante quantité (9,7 tonnes) de combustibles toxiques - de la monométhylhydrazine et du peroxyde d'azote - contenue dans les réservoirs du moteur chargé de propulser le deuxième étage. Ces ergols, dits hypergoliques, parce qu'ils s'enflamment spontanément au contact l'un de l'autre, produisent des fumées rousses très irritantes bien commes des équipes qui tirent Ariane-4.

L'autre pollution tient aux poudres - 230 tonnes - qui remplissent les fusées d'appoint du lanceur. Ces produits, qui ont l'aspect d'un mastic, sont composés de particules d'alumine, de perchlorate d'anunonium et d'un liant plastique, du polybutadième. La combustion de ces poudres produit de l'alumine, dangereuse pour la faune et la flore (78 tonnes par booster), ainsi que de l'acide chlorhydrique (48 t) pouvant attaquer les poumons, de gaz carbonique et de monoxyde de cartégéts comme le pas de tir EIA-3. bone (64 t), d'azote (18 t), de vapeur d'eau (13 t) et d'hydrogène (7 t).

précisant que les personnes installées au moment du tir sur d'autres sites, comme Kiwi on Colibri, « avaient été également évacuées par cars », qui vers Kourou, qui vers Sinnamary, en direction de Saint-Laurent-du-Maroni.

A ce moment-là, les raisons de l'échec n'étaient pas la première des priorités. On recherchait plutôt les « rares zones » où, précisait le préfet, Pierre Dartout, l'on pouvait « sentir de mauvaises odeurs et des picotements respiratoires ». Il ajoutait aussitôt que les mesures de poilution effectuées par les équipes d'intervention restaient bien en-deçà des normes.

Mais le préfet reconnaissait qu'à Sinnamary, distant de quelques kilomètres, deux personnes avaient été « gênées ». Pas au point cependant, contrairement à ce qui avait été dit dans un premier temps, « que le PPI soit mis en œuvre ». Les écologistes, qui, il y a un mois encore, réclamaient que tous les tirs

soient différés tant que la lumière n'aura pas été faite sur les possibles émissions polluantes des boosters sur l'environnement, ne vont sûrement pas désarmer. Un souci de plus pour Michel Mignot, qui va se trouver au premier rang des personnes appelées à témoigner sur les raisons de la destruction

d'Ariane-5. Sur le coup, privés d'informa-tions, les techniciens présents se perdaient en conjectures. S'agissaitil de l'explosion d'une de ces fusées d'appoint gorgées de poudre et de puissance, les EAP, sans lesquelles les 740 tonnes d'Ariane-5 ne pourraient s'arracher au sol guyanais? Ou d'un phénomène de surpression, d'une rupture des joints ? Certains avaient même vu un dard de flammes. Le fantôme de la navette spatiale américaine Challenger, perdue en 1986, envahissait alors les

Contro Jana :

7,41

 $\mathcal{I}_{1} \times \dots \times$

Albert Co.

= :

44 医小豆豆豆

Onio I kiand

Im Courier laisse Pet

Committee of the State of the S 400000 Large Tribudge 1, 88% to more and leaves a and the same 100000 2000 Company Catherine

Charles Solvenson Land

Direct Thun REAS AND VISION RIVERS to Allen and the second production of the second se sometimes and the second The Markey of Statement

A Company of the Park

F. Line Street, Street Le Belain ...

ng ich feit bim freienen the same was to the first than the same · 如心症炎**建筑**

> TAIME HE PALATT 241.45 增强

*ニング・大・小の搬送を使っ

STATE THE PROFILE I II begerin

■ AUTOMOBILISME : l'Ecossais

Colin McRae, sur Subaru, a remporté le rallye de l'Acropole, mardi 4 juin à Athènes. Il a devancé le Finlandais Tommi Makinen

(Mitsubishi) et l'Espagnol Carlos

Sainz (Ford Escort), respectivement premier et deuxjeme du championnat du monde. - (AFP.) ■ RUGBY : le troisième ligne in-

ternational du Stade toulousain

Richard Castel, 23 ans, lassé de

n'être que remplaçant dans

l'équipe championne de France.

rejoint l'AS Béziers-Hérault, nouvellement promu en groupe A, qui

évoluera la saison prochaine dans

MOMNISPORTS: un grand club

omnisports professionnel va

naître à Tonlouse. Fort de son

titre de champion de France de

pro B en basket-ball. Christian

Mercier, président des Spacers de

Toulouse, a annoncé, mardi 4 rum,

le lancement d'une « entité écono-

mique omnisports » regroupant

sous les couleurs jaune et mauve

des Spacers (basket), l'ex-Spor-

ting 31 (bandball), actuellement en

N1 B, et le Toulouse 31 (rugby à

XIII), qui évolue en groupe A.

L'objectif visé par ce regroupe-

ment est d'atteindre l'élite dans un

délai de cinq ans. A terme, les vol-

leveurs de la nouvelle entente

TOAC-TUC (1st division) et les

boxeurs du RCMT pourraient éga-

lement rejoindre les Spacers. -

la poule de Toulouse.

Le numéro un mondial parvient pour la première fois en demi-finales des Internationaux de France à l'issue d'un nouveau match marathon contre son vieil adversaire et ami

Pete Sampras rencontrera Evgueni Kafelnikov en demi-finales des Internationaux de France de Roland-Garros. L'Américain, numéro un mondial, a accédé pour la première fois de sa carrière à ce stade de la

allés s'asseoir dans les tribunes du

central désert. Pour comprendre ce

qui leur amivait. Jim Courier d'abord.

Vaincu, il s'est posé là pendant de

bouillant caractère, il avait contenu

son agacement face aux icumalistes.

A quelques phrases près : « le suis dé-

çu par ma défaite, mais j'ai eu de

bonnes sensations avec la balle tout le

tournoi. Ca n'a fait que s'améliorer, je

crois fermement que les bonnes actions

sont toujours récompensées, et, bon

sang de bonsoir, ça feraît bien de

Ou bien: « Pete est bon comédien.

Certains jouent les durs, lui fait sem-

blant de peiner, mais il continue à vous

bombarder d'aces. Quelque chose doit

m'échapper, pourtant je ne suis pas

aveuele. » Ou encore : « Oul, c'est ça,

il semble recevoir l'aide d'un esprit.

SON REGARD douloureux auréole un

masque d'effort et de peines. Cela fait bien

une heure qu'elle trime pour renverser le

cours si capricieux du match, mais son jeu

est rebelle. Celui-ci, d'ordinaire si expansif,

parfois cabot, se tapit derrière une ra-

quette timide. Derrière la ligne de fond de

court, elle a beau crier ses coups, ils ne

viennent pas, frappés par un poignet trop

souple. Elle en reste hébétée. Elle semble

affligée d'une myopie qui lui fait douter

des ilmites du court. Elle cogne, mais son

tennis manque de précision. Son front luit,

ses Joues sont rosies. Monica Seles est

Pour son retour à Paris depuis sa victoire

de 1992, elle avait convaincu par sa science

les foules en des matches aisés et nostai-

giques; elle les a même bouleversées en

ROLAND-GARROS

m'arriver bientôt ! »

longues mi-

mites pour se

contraindre à

l'inacceptable.

En homme

fler qui lutte

contre les ex-

cès de son

CHACUN À SON TOUR, ils sont Surtout quand il joue contre moi. »

deux premiers sets brillamment rem-

portés, l'ace insolent de Sampras

qui venait pourtant juste de casser

le cordage de sa raquette - annulant

sa balle de break à quatre jeux à trois

dans la quatrième manche, cette vic-

toire qu'il croyait tenir et qui ha a

échappé une fois de plus. Comme si

Sampras savait qu'il suffisait de re-

mettre la balle dans le court en atten-

dant que Jim commette une erreur

chassé ces pensées. D'autres, plus

douces, ont afflué: celles du temps

où il régnait en maître à Paris. Vain-

queur en 1991 et 1992, finaliste en

1993. Jim avait pris l'habitude de se li-

vrer en français, le dernier dimanche

de la quinzaine, au traditionnel dis-

cours devant le public. Depuis trois

ans, il se rouille.

Seul dans sa tribune, Courier a

ou lui offre l'occasion de volleyer.

compétition en battant, mardi 4 juin, son compatriote Jim Courier, tête de série n° 7 ct vainqueur du tournoi en 1991 et 1992, à l'issue d'un match épique (6-7, 4-6, 6-4, 6-4, 6-4). Pour sa part, le jeune Russe (n° 6) a do-

(nº 4) à Jana Novotna. Celle-ci a fait sensation en éliminant Monica Seles (nº 2). L'Américaine n'a pu contenir les attaques de la Tchèque, qui parvient en demi-finales à Paris pour la première fois depuis 1990.

dans le temps en songeant à ses pre-En dix-huit rencontres sur le circuit mières visites à Paris. Il n'était encore professionnel depuis 1988, Courier qu'un adolescent. Pete et lui étaient n'a dominé que trois fois Sampras. inséparables. Ensemble, ils dispu-Sa dernière victoire remonte aux taient des qualifications de double, quarts de finale de 1994, sur ce même D'une même voix, ils refusaient en central de Roland-Garros. Alors fim riant les demandes d'intervieus. Ils préfère oublier ce mardi 4 juin : les se conseillaient sur la marche à

suivre nour leurs rendez-vous galants. Le tennis n'était encore ou un

même dimanche de juin 1991. Il avait

vingt ans. « J'ai grandi sur la terre bat-

tue verte et rapide de Floride, s'enor-

gueillissait-il. Peu d'Américains savent

comment bouger sur cette surface. »

Son complexe de la terre battue n'a

pourtant pas empêché Pete Sampras

de déloger jim Courier du sommet

de la hiérarchie mondiale pour s'y

FORCE INTÉRIEURE

Le succès s'est mélé de les séparer et de faire du tennis un métier. À dixneuf ans, en 1990, Pete a remporté l'US Open - son premier tournoi du Grand Chelem - et rencontré DeLaina, sa fidèle fiancée. Vexé d'être abandonné, fim s'est offert Roland-Garros et le coeur d'une Française le

Alors il préfère remonter plus loin installer confortablement malgré les Tim Gullikson, disparu il y a quel-

ques semaines. Epuisé, il a avoué que de tristes pensées l'avaient assailli en fin de match: « Mais mes proches penvent être fier de moi, car j'ai lutté, » Sampras n'osait croire à sa victoire: « Je respecte tellement Jim pour ce qu'il a déjà fait ici que l'étais anzieux et fébrile au cours des deux premiers sets. J'ai voulu trop en faire, réa-Eser des coups trop partaits. Dans les deux demiers sets, c'est l'adrénaline qui m'a porté et mon service qui m'a fait gagner. »

Pendant or temps, à Los Angeles le docteur Fischer pestait contre la radio trop bavarde : « Ils ont annoncé le score de Pete avant la retransmission télévisée, a expliqué le pédiatre, entraineur de Sampras dans ses jeunes années. Le suspense était levé, mais j'ai tout de même regardé les deux premiers sets qu'il a perdus. Même à ce moment-ià, il avait flet allure, le suis simplement heureux. Il fait preuve d'une grande force intérieure. Vendredi 7 juin, sovez surs qu'il aura largement récupéré pour sa demi-finale contre Kafelnikov. » Si Pete Sampras le veut. Paris est à lui.

quenté depuis son retour : Wimbledon. Le

voyage sera spécial, puisque le gazon s'est

toujours refusé à elle. Elle n'y a jamais ga-

« Je n'ai jomais pensé que je pourrais

perdre, même maigré certains doutes », jure

Jana Novotna. Solide dans ses résolutions.

la voilà en demi-finales de Roland-Garros

pour la première fois depuis six ans. Cette

grande sensible rencontrera jeudi Arantxa

Sanchez-Vicario, tête de série numéro

quatre du tournoi. Plus qu'une cham-

pionne, Jana rencontre une amie, celle

avec qui elle est numéro un en double de-

puis deux ans : « Cela va être douloureux,

lure-t-elle. Nous jouerons ensemble, mercre-

di, sans en parier. Jeudi, ni l'une ni l'autre

Patricia Jolly

RÉSULTATS

CYCLISME CRITERIUM DU DAUPHINE

Z etape (Charbonnières les-Bairs - Arminy)

 F Smon (FrarGAN), les 195 km en 4 h 42 mm 58's (bonit 10's), 2 K. Ozers (Lat., (bond 6's), 3, M. Induram (Esp.), (bonit, 4's), 4' J-C Coloru (Fra), ; 5, B. Ris (Dan), m (

(Pra.; S. P. Ris (Dan), m t Classemant genéral: 1, A. Kasputs (LuPent Ca-sino); 2. C. Boardman (G-B), a 3 min 30 s, 3 L. Brochard (Fra., a 3 min 41 s; 4 M. Induran (Esp), a 3 min 41 s, 5. T. Rominger (Sui), a

HOCKEY SUR GLACE COUPE STANLEY NHL (finale)

Premier match Colorado Avalanche - Flonda Fanthers

TENNIS

INTERNATIONAUX DE FRANCE Quarts de finale

Vision is set Photogram (E-U, nº 1) b. J. Courser (E-U, nº 1) 6-7 (4-7), 4-6, 6-4, 6-4, 6-4, 6-4 (E. Kafelnikov (Rus., nº 5) b. R. Krajicek (R-B, nº 13) 6-4, 6-4, 6-7 (4-7), 6-2 SIMPLE DAMES

S Graf (All, nº 1) b 1, Majoli (Cro, nº 5) 6-3, 6-1 , C Maranez (Esp. nº 3) b L Davenport (E-U, nº 9) A. Sanchez-Vicano (Esp. nº 4; b K Habsi

HAUTES-ALPES

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

Hautes-Alpes - Parc Régional à 5 km de SAINT-VERAN

HŌTEL LE CHAMOIS ++

1/2 pension : 271 F

TEL: 92.45.83.71 - Fax : 92.45.80.58

Courts Séjours à Boston

<u>DÉCOUVREZ HALIFAN</u>

4 100 F

Tél. (1) 44 51 60 51 ou

ICELANDAIR I

Solell - Calme - Randonnées pédes V.T.T. - Pêche - Rafting

mas Muster. Cette imprévisible terre battue faisait encore à Pete l'effet de sables mouvants. Ses victoires sur Sergi Bruguera et Jim Courier - vainquents à eux deux de quatre des cinq dernières éditions des Internationaux de France - l'ont transformé. Thomas Muster et Michael Chang continuer à jouer, sur le court durci par le soleil, son jeu d'attaque contre

nartis également, il ne lui reste qu'à les opposants encore en lice : des spécialistes des surfaces rapides, comme lui. Moins accourtamés aux grands matches et à la pression qu'il

intérims d'André Agassi et de Tho-

Pour s'en convaincre, Pete s'est glissé, lui aussi, entre les rangées de sièges du central pour regarder cette terre hier encore inconoue. Sans mot dire. Courier lui avait cédé la place. Dans le soir tombant, Pete a tenté d'apaiser le tumulte des émotions qui le secouaient depuis la fin du match. Il avait endieué au vestiaire les sanglots déclenchés par une question maladroite posé dans le studio de télévision après son match. Elle concernait son entraineur et ami.

Contre Jana Novotna, Monica Seles dévoile ses limites

battant, en huitièmes de finale, Magdalena Maleeva, son adversaire de Hambourg lorsqu'elle fut poignardée. Tout Roland-Garros, qui craignait pour sa précieuse épaule gauche endolorie depuis quelques mois par une tendinite récalcitrante, s'était pris à rêver d'une finale Graf-Seles, comme au bon vieux temps. Mais il y avait, auparavant, ce quart de finale contre la joueuse la plus imprévisible du circuit, la Tchèque Jana Novotna, une attaquante parfois friable.

SIM LA DEREISIVE

Directours.

OFFRE SPECIALE ENFANTS GRATUITS EN JUILLET / AOÛT

Hôrel Kalypso H. 2835 F 5

Hôtel Pantheon P. *** ,...... 3990 F

GWOUERGY PRERISORIE A D

en Crète et en Grèce continen Hôtels 2°, 4° et clubs. Prix pour aubétes, vol et 1/2 pensio

Sur le court Suzanne-Lenglen, réservé aux dames le dernier mardi de la quinzaine, la rencontre aura été le match du jour. Pendant cette grosse heure et demie voyer la qualification comme une patate chaude, offrant ce que le tennis féminin a d'émotion gracile : la beauté des échanges, la frustration d'impardonnables fautes. Pour se disputer une victoire qui aura oscilté mille fois au-dessus d'une ligne invisible au gré des peurs et des fragilités. « J'ai joué sur la défensive, j'ai eu peur. Je le regrette », reconnaîtra Monica.

Peur de quoi ? « Je ne sais pas. Je n'ai pas su adapter mon jeu dès lors qu'il était mis en péril par Jana. Je n'aurais pas dû laisser tout cela arriver. » Avec un service plus arrogant, un coup droit plus imposant, elle devrait être en demi-finales. Elle se contente. en rageant, d'être arrivée jusqu'ici. Elle se savait « un peu juste » dans sa préparation. quand Jana Novotna se découvre des ailes sur terre battue.

herbe pour affronter le dernier tournoi du Grand Chelem qu'elle n'a pas encore fré-

> **VOLS SECS** • New-York : • Montréal : 1 780 F

2 890 F Los Angeles :
 Miami : • Antilles : • Jakarta : 2 110 F* 3 960 F* COMBINÉS ÎLES GRÉCOUES • 15 jours, voi A/R + hôtei à partir de 3 990 F

Tel. : 40 28 00 74 3615 ANYWAY VOYAGEZ JUSQU'A -50% TOUTES DESTINATIONS PERSONNEL CONTRACTOR CONTRACTOR

PERSONNEL CONTRACTOR CONTRACTOR

PERSONNEL CONTRACTOR PERSONNEL CONTRACTOR

PERSONNEL CONTRACTOR PERSONNEL CONTRACTOR

PERSONNEL CONTRACTOR PERSONNEL CONTRACTOR

PERSONNEL CONTRACTOR CONTRACTOR

PERSONNEL CONT 3617 MAXIBED OC

Bénédicte Mathieu

NOUS VOUS OFFRONT 1 SEMAINE D'RÉBERGEMENT À TÉNÉRIFS ! Decirement of 1617 IMEDIA Services édités par imédia prod. : 5,57 Pmm

Minitel: 3615 NOMADAS



90 bötels en Autricke qui vouarcueilleat en français. Guide gratuit our simple demande au: Tél.:(1) 45.61.97.68

Fax: (1) 45.61.97.67 Minitel: 3615 Autriche APF - BP 475 - 75366 Paris Cedex 08

150 000 Vols à Prix Discount : Vols réguliers

Sydney	Cathay	5.480 F
Tokyo	KLM	4.390 F
Bangkok	Lutthensa	3.650 F
Miami	British Airways	2.590 F
Copenhague	SAS	1.370 F
Prague	British Airways	1.050 F

and the same from the same of the control of the co

ICELANDAIR Découvrez l'Islande ses gersers, ses volcans et glaciers avec un véritable spécialiste

+ location de voiture base 2 per allimité mance (DW inches)

Renseignements et inscriptions VOYAGES 75009 PARIS Tel. (1) 49 24 74 74 Fax: (1) 45 23 22 21

latio minitel (2.23 F/ma) 3615 LITA OU 3615 KEATR

TOURISME FLUVIAL Commencez à rêver de votre évasion future... FRANCE MAYENNE FLUVIALE

Location de bateaux habitables sans permis Le Port - 53200 DAON TE (16) 43.70.13.94 - Fex (16) 43.70.17.46

Le Kelais*** de Castelnau Demi-pension de 325 F à 380 F. Silence d'un bôtel à la campagne. Séminaires - Piscine et tennis privés - Tél. 65.10,80.90 Route de Pudirac - Rocamado 46130 LOUBRESSAC "Une des plus balles Paus du Roya

SORBONNE HŌTEL DIANA**

DÉGRIFTOUR

SEFCHELLES / MARE

7 mults en Hôtel 3" en 1/2 pension.

CANNES

7 muits en 2 pièces 4 personnes Résidence 3*

Vots réguliers A/R Départ Paris 6 950 F 10.280 F

Logement soul 1 \$30 F 2,6851

PARIS / MONTREAL

Vois réguliers A/R 1 670 F 2.480 F

3615 DT - (dc 1.91 a 2.80 F/ma.)

73, rue Saint-Jacques, Paris 5º Chambre avec bains - W.C. T.V. couleur - Tél. direct. De 300 à 395 F. Tet 42 54 25 55 - Proc 46 34 34 30

ENTRE ROME ET FLORENCE PALAZZO MONALDESCHI SÉJOURNEZ DANS UN VÉRITABLE

PALAIS ITALIEN 2 835 F* *SÉJOUR I SEMAINE APPARTEMENT POUR 2 A 4 PERSONNES

Tél : 44.51.39.27 MINITEL 3615 (1,29 F m/n) Cit Evasion

ALBANIE

Per voinne confort + chanf.-guide avec bed and breakfast.

Vacances-découverte à 2 en 8 jours de ce pays paisible de Batrint. Les Albanais, les côtes, les sites.

7 miles réparties sur circuis 1400 km (respons, françala). 2 480 F/pers. - base 2 personnes (Thrana est "à côté" en avion) Documentations et réservations à Barter Ouest Alburie - Rough Santi Frankeri n° 11/23 - Timmo Télérie : 19 (225-42) 221/8

Directours. OFFRE EXCEPTIONNELLE CRÈTE BÔTEL P. ELOUNDA MARE LUXE en juillet : 8j/7n vol et 1/2 pension incluge : 4870 F ; 15j/14n : 7570 F

(45% de réduction par repport aux prix du marché). Réduction extints : dae : -1260 F ; 15j. -2310 F P. Elementa Mane, simé dans la pios belle partie de la Crète est un des pius beaux bâtels de méditerramaie.

Carlson Wagon lit Leader Mondal du Voyage

3615 ICEAIR PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos lecteurs aux voyages RUBRIQUE "EVASION"

44.43.77.36 (Fax: 44.43.77,30)

Les forts d'Aurigny

Au large de la Hague, dans la plus britannique des îles Anglo-Normandes,

les constructions militaires se sont succédé

AURIGNY

de notre envoyée spéciale « Haro! Haro! Haro! A l'aide, mon Prince, on me fait dol. » La formule, dite « clameur de Haro », semble sortie d'un roman médiéval. Elle date de cette époque et tire son origine du vieux droit coutumier normand. Si un individu porte atteinte à la propriété de son voisin, ce dernier met aussitôt genou à terre, en présence de deux témoins, et lance, par trois fois, la fameuse clameur qui a force de loi. Une tradition qui, dans les îles Angio-Normandes, a survécu.

Au long de ce rivage, festonné de plages tranquilles, le duc de Wellington avait rêvé de construire un autre Gibraltar

La dernière fois, c'était il y a deux ans, à Aurigny, la plus septentrionale des lles de l'archipel. De toutes les Channel Islands, Aurigny (Alderney, pour les Britanniques) est la plus proche des côtes de France. Douze kilomètres la séparent du cap de la Hague. Aux temps préhistoriques une convulsion marine ouvrit le canal de la Manche et précipita les eaux de la mer du Nord dans l'Atlantique, détachant du continent Guernesey, Herm, Sercq et Aurigny. C'est ains! qu'Aurigny s'est retrouvée amarrée au milieu des courants galo-pants du Raz Blanchard qui, à tribord, s'engouffrent dans l'étroit et la côte française (les Angiais le nomment The Race) et, à babord, dans celul du Swinge que les marins français ont baptisé « le

L'île n'est pas grande : 15 kilomètres carrés. Au sud, elle monte, abrupte, vers le ciel. Au nord, elle redescend en doux valionnements jusqu'à la mer. C'est au long de ce rivage, festonné de plages tran-

quilles, que le duc de Wellington avait rêvé de construire un autre Gibraltar, défendu par une ceinture de forts et de batteries, pour tenir les Français à distance. Ce fut Victoria qui le réalisa, en 1842, en ordonnant la construction des treize forteresses qui s'échelonnent de la pointe ouest à la pointe est, de Clonque Bay à Saint-Esquere Bay. Elles ne devaient jamais servir, les guerres franco-anglaises étaient termi-

Dans le même élan, on procéda

à l'édification d'un brise-lames, gigantesque bras de granit projeté vers le large depuis le port de Braye et destiné à stopper l'assaut 🖺 des vagues et à créer un havre pour mouiller la flotte de Sa Majesté. A cette fin, on ouvrit une carrière dans l'île, puis une petite ligne de chemin de fer destinée à convoyer les blocs de pierre jusqu'au chantier. Des centaines d'ouvriers, venus de Grande-Bretagne, furent recrutés pour étiger cet ouvrage de deux kilomètres de longueur. Commencé en 1847, il était presque achevé en 1864. Mais on avait oubilé le Raz Blanchard... Les travaux touchaient à leur fin quand une tempête le cassa en deux. Et l'Angleterre renonça à son projet.

Aujourd'hui, il ne reste plus que 900 mètres de cette barrière de granit, prudemment repliée à 'abri de la pointe Haument des Pies au creux de laquelle s'abritent les petites flottes de

● Voyage. British Airways (tél.:

Carnet de route

47-78-14-14) avec un voi

quotidien Paris-Jersey ou

Guernesey, puis transfert par

avions à hélices de 16 passagers)

journaliers via Guernesey (650 F

99-46-70-28) pour 805 F A/R.

• Hébergement. Dix hôtels et

de 190 F à 230 F environ la nuit

190 F en basse salson. B & B : de

130 F à 190 F. Possibüité de loger

en haute saison et de 130 F à

quinze Beds & Breakfasts. Hôtels:

Aurigny Air Services (petits

Jusqu'à Aurigny : 1 621F A/R.

départ de Cherbourg (tél.:

33-22-91-32), deux vols

A/R) ou de Dinard (tél. :



pêche et de plaisance. Demeure aussi un tronçon de voie ferrée de trois kilomètres, qui conduit des hauteurs du port jusqu'à l'ancienne carrière de Mannez.

Trois des wagons présents out même connu le Blitz. Ils appartenaient en effet à une vieille rame du métro londonien, la Bakerloo Line. La seule à avoir jamais quitté la capitale britannique. Prank Egston, le conducteur du train, a été vingt-deux ans journaliste au Times. Chemin faisant, et alors que le convoi frôle ajoncs et ronciers dans une lande sauvage où des dames en bermuda et chapeau de toile cueillent des mûres, précise fièrement que la reine Victoria a emprunté cette liene en

Pendant la demière guerre, Au-

chez l'habitant ou sur un terrain

tente. Renseignements à l'office

Clonque se loue toute l'année, de

chambre, à la semaine : de 6 000 à

320 F à 440 F la nuitée, selon la

de camping avec location de

du tourisme d'Aurigny. Fort

la demande, en supplément.

(tel.: 19-44-1-628-825-925).

poissons et de fruits de mer.

Parmi les bonnes adresses: The

Georgian House et Chez André,

Last Restaurant ainsi que The

Moorings, à Braye Harbour, et

The Old Barn Restaurant, à

sur Victoria Street; The First and

Réservations : Landmark Trust

rigny est investie par la Kriegsmarine, et les habitants choisissent de se replier sur Guernesey ou sur l'Angleterre. Les Allemands bétonnent l'Ue et y construisent une multitude de bunkers. Un morceau du mur de l'Atlantique auquel travailleront, pendant quatre ans, sept mille travailleurs forcés.

Au centre de l'île, sur une coiline, se perche « The Town ». Ainsi appelle-t-on l'unique aggiomération de l'endroit. Son vrai nom: Sainte-Anne. La population insulaire presque tout entière, soit 2 400 ames, est installée là. Les rues sont pavées de granit. Les maisons, parfois crépies à la chaux, sont convertes d'ardoises, percées de fenêtres à guillotine avec, côté cour, des jardins crou-

Longis Bay. Côté pub, The Divers,

pour son « milk and rum punch »

victoriennes et aliemandes. Tour

guidé proposé par Colin Partridge

(tél.: 823-270). Le petit Musée de

de l'histoire de l'île. Pour une

Alderney Tours (tél.: 822-260).

Grande-Bretagne, 19, rue des

Mathurins, 75009 Paris, tel.:

Information Center, Victoria

curiosité partagée installe

Moreau, son directeur

commercial et motard

Camada, anx Etats-Unis, en

Australie et au

Merdone, Sur 50

monde invite à

pages, la brochure Motos autour du

s'enfoncer dans la

jungie du Triangle

d'or, à traverser le

encore, à parcourir

Inde avec escales

dans les palais et

Vietnam ; ou

sous l'impulsion de François

d'embiée la complicité. Dès 1991.

inconditionnel, Nouvean Monde

44-51-56-20. Sur place, Tourism

Street, tél.: (19-44-1) 481-823-737.

• Renseignements. Maison de la

visite guidée en français:

Les 8 et 9 juillet, à Aurigny,

Festival de musique.

sur Braye Harbour, renommé

Visites. Fortifications

lant sous les fleurs.

A Autigny, on a le temps devant soi. Le temps d'emprunter les chemins qui ondulent à travers des landes peliasées de bruyères roses en été, de fougères rousses à l'automne, et qui rejoignent les forts du littoral. L'un d'eux conduit au bord d'une falaise. De là, on peut observer une colonie de fous de Bassan, nichés dans les rochers des Etacs. Ils arrivent en mars, repartent en octobre et reviennent ici, chaque année, pour se reproduire. Phis loin, au large, les macareux à têtes fardées ont élu domicile sur l'Ilot de Burhon. Ils s'y installent, de mars à juillet, et il est alors interdit d'y accoster. Le soir, sur Victoria Street, au bar du Georgian House, on commente les articles de l'Aldemey Journal, les scores du dernier match de cricket ou ceuz réalisés sur le golf des Huguettes. L'unique cinéma de l'île est en face. Une somerie annonce le de-

verse la rue. Au fil des ans, les forts d'Aurigny sont tombés en décrépitude. Seul Fort Clonque, à l'ouest, a été dence-hôtel. Il occupe tout un flot, relié à la grande se par une chaussée que recouvre la marée. Au soleil couchant, sa silhouette se découpe en ombre chinoise sur le ciel embrasé. Comme si, soudain, ce déluge de feu était craché par les batteries fantômes qui hantent l'Ile.

but de la séance. Chacun pose

alors son verre, passe sa

commande pour l'entracte et tra-

Marte-Noëlle Hervé

(12 jours, 8 590 F), aux Etats-Unis, le long de la mythique route 66 Motos nomades (3 900 km en 23 jours, à partir de 15 220F), on au Canada. Des Rien ne remplace une moto pour circuits accompagnés sont vagabonder sur les pistes les programmés au Mexique, à plus reculées à la rencontre des populations indigènes. La Madagascar et en Argentine

pour des groupes de deux à dix motos, avec l'assistance d'un motard-guide-technicien. 🛢 Une formule comparable est à l'affiche chez les spécialistes des

Ptats-Unis ou du Canada, Chez Council Travel, pour un Québec en Harley-Davidson (8 jours, 17 600 F pour le

3 070 F pour le passager, avec hôtels réservés cet été dans les Canadieu national en Acadle et Gaspésie (15 jours, environ 10 000 F, tél.: 47-42-76-50), 84

Prontières, à travers les Rocheuses (2 semaines à partir de 10 730 F, tel : 36-33-33-33). D'autres, comme letset (agences) on Voyageurs (tel.: 42-86-17-30), proposent la location du vébicule avec le choix des modèles, compter de 400 F (pour une Suzuki VŠ 800, avec Vacances Pabuleuses) à 700 F par jour pour une Harley-Davidson Heritage Softail ■ Enfin, deux raids « grand confort », en Yamaha TDM 850, noncés chez Kuoni (19 490 F, hôtels standard et pension complète, agences) avec des départs en août et septembre

PARTIR

■ DUBLIN FÊTE JOYCE. Chaque 16 juin, Dublin fête, en costume d'époque, Bloomsday, la journée de Leopold Bloom, le héros d'Ulysse, de James Joyce. Une jour-née précédée d'une semaine de spectacies (David Norrises dans un brillant one-man-show intitulé Do you hear what I am seeing ?) et de reconstitutions (cortège funéraire avec arrêts pub), très arrosées. Memis spéciaux dans les restaurants près de la tour de Joyce, à Sandycove. Au Centre James-Joyce, le 16 juin, petit déjeuner à la mode joycienne c'est-à-dire avec tripes, promenade dans Dublin sous la conduite de Ken Monaghan, neveu de l'écrivain, et bal. * James Joyce Centre à Dublin (tél.: 19-353-1-8788-547), Office du tourisme irlandais, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris; tél.: 53-43-

FARNIENTE A JALOUSIE, NIchés entre les pics du Petit et du Gros Piton, sur la côte sud de l'Tie de Sainte-Lucie (au large de la Martinique), une centaine de bungalows accrochés à flanc de colline, invitent au farniente dans un parc de 160 hectares. Avec ses quatre restaurants et son centre de remise en fonne, Jalousie Plantation célèbre, sous le soleil des Caraibes, un art de vivre hédoniste où les journées pourraient se passer à admirer les volliers ou à se bronzer sur la plage privée. Une cure que l'on peut agrémenter de balades en kayak ou catamaran, de ski nautique ou de planche à voile, de plongée sous-marine, de tennis, de squash (court climatisé), de golf (3 trous par 3) ou de pro-menades à cheval. Il est aussi possible de découvrir le volcan de Sulphur Springs et les jardins botaniques de Diamond Falls, s'aventurer au cœur de la forêt tropicale, visiter Castries, la capitale, ou explorer les îles Grenadine. A partir de 14 000 F par personne, en formule «tout compris » (9 jours/7 muits) de Pa-

* Jaiousie Plantation est programmée par plusieurs voyagistes dont Alternative Travel, Caraibas seignements dens les agences de «

■ LA DIALYSE EN CROISIÈRE. Spécialement destinées aux insuffisants rénaux, dialysés ou transplantés ainsi qu'à leur famille et leurs amis, les croisières de Gérard Pons Voyages ont lieu à bord du MS Europa, équipé d'un centre de dialyse intégré avec personnel spécialisé. Les séances sont organisées un jour sur deux, pendant quatre beures, en fonction du programme de la croisière. Deux circuits au choix: les fjords norvégiens, du 13 au 20 juin (11 800 F par personne en cabine double intérieure et pension complète, 15 875 F en cabine extérieure, Paris/Paris) et la Baltique, du 4 au 16 septembre (18 750 et 25 340 F), prix auxquels s'ajoutent les excursions propo-

* Gérard Pons Voyages, 83, avenue de la Libération, 33110 La

CUBA EN JUIN. Cette année, 🧗 Cuba semble attirer les touristes. Mais les Prançais veulent tous s'y rendre en été, pendant les vacances. Les places seront donc chères. Ce qui n'est pas le cas en juin, excellente saison pour découviir l'île en bénéficiant du meilleur tapport qualité-prix. Ainsi Havanatour, spécialiste de la destination, y propose une semaine dans la station balnéaire de Varadero pour 4 940 F avec le voi, les transferts, l'hébergement en chambre double et demi-pension dans un hôtel 4 étoiles. Supplément en chambre individuelle : 610 F.

* Réservations au 44-51-50-88. L'AUSTRALIE EN VOITURE. Entre la France et l'Australie, quelques milliers de kilomètres et des priz souvent dissuasifs. Un handicap effacé en juin avec le forfait proposé par la Quantas et deux spécialistes de la destination, Asia et le nantais Australie, à la carte : 7 490 F par personne (base 2 personnes) avec le voi A/R (choix de la ville d'arrivée), 5 jours de location de voiture et une nuit d'hôtel. Pour les départs uitérieurs, compter un supplément de 500 F par personne. Suggestions d'itinéraires sur Minitel 3615 OT Austra-

* Agences de voyages, Asia (tél.: 44-41-50-10) et Australie à la carte

Les nouveaux amateurs de Bourgogne



Qu'il est bon de respirer la Bourgogne !



Si Lameloise, Loisean, Lorsin, Meneau vivent en Bourgogue, s'ils y sont si bien dans leur assiette, n'est-re pus parre que les arômes et les suverus y ont cendez-vous.

Rendez-vous avec vous. Car ici le repas est une lête. C'est en Bourgogne que l'on comprend pourquoi la houche s'appelle aussi le palais. Les nouveaux amateurs de Bourgogne le savent bien, qui viennent y fêter des françailles passionnées avec le goût. Des milliers de toques blanches vous attendent en Bourgogne, à deux pas de Paris on de Lyon. Un simple appel suffit.





Notamment en Turquie (9 jours,

environ 6 000 F), au Costa Rica

plaine désertique : 13 990 F en

trois semaines, pour le pilote et sa moto louée en kilométrage

d'un modèle anglais d'après

Minité, une REB copie conforme

Voyages lancait thuidement la formule des « moto-tours » an forteresses qui émaillent la

chez Nouvelles

pour une virée de 3 500 km en trofi semalors à la déconverte de l'Ouest américain.

iqua 33 degres

MOTICOISES

STEW TO WENT

I will be 1 Augustin.

支小物等的

.

TOP TO THE SELECTION OF THE PARTY OF THE PAR A Par Carte Mary A. P.

Jusqu'à 33 degrés

UN PUISSANT anticyclone est unerom de s'élever et atteindront maintenant bien ancré sur l'Europe centrale. Il bioque le passage des perturbations venant de l'Atlan-tique bien au-delà de nos côtes et génère un courant de sud qui fait remonter de l'air d'origine saharienne sur l'ensemble du pays. En Méditer-ranée, le minimum dépressionnaire se comble lentement en se décalant

Jeudi, le soleil et la chaleur régneront une fois de plus sur la plupart des régions. Les températures conti-



1.

Prévisions pour le 6 juin vers 12h00

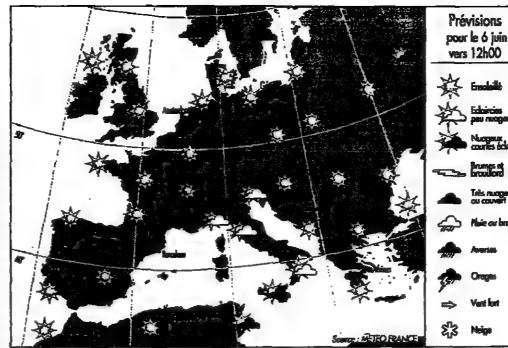


ou dépasseront souvent la barre des 30 degrés de LIIIe à Bordeaux et de Strasbourg à Aix-en-Provence. Dans Paris, le mercure pourra même grimper jusqu'à 33 degrés en cours d'après-midi. La chaleur sera un peu plus supportable le long des côtes de la Manche, de l'Atlantique et autour de la Méditerranée, où les brises marines se lèveront généralement en fin de matinée. Le vent d'autan souffiera entre 50 et 60 km/h sur le Midi toulousain. Il limitera un peu la chaleur : il fera 28 degrés dans la Ville rose l'après-midi.

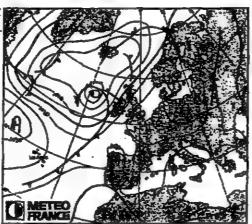
Côté ciel, la matinée de jeudi se passera souvent sans l'ombre d'un nnage. Le soleil ardent n'aura aucun mal à faire disparaître rapidement les très rares brumes du petit matin, Même autour de la Méditerranée, les mages se montreront beaucoup plus discrets que les jours précédents. Ils laisseront, en général, une large place aux éclaircies, des Alpes du Sud à la Corse, mais risquent de se montrer plus gênants autour du golfe du Lion. Le vent marin souffiera en effet du matin au soir de Perpignan aux Saintes-Maries-de-la-Mer. Il apportera des nuages bas qui ne devraient toutefois pas résister aux ardeurs du soleil au-delà de la fin de matinée.

Vendredi, le temps estival va persister sur la piupart des régions, mais on commencera à ressentir une légère tendance orageuse sur la facade ouest du pays. En cours de journée, des mages d'aktinde vont défiler sur cette partie du pays. Ils donneront au pire une petite ondée orageuse, des Pyrénées à la Bretagne. Des muages bourgeonnants se formeront sur les reliefs et provoqueront peut-être une ondée le soir. Le vent marin amènera à nouveau de la grisaille matinale autour du golfe du Lion. Ce vent sera un peu plus présent que la veille, et les nuages bas pourraient donc se montrer un peu plus tenaces sur le Languedoc et le Roussillon.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)







Situation le 5 juin, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 7 juin, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Les lissiers français

C'EST une magnifique exposition que celle qui occupe le Musée national d'art moderne, avenue du Président-Wilson. L'histoire de la tapisserie française y déroule ses fastes jusqu'à nous. Les œuvres contemporaines occupent dans le musée un étage tout entier. Dufy, Lurçat et Gromaire apparaissent comme les chefs derrière qui se développe ce que l'on peut appeler l'école de la tapisserie française du XXe siècle.

Sans doute expose-t-on aussi des pièces tissées d'après les tableaux. Quel que soft le talent de Ronault, Matisse, Léger, Picasso, les œuvres que leurs toiles ont suscitées apparaissent un peu en marge. Elles restent des copies de tableaux plus que des tapisseries

originales. Seul peut-être, par sa rigueur constructive, Braque peut, dans cet ensemble, se réclamer du titre de lissier, Braque, et Dufy avec sa Vénus marine. Ce dernier écrit dans le dernier numéro du Point que « les peintres ne doivent pas s'imaginer qu'ils feront œuvre utile en tapisserie sans y consacrer leur vie ». Il n'y a pas consacré sa vie et cependant Il y fit œuvre utile, mais dans cette matière où son inépulsable fantaisle, son esprit, une science innée de la composition et son implacable travail ont donné, entre autres pièces, la tenture L'Eté, qui est une joie pour les yeux, Dufy ici a eu peu de suiveurs.

Les plus monumentales des tapisseries contemporaines sont celles de Marcel Gromaire. Leurs lignes semblent en perpétuel élan vers les sommets. En elles viennent s'unir, formant un même édifice, maisons, arbres et personnages. Elles enserrent et commandent des couleurs somptueuses, vives et éclatantes, aussi belles à présent qu'elles pourront l'être lorsque le temps les aura at-

> René-Jean (6 juin 1946.)

MOTS CROISES

your seasons are seen as

Consideration of the second

100

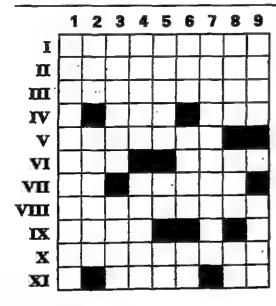
.

anti o-

Fr. 12 7 1 g. 2-487 42.5

The second second

in a mark



HORIZONTALEMENT L Qui n'ont pas été payées. - IL La première n'est pas un petit besoin. - III. Qui concerne certain équidé. - IV. Parfois exigé pour une passe. Tamis. - V. Mis en terre. -

VI. Chef, en Afrique. Port d'Italie. - VII. Est parfois sur les rime à rien. - IX. Pour les fêter. il faut de la galette. - X. Oui pourrait avoir une certaine portée, bien qu'il n'y ait aucun rapport. - XI. Affluent du Danube. En plus.

VERTICAL EMENT

1. Qui n'est vraiment pas à sa place. - 2. Pas vilains. Se manifeste à l'occasion. - 3. Fis tomber les têtes. Dans la région Picardie. – 4. Il n'y en a pas beaucoup dans l'air. Dans les Pays-Bas. - 5. Pour faire l'appel. Démonstratif. Lin métal cassant. - 6. Baie du Japon. Pait quelque chose. Bout de bois. - 7. En Suisse. - 8. Gronde quand il se réveille. Unité monétaire. D'un auxiliaire. - 9. En France. Entourent des pâtés.

SOLUTION DU Nº 6836

HIDRIZONTALEMENT J. Licteurs. - II. Egouttoir. - III. Sumac. USA. - IV. Sam. Baai. - V. Ineffable. - VI. Venu. II. - VII. Tralées. - VIII. Etai. Pé. - IX. Laie. Amis. - X. Rus. On. - XI, Engler.

VEKTICALEMENT

1. Lessivielle. – 2. iguane. Ta. – 3. Commentaire. – 4. Tua. Furieux. – 5. Etc. Su. – 6. Ut. Bäilla. – 7. Rouable. Mot. – 8. Sisal. Epine. - 9. Râleuses.

Guy Brouty

3615 code LE MONDE GO LEMONDE

Paris EN VISITE

M BELLEVILLE: de la place du Danube à la place des Fêtes (37 F), 10 heures, sortie du métro Dambe côté place Rhin-et-Danube (Monu-

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix Les Esclaves, de Michel-Ange, 12 h 30; les monuments funéraires au Moyen Age et à la Renaissance, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ CHAMPS-ELYSÉES: exposition de sculptures, 11 heures (55 F), sortie du métro Champs-Elysées-Clemencean (Paris et son histoire) ; 15 heures (37 F), sortie du métro Champs-Elysées-Clemenceau (Monuments historiques); 15 heures (55 F), sortie du métro Champs-Elysées-Clemencean

(Piene-Yves Jaslet). THE DES HAIPTES FORMES an Chateau des Rentiers (60 F), 11 heures, sortie du métro Nationale (Vincent

de Langlade). M L'OPÉRA-GARNIER (37 F + prix d'entrée), 12 heures, dans le vestibule devant la statue de Lully (Monucoerus historiques).

14 h 30, 38, rue du Fanbourg-Saint-Jacques (Le Passé simple). **MONTMARTRE** (50 F). 14 h 30, en haut du funiculaire (Panis autre-

BL'HÔTEL DE MASSA (45 F),

npuServe: GO LEMONDE resse Internet: http://www.lemonde.fr III MONTPARNASSE (50 F), 14 h 30, sortie du métro Edgar-Quinet (Paris rumentation 3617 code UMDOC pittoresque et insolite).

• MUSEE GUIMET : galerie du Panou 36-29-04-56 (1) 44-08-78-30 théon bouddhique (50 F + prix d'enx et microfilms: (1) 42-17-29-33

trée), 14 h 30, 19, avenue d'Iéna (Inss à Paris et en province : 3-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 Flimin) titut culturel de Paris). WIE FAUBOURG SAINT-AN-Migrade ex édit par la SALE Monde, so-ciéé arragues avec deconir et tyres de suveillance, expediacion de tout article est intendire sans TOINE (50 F), 15 heures, sortie du métro Paidherbe-Chaligny côté hôpital (Paris passé, présent). MIE PARC DE BELLEVILLE (35 F).

15 heures, sortie du métro Jourdain (Paris et son histoire). MUSÉE DU PETIT PALAIS: exposition Direr (40 F + prix d'entrée), 15 h 15, devant l'entrée (Découvrir

Pais). LE DOAKITER DES HALLES & l'église Saint-Eustache (50 F), 15 h 30, devant Saint-Eustache côté rue du Jour (Claude Marti).

■ MUSÉE DU MOYEN ÂGE: la chasse de Nivelles (40 F + prix d'entrée), 16 heures, 6, place Paul-Painlevé (Approche de l'art).

LE CARNET DU VOYAGEUR

belges (SNCB) et français ont inauguré, dimanche 2 juin, la nouvelle ligne Ostende-Lille qui permet de rejoindre Lille trois fois par jour en un peu plus d'une heure et trente minutes. Cette initiative franco-belge répond au déd'entrée): le mobilier royal, 11 h 30; sir de la Belgique de permettre aux voyageurs de Flandre occidentale d'emprunter les TGV qui passent à Liffe pour se rendre à

Paris ou à Londres. - (AFP.) E PARIS. La préfecture de police de Paris va engager une campagne de prévention contre l'alcool au volant et intensifier les contrôles. En 1995, sur plus de 9 000 accidents corporeis dans la capitale, un tanz d'alcoolémie supérieur à la normale a été constaté dans des accidents graves et près de 4 % favorable. - (AFR)

des accidents légers. Depuis le début de cette année, 2 740 automobilistes ont été soumis à des tests qui ont donné lieu à 30 retraits de permis de conduire et à 30 contraventions. Sur les 2 300 permis auspendus au total depuis janvier, plus de 1300 l'ont été pour des raisons d'alcoolémie. – (AFP.) HONGKONG. Air France ins-

talle une direction régionale Asie-Pacifique à Hongkong. La compagnie française, qui effectue actuellement quatre hebdomadaires entre Paris et Pékin, voudrait établir des liaisons avec Shanghai et Canton, et souhaite augmenter son offre sur

Hongkong. - (AFP.) ■ JAPON. Le Japon et les Etats-Unis ont entamé, lundi 3 juin, des pourparlers non officiels sur le transport aérien des passagers entre les deux pays. Le Japon réclame une révision de l'accord aé-15 % des accidents mortels, 11 % rien bilatéral de 1952 qu'il juge dé-

RÉSULTATS GRANDES ECOLES

Admissibilité: 6 juin École de l'Air

Admissibilité: 7 juin CC Visa (IPAG-IESEG-ESSCA)

LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56 lecture en texte intégral

There which identified most item communities are Ministel. Emply they counter ou par fact, patienters per carte bascairs. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandées et à tout utilisateur qui souscris lingues as see linkel un abottoment as service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO LES SERVICES Bulletin à renvoyer accumpagné de votre règlement à : Le Monde Service a 24, avenue du G" Lucler: - 60606 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17

24, avenue du G	Feder - sapas r	Territory Conex - 1er - 1	
Je choksis iz dugée szivante	Rance	Subse, Belgique, Lumenbourg, Pays-Bus	Antres pays de l'Onion compécute
□ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
□ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
□ 3 mois	536 F	572 F	790 F
9 9832 i ng sur Seine , i	rance, section class permit R : Send address changes	Ser S 201 per year « LE MONDE; pr paid at Champinto N.Y. VS, vo to BMS of N-Y Buz 1588, Champin (ATTOMAL MEDIA SERVICE, Doc. 1452-1963 USA Tol.: 800.618.30.63	in N.Y. 1299-156 1630 Pacific Automo Salin 4
Nom:		Prénom:	
Adresse:			
Code postal: _	V	īle:	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Description			601 MQ 001
ni inime mana sika	iement de :	FF par chèq	ne bancaire ou
postal; par Cart	e bancaire	<u>illi.</u>	
Signature et date ol Changement d'adr D par écnit 10 Jours av	esse : ant votre départ.	· .	PP. Peris DTM
par téléphone 4 jou Renseignements : Pot	tage a domicie 🕶	votre numéro d'aborné.) Sespension vacances.	

DU Monde

24, avenue de	G" Laclert - 60646	Chantilly Cedex - Til.: 1	6 (1) 42-17-32-90.
je choksis iz dupće szivanic	Pesace	Subse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bus	Antres pays de l'Union coropécime
1 an	1 890 F	2 086 F	2960 F
□ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
□ 3 mois	536 F	572 F	790 F
	(909729) is published daily	for \$ 201 per year < LE MONDE:	1, pince Baher-Berre-Hitz
9452 lwy-sur-Seine,	Proce, sector cost posse	- Date of the Box 1512 Character	- N.V. (2003-156)
Pour les absumments		KATIOMAL MEDIA SERVICE, INC. 1961-1963 (ISA TRL : 800-618-30-8	
3	Anthern Reside Ave a	342-00 (dir 142-00-00-00-00-00-00-00-00-00-00-00-00-00	
iom:		Prénom:	
dresse:			
MITCORE			
	e de la composição de la c La composição de la compo	Tile •	
ode postal: .	V	TRC:	
ays :			601 MQ 001
i-ioint mon rè	giement de :	FF par chèq	ue bancaire ou
ostal - nor Cor	te honcaire	<u> </u>	
ystat, par Car	C D42000-0		
ignature et date o	Micatories		
hangement d'ad	resse:		
par écrit 10 Jours a	vant votre départ.		PP. Peris DTN
. # L 4 Zor	Mari Findimet	votre numéro d'aborné.)	110190000
			niques mensoels.
	. 47 27 ON As X II 4) 8	1 1 / DECEMBER ON HUMAN 400 1/2	ndredi.
Par Minitel 3615 co	de LE MONDE, accès	ABO.	
Q			

nd de l'active souvoir. Mission paritaire des journaux et publications 437. ISSN : 0395-2087 Imprimede du Monde : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 hry Cedes. 94852 htty-Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Président-direction général : Jean-Maria Colombiani Directeur général : Gérero Morax Alembre du comité de direction : Dominique Aklay, Géèle Peyau (Git State de la SA. de el de la Maño de Europe SA

133, avenue des Champs-Blysées Tel.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30 CINEMA Après le printemps et l'hiver, voici l'été. Eric Rohmer récite le cycle des saisons à sa manière, avec ce style, ce ton qui n'appartient qu'à

• « PEUR PRIMALE », film américain de Gregory Hoblit, l'auteur des séries d' télévisées à succès Hill Street Blues et d' New York Police Blues, est l'autre sortie notable de la semaine.







• LOIN DES RÉALISATIONS OCCIDEN-TALES, les indiens et les Tamouls se retrouvent dans des salles parisiennes qui projettent les succès po-pulaires du sous-continent.

Au bord de la mer avec Eric Rohmer

Conte d'été. Le troisième des « Contes des quatre saisons » fait d'un jeu de permutations une comédie sensuelle, ensoleillée et enchantée. Un nouvel élément dans l'œuvre au long cours de cet auteur

Film françois d'Eric Rohmer. Avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Gwenaëlle Simon, Aurėlia Nolin. (1 b 53.)

En rendant compte des films un par un, à mesure qu'ils sortent sur les écrans, et dans les rapprochements fortuits, sinon insignifiants, provoqués par le calendrier des distributeurs, on risque de ne pas assez voir comment certains cineutes - pas tous, loin s'en faut construisent ce qu'on appelle une œuvre. C'est-à-dire un ensemble dont la valeur est supérieure, et éventuellement d'une autre nature que chacun des éléments qui le compose, aussi réussies solent les parties de ce tout.

Filmographie

Membre fondateur de la nouvelle vague, Eric Rohmer a réalisé une ceuvre colossale pour le cinéma. Dans la série Contes moraux: La Boulangère de Monceau, 1962 ; La Carrière de Suzanne, 1963; Lu Collectionneuse, 1967; Ma nuit cliez Maud, 1969, Le Genou de Cluire, 1970, L'Amour l'après-midi.

● Dans la série Comédies et proverbes : La Femme de l'aviateur, 1980, Le Beau Mariage, 1981 ; l'auline à la plage, 1982 ; Les Nuits de la pleine lune, 1984 ; Le Rayon vert, 1985, L'Ainl de mon amie,

■ Dans la série Contes des quatre suisons: Conte de printemps, 1989, Conte d'hiver, 1991 ; Conte d'été,

• « Hors séries » : Le Signe du lion, 1959 : La Marquise d'O, 1975 ; l'erceval le Gallols, 1978 ; Quatre aventures de Reinette et Mirabelle, 1986 ; L'Arbre, le Maire et la Médiathèque, 1992 ; Les Rendez-Vous de Paris, 1995.

Depuis plus de trente-cing ans the Signe du lion, 1959), Eric Rohmer construit l'une des œuvres les plus cohérentes et les plus ambitieuses qu'ait connu le cinéma mondial, surtout de manière aussi concertée. De cette démarche peu courante, la propension du ciuéaste à luscrire la plupart de ses réalisations dans des séries (les Contes moraux, les Comédies et proverbes, les Contes des quatre salsons, dont le film qui sort aujourd'hui constitue, après l'hiver et le printemps, le troisième volet) est un indice. La publication de textes d'esthétique, échos au travail de critique de cinéma d'abord effectué par Rohmer, ou la mise en place d'un dispositif de production qui lui assure toute liberté (Les Films du Losange) en sont

Mais plus encore la récurrence de thèmes et de situations, la mise à l'épreuve dans des configurations diverses de quelques relations et mécanismes. « Je combine quelques éléments premiers, en nombre rare, comme fait un chimiste », écrivait Rohmer en 1971. Il y a non seule-ment un « style Rohmer » et un «ton Rohmer», mais une pensée du cinéma, mise en œuvre avec un systématisme qui a l'élégance de se présenter toulours sous des apparences ludiques et juvéniles. Ce qui ne signifie évidenment pas que pour goûter ce Conte d'élé it faut avoir vu les vingt précèdents longsmétrages de cet auteur, et s'être familiarisé avec sa réflexion théorique. Chaque film d'Eric Rohmer est aussi un objet singulier, qui possède sa vitalité propre et recèle ses plaisirs particuliers, parfaitement accessibles.

L'AMOUR PAR DÉFAUT Le « jeu » auquel on est cette

fois convié a pour protagoniste un beau jeune homme brum, nommé Gaspard, confronté à la dame de mots, à la dame de corps et à la dame de tête. Gaspard est seul avec sa guitare, en vacances à Dinard. Il attend la troisième, Lénn, dont il est épris. Il rencontre la première, Margot, amicale, volubile, chaleureuse et fine. Bientôt, il désire la deuxième, Solène, mais Léna arrive, et Gaspard, lui, n'arrive à aucune de ses fins. Au centre de ce triangle féminin constitué maigré lui, il n'est nullement le bel indifférent, ni même le grand indécis. C'est plutôt qu'il adhète successivement à des morceaux de logiques, à des propositions de scénarios offertes par les trois jeunes femmes, et que ces logiques ne raccordent pas entre elles, ces propositions ne font jamais un técit (amoureux) complet.

Et alors? Et alors, un, c'est beau. La grâce légère avec laquelle Rohmer met en place son bonneteau sentimental, le soin et le goût dans le traitement des couleurs, la rigueur des cadres, le sens du rythme et des rimes sont un enchantement d'autant mous aisé qu'une station bainéaire en plein été n'offre pas précisément un décor charmeur. Ponctuant le parcours en ligne brisée de Gaspard, les longues scènes de dialogues sur la plage sont des splendeurs de nuances chromatiques, jamais gratuites. Pas plus que n'est gratuite l'impression que les personnages se détachent de leur environnement naturel. Puisqu'en effet tout cela - ce jeu ultrasocialisé - n'est « pas naturel ». L'amour seul le serait, qui réconcilierait avec la totalité, nature comprise. Mais l'amour n'est pas là, ou seulement par morceaux, donc par défaut.

Parce que, deux, c'est drôle. L'humour ici omniprésent coule comme de source de l'intelligence duit par une autre femme, puis il re-



'de la réalisation. Mais aussi de la mise en œuvre, délibérément appuyée, de cette « impureté » du cinéma à laquelle Rohmer, fidèle discipie d'André Bazin, a toujours souscrit. Une impureté qui se manifeste par la rencontre ostensible d'une approche documentaire des lieux et des comportements, et d'une stylisation théâtrale des si-

tuations et du vocabulaire. Le décalage entre ces deux approches engendre un comique subtil, et souvent grinçant. Celui du burlesque de la haute époque, dont on retrouve les constructions disjointes, les trajectoires qui bifurquent abruptement, à l'intersection du hasard et de lois objectives. Comme chez Keaton, l'histoire de

Gaspard filmée différémment pourrait être un drame - en luimême, ce triple échec amoureux n'est pas spécialement gai. Un drame, mais pas une tragédie, qui renvoie à une force supérieure et extérieure, le destin. Ici seul rentre en compte l'usage, et le mésusage, du libre arbitre.

Par là Conte d'été s'inscrit dans

l'ensemble de l'œuvre de Rohmer, et gagne encore en intérêt pour qui y prête attention. Pour s'en tenir à a seule série des Saisons, les deux premiers contes étaient des fables philosophiques symétriques. Au printemps fleurissait une approche cartésienne qui, à l'épreuve du doute, permettait la construction logique d'un résultat, l'hiver accueillant un coup de force pascalien, où le choix obstiné de la pro- (tagoniste l'emportait sur les obstacles de la réalité - soit, aussi, deux approches différentes du rapport de forces entre fiction et réalisme. Cette fois Rohmer opte pour une formule ouverte, où ni l'intellect ni la foi « n'emportent le morceau », où la série des possibilités se termine - mais ne se ferme pas sur une fuite. Et, peut-être, un lendemain qui chante.

(IN ÉLAN JAMAIS INTERROMFU Les mots sont, comme toujours chez Eric Rohmer, un matériau essentiel à ce dispositif: le discours fait partie, comme les corps et les décors, des objets filmés par le cinéaste, mais c'est le film qui raconte, pas les dialogues. Du point de vue de l'économie rohmérienne, Conte d'été est une superproduction: rarement le cinéaste s'est doté d'une telle profusion de types de discours, de la chansonnette au témoignage ethnologique en passant par la conversation, le récit de voyage, la promesse et le défi, la confidence et la dispute, l'énoncé de grands principes, l'auto-analyse.... Cette profusion, orchestree comme un morceau mus cal dont les composantes se fondent, se chevauchent et se répondent, donne au film un élan iamais interrompu, d'autant mieux qu'elle est alimentée par quatre jeunes interprètes parfaitement au

₹5. '- .

later.

420

TE: 25

25.42

TO REAL PROPERTY OF THE PROPERTY STORES

· 2 · 2 30000年代 新新年 安安斯特

1、大学中心中,1997年 1887年 李林寺高兴

and the contract of the probability and the probability of the

the and to have offere Mark long

and the second s

Control of the second disputation region

ATA IN STREET THE

Da tar tien beitareite

为

The state of the s

The state of the second of

of the second section of the second

1997年(1994年) 2月 1997年(1997年) 1997年

and the second s

The same of the sa

Mary Febre Memory Company

The state of the s

A CONTROL OF THE PROPERTY OF T

Section Section Section Assessment

THE STATE SHOWN IN THE PARTY. and the second see the content of

Marine Committee

DAR SEMBROLILES

« Tous mes films tournent autour du problème du choix »

À SOIXANTE-SEIZE ANS, bon pied bon ceil, ce randonneur préfère les escaliers aux ascenseurs et confesse en souriant que, s'il n'aime pas se montrer, il aime bien parler

« Comment ce nouveau Conte s'inscrit-il dans la série ?

- C'est une variation de plus sur mon thème habituel: les relations entre un garçon et des filles, ou bien entre une fille et des garçons. Tous mes films tournent autour du problème du choix, problème grave mais traité sur le ton de la comédie. Encore faut-il savoir varier. Chaque série repose sur un modèle, par exemple dans les Contes morator, un homme aime une femme, et avant de faire son choix définitif il est sé-

des quatre saisons, il y aura une symétrie entre le premier et le demier - Conte de printemps et Conte d'automne - et entre ceux du milieu, Conte d'hiver et. Conte d'été. Conte d'hiver montre une femme et trois hommes, Conte d'été, un homme et trois femmes ; dans l'un, la femme a une idée fixe, alors que dans l'autre l'homme n'a pas d'idée arrêtée. Conte d'hiver mêne à une conclusion, tandis que la fin de Conte d'été est ouverte, etc.

» A l'époque des Contes moraux, je répondais par plaisanterie que je travaillais à l'ordinateur, moi qui ne sais même pas comment cela fonctionne, mais il y a effectivement une combinatoire cherchant à épuiser toutes les possibilités. Mais, à la différence de l'ordinateur, il y a un point de départ mathématique, mais ensuite apparaissent des sousthèmes, des variantes beaucoup plus nombreuses que prévu. Si on trouve le bon point de départ, les éléments doivent se combiner d'eux-mêmes, en nombre incalculable. L'œuvre de nombreux artistes, pas seulement de cinéma, est composée de cette manière. Une œuvre d'art n'est pas une

ceuvre de science. » A mes yeux, cette base très stricte est capitale, mais ne suffit pas. Il faut aussi une inspiration qui vienne de la vie. Inversement, dans beaucoup de films les gens se contentent de raconter leur vie, mais il manque ce sens de la transposition, de l'architecture, de la construction. Toutefois, la forme n'est pas seulement géométrique et

ne concerne pas que les apparences. Vous soulignez qu'habituelle-ment l'artiste est inconscient de la forme qu'il met en œuvre. Comment est-ce possible dans votre cas, vous qui êtes à la fois un créateur et un théoricien?

- Il me semble que les artistes classiques (au cinéma: Chaplin, Keaton, Murnau, Lang, Renoir,

vient à la première... Dans les Contes Hitchcock...) n'en ont pas forcément conscience, alors que les modernes travaillent plus délibérément sur la forme. Quand Cézanne dit que la nature est faite de triangles, de cylindres et de cônes, il prend conscience de cette recherche de la forme. Bien que mes films reposent sur des récits, avec un début et une fin, je me considère comme un modeme, de même que les autres cinéastes de ma génération : Jean-Luc Godard ou Jacques Rivette font également de la théorie. Mais sur mes propres films je ne théorise pas, en tout cas pas à l'avance. Quand je

tourne, je n'y pense pas du tout.
- La réalisation de Conte d'été est-elle contemporaine de l'écri-ture de Du Mozart en Beethoven, le livre sur la musique que vous venez de publier chez Actes Sud?

-Oui, c'est une coincidence. Je porte l'histoire du film, en partie inspirée de faits arrivés durant mon adolescence, depuis longtemps. Et par affects il y a aussi longtemps que je réfléchis à ce projet de livre sur la musique. Dans le film on parle beaucoup de musique, mais pas du tout de celle concernée par le livre. Et cette référence à la musique est, elle aussi, fortuite : l'ai attendu longtemps entre Conte d'hiver et Conte d'été, parce que j'avais du mal à trouver l'acteur principal. Quand l'ai rencontré Melvil Poupaud et constaté qu'il était le comédien que je cherchais, j'ai découvert qu'il jouait aussi de la musique. D'où l'idée d'intégrer la chanson dans le film.

-Vous avez toujours travaillé dans un cadre économique et technique rédnit. Y a-t-il une évobution?

- je ne suis pas nostalgique des techniques anciennes. Le premier article que j'ai écrit était en faveur de la couleur, qui passait alors, au début des années 50, pour une innovation vulgaire. J'ai été un des premiers à utiliser au cinéma les micros the state of the s

teur en 1980. Conte d'été a été tourné avec le son numérique, le mixage a été fait sur ordinateur, sans passer par un auditorium. Le seul aspect auquel je suis attaché est le format, je préfère l'ancien 1/33, presque carré, au 1/66, plus large, dans lequel sont projetés la quasi-totalité des films aujourd'hui. Conte d'été sera montré en salles en 1/66, mais il peut être vu en 1/33 – il passera d'ailleurs dans ce format à la télévision sans déperdition de l'image.

» J'accorde beaucoup d'importance à la légèreté de l'équipe technique, éviter les grands déploiements de matériel permet de toumer n'importe où sans se faire remarquer, les passants croient qu'il s'agit d'un petit reportage pour la télévision... De ce point de vue, le tournage de Conte d'été ressemble à celui de La Collectionneuse il y a trente ans, il n'y a pas plus de techniciens, ni des méthodes différentes.

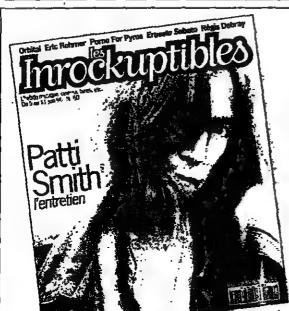
- Comment avez-vous donné cette présence et cette beauté inhabituelles à la nature, aux bords de mer?

~ je sais seulement que l'image n'est absolument pas truquée, qu'il n'y a aucun éclairage additionnel. Avec ma chef-opératrice, Diane Baratier, nous avons soigneusement choisi les objectifs pour qu'ils ne soient pas « trop bons », pas très « piqués », afin que l'image ne ressemble pas à la photo des films publicitaires. J'aime l'image du 16 mm et ses teintes plus douces, je voulais m'en rapprocher. Comme, dans ce film, la nature ne participe pas à l'action, le risque était qu'elle soit réduite à une toile de fond.

-Où en est «Conte d'au-

– Il existe à l'état de projet, je n'ai 🤌 encore trouvé ni le lieu ni les acteurs, tout peut changer. Je sais seulement que je le tournerai. »

Propos recueillis par



le grand retour de Patti Smith entretien exclusif

chez votre marchand de journaux

Patti Smith en tournée en juillet les 2 et 3 à Paris/Olympia, 🚕 🥕 le 5 à Vittel, le 6 à Belfort. le 17 à Salon-de Provence, le 18 à Lyon, le 20 à Concarneau. le 21 à Saint-Malo

L'hebdo musique, cinéma, livres, etc. Tous les mercredis, 15 F.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

ÙN ANIMAL, DES ANIMAUX

Film français de Nicolas Philibert. (59 minutes.)

■ Nettoyage, toilettage, maquillage, remplumage. Nettoyer, rassembler, classer, organiser. Nicolas Philibert, réalisateur notamment de La Ville Louvre et Le Pays des sourds, a filmé toutes ces opérations, prélude à la réouverture au public de la galerie de zoologie du Muséum national d'histoire naturelle, fermée depuis un quart de siècle. Histoire d'une renaissance, en quelque sorte, celle d'animaux morts qu'il convient de restituer tels qu'en euxmêmes, c'est-à-dire vivants.

Le film se nourrit de ce paradoxe, qu'il éclaire en insistant sur les yeux des animaux, dans lesquels la caméra surprend les refiets de iumière auxquels font écho les cris et les bruits reproduits sur la bande son. En jeu, la représentation de la vie, l'image de l'animalité, la place de l'homme en tant que grand (ré)organisateur de la nature. Résultat, un petit film malicieux, ironique sans excès, qui attendrit avec intelligence et discernement.

LES NOUVEAUX MECS

Film allemand de Sönke Wortmann. Avec Til Schweiger, Katja Riemann, Joachim Krol, Rufus Beck. (1 h 30.)

L'ouverture est digne de Woody Allen : une piste de danse, une orchestration jazzy des années quarante, des tons fauves, une caméra qui enveloppe la scène comme une caresse. La deuxième scène ramène le film à son plus juste niveau : celui des tollettes publiques du dancing où, sous le regard plongeant de sa légitime, un bel étalon batifole avec une grue de passage. Quant au sujet, il faut attendre la troisième scène - deux homosexuels échangeant des propos salaces - pour qu'il soit présenté.

An un mot comme en cent, la « pédale douce » d'outre-Rhin (plus de sept millions d'entrées en Allemagne) arrive en France avec fanfreluches, saucisses, et gros sabots. Un bel hétéro-macho, Axel, chassé pour cause d'infidélité chronique par sa petite amie, trouve refuge dans un milien auquel il est a priori étranger, pour ne pas dire hostile; ceiui des homosexuels. Sous convert de libéralisme (ils sont trop ridicules pour être dangereux), de subversion (le macho en est un qui s'ignore), voire de constat sociologique (nous vivons une époque sexuellement incertaine), le film avoue à chaque détour d'un scénario sussi indigent que « branché» sa véritable vocation : la comédie de mœurs considérée comme artillerie

UN HÉROS ORDINAIRE

Film italien de Michele Placido. Avec Fabrizio Bentivoglio, Michele Placido, Philippine Leroy-Beaulieu, Omero Antonutti.

■ C'est avec un louable souci d'authenticité que Michele Placido a retracé l'histoire de Georgio Ambrosoli, qui en sa qualité de liquidateur de la Franklin National Bank mit au jour un scandale politico-financier impliquant la mafia, le Vatican et certaines des plus hautes autorités de l'Etat italien. Souci qui l'a conduit notam à donner à entendre les enregistrements des appels téléphoniques menaçants tels qu'ils furent produits lors du procès.

La trame narrative, qui se constitue d'abord de manière assez confuse, fait la part belle à la dimension personnelle de l'affaire, développée à partir de la description du milieu familial des deux protagonistes principaux: les trois enfants de Georgio Ambrosoli (Fabrizio Bentivoglio), l'épouse, atteinte d'une maladie incurable, de l'inspecteur des finances Novembre (Michele Placido). La complexité des mécanismes de l'affaire contraint le réalisateur à s'en remettre essentiellement aux dialogues, obligation dont il ne parvient malheureusement pas à se défaire. Résultat, un film bavard et convenu, qui ne s'élève jamais au-dessus du niveau

BETWEEN THE TEETH

Byrne et le groupe Ten Car Pile-Up. (1 h 11.)

■ Ce film appartient au genre peu fécond du concert filmé. Lequel a ses adeptes, qui sont généralement les admirateurs des musiciens qui s'y produisent. La moindre des politesses consiste donc à avertir les tenants de David Byrne (figure légendaire des Talking Heads) que ce film enregistre la prestation de leur idole à la tête du groupe Ten Car Pile-Up, au Count Basie Theater de Red Bank en

Pour le reste, une fois rapidement épuisée la gamme des variations offertes par une caméra face à un sujet relativement pen mobile sur une scène, il faut bien s'en remettre à la musique, quand bien même on serait privé de ce qui fait l'âme d'un concert : sa chair. Il s'agit en l'occurrence d'un mélange de rock, de funk et d'afrocubain délivrant un message charpenté, dominé par les cuivres, les percussions, et la voix rauque de Byrne. Avis aux amateurs, et à tout un chacun pour la seule chanson qui produise une magie que le film poursuit en vain: Blind. Ironie du sort sans doute. J. M.

FLIRTER AVEC LES EMBROUILLES Film américato de David O. Russell. Avec Ben Stiller, Patricia Arquette, Téa Léoni, Alan Alda, Mary Tyler Moore, George

Segal, Lily Tomlin. (1 h 38.) ■ Le chemin qu'emprunte un personnage lancé à la recherche de ses vrais parents est d'emblée balisé par les conventions de la comédie hollywoodieme. Les redites inévitables du scénario imposent donc aux pères et mères putatifs de témoigner d'une grande diversité. De la capacité du réalisateur à décliner les approches, de la fantaisle et du charisme des interprètes dépend ainsi pour une part importante l'intérêt du film.

A ce jeu-là, seuls Alan Alda et Lily Tomlin, anciens hippies recyclés dans les substances chimiques et leur trafie timent leur faincle

dans les substances chimiques et leur trafic, tirent leur épingle du jeu, le temps d'une scène. Pour le reste, îl n'y a rien qui retienne l'attention dans cette comédie sur laquelle une présentation en clôture du Festival de Cannes a indûment braqué les projecteurs.

Film espagnol de Fernando Trueba. Avec Antonio Banderas, Melanie Griffith, Daryl Hannah, Dany Alello, Joan Cusack.

■ Avec ses lunettes de soleil, sa queue de cheval et sa décapotable, Art Dodge (Antonio Banderas) est beau comme un camion. Rien que de très normal à Miami, même si l'intéressé, galiériste miteux et aigrefin sympathique, n'en mène pas large. La fortune lui tombe dessus en même temps que Betty Kerner (Melanie Griffith), richissime divorcée qui se met en tête de l'éponser. D'un tempérament assez veule, Dodge y consentirait presque si deux obstacles ne venaient corser l'action. Le premier s'appelle Gene (Dany Aiello), ex-mari de Betty, quelque peu mafioso et jaloux maladif. Le second, autrement redoutable, a pour nom Liz, sœur de la

première, dont Art tombe illico amoureux. Tout cela se terminera évidemment comme il se doit, mais après que le film ent tourné à vide près de deux heures durant. Trueba (Oscar du meilleur film étranger en 1994 avec Belle époque) voulait visiblement rendre un hommage scrupuleux à la comédie classique américaine, il parvient tout au plus à démarquer celle d'aujourd'hul. L'ironie réside dans le fait que Two much, film d'un réalisateur espagnol tourné en anglais sur un modèle hollywoodien, fait un véritable tabac en Espagne, où il a enregistré plus d'un million d'entrées lors de ses trois premières semaines

Un « film de procès » qui renouvelle les canons du genre

Peur primale. Le réalisateur de la série télé Hill Street Blues signe avec brio ses premiers pas sur grand écran

Film américain de Gregory Hobiit. Avec Richard Gere, Laura Linney, Edward Norton, John Mahoney (2 h II).

La catégorie du « film de procès » est, depuis quelques années, particulièrement prospère à Hollywood. Elle consiste à reproduire quelques données narratives et dramaturgiques de base telles qu'elles ont été figées par une poignée de chefsd'œuvre (Le Sergent noir, de John

LES ENTRÉES À PARIS

Preminger, Le Procès Paradine d'Alfred Hitchcock, Témoin à charge de potiller le fonctionnement.

Un avocat avide de publicité (RI-

Billy Wilder) et de construire un récit à suspense à grand renfort de joutes oratoires et de coups de théâtre savamment dosés, Bonne surprise, Peur primale ne tente pas de renouveler le genre ou d'en subvertir les conventions mais, plus simplement, de jouer avec toutes les composantes jusqu'à en dé-

Le Huitième lour subit un

Médiocre semaine pour la fréquentation dans la capitale, avec 370 000 entrées au total, contre 667 000 la semaine précédente et 586 000 durant la période corresen troisième pondante de 1995 (qui comporsemaine (totaient toutes les deux le « pont » de

Frami les nouveautés, deux films américains dominent sans éclat: Sunchaser doit se contenter de 27 000 compagnons devant ses 25 écrans, et *Ght* 6, à 13 000 dans 12 salles, n'est pas submergé par les

■ En deuxième semaine. Diabolique perd plus de la moitié de son public à 45 000 malgré sa combinaison de 48 salles (total : 149 000).

déficit presque aussi considérable, avec 63 000 entrées

tal: 272 000). La baisse affecte également Ridicule, à 43 000 dans ■ Le Facteur poursuit son exem-

plaire tournée pour dépasser les 300 000 en sixième semaine. Un « petit film » réussit lui aussi un parcours remarquable: en troisième semaine, L'Age des possibles vient en effet de dépasser les 16 000 entrées.

Ford, Autopsie d'un meurtre, d'Otto chard Gere en grande forme), prend la défense d'un jeune garçon que tout désigne comme le meurtrier de l'évêque de Chicago. C'està-dire que l'adolescent incarne, pour le public, un cas type de chair à erreur judiciaire.

La mise en scène est entièrement au service d'un scénario extrêmement habile qui tire parti des contraintes du genre, entremêle avec métier les différentes hypothèses de situation. Peur primale (titre dont on cherche en vain la

justification) superpose les trompel'oeil inhérents à ce type de récit et se révèle ainsi une réflexion sur la manipulation et l'illusion. Derrière sa façade de prévisible

fiction libérale, ce premier film d'un réalisateur venu de la télévision (Hill Street Blues, New York Police Blues) détourne brillamment les clichés idéologiques. Et se découvre l'audace de conclure en malmenant (un peu) le spectateur.

Jean-François Rauger

REVUE

CINÉMATHÈQUE Numéro 9, printemps 1996

«Le cinéma est encore pour nous capable de découvertes, riche d'images oubliées, parcouru de perspectives inaperçues, ouvert aux plaisirs de l'œil et de la compréhension. » Ces quelques lignes de l'éditorial présentant le premier numéro de la revue en mai 1992 constituaient en soi un pro-

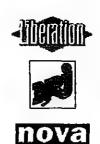
Huit numéros et quatre ans plus tard, le semestriel édité par la Cinémathèque française est devenu, au nom de ce credo, une revue de référence. La passion cinéphilique, l'ouverture pluridisciplinaire, le

large spectre du champ de recherche, la richesse iconographique en constituent les principaux atouts.

Ils se retrouvent dans cette neuvième livraison, avec en ouverture un triptyque consacré à Manuel de Olivelra, considéré successivement d'un point de vue philosophique, littéraire, et blo-filmographique. Le numéro comporte aussi trois pénétrants essais sur Oshima. Fasshinder, et Antonioni, Alain Philippon signant avec ce dernier (plus précisément à propos de Profession : reporter) un éblouissant exercice d'admiration. Beaucoup d'autres bonnes choses, parmi lesquelles un texte de Le Corbusier sur le cinéma, ou une étude subtile de Nicole Brenez sur l'apparition du Cinéma-



Pour fêter les 20 ans du Loto, La Française des Jeux aide les ieunes de 20 ans à financer leur projet. Comment? En attribuant de 80 000 francs (maximum), à 20 lauréats. Pour participer, demandez un guide d'information dans.les 15 500 points de vente Loto ou appelez le N° Vert 05 20 1976. Art, culture, humanitaire, social, invention, design, mode, vie professionnelle, sciences et techniques. Tout est possible quand on a un projet.



3615 LOTO (1,29 F/mn) 3615 NRJ (2,23 F/mn)

Les bonnes affaires du cinéma indien à Paris

Les soixante mille Tamouls de la région parisienne sont les consommateurs les plus effrénés de films en vidéo

leurs pliants, d'autres qui s'assoient par terre. Le succès est tel qu'il a fallu organiser des séances supplémentaires au Cinéma Trianon à Pigalle. Sous les dorures rococo et les rideaux de velours rouge, le public tamoul est venu en famille voir ou revoir la nouvelle production des studios de Madras, Indien, un film de Shankar avec Kamal Hassan, star du cinéma de la capitale de cet Etat du sud-est du sous-continent, en train de détrôner Bollywood », l'usine à images de

Le film a déjà été programmé au début du mois dans un cinéma de Pantin, l'Espace cinéma, loué pour l'occasion. La place était à 70 francs, le prix de l'exclusivité, puisque indien a été projeté en France deux jours avant sa sortie officielle en Inde, et l'arrivée des cassettes vidéo.

Si les Indiens sont les premiers consommateurs de cinéma au les vidéo-clubs prolifèrent, les cas-

monde, les Tamouls à Paris sont les consommateurs de films en vidéo les plus effrénés. On estime leur population en région parisienne à soizante mille personnes: Pondichériens de nationalité française, et Tamouls du Sri Lanka, dont de nombreux réfugiés politiques. Beaucoup regardent un film chaque jour, et iusqu'à dix ou quinze fois le même - des grands mélos des années 50 et 60 aux normeantés avec les stars Kamal Hassan et

UNE DIZABLE DE MAGAZINES M. Kali gère le plus ancien vidéoclub tamoul du quartier de la gare du Nord. Il est arrivé du Sri Lanka il v a quinze ans. Dans la boutique, il ne

loue pratiquement que des copies pirates, sans jaquette, avec le titre et le nom de la star inscrits à la main, en

A « Little India », dans le quartier de la rue du faubourg Saint-Denis, settes sont même disponibles dans les magasins d'alimentation et les « Saris Palaces ». Le tarif est le même partout, trente films pour 200 francs par mois. Le samedi, les Indiens viennent de banlieue faire le plein de cassettes pour la semaine, et se tenir au courant de l'actualité des stars de Madras. Une dizaine de magazines sont entièrement consacrés au

Tous font leur « une » sur Indien. le film le plus cher jamais produit en Inde : 100 millions de roupies (15 millions de francs). Depuis trois semaines il remplit les salles à Madras et, consécration suprême, va être distribué à Bombay, la grande rivale, capitale du cinéma en langue hindie. Les chansons ont déjà été traduites. En Inde, on sort toujours la musique physicurs semaines avant le film, qui est assuré de faire carrière si les chansons sont des tubes. La bande originaie a été composée par A. R. Rab-

qui a déjà contribué au triomphe de phisieurs films, dont Bombay de Mani Ratnam. Bombay avait marqué le début d'un nouveau genre de cinéma commercial, traitant de sujets controversés avec les recettes du grand spectacle, indien confirme la tendance : un thème d'actualité (la cornuption des fonctionnaires, au oceur de la récente campagne électorale). un fond nationaliste (l'indien est un patriote de la première heure), et des effets spéciaux omnimésents.

Ces effets spéciaux informatisés, réalisés dans les performants studios de Madras, sont mis au service des schémas les plus classiques du cinéma indien. Aînsi dans l'inévitable séquence de flash-back, des incrustations sont réalisées dans des images d'archives réelles. Kamal Hassan-Forrest Gump apparaît au côté de Nehru lors de la Déclaration d'indépendance en 1947.

De même, traditionnellement, la star încame un double rôle (pour ne

pas partager la vedette). Avec les techniques informatiques, les deux Kamal Hassan - en vieux père justicier grâce à un maquillage spectaculaire et en jeune homme moderne et corrompu - apparaissent constamment dans le même plan, l'un finissant même par poignarder l'antre dans un hommage appuyé aux pures valeurs des fondateurs de la nation et une condamnation de la

corruption et de l'argent roi. Après les projections, les vidéos : à l'aide de sa batterie de magnétoscopes, M. Kali a dupliqué cinq cents fois le film. Celui-ci ne dure plus trois heures mais 2 h 40, une bobine ayant disparu au moment de la copie vidéo. De son côté, instruit par cet engouement, l'exploitant de l'Espace cinéma à Pantin a décidé d'aller s'approvisionner en films directement à Londres, et de les diffuser dans des conditions plus régulières.

Florence Martin

ainsi été remis en état, grâce en C particulier à 800 fauteuils offerts

par un exploitant français. Aussitôt après ce festival, une autre manifestation organisée par Le Monde

Premiers Plans,

DU 5 AU 9 JUIN, le festival Pre-

miers Plans, consacré au jeune ci-

néma européen et qui se déroule

tous les ans au mois de janvier à

Augers, transporte ses pénates

dans la capitale bosniaque. Son di-

recteur, Claude-Eric Poiroux, a en

effet décidé de présenter à Saraie-

vo l'essentiel de la sélection de

l'année. Outre douze réalisateurs

des films sélectionnés, Claude Mil-

ler et Jane Birkin sont également

du voyage. En revanche, Philippe

Donste-Blazy, qui devait assister à

Premiers Plans à Sarajevo s'ins-

crit dans le cadre du travail de

fond entrepris par Europa-ciné-

mas, organisme dépendant de la

Communauté européenne, pour

soutenir la renaissance du cinéma

en Bosnie, en contribuant à la res-

tauration des salles endommagées

par la guerre. Deux cinémas ont

l'ouverture, s'est décommandé.

d'Angers

à Sarajevo

et les Cahiers du cinéma, en collaboration avec le centre André-

Malraux, présentera à Sarajevo huit films français récents, du 14 **≣ La « première » de** *Roc***k a** eu

lieu, lundi 3 juin, sur l'île d'Alca-

traz. L'action du film, dont Sean

Connery et Nicholas Cage sont les vedettes, est en effet située dans le cadre de la prison de la baie de San Prancisco, créée en 1934 et définitivement fermée en 1963. La projection a eu lieu dans ce qui était autrefois la cour de la prison. Alcatraz a délà servi de cadre à

sonnier d'Alcatraz, de John Frankenheimer (1962), avec Burt Lancaster, et L'Evadé d'Alcatraz, de Don Siegel (1979), avec Clint Eastwood. John Booman y avait réali-

sé la demière séquence du Point de

non-retour (1967, avec Lee Marvin).

pinsieurs films, notamment Le Pri-

Les pionniers du film d'exploration à l'auditorium du Louvre

man, l'enfant chéri des producteurs,

EXOTICA, L'ATTRACTION DES LOIN-TAINS, films d'exploration et de voyage à travers le monde (1895-1930). AUDITORIUM DU LOUVRE jusqu'an

23 juin (40-20-52-99/40-20-51-86). A noter, sous le même titre, la publication d'un numéro hors série de la revue 1895 (175 pages, 120 F). CHERCHEURS D'HORIZONS, cycle de films documentaires.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU, saile jean-Renoir, BPI 2º étage, du 19 au 30 juin (44-78-12-15).

Dès 1896, les opérateurs Lumière en France, ou Edison aux Etats-Unis, s'éparpillent à travers le monde. Il s'agit à la fois de faire découvrir à l'humanité la nouvelle technique du cinématographe et de rapporter des lmages. Au cours d'un séjour à Venise, Alexandre Promio a ainsi l'idée d'installer sa caméra dans une gondole : le travelling s'inventait au passage. Il faliait bien Venise pour Silence blanc (1924) de Herbert G. Ponting seui documentaire, afin de mieux montrer

style, ce miracle flottant qui exprime la beauté menacée du monde et la poésie d'une vie engioutie aussitôt que saisie.

Comme l'indique le titre de la manifestation organisée au Louvre, un des principaux ressorts de ce type de films est l'exotisme. Le terme recouvre une soif de découverte et de dépaysement, il trahit aussi un regard occidental qui prolonge la violence colonisatrice. Les meilleures de ces réalisations témoignent en tout cas de ce qu'André Bazin a nommé « une mystique moderne de l'exotisme » propre au début de ce siècle, avant que la décadence spectaculaire ne s'empare du genre - * Il ne suffit plus de chasser le lion, s'il ne mange les porteurs ».

OUTLOUES PERLES RARES

Quelques-uns de ces grands classiques sont au programme: c'est la fameuse Croisière jaune (1931-1934) d'André Sauvage, récit de l'expédition Citroèn en Asie, ou Le Grand

offrir au cinéma cette voyageuse figure de usur l'expédition tragique de Falcon Scott au pôle Sud, devancé par son concurrent Amundsen, et trouvant la mort au retour. La première version de ce film, saluée en France dès 1914 par Colette ou Philippe Soupault, avait lancé la vogue du cinéma « polaire », annonçant le Nanouk de Flaherty. Mais la programmation réserve queiques perles plus rares, trouvées dans Le Fond de la mer (France, 1928), premier film tourné en milieu aquatique naturel, ou bien Au pays du scalp (1930), où le marquis de Wavrin a notamment filmé, et Alberto Cavalcanti monté, les différentes étapes d'une réduction de tête chez les Jivaros. Un autre type de réduction parodique celle-là - trouve enfin sa place ici, à travers les aventures truquées et fantasques du professeur Mabouloff, dans A la conquête du pôle (1912) de Georges Méliès. Un salut railleur de la fiction au documen-

> Avec sa rétrospective « Chercheurs d'horizons », le Centre Pompidou s'en tient, lui, au

l'évolution du genre. La section Chasseurs d'images réunit ainsi quelques films de montage dédiés à ces pionniers partis innocemment à l'assaut de la planète (Lumière de Marc Allégret, 1967; Donner à voir: hommage aux frères Lumière de Frédéric Rossif, 1966; L'héritage d'Albert Kahn de René-Jean Boyer, 1976). Tandis que sous la rubrique Impressions sont convoqués quatre représentants de la modernité cinématographique, Chris Marker (Si j'avais quaire dromadaires, 1966), Aguès Varda (Murs murs, 1980), Johan Van der Kenken (L'Œil qu-dessus du puits, 1988), et Robert Kramer (Route One USA. 1989). Soit quatre cinéastes pour lesquels l'exotisme commence avec leur propre regard. Une excellente introduction à la grande rétrospective (plus de cent films, depuis les grands classiques du genre jusqu'aux raretés de séde B) consacrée à l'exotisme dans la fiction, qui se tiendra aux mois de juillet et août à la Cinémathèque française.

Jacques Mandelbaum

und Drang ». C'est un film-nocturne. Four des raisons économiques, les séquences de la bataille de Pehrbellin seront tournées en Bulgarie. Durée prévue du tournage, deux mois, avec un budget très raisonnable. Le producteur est mon fils Giorgio, vingt-deux ans ! Ce projet me passionne depuis longtemps, continue le réalisateur du Saut dans le vide et du Diable au corps. Il permet de traiter du jeu entre rêve et réalité, de l'opposition entre sentiment (le Prince) et raison d'Etat (l'Electeur). Que la pièce de Kleist ne soit pas à la mode est une

raison de plus pour la filmer aujourd'hui. »

Lettre d'Amérique

Hollywood dématre en trombe sa saison d'été. Les deux premières grandes sorties de la saison, Twister et Mission impossible, ont suscité une affiuence record. Réalisé par Brian de Palma, Mission impossible, inspiré du feuilleton télévisé des années 60, avec Tom Cruise - également producteur -. Emmanuelle Béart et Jean Réno. a récotté 108 millions de dollars

en onze jours. Quant à Twister. histoire de tornades dévestant le Midwest, produite par Steven Spielberg et réalisée par Jan de Bondt (Speed), son succès a pris tout le monde par surprise. Parmi les sorties à venir sur lesquels compte Hollywood, figurent independance Day, superproduction de science fiction où les Martiens attaquent la terre. Eroser avec Arnold Schwarzenegger, et Le

Bossu de Notre-Dame, le nouveau

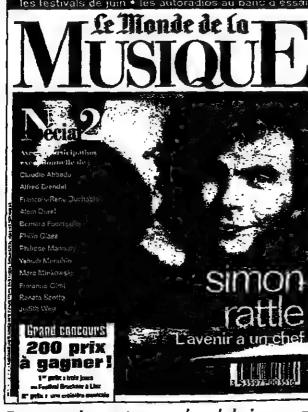
dessin animé de Disney.

Lettre d'Italie

En grand secret, Marco Bellocchio a commencé, le 3 juin, à Sutri, près de Rome, le tournage du Prince de Hombourg d'après Kleist. Dans ce film tourné en italien par une équipe entièrement italienne, le prince est interprété par un jeune acteur inconnu de vingt-trois ans, Andrea di Stefano. « Si an théatre on peut accepter un Hamlet de plus de quarante ans, dit Bellocchio, an cinéma il faut relever le défi de la jeunesse ; mes interprètes sont tous très jeunes et méconnus. J'ai choisi l'époque napoléonieune puisque c'est l'époque où Kleist a écrit la pièce, et j'ai été toujours très attiré

Le Monde de la Musique N° 200

un numéro exceptionnel par des journalistes exceptionnels



En vente chez votre marchand de journaux

Claudio Abbado Alfred Brendel François-René Duchable Alain Durel Bernard Foccroulle Philip Glass Philippe Manoury Yehudi Menuhin Marc Minkowski Ermanno Olmi Simon Rattle Renata Scotto Judith Weir

NUMÉRIQUE, VIRTUEL, INTERACTIF: **DEMAIN LE CINÉMA** Enquêtes et points de vue : Paul Virilio, John Carpenter, Jean-Pierre Beauviala Un grand dossier sur les effets spéciaux, le montage virtuel,

les jeux vidéo, les nouvelles machines du cinéma

NUMERO SPECIAL - JUIN 96 - 50 F

ISELECTION DU .. MONDE .

NAME AND ADDRESS OF PARTY.

, *, *, *, * + ==: . *

18 - 18 18 - 18 S

 $(x^{*}, x, x^{*}, x^{$

Maria #10<u>45</u> - .

OUVEAUX FILMS

tion : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11° (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, dolby, 13° ;

Gaumont Parnasse, dolby, 14" (résentation : 40-30-20-10) : 14-Juillet Beaugre-

nelle, dolby, 15: (45-75-79-79) : Gaumont

Kinopanorama, dolby, 15th (reservation:

40-30-20-10); UGC Maillot, 17°; Pathé

Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-

VF: Rex (le Grand Rex), dolby, 2* (39-17-10-00); Rex, 2* (39-17-10-00); Bretagne,

dolby, 6* (39-17-10-00; reservation: 40-

30-20-10); Paramount Opéra, dolby, 9-(47-42-56-31; réservation : 40-30-20-10);

Les Nation, dolby, 12° (43-43-04-67; re-servation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bas-tille, dolby, 12°; Gaumont Gobelins Fau-

vette, dolby, 13° (47-07-55-88; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alé-sia, dolby, 14° (43-27-84-50); réservation :

40-30-20-10) ; Gaumont Convention, doi-by, 19 (48-28-42-27 ; resenation : 40-30-

20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20-45-35-10-36; reservation : 40-20-20-10).

Film japonals de Kimisaburo Yoshimura,

avec Kazuo Hasegawa, Denjiro Okochi, Machiko Kyo, Michio Kogure (2 h 32).

avec Catia Riccabonni, Philippe Reymon-

tois, Monica Goux, Jean-Daniel Vermeil.

Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) ; Le

din, Antoine Guinand, Ben

République, 11º (48-05-51-33).

DANS LE CHAMP DE SAUTERLES

de Marcello Cesena, avec Rossi de Palma, Jacky Nerces

Carla Signoris, Maurizio Crozza, Ugo Dig-hero, Mauro Pirovano.

Suisse (1 h 25).

COÛTE QUE COÛTE

Français (1 h 35). Denfert, 14 (43-2)-41-01).

LE COU DE LA LAVANDE

Franco-canadien (1 h 40).

DEAD MAN

de Claire Simon.

LA SÉLECTION DU « MONDE »

1 h 45), de Pascale Ferran, avec les élèves comédiens du Théâtre national de Strasbourg. CHACUN CHERCHE SON CHAT

pisch, avec Garance Clavel, Zinedine Soualem, Renée Le Calm, Oli-

mille Chain.

wanais, 1 h 48), de Hou Hsiao-hsien. LE MONTREUR D'OMBRES (grec, 1 h 45), de Lefteris Xanthopoulos. LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT (dessin aminé britannique, 1 h 13), de Peter Lord, David Sproxton, Sam Feil et Nick Park.

RIDICULE (français, 1 h 42), de Patrice Leconte. avec Fanny Ardant, Charles Berling, Bernard Giraudeau, Judith Go-

drèche, Jean Rochefort. LE ROCHER D'ACAPULCO (**) (français, 1 h 15), de Laurent Tuel. avec Margot Abascal, Antoine Chappey, Zinedine Soualem, Howard Vernon, Tara Gano. LA SECONDE FOIS (italien, 1 h 20),

de Minmo Calopresti, avec Nanna Moretti, Valeria Bruni Tedeschi.

(43-54-42-34). TWO MUCH LE TEMPS DE L'AMOUR (tranien,

Film américain de Fernando Trueba, ausc Antonio Banderas, Melanie Griffith, Daryi Hannah, Danny Aiello, Joan Cusak, Eli

LE NOMAN DU GENIT

VO: UGC Gné-cité les Halles, dolbr. 1º: Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2º (47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10); UGC Odéon, 6º; Gaumont Marignan, dolby, 8 (réservation: 40-30-20-10);

dolby, 8º (réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8· VF: Rex, dolby, 2· (39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6º; Peramount Opéra, dolby, 9º (47-42-56-31; réserva-tion: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; UGC Gobelins, 13°; Miramar, dolby, 40-20-17-10-00- réservation: 40-30-20-14" (39-17-10-00; reservation: 40-30-20 10); Mistral, dolby, 14º (39-17-10-00; rèation: 40-30-20-10); UGC Com tion, dolby, 15°; Pathé Wepler, dolby, 18° rvation : 40-30-20-10) ; Le Gambe dolby, 20* (46-36-10-96; réservation : 40-

UN ANIMAL DES ANIMALDO Film français de Nicolas Philibert, (59

14-Juliet Beeubourg, 3* (42-77-14-55). UN HÉROS ORDINAIRE Film italien de Michele Pladdo, avac Fabrizio Bentivoglio, Michele Placido, Phi-lippine Leroy-Beaulieu, Omero Antonutti, Daan Hugaert (1 h 33). VO: Latina, 4* (42-78-47-86); L'Entrepôt,

14 (45-43-41-63). EXCLUSIVITÉS À LA VIE. À LA MORT I de Robert Guédiquian avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet.

Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Piellier, Français (1 h 40). fert, 14° (43-21-41-01) ; L'Entrepôt, 14° L'AGE DES POSSIBLES

-(Publicité) TOUS LES CINÉMAS UN SEUL NUMÉRO. Un appel normal. le streten d'information grand (oppel accesse) pour les prograndes et la efectuation des chalungs en lie de Honce.

avec les élèves comédiens du Théâtre na-

Français (1 h 45). 14-Juillet Beaubourg, 3º (42-77-14-55); Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 9 (43-54-15-04). L'ARENE DIJ MELIKTRE d'Amos Gital.

na Schygulia. VO: Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) ; L'Entrepôt, 14' (45-43-41-63).

SOMEO MAN de Stephan Paul, avec Jimmy Cliff.
Alternand-jamaicain (1 h 45).
VO: hnages d'ailleurs, 5º (45-87-18-09).
CASINO (*)

de Martin Scorsei avec Robert De Niro, Sharon Stone, Joe Pesci, Don Rickles, Alan Hing, Kevin Pol-

Américaln (2 h 58). VD : UGC Forum Orient Express, dolby, 1°; Gaumont Marignan, dolby, 8° (réservation : 40-30-20-10). CHACUN CHERCHE SON CHAT

de Cédric Klapisch, evec Garance Clavel. Zinedine Sousier Renée Le Calm, Olivier Py, Arapimou, Français (1 h 35).

UGC Ciné-dté les Halles, dolby, 1"; 14-Juillet Odéon, dolby, 6º (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6º; Le Balzac, 8º (45-61-10-60); UGC Opéra, 9º; 14-Juillet Bastille, dolby, 11º (43-57-90-81). IE CITRIR FANTOME

de Philippe Garrel, avec Luis Rego, Aurélia Alcais, Maurice Garrel, Evelyne Didl, Roschdy Zem, Camille Chain. Français (1 h 27).

Forte de Bois 5º (43-37-57-47). LA COMÉDIE DE DIEU de Joao César Monteiro, Execution Teoretra, Manx Montreiro, Requel Ascensão. Portugais (2 h 43). VO: Lucernaire, 6º (45-44-57-34).

CORPS ET ÂMES

d'Aude Vermeil.

de Spike Lee, avec Theresa Randle, Isaiah Washington, Spike Lee, Jenifer Lewis, Debi Mazzır, Pe-

Américain (1 h 48) VO: Gaumort les Halles, dolby, 1" (40-39-99-40; reservation: 40-30-20-10); Saumont Opera imperial, dolby, 2- (47-70-33-88; reservation: 40-30-20-10); Racine Odéon, 6º (43-26-19-68; réserva-tion : 40-30-20-10); Saint-André-des-Arts i, 6° (43-26-48-18); Elysées Lincoln, dolby, 8" (43-59-36-14; réservation : 40-30-20-10); Publics Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23 : réservation : 40-30-20-101 : Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13* (45-80-77-00; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14* (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Sept Parmas-siens, dolby, 14º (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, reation: 40-30-20-10)

Franco-italio-espagnol (1 h 30). VO: Latina, dolby, # (42-78-47-85); Espace Saint-Michel, 9 (44-07-28-49). CRYING FREEMAN (*) de Hou Hsiao-hsien, avec Annie Shizuka Inoh, Lim Giong, de Christophe Gans, avec Mark Dacascos, Julie Condra, Tcheky Karyo, Rae Dawn Chong, Yoko Shima-da, Masaya Kato Byron Mann. Chen-nan. Taiwanais (1 h 48). VO: UGC Forum Orient Expr

George-V, 8t. VF: Paris Ciné 1, 10t (47-70de Jaço Van Dorma on, Michèle Mass

avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt, syme, John Hurt.
Américain, noir et blanc (2 h 14).
YO: 14-bailet Beaubourg, dolby, 3º (42-77-14-55); Images d'ailleurs, 5º (45-87-18-09); Le Quartier Latin, 5º (43-26-84-65); Lucemaire, 6º (45-44-57-34).
LES DESEMBES ICURS DEMMARKEL KANT de Philippe Coffin, avec David Warrilow, André Wilms, Ro-land Amstutz, Christian Rist, Julien Rochefort, Claude Aufaure Français, noir et blanc († h 10). Studio des Ursulines, S' (43-26-19-09). DES AMSES ET DES INSECTES

de Philip Heas, avec Mark Rylance, Kristin Scott Thomas, Patsy Kensit, Jeremy Kemp, Douglas Henshall, Annette Badland. Ritannique (1 h 57). VO: Denfert, dolby, 14° (43-21-41-01); Grand Pavois, dolby, 15° (45-54-46-85; ré-servation: 40-30-20-10). DES LENDEMAINS QUI CHANTENT

de Caroline Chomienne, avec Julien Gangnet, Pierre Allio, Al-phonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Mennegan, Delia Routsova. UGC Ciné-cité les Halles, 1"; Epée de

Bois, 5° (43-37-57-47). DIABOLIQUE (") de Jeremiah Chechik. avec Sharon Stone, Isabelle Adjani, Chazz Palminteri, Kathy Bates, Spalding

Gray, Shirtey Knight, Americain (1 h 45). VO: UGC Ciné-cité les Haller, dolby, 1º VO: USC Une-crit les Haines, doicy, 1"; 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (43-25-59-83); USC Rotonde, dolby, 6°; Gaumont Ma-rignan, dolby, 8° (réservation : 40-30-20-10); USC Normandie, dolby, 8°; Gaumont Opéra Français, dolby, 9º (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Gobelins, dolby, 13°.

GOOD MEN, GOOD WOMEN

Jack Kao, Vicky Wei, King Jieh-wen, Tsai VO: Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65). LE HUITIÈME JOUR

avec Daniel Auteuil, Pascal Duquenne, Miou-Miou, Isabelle Sadoyan, Henri Gar-

Franco-belge (1 h 58). Gaumont les Halles, dolby, 1" (40-39-99-40; réservation : 40-30-20-10); Rex, dolby, 2 (39-17-10-00); 14-Juillet Beau-bourg, 3 (42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, dolby, 6: (43-25-59-83); UGC Montpar nasse, dolby, 6°; Gaumont Marignan, dolby, 8° (réservation : 40-30-20-10); George-V, ThOx, dolby, 8°; Paramount Opera, dolby, 9° (47-42-56-31; reserva-tion: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, dolby, 11* (43-57-90-81); Les Nation, dolby, 12* (43-43-04-67; réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12*; UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Alésia, dolby, 14° (43-27-84-50; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Pamasse, dolby, 144 (reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15° (45-75-79-79); UGC Convention, dolby, 15°; UGC Maillot, dolby, 17°; Pathé Wepler, dolby, 18° (réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20° (46-36-10-95; réservation : 40-

LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR

de Danièle Dubroux, avec Chiara Mastroianni, Melvii Poupaud, Hubert Saint Macary, Serge Merlin. Mathieu Amalric, Danièle Dubroux. Français (1 in 35).

Les Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77; réservation: 40-30-20-10); Le République, 11* (48-05-51-33); Denfert, 14* (43-21-41-01). KANSAS CITY de Robert Albrian

avec Jennifer Jason Leigh, Harry Belafonte, Miranda Richardson, Dermot Mul-roney, Steve Buscami, Michael Murphy. Americain (1 it 58).

1"; Elystes Lincoln, dolby, 8" (43-59-36-14; riservetion: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14º (43-20-32-20; reservation: 40-30-20-10). LEAVING LAS VEGAS (*)

de Mike Figgis, avec Nicolas Cage, Elisabeth Shue; Julian Américain (1 h 51).

VO: UGC Forum Orient Express, dolby, DE VIE de Pavel Lounguine,

avec Vincent Perez, Armen Djigarkha-nian, Tania Metcherkina, Alexander Baiousy, Serguel Stepantchenko, Dimitri Franco-suisse-itatien-russe (1 h 40), VO : Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09). MARY RELLY (*)

de Stephen Prears, avec Julia Roberts, John Malkovich, George Cole, Michael Gambon, Kathy Staff, Gienn Close. Britannique (1 h 48). VO: Grand Pavois, dolby, 15° (45-54-46-85; réservation: 40-30-20-10); Salmt-Lambert, dolby, 15° (45-32-91-68).

LE MONTREUR D'OMBRES de Lefteris Xanthopoulos, avec Kostas Kazakos, Stratos Tzortzoglou, Giorgos Ninios, Dora Masklavanou, Vlassis Bonatsos, Patis Koutsaftis. Grec (1 h 45).

VO : images d'aifleurs, 5º (45-87-18-09). LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT de Peter Lord, David Sprouton, Sam Fel

et Nick Park, dessin animé Britannique (1 h 13). VO : 14-Juillet Parnasse, 6' (43-26-58-00). VF: Epée de Bois, 5' (43-37-57-47); 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Elys Lincoln, 8º (43-59-35-14; réservation : 40-30-20-10).

PASOLINI, MORT D'UN POÈTE de Marco Tullio Giordana, avec Carlo De Filippi, Nicoletta Braschi, Toni Bertorelli. Andrea Occhiointi. Italien (1 h 40). VO: images d'ailleurs, 5º (45-87-18-09).

de Patrice Leconte. avec Fanny Ardant, Charles Berling, Bernard Giraudeau, Jucith Godreche, Jean

Rockefort. Français (1 h 42). Hanças († 142).
UGC Crie-cité les Halles, dolby, 1°; 14Juillet Beaubourg, dolby, 3° (42-77-1455); Espace Saint-Michel, dolby, 5° (4407-20-49); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6° (46-33-79-38); Bretagne, 6° (39-17-1000; réservation: 40-30-20-10); UGC Danton, 6°; Gaumont Ambassade, dolby, 8° (43-59-19-08; reservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8" (43-87-35-43; reservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 81; Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (47-70-33-88; réserva-tion : 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12° (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastfile, 12°; Gaurnont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14° (43-27-84-50; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14* (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15t (48-28-42-27: réservation: 40-30-20-10): Maiestic Passy, dolby, 16" (44-24-46-24; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17°; Pathé Wepler, dolby, 18" (réservation : 40-30-20-10).

LE ROCHER D'ACAPULCO (**) de Laurent Tuel, avec Margot Abascal, Antoine Chappey, Zinedine Soualem, Howard Vernon, Tara Gano, Jean-Max Causse.

Français (1 h 15). Espace Saint-Michel, 5" (44-07-20-49). SAFE

de Todd Havnes avec Julianne Moore, Peter Freidman, Xander Berkley, Susan Norman, Kate McGregor Stewart, Mary Carver.

VO: Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). LA SECONDE POIS de Mirrimo Calopresti

avec Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi, Valeria Milillo, Roberto De Francesco, Marina Confalone, Simona Caramelli, Italien (1 h 20).

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1" (40-39-99-40; réservation; 40-30-20-10); L'Arlequin, dolby, 6' (45-44-28-80; réser-vation: 40-30-20-10); UGC Rotonde, 6'; Le Balzac, 8' (45-61-10-60); Majestic Basfille, dolby, 11° (47-00-02-48; reserva-tion: 40-30-20-10); Escurial, dolby, 13° (47-07-28-04; réservation: 40-30-20-10). SMOKE de Wavne Wand

rvec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker. Américain (1 h 50).

VO: Epèe de Bois, 5º (43-37-57-47); Reflet Médicis II, 5° (43-54-42-34); Denfert dolby, 14° (43-21-41-01); Saint-Lambert dolby, 15* (45-32-91-68) SUNCHASER

de Michael Cimino avec Woody Harrelson, Jon Seda, Anne Bancroft, Alexandra Tydings, Matt Mulhern, Talisa Soto, ericain (2 h),

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1" UGC Odéon, 6°; UGC Montparnasse, 6°; Gaumont Champs-Elyses, dolby, 8° (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Max Linder Panorama, THX, dolby, 9
(48-24-88-88; reservation: 40-30-20-10);
La Bastille, 11
(43-07-48-60); Gaumont
Grand Ecran Italie, dolby, 13
(45-80-77-00; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18t (réservation : 40-30-

LE TEMPS DE L'AMOUR de Mohsen Makhmalba avec Shiva Gerede, Abdoiraman Palay, Aken Tunt, Menderes Samanijlar. Iranien (1 h 15). VO: 14-Juillet Parnesse, 6º (43-26-58-00).

THE ADDICTION d'Abel Ferrara, avec Lili Taylor, Christopher Walken, An-

Paul Calderon. Américain, noir et blanc (1 h 24). VO: Action Christine, 6º (43-29-11-30). TRUIS VIES ET UNE SEULE MORT de Raoul Ruiz

avec Marcello Mastrolanni, Marisa Paredes, Arielle Dombasie

Franco-espagnol (2 h 03). Gaumont les Halles, 1" (40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77; riservation: 40-30-20-10) ; Saint-André-des-Arts II, 6" (43-26-90-25): Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauwette, 13t (47-07-55-88; reservation: 40-30-20-10); Blenvenue Montparnasse, dolby, 15° (39-17-10-00; reservation : 40-30-20-10). UN HÈROS TRÈS DISCRET

de Jacques Audiard, avec Mathieu Kassovitz, Anouk Grin-berg, Sandrine Kibertain, Albert Dupontel, Nadia Barentin, Bernard Bloch.

Français (1 h 45). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; UGC Montparnasse, 6°; UGC Odéon, 6°; Gau-mont Ambassade, dolby, 8° (43-59-19-08; réservation : 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; UGC Opfira, dolby, 9°; Majestic Bastille, dolby, 11° (47-00-02-48; réservation : 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13°; Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia. dolby, 14º (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Gaurnont Convention, dolby, 15: (48-28-42-27; réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16* (44-24-46-24; réservation : 40-30-20-10); Pathé 20-10).

UN VAMPIRE À BROOKLYN (*)

de Wes Craven, avec Eddie Murphy, Angela Bassett, Al-lan Payne, Kadeem Hardison, John Witherspoon, Zakes Mokae. Americain (1 h 42). VO: UGC Forum Orient Express, dolby.

1"; George-V, 8". VF: Rex, dolby, ≥ (39-17-10-00); UGC Montparnasse, 6"; Paramount Opéra, dolby, 9º (47-42-56-31; ré-servation : 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13°; Mistral, 14° (39-17-10-00; réserva tion: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14° (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, 151; Pathé Wepler, dol-LE VENT DU WYOMING

avec François Cluzet, Sarah-Jeanne Salvy, France Castel, Michel Coté, Céline Bon-Franco-québécois (1 h 39). VO : Latina, 4 (42-78-47-86). VISAGE ÉCRIT de Daniel Schmid avec Tamasaburo Bando, Haruko Sugi-

mura, Han Takehara, Kazuo Ohno, Yajuro Bando, Kai Shishido Japonais-suisse (1 h 30). VO : Lucernaire, 6" (45-44-57-34). WHEN NIGHT IS FALLING de Patricia Rozema, Henri Czerriy, Don McKellar, Canadien (1 h 35).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18); Sept Pamassiens, dolby, 14º (43-20-32-20; re-evenion: 40-30-20-10),

UNE NUIT À CASABLANCA avec Groucho, Harpo, et Chico Marx, Lisette Verea. Charles Drake. Américain, 1946, noir et blanc (1 h 25). VO: Action Ecoles, 5' (43-25-72-07); Mac-Mahon, 17º (43-29-79-89). (*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films interdits aux moins de 16 ans.

♣AGE DES POSSIBLES (français, GOOD MEN, GOOD WOMEN (taï-

(français, 1 h 35), de Cédric Kla-

LE CŒUR FANTÔME (français, 1 h 27), de Philippe Garrel, avec Luis Rego, Aurélia Alcais, Maurice Garrel, Evelyne Didi, Roschdy Zem, Ca-

LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT (français. noir et blanc, 1 h 10), de Philippe Collin, avec David Warrilow, André Wilms, Roland Amstutz. DES LENDEMAINS

QUI CHANTENT (français, 1 h 10), de Caroline Chomienne, avec Julien Gangnet, Pierre Allio, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Mennegan, Delia Routsova.

Créé en 1992, « Côté court » pré-

sente cette année en compétition

70 courts métrages, venus de

25 pays différents. Un concentré de

festival qui ne distribue pas moins

de sept prix, dotés par le conseil gé-

néral de Seine-Saint-Denis. Pour un

peu, on se croirait à Cannes, dont

trois des meilleurs courts métrages

de la compétition officielle (Prome-

nade avec Johnny Guitare de Joso-

mière de « Close up » de Nami Mo-

retti, ainsi que le justement primé

Le Vent du Hongrois Marcell Ivany)

Quelques initiatives parallèles sont

également à noter, telles les rétro-

et au Belge Olivier Smolders (lun-

di 10). Enfin, une « nuit améri-

Klapisch ou Julie Gayet, sans ou-

de Woody Allen, inédit en France I

et dans les salles associées du dépar-

dés et soutenus par l'ACID (Agence

Kramer (en avant-première), La Pe-

tier, Galère de femmes de Jean-Mi-

d'Antonín Artaud de Gérard Mordil-

lat, Circuit Carole d'Emmanuelle

Guédiguian... Nombre de réalisa-

teurs et de comédiens seront pré-

sents lors de la projection des films.

Cinémathèque République, 18, rue du

tement. Tel.: 48-46-95-08.

RÉPUBLIQUE

47-04-24-24.

CONTE D'ÉTÉ

00/482.2

1 30,4327

26.27

(C-72

22 m 85

sont opportunément programmés.

Cesar Monteiro, Le Jour de la pre-

FESTIVALS

PANTIN: 5" FESTIVAL

DU FILM COURT

1 h 15), de Mohsen Makhmalbaf. lection officielle « Un certain regard », présentée à Cannes, Glaces Gervais organise une rétrospective des cinq films primés depuis la création de la distinction en 1992. Au

rim Dridi et The Pillow Book de Peter Greenaway Du 4 au 11 juin aux Elysées-Lincoln, 14, rue Lincoln, Paris 8. 20 F la

programme, Et la vie continue de

Abbas Kiarostami, Latcho Drom de

Tony Gatlif, Bal El-Oued City de

Merzak Allouache, Bye Bye de Ka-

EPINAY-SUR-SEINE: CINÉMANIA RENCONTRE INTERNATIONALE DES COLLECTIONNEURS En collaboration avec « Les Cinglés

du cinéma » d'Argenteuil, et pour la spectives consacrées au Géorgien deuxième année consécutive, le Sa-Mikhail Kobakhidzé (dimanche 9) lon du chématographe offre la possibilité, outre de se rencontrer entre « cinglés du cinéma ». l'opportunité caine » (vendredi 14) très alléde vendre et d'acheter toutes sortes chante, qu'on passera jusqu'à l'aube d'objets concernant le cinéma : matériel, archives, films, affiches, pho-(petit déjeuner compris) en compagnie de brèves raretés signées Ofitos et autres curiosités.

ver Stone, Orson Welles ou Martin Les 8 et 9 juin, de 10 heures à Scorsese, mais encore Depardon, 19 heures à l'Espace Lumière, 6, avenue de Lattre-de-Tassigny d'Epinayblier The Laughmaker, premier film sur-Seine. Tel.: 48-26-89-15. HEROUVILLE-SAINT-CLAIR:

Du 7 au 16 juin, au Ciné 104 à Pantin **AUTOUR D'ANDRÉ BAZIN** En préfiguration des rencontres an nuelles « Ecrits et Paroles du ciné-L'ACID À LA CINÉMATHÈOUE Café des Images d'Hérouville-Saint-La Cinémathèque française et Les Clair, en présence de Janine Bazin, Cahiers du cinéma proposent, du 5 convie les 6 et 7 juin à des rencontres autour d'André Bazin au 16 juin, une selection de films ai-« écrivain de cinéma », animées par André S. Labarthe, Jean Douchet et du cinéma indépendant pour sa diffusion). An programme, entre Jean Narboni. En parallèle, une programmation permettra de revoir, du autres, Walk the Walth de Robert 5 au 11 juin, une selection des films tite amie d'Antonio de Manuel Polqui ont le plus compté pour André Bazin - Allemagne, année zéro de chel Carré, Les Amoureux de Rossellini, Monsieur Verdoux de Catherine Corsini, En compagnie Chaptin, Journal d'un curé de campagne de Bresson, journal d'une femme de chambre de Renoir, Citizen Kane de Welles, Les Vacances de Cuau, A la vie. à la mort de Robert M. Hulot de Tati, Gertrud de Dreyer - ainsi que queiques-uns de ceux, postérieurs à sa disparition en 1958, qu'il aurait peut-être défen-

Paubourg-du-Temple, Paris 19. Tel.: Le Café des images, 4, square du Théâtre, 14200 Hérouville-Saint-ON CERTAIN REGARD * Partenaire depuis cinq ans de la sé-Clair, TEL; (16) 31-45-34-70.

NOUVEAUX FILMS

SETWEEN THE TEETH à partir de vendredi 7 juin) Film américain de David Byrne, David Wild, avec Bobby Allende, Jonathan Best, Angel Fernandez, Ita Jerez, Lewis Kahn, George Porter Jr. (1 h 11). VO: Majestic Bastille, 11 (47-00-02-48; **Exercation**: 40-30-20-10).

Film français d'Eric Rohmer, avec Melvii Poupaud, Amanda Langlet, Aurèlia No-lig, Gwenaëlle Simon (1 h 53). UGC Ciné-cité les Halles, 1"; Gaumont Opéra Impérial, 2" (47-70-33-88; réservadon: 40-30-20-10); Le Saint-Germaindes Prés, Saile G. de Beauregard, 6º (42-22-87-23 ; réservation : 40-30-20-10) ; 16C Denton, 6°; La Pagode, 7º (réserva-tion : 40-30-20-10); Gaumont Ambas-side, 8º (43-59-19-08; réservation : 40-30-

20:10]; Le Balzac, 8 (45-61-10-60); 14-Milet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nadod, 12 (43-43-04-67; reservation: \$30-20-10); Escurial, dolby, 13° (47-07-1804; neservation: 40-30-20-10); Sept Registrers, 14 (43-20-32-20; reserva-fine: 40-30-20-10); 14-Jullet Beaugre-tion: 45-75-79-79); Majestic Passy, George 10 (44-24-46-24; réservation : 40-11-29-10); Pathé Wepler, 18 (réserva-248 30-20-10).

MER AVEC LES EMBROUILLES ricain de David O. Russell, avec en Criter Patricia Arquette, Tea Leoni, Titler Moore, George Segal, Alan Aide (Th 32)

10: DGC Ciné cité les Halles, dolby, 1°; UGC Montparnasse, 6°; UGC Danton, 6°; UGC Champs-Elysées, dolby, 8°; UGC

Opera, dolby, 9°; La Bastille, dolby, 11° (43-07-48-60); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15- (45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 13º (réservation : 40-30-20-10). VF : Rex. dolby, 2º (39-17-10-00) ; UGC Lyon Bastille, 12°; UGC Gobelins, 13°; Gaumont Parnasse, dolby, 14* (réserva-tion : 40-30-20-10); Mistral, dolby, 14* (39-17-10-00; réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15. LES NIDLIVEAUX MECS

Film allemand de Sönke Wortmann, avec Til Schweiger, Katja Riemann, Joachim Krol, Rufus Beck (1 h 33). VO : Gaurnont les Halles, dolby, 1* (40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10).

VF: UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Go-belins Fauvette, dolby, 13° (47-07-55-88; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14º (reservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14º (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Le Gernbetta, dolby, 20 (46-36-10-96; reservation: 40-30-20-10). 14-Juillet Hautefeuille, 64 (46-33-79-38). PEUR PREMALE

Film américain de Gregory Hoblit, avec Richard Gere, Laura Linney, John Mahoney, Alfre Woodard, Frances McDormand, Edward Norton (2 h 11). VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; UGC Odéon, 6°; Gaumont Marignan, dolby, 8" (reservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8°; Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (47-70-33-88; réservaVF: Rex. dolby, 2* (39-17-10-00); Saint-Lazare-Pasquier, dofby, 8º (43-87-35-43; ré-servation: 40-30-20-10); Paramount Opéra, dolby, 9" (47-42-56-31; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13° (47-07-55-69); nisearch room, co-(47-07-55-69); nisearch room, 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dollby, 14° (réserva-tion : 40-30-20-10); Nistral, 14° (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10); Miramar, 14 (39-17-10-00; réservation : 40-30-20-10): Gaumont Convention, dolby, 19 (48-28-42-27; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18* (réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96; réservation : 40-30-20-10). de Michael Radford.

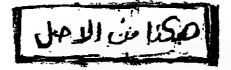
imo Troisi, Philippe Noiret. italien (1 h 40).

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1" (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10): 14-3939-40; reservation; 40-30-20-10); 14-1050; 14-Juillet Ocieon, dolby, 8° (42-77-14-155); 14-Juillet Ocieon, dolby, 8° (43-25-59-83); La Pagode, dolby, 7° (réserva-tion: 40-30-20-10); Gaumont Ambasuon: 40-30-20-10); Gaumont Ambas-sade, dolby, 8° (43-59-19-08; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, 9° (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13° (47-07-55-88; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 19 (45-75-79-79); Bierwenüe Montparnasse, dolby, 15 (39-17-10-00; reservation: 40-30-20-10): UGC Maillot, 17°; Pathé Wepler, dolby, 18° (réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20° (46-36-10-96; réservation : 40-30-20-10).

VF: Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8º (43-87-35-43; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14º (réservation : 40-30-20-10). LES GENS DES BANAQUES de Robert Bozzi,

VO: Le Quartier Latin, 5º (43-26-84-65). GRIL6 (*)

Français (1 h 28).



28/LE MONDE/JEUDI 6 JUIN 1996

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde **IMMOBILIER**

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

E MARCHE, LES CONSEILS DE LA FNPC



PROPERTY NEWSFILE PROPERTY OF THE PROPERTY OF

UNE RÉVOLUTION: L'AMORTISSEMENT PERISSOL

C'est officiel : les appartements locatifs neufs achetés entre le 1" janvier 1996 et le 31 décembre 1998 sont amortissables à raison de :

- 10 % du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années,

- 2 % pour chacune des 20 années suivantes.

Le déficit foncier est, dans ce cas, imputable sur le revenu global dans la limite d'un plafond de 100.000 F et l'excédent est reportable sur les années ultérieures pendant 10 années.

Le texte de loi correspondant a été voté par le Parlement et publié au Journal

Investisseurs contribuables, à vos marques !!!

PARIS RIVE DROITE

		roseridii.	* (2)
Vivienne Opéra 49/51, rus Vivienne.	The same of	Du stadio au 5 pièces. Pris : 25.200 F le m² naoyes.	
Rentisation: FONCTHEE SATUS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tel.: 45.49.82.52.		Au com du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouet, là où le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante Brade de Vivienne Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, du studio piet-à- nerre à l'appartement familial de 5 phèces. Ils sont accessibles per un half particulièrement ruffiné. Tél.: 48.49.52-52	S PONCERS SATT

	8 a and dissement
100	Gt. L.

35, rue du Rocher

Réglisation et PARUS-OUEST

22 logements du studio su 5 pièces. Prix moyen 28.000 F le nr.

Magnifique immeuble neuf, autour d'un sompueux jardin et d'un sumentique hitel particuller rénové. Livraison 3^{-m} trimestre 1997.

Bureau de vente sur place. Tél. : 43.87.48.69. Ouven du marda su vendredi de 14 h à 19 h, manedi de 11 h à 13 h et de

PARIS

OUEST



Résidence Saint-Martin FHANCE CONSTRUCTION Tél.: 46.03.22.00. 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Tél.: 45.49.52.52.

3, place de l'adjudant

Réalisation : SINVIM 44, Rue Jacques Iben

75835 Paris Cedex 17 Tél.: 41.05.31.31.

92 Levallors Adresse postale :



Tiliphenez tout de sain in 46.03.22.00 pour faire parde des privilègies : Profiter des nouvelles messues gouvernementales.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio na 5 pièces. Presimité du Casal Salut-Martin et de l'Hôrel du Nord, Une architecture raffinée pour une belle loçade au cachet parisies, avec de nombreux balons ou tarratses ouentés plais sui. Prestatoms particulierement suganées.

Bureau de vente : angle roe bachat et Qual de Jentmapes ouvert landi, jeant et vendrei de 14 h à 19 h, samafa, dinsancine et Jours femés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

<i>VIIIa Gambena</i> Appartement témola	F-T-	Da 19.
Réalisation: FONCTÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 Paris		Sate a q Gar de i

n sadio au 4 pièces duples. 9.900 F le m' moyen.

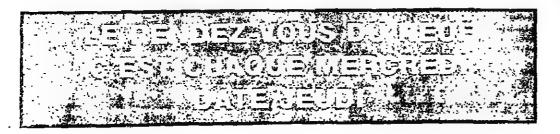
nuce à 200 mètres de la place Gambetta et de son mètre et quelques pos seulement de la rue des Pyrénées. La Villa ambetta vous propose une grande diversaté d'appartements e caractère, souvent prolongés de terrasse, balcon ou jardin. ureau de vênre et appartement témota ouvert tous les nida de 14 h à 19 h sauf le mardà et le mercredt.



36 logements. Du studio au 5 pièces. Studio-terrasse : 3º utage : 476.000 F Livraison : 1º trimestre 1997.

Votre apparament avec vue exceptionnellement degagier sur les 2 ha de pelotigse convitant les réservoirs de Menthmonton. Gerantie de rachan et garantie loctaire possibles (soumises a constituous particulaires). Per à taux 0 % Du hund au vendredt: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. Tél.: 41,05,31,31. Buretu de tente sur place ouvert tous les jours (WE comp) sauf march et mercrech de 11 h à 13 h et 14 h a 19 h. Lunch ouvert à 14 h. Tél.: 43,61,59,53.

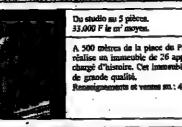




PARIS RIVE GAUCHE

arrondissement

NOUVEAU 1-3, rue Ratand Réalization : KAUFMAN ET UROAD



A 500 mètres de la piace du Panibéon, Kaufman et Bros

KAUFMAN BROAD 1.

ondissemen

Proche Alesta Avenue du Général Lociere,

Rue Froidevaux Réaligation : FONCTÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Ge 75007 PARIS TEL: 45.49.52.52

Réalisation : FONCTÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Ge 75007 PARIS

Du 2 pièces au 4 pièces duples 24.200 F le m² moyen.

15 arrondissement

Villa Marmontel 107/109, rue de l'Abbé Grouit. Un programme superbe à découvrir absolument. Réalisation :



Profitice des nouvelles mentres gouvernementales.
Prix à partir de 21,500 F le m' bors parchag et dans la limite du stock disponible.
Choisinez le melifieur du 15° arrundissement 1 A deux pas du mêtro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardies intérieurs : 47 appercements du statio ou 5 pièces chipies avec couver et parkings en sous-out et 6 meisons de ville de 5 et 6 pièces. Le calune au cutar d'un vértuble quaurier parisien.
Bureau de veum cureart au place : hund, jeudi et vendradi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

🗽 16 arrondissement

62, rue Saint-Didier Réalisation SEFIMA 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris N° Vert : 65.33.59.60.



Entre Victor-Flugo et Trocadéro, us com de l'un des metileurs quarriers du 16' arrondissement, à deux pes de la rue de la Proppe et du lycée lamon-de-Sailly, 2 pesites réndences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Tout le puffinement s'accorde avec le confort le plus actuel pour faire de ces appartements des espaces de vie privilégiés. Parking en sous-sois. Renseignements et vente : ous les jours de 16 h à 13 h et de 14 h à 19 h, and direanche 40, aveque Raymonad-Poincaph-75116 Paris - N° Vert: 05.33.59.00. Serima

RÉGION PARISIENNE

F¥g-Maisons-Laffite ∔

Les Villas Longueil Avenuc de Longueil FONCTÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Soins-Germain 75007 PARIS Tfl.: 45.49.52.52



Du studio an 5 pièces. 17,800 F le ari mayen. Une diversité d'appartements de qualité sur avaine sux congre-allées bordées d'arbres ou sur jardin. I înc des olus belies adresses de Maisons-Lafrine à 150 m, du

unesa coroces, a ergres da sur jaron.

Une des plus belles afersæse de Maisona-Laffritz à 150 m, du
RER, da Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain.

Borens de vente sur place : 29, avenue de Longseil, 78600

Maisons-Laffritz, ouvert tous les après-midi de 14 h a 19 h
sauf le mardi et mercredi.

YGL: 45.49.51.51.

2 Levallois

Les Estudines Paris-Levallois 30, rue Victor-Hugo. RÉSIDE ÉTUDES 42, avenue George V. 75008 PARIS

Tél.: 47.37.91.25



Investissement locatif. Emplacement exceptionnel, à proxi-mité de Paris XVII^e, proche gare et commerces. Revenus locatifs garantis. Récupération de TVA. Reste quelques appartements en loi Mélinignerie. Renseignaments : RÉSIDE ÉTUDES, buneau de veute ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, sauf le dimanche.

RÉSIDE ÉTUDES

92 Puteaux و من المناطقة المن

35-43 rue Roque-de-Fillol 8-12 rue de l'Ossis. Réalization: SINVIM

44, rue Jacques Ibert 92 Levallois Adresse postale : 7\$835 Paris Cedex 17 TEL: 41.05.31.31.



38 logaments de studio no 5 pièces à partir de 1500 F i un Livraison immédiate...

Paris est trop cher, Neuilly plus encore. Alors travettez la Scine. Gammin de melott et gammin locative possibles (notateles à conditions particulières). Prét à taux 0 %. Du tondi ou vendredi : 9 ii -12 h 30 et 14 h - 18 h, samedi : 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. Tél. : 41,85,31,31. Burean de ventue et apparament décoré 43, rue Roque de Fillol. Ouvert tous les jours (WE-comp.) and marci et marcaredi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Londi povent à 14 h. T.E.: 47.76.28.61.

SINVIM

me mercredi (date retrouvez les monces clas

IMMOBILIER

in contact: 44-43-77

 $[\tau_{i,i}]_{\mathbb{R}^n}$

GNICHE

Le Monde **IMMOBILIER**

appartements ventes R. VANEAU 110 MP Très beau 4 p., 4° ét. esc. très bel imm. pierre de boeu volume 45-32-76-73 BATIGNOLLES CLAIR 2º arrondt 11º arrondt 4 P., 67 m², 1º étage 2º Duursier pléton studio prosse demier ét, chemis 550 000 F - 42-33-61-73 FAIDHERBE-CHALIGNY 890 000 F - 34-93-44-08 128 M² CLAIR 18 arrondt LATOUR MAUBOURG fer ét. CALME, 30., S/cour fisurie, cit, 1 800 000 F Serge Kayser, 43-26-43-43 15º arrondt 3º arrondt SOLEIL 18° M° PIGALLE sej. 37 m², 3 chbros, i Bon anc. îiv. 46 m², 3 chbres 2 bahs, vaste cuis., étet perfeit 2 100 000 F + park. 100 000 F. Tél. : 47-00-77-27 MONTPARNASSE 4 P. Sur cour d'honneur hôtel particulier rénové 2 p. channe, 950 000 F. Tél. : 42-78-84-33 100 m², bon état, PARKING 2 100 000 F. - 43-20-32-71 PRES CHAMP DE MARS 185 m2 env. à usage prof, ou habit. Belle HSP, RdC indép. Style HOTEL PART IMMEURLE CLASSE EUROPA 47-05-24-10 12º arrondt MONTMARTRE 4º arrondt APPT 7 P. TERRASSES No St-Louis sur verdure 4/5 p. dans hôtal 17° a. * asc. Charms 3 280 000 F 76L : 42-78-64-33 3 chbres, park. 2 450 000 F. - 44-26-15-43 **D'EXCEPTION** Entra Raspail & St-Pères pierre de T., superbe 180 m² soleil 5 500 000 F + serv. Serge Kayser 43-26-43-43 alme, sol., panthouse, 5 ch., 200 000 F. Part. : 43-44-01-9 VOLONTAIRES studio 28 m² + tensese 44 m² & étage, récent bon étage beau, original, confortable, 230 m² + patios et jardin int état perfait - air vacances, ILE ST-LOUIS LUMINEUX 80 MP CALME Prix intéress. 43-28-43-43 13° arrondt imm. p.-de-t. 5 900 000 F BURGER ET ST-DIZIER 40-53-92-09 LE PHILHARMONIQUE standing 2 R cuis. équip 57 m² + balc. parking. 980 000 F 44-24-25-92. SEVRES-BABYLONE perbe 180 m² plein so studio, 8° ét., vue dégagée balcon, récont. FEAU LA BOURDONNAIS 37-05-50-38 5º arrondt ible service, 5 500 000 Tel. : 43-20-43-43 MP MONGE – rue Grécieuse, STUDETTE équipée, sec., bel ins-seable, calme, 376 000 F 40-47-67-62 Yvelines MAISON BLANCHE 2 APPTS Imm. evec asc., chf. central 53 m², 2° ét. 645 000 f; 9° ét. 780 000 F calme, soleil. 44-24-26-92. 8º arrondt M° DUPLEIX, STUDIO de qualité, équipe, vue T. Edfel, bel imm. an-cien. 420 000 F. Syndic : 40-47-67-82 MAISONS-LAFFITTE PARC VENTE AUX ENCHÊRES residence contemporaine Dble sej. 3 ch., asc. pkg 7 750 000 F - 39-62-17-17 **VAL-DE-GRÂCE** n la chembre des notaire de Paris 12, av. Victoria, Paris-1" le 25 juin 1996 à 14 haures imm. P. de T., 2 p. s/r., calm prof. lib. possib. 890 000 43-25-87-16 PROCHE ARAGO terrasse-jardin 7 PIECES 216 M2 122, bd MAISSMANN 87 122, bd MAISSMANN 87 124, bd MAISSMANN 87 125, bd MAISSMANN 87 126, priser de 1, 7° é. Bolearies sculpties XOX 9. Moultines dorsses, besur vol. Pousits, activital profession. 12 accies). Miss à prix : 3 600 200 f. Visites 88 10 10 à 12 h, 12 et 146 10 1 h à 16 h et sur sonaise-vous Renseignements : 45-48-13-08 10, rue du Prif-aux-Clarce, 75007 Parts sadg rue et jerdin, liv., 4 ch., gde c., 2 bns, 128 m², poss. box. 43-36-18-36. 92 véranda 190 m² demier e éset parfait + parking 3 700 000 F exclusivité DOLEAC - 42-33-61-15 Hauts-de-Seine LUXEMBOURG MAISON BLANCHE ban imm. 7 p., coin cuis, équipée, s. d'esu, w.-c., caime 390 000 f. 44-24-29-92 P, de L, dble séj. + 2 dabres, b és. élevé, esc. Est-Quest. 1 790 000 F, 43-25-87-16. NEUBLY - BD. V.-Hå/GO Duplex 240 m², 715 m² terr. 6-7 ds., 7 p., 4 ch. ch. service, 2 box, 2 caves. 7 900 000 F - 47-45-55-53. CONVENTION Stand. s/ parc, ét. élevé sc-eit, vue tour Eiffel, 3 P. 76 m², box FNR - 43-35-18-36 PANTHEON 14 arrondt Imm. récent stand., beau stu-dio, ét. étevé, asc., baic. Vue très dégagée. 700 000 F - 43-25-97-16 M° DUPLEIX ernier ét., 2 P. 39 m²+ 25 m² lie de la Jette 45 p., 140 m², ser. 70 m², 3 oh., cuis. ég., SdB, WC, Cave, 2 boxes. 47-45-56-53 - 68-49-60-53 Alésia p. de t., ét. élevé, ilv., 3 chbres 86 m², baic., pariait stat, faibles ch. – 43-35-18-36 GALANDE IMM. XVIIa Duplaix demier étage Gd séj, cheminée mazzanine + chambre calma 1 900 000 F Serge Kaysor 43-25-43-43 9ª arrondt PLACE DE CATALAGNE lie de la Jatte 3 p. 160 m², ter. 2 ch., 568, 560, WC, grd living, dressing, 2 part., mrs. 2 850 000 F. 47-45-55 t3 - 08-49-80-53 CCEUR MONTPARNASSE réa. studio ti cit à rati. 29 m² STUDIO + PARKING Sud, balo. - 43-20-32-71 Condorce: R. de t., 3º ét., sare aso 5 p. 110 m² + serv., chi. indiv Celme, soleli 43-35-18-36 sur rue, calme park. prix excep. 43-35-18-35 VAVIN 3 P., 67 M² Bel imm., age. Bon état. 1 590 000 F. – 43-20-32-71 16ª arrondt GAY LUSSAC pierre de T. 5º asc., belc. beau 3/4 p. 1 790 000 F MEI 43-25-32-5/ LEVALLOIS 29 m², s/jord., 4°, asc., stand., ceime. 420 000 F. Exclusil Viou : 45-08-53-84 RUE CADET IDÉAL PLACEMENT Irron., 42 m² pariait e 690 000 F 45-46-28-25 . Me MONTMARTRE ou CADET 2 P., 27 m², 1º étg., séjour, chambre, dole we, bon état général, faibles charges. Prix : 350 000 F. Tel. : 46-64-48-91 (DOM) *6*•arrondt ALÉSIA 2º étage, calma ANTONY CENTRE BEAU 8 P. TERRASSE 3 parkings, 4 chambres. Px :1 560 000 F. - 09-49-82-10 ST-SULPICE 4/5 P. DUPLEX, VUE, SOLES 3 200 000 F - 43-20-32-71 4 P., 89 m², asc. 17º arrondt PEREPE de hôtel part. estourés de jardin, duplex, 3 chbres, besocoup de charme, 2 900 000 F URGENT 42-67-79-79 10º arrondt 95 BOYER-SARRET dana besu R de taille 2 P. le ceractère, 3º et demier ét + loggis 720 000 F, synctic 40-47-67-82, Limbs 8" maison de charme sur 2 niveaux, 2/3 chbres, jar din sa vis-à-vis, celme abso-iu. 2 000 000 F - 42-67-79-78 PED A TERRE S/SEINE VUE SOMPTUEUSE Sorge Kayser, 43-28-43-43 Val-d'Oise и. clas TERNES (pales PLACE), 2 р. • теттевзе 12 m², вобей, сейгов. 667 060 F. 40-47-67-82 7° arrondt 7" RASPALL-VARENNE Atolier style maleon de ville, 2 niv aur gour-lantin, 690 0 40-57-57-82 F áL, appt de récept., 330 m².

locations offres FÉDÉRATION NATIONALE

Paris 14° proximité ALESIA Stand., 4 p., 90 m², 4° asc

8° cours Albert-1°, vue sur seine, 103 m², 2/3 p., balcon, 12 100 F/mois + 900 F ch. Tél. : 47-23-04-85

Près av. St-Mandé 2 P 56 m² Rec. état rif soleil vue bos 4 620 + ch. – 43-61-68-36

Mº OURCO 4º ét. 2/3 P clair et calme Cuis. aménagée, parquet 4 200 F + charges Part. a part. Tél.: (16): 47-37-86-54 le soir

Paris 9°. M° St-Georges, no Notre-Dame-de-Lorette, 6 pièces, 3° éxege, ascenseur, intraneuble ravalé, salon, 5, à m., 3 ch., cuis., s.d.b., wc., débarras, cave, Interphone, gardienne, 10 500 F - charges, par. à part. Tel. : 111 40-75-61-24 (tr., bur.) ou (1) 39-53-20-05 (à pertir de 20 h)

XIV* Pernéty 2 P., cuisine équipée 18E, clair et calme 3 500 F + charges Tel. : [16] 32-53-15-74

MONTAIGNE : imm. catego

XV* proche Momparnasse 100 m² au duc, et dem, étage 2 gds beic, gde luminosité pas de vis-à-vis un dible living, 2 chambres su celme sur jurdin privetil une salle de brs, une a. d'au toil, séparées, noix placards une care, un box fermé 11 800 F, charges comprises. 45-88-56-65. Part, à part.

Région parisienne

DEMEURE D'EXCEPTION 30 km Paris est 600 m² hab. sur 4,5 ha douves. 25 000 F c.c. Tal.: 48-85-13-33

82 NEUHLY-CHEZY imm. etand., gd 4 p., 110 belcon, pkg. 13 000 F n Tél. : 45-16-00-05

maison **GAMBETTA CHARMANTE**

villegiature

Village naturisté Ossis Port Leucate (Aude), près piet., 100 m de la mer, appt rdc, 5/8 personnes, 3 ch. Tél.: (16) 88-32-22-92

forêt

Vds forët 45 ha épicéas 35 ans, bord de route voie intérieures et plate-forma aménagées Puy-de-Dôme Tél.: 77-81-22-10 heures repas

viagers

Libre Le Pecq (sur Seir

24 ans, bac + 4, ch. 1" em Tel. : (1) 64-11-31-06

J. F. en actività 42 ens, se erd., 4 lengues, large ero, vente commu., promo, adm. de produits culturels non rentables, France-étranger, ch. collaboration dans culturel. Lumanitaire. Tél.: (1) 48-97-27-76 Fax: 79

Etudiant diplôme 22 ans, nationalité canadienne-espagnote allemande, courteur d'une méthode

Province MAISON 2 P. + petit atelier a/cour privée – verdurs, calme 1 170 000 F – 47-00-77-27 TOURS HYPER CENTRE
2 appartements needs à vendre
(1 F1-2 F4) dans immassie
tris grand standing
(Architects Jean NOUVEL)
20 000 F/m², pesting inclus
très bon rendervent location
opsibilité cannotie location MAINTENON (28) belle mais prox. gare SNCF, gar., petit jerd. de cottage clos de mura. 900 000 F. Tél.: (16) 37-23-11-34.

e Les pircis dans l'Océan a Résidences 2/3 st. 4/6 pers. dans fort XVIP s., sur 4 hs. Dens l'ile Medame, tios fori Boyard. En concession de 50 ans. Droit au beil de 185 000 F à 265 000 F. Rens.: (16) 46-84-7-21 Clôture le 24 juin 1896.

THEOLILE-BAIE DE CANNES
Villa grand standing sur
2 niveaux (6 + 6 pers.)
Piecine 12 x 6 m Part. loue juin, juil., sept Tél. : (1) 64-23-13-62 immobilier Part. Ioue Gite ARIÈGE (800 m ait.) 15 km, St-Giron 3 ch., 6 pers., 07/08/05. Prix : 6 000 F/mols. Tél. : (15) 61-48-62-13 d'entreprise

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et la services. - 43-55-17-50

appartements achats

Rech. urgent 100 à 120 m² Paris, pelement comptant chez noteire, 48-73-48-07 location non meublée

demande **EMBASSY SERVICE** INDROGI DELIVII

Rech, pour CLIENTS

ETRANGERS APPTS

HAUT DE GAMME
HÖTEL PARTICULER

& VILLAS OUEST Paris
VIDES OU MEUBLES
GESTION POSSIBLE

(1) 47-20-30-05 location MARRAKECH MEDINA

fonds

de commerce

A CÉDER PARIS 17º EMPLACEMENT Nº 1 Boutique

DE L'IMMOBILIER PARIS - ILE-DE-FRANCE



SALONS IMMOBILIERS FNAIM

L'une des missions essentielles de la Chambre FNAIM Paris Ilede-France est d'assurer une information la plus complète possible, pour permettre aux candidats acquéreurs ou loueurs de réaliser une opération dans les meilleures conditions.

C'est pourquoi, tout au long de l'année, nous sommes for-tement présents dans des salons spécialisés comme : le Forum de l'investissement et du Placement de Paris, le Salon de la Copropriété, le Salon du Figaro, le Salon Investir et Placer, etc.

Depuis deux ans, nous sommes même à l'initiative de salons immobiliers départementaux, ouverts au grand public, regroupant les principaux acteurs de l'immobilier (agents immobiliers, admini-strateurs de biens, syndics de copropriété, promoteurs, banquiers, organisations professionnelles, collectivités publiques, etc.).

Notre prochain rendez-vous sera un Salon immobilier FNAIM dans le Sud parisien, du 7 au 9 juin 1996, sur l'esplanade du journal Le Républicain à Evry.

Deux conférences seront organisées à cette occasion ; vendredi 7 juin à 16 heures, L'Immobilier en Essonne, samedi 8 juin à 16 heures, Les nouvelles mesures gouvernementales et la relance de l'immo-

Par ailleurs, nous avons d'ores et déjà programmé pour les 18, 19 et 20 octobre 1996 un Salon immobilier FNAIM à Compiègne.

Jacques LAPORTE

Président de la Chambre FNAIM Paris Ile-de-France

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER

3615 FNAIM (2,23 F/mn.)

LE MONDE des carrières

Coll. lycés privé rech. pr rent. 95/97 PROFS SC. ECO, BEO., FRANC., AMGL.; sxp. st quelli anv. CV à CHARRE THORA, 1, rue Henri-Turct, 750'39 Paris. Tél.: 42-39-01-68

JOB SECONDAIRE
ECHERCHONS INTERPRET
ALLEMAND/FRANÇAIS
Sour nos voyages d'affaires
dans toute la França.
Schmidt Lederfabrit. Autriche Tél.: 1943/3452/8315912 Fex: 1943/3452/8316910 M*** Ehmenn Autriche

LE CONSEIL GENERAL D'EURE-ET-LOIR

22 ASSISTANTS SOCIAUX-EDUCAT.

(R/F)
is la direction de la prévention et de l'action sociales
diplôme d'Estators de la confectation de la c

Date limite de dépôt s candidatures : 7 août 9 stration avec le jury fixé : entre le 7 octobre 96 et le 31 octobre 96. Adr. vos demandes de dossier de candidature à : M. le président du conseil général d'Eure-et-Lotr, dimetres desentes

PROFESS. AGRÉGÉS OU DOCTEURS DE MATH. ET DE CHIMIE

Ecole privée recherche PROFESSEUR AGRÉGÉ DE CHIMIE

ENSEIGNANTS

DEMANDES **D'EMPLOI**

EN ANGLAIS

L'AGENDA

Automobile

HONDA ACCORD 2.2 L EXX 4WS (mod. 92) 11 CV. 78 000 km Serie TROPHEE: sièges quir, climat. ABS. Prix: 79 000 F Tét.: (16) 92-15-12-75 Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

ACHAT - ÉCHANGE BUOUX

PERRONO OPERA
Angle boulevard des Italiens
4, rus Chaussée-d'Antin
Magasin à l'Etoile
37, avenus Victor-Hugo
Autre grand choix. oisirs

BODY LINE Pour votre forme votre ligne votre besuté

vanez profiter des cours step, serobic, streching abdos-fessiers culture physique... musculation cardio trainipa boxe française seuna-hammam LLV.

Loisirs de l'air PLOTER UN AVION Be-de-France, c'est po Frédéric 47-02-07-28 Traduction

de TRADUCTION

de RÉDACTION (cournet, articles, discours).

Interprétariet de Raison, de révi sion/relecture et de frappe de documents à une professionnelle diplômée.

Tél.: 30-40-15-66

Vélosolex

Vacances tourismes loisirs

TOURISME FLIVIAL pommencer à réver de votre évesion future... FRANCE MAYENNE FLIVIAL location de batteaux habitables sans permis Le Port, 53200 DAON Tét. : 169 43-70-13-94 Fax : (16) 43-70-17-46

Vins

Direct producteur un vin à découvrir

ASSOCIATIONS

Appels

HANDICAP

INTERNATIONAL
informe l'ensemble de sea
adhérents que l'assemblée
générale de l'association se
rapportant à l'association se
rapportant à l'association se
se tiendra le 17 juin 1996
à 19 h 30 su sège,
14, av. Berthelot, LYON 7(entreo per le 102, rue de
durseille). Merti de confirme
votre venue su 78-69-79-78

ACTION NORD SUD

SANS TABAC.
Cesser de fumer
par Hypnose et
auto-hypnose:
4 soirs; 5 juin au 27 juin
I.S.D.P. - Tel.; (1) 59-31-02-42

L'Entreprise mode d'emplois.

Annonces classées

Chaque mercredi (daté jeudi)

retrouvez les

IMMOBILIER

Tarif H.T. la ligne

Professionnels **Particuliers**

130 F

un contact: 44-43-77-40

Tarif H.T. la ligne

130 F

Offres d'emploi 210 F Demandes d'emploi Propositions commerciales 400 F

un contact: 44-43-76-03 - 44-43-77-34

se Monde

L'inquiétude persiste à « Libération »

ENVIRON soixante-dix salariés de Libération ont participé à l'assemblée générale convoquée, mardi 4 juin, par le conseil de surveillance, représentant l'actionnariat salarié du quotidien. L'un des points d'inquiétude étant la nomination d'un directeur délégué de la rédaction, Jeanne Villeneuve, qui dépendrait du directeur général Pierre-Jean Bozo et non de Serge July comme il était prévu dans le pacte d'indépendance conclu avec le groupe Chargeurs, actionnaire majoritaire de Libération.

Le non-respect de ce pacte pourrait aggraver les tensions dans la rédaction. La direction envisageait mercredi de nommer Jeanne Villeneuve au poste de codirecteur de la rédaction, aux côtés de Serge July, dont elle dépendrait, pour respecter le pacte d'indépendance.

La dérive publicitaire a été critiquée lors de l'assemblée, un journaliste estimant que « Libération avait été transformé en terrain de jeu pour les publicitaires ». Les salariés se sont aussi interrogés sur des nominations: celles de Gibert Keiser, ex-directeur d'une filiale de Chargeurs, nommé directeur des ressources humaines de Libération et chargé de « la mise en conformité de la direction du personnel selon les normes Chargeurs », ou celle de Pierre Fanneau, ancien de Le Havre Presse (groupe Hersant, dont vient Pierre-Jean Bozo) aux fonctions de « directeur des opérations et des procédures ». Des départs sont aussi annoncés, dont celui de Didier Tourancheau, directeur du

M. Gouyou Beauchamps prône la rigueur

Le nouveau président de France Télévision veut prendre « calmement » les décisions sur les nominations et les grandes orientations

AUCUNE DÉCISION ne sera prise précipitamment : le nouveau président de France Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps, qui a officiellement pris possession, mardi 4 juin, du fauteuil de président directeur général de France 2 et de France 3, ne procédera à des nominations et des inflexions de cap qu'après mûre ré-

« le suis pressé de prendre de bonnes décisions mais il n'y aura pas de précipitation. Dans les trois semaines qui viennent, nous avons toute une série de décisions à prendre, nous les prendrons calmement » a indiqué M. Gouyou Beauchamps au journal télévisé de France 2, évoquant notamment la nomination des deux directeurs généraux. Il a aussi précisé que des conseils d'administration doivent avoir lieu dans le courant du mois. Mardi 4 juin, la passation de pouvoirs entre Xavier Gouyou

Beauchamps et Jean-Pierre Elkab-

bach a été courte. Un bref entretien, une poignée de main à destination des photographes et seulement quelques mots pour la postérité. « Je suis sûr que tout ce que nous avons réussi ensemble pendant deux ans et demi sera amplifié et prolongé » a simplement indiqué Jean-Pierre Elkabbach.

Quelques photos ont servi de prélude au premier discours tenu par le nouveau PDG à l'intention des salariés des deux télévisions

RÉTABLIR LE DIALOGUE

« Je travaille en confiance... a priori. Je suis très soucieux du respect des gens qui travaillent avec moi » a notamment expliqué Xavier Gouyou Beauchamps aux salariés qui l'écoutaient. Il a également indiqué que « s'il doit y avoir des séparations, elles seront conduites dans la dignité et le respect », allusion au départ de membres de la « garde rapprochée » de Jean-

Pas de gestion délictueuse, selon M. Bloch-Lainé

Le rapport d'audit de l'audiovisuel public demandé par le gouvernement à Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur des finances, n'apporte aucun élément permettant de conclure à une gestion délictueuse dans l'affaire des contrats d'animateurs-producteurs de France Télévision. Selon L'Express du jeudi 6 juin, qui publie les principaux éléments de ce rapport, M. Bloch-Lainé conda accomplis par voie autocratique de contournement des procédures habituelles de passation de contrats », l'« esprit de clan » de la présidence commune, la non-consultation « des services juridiques des chaînes », l'enrichissement abusif des animateurs. Mais il n'apporte pas d'élément établissant une fraude, Jean-Michel Bloch-Lainé a été directeur-adjoint du cabinet de Michel Debré, avant de présider la Banque Worms, filiale de l'UAP, de 1984 à 1992.

Un plan social à « L'Evénement du jeudi »

UN PLAN SOCIAL est prévu à L'Evénement du Jeudi, qui porte sur la suppression de 18 postes sur 120 personnes, dont 16 à la rédaction qui comprend envrion 75 journalistes. Ce plan est dû aux diffi-cultés du marché publicitaire – l'heddomadaire a perdu 70 % de ses recettes publicitaires entre 1993 et 1995 - et au fait que sa nouvelle formule, parue en janvier, n'a pu être prise en compte dans les « plans médias » des agences. En outre, L'Evénement du jeudi, dont le prix de vente est passé de 30 à 18 francs, devrait perdre 30 % de son chiffre d'affaires entre 1995 et 1996, même si ses ventes ont augmenté de 38 % pour s'établir à 170 000 exemplaires en

Le plan prévoit des « guichets départ » indemnisés. Si le nombre n'est pas atteint, la direction aura alors recours à des licenciements, le personnel devait se réunir en assemblée générale mercredi 5 juin. Ce plan, qui doit être présenté au comité d'entreprise, jeudi 6 juin, table sur des économies de 10 millions de francs dont 6,5 millions sur la masse salariale, le reste provenant d'une réduction de la pagination et des frais généraux (suppression de postes à l'accueil et au gardiennage) ainsi que du déménagement, en juillet, dans les anciens locaux d'infoMatin, dans le quartier de la République, à Paris. Contraint au dépôt de bilan en octobre 1994, l'heb-domadaire avait été repris par Thierry Verret au début de l'année

■ CÂBLE : CNBC, chaîne d'informations financières par câble et satellite, filiale du réseau américain NBC, a annoncé, lundi 3 juin, le lancement de «Scan», programme consacré à l'impact de la technologie sur la vie quotidienne. IBM, sponsor majeur de Scan, disposera d'un important contrôle sur le contenu. « Si nous voyons quelque chose que nous ne souhaitons pas voir diffuser, naturellement nous disposons d'un véto final », a précisé Marianne Caponnetto, porte-parole d'IBM. Selon NBC, « Scan » « n'est pas une plateforme

■ NUMÉRIQUE : la direction de Canal Plus a confirmé, mercredi 5 juin, avoir adressé, en compagnie du groupe Murdoch, une lettre au groupe Bertelsmann pour lui demander « de s'organiser très vite pour mettre en place la plate-forme numérique » définie dans l'accord entre Canal Plus-Havas-Murdoch et Bertelsmann (Le Monde du 8 mars). Selon le Financial Times du 5 juin, la chaîne cryptée et News Corp, groupe du magnat américano-australien, s'inquiètent du peu de progrès dans les négociations entre les quatre partenaires depuis l'annonce de leur alliance. Pour des proches du dossier, la situation est qualifiée de « sérieuse ». Cette alliance « pourrait s'effondrer dans sa forme présente », précise le quotidien britannique. Pour la chaîne cryptée, « rien n'a bougé depuis la signature de l'accord ».

Canal +

▶ En dair Jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille.

14.35 Le Chemin de braises

16.50 Concert: Vanessa

► En clair jusqu'à 21.00 18.32 La Coccinelle

18.35 Noile part ailleurs.

André-Deshays.

DEUX GARÇONS,

TROIS POSSIBILITÉS

Film d'Andrew Fleming avec Lara Flynn Boyle, Stephen Baldwin (1994, 90 min). 5878

Interdit aux mains de seize ans.

22.30 Flash d'information.

Film de J. Dorfman

2.10 Babylon V. 2.55 Basket américain.

(1987-1988, v.o., 102 min).

En direct. Premier match de

la finale des play-off de la

NRA: Chicago-Seattle.

20.30 Le Journal

UNE FILLE,

21.00

22.35

GUET-APENS

Film de Roger Donaldso (1993, v.o., 111 min). 0.30 Le Palanquin

Téléfilm de S. Langton

13.45 Pierre et le Loup

14.30 Le Journal

(116 min)

Yves Mamou

France Télévision et les salariés ».

Pierre Elkabbach, demandé par les

syndicats des personnels. Invité du

< 19/20 → de France 3, avant de se

rendre au « 20 heures » de

France 2, M. Gouyou Beauchamps

a déclaré qu'« il s'agit de faire de France Télévision un modèle de télé-

vision publique », ajoutant que « la seule formule qui soit bonne », en

guise de devise, est « sérieux et ex-

cellence ». « Il faut être exemplaire.

particulièrement dans la manière de

gérer des entreprises », a précisé le

nouveau PDG en promettant « la

Interrogé sur « l'héritage » de

Jean-Pierre Elkabbach, il a souligné

qu'« une chaîne, ça évolue, cultive

son identité, ça change (...)Naturel-

lement, il y a une partie de l'héritage

que j'assume, mais je vais aussi faire

des choses nouvelles. Essentiellement

infléchir la télévision dans un sens

plus conforme à l'idée que l'on peut

se faire d'une télévision publique ».

A propos de l'éventuelle renégo-

ciation des contrats des stars de

France 2, M. Gouyou Beauchamps

a indiqué que « les controts ne se

négocient pas sur la place publique

(...)En revanche, nous allons utiliser

les méthodes les plus rigoureuses et

transparentes, comme c'est notre

« ne croit pas » à une privatisation

de France 2: «il faut assurer à

France 2 l'image, qu'elle mérite,

d'une grande chaîne de service pu-

blic, et que s'y établisse le dialogue,

entre la direction, la direction de

Enfin, le président assure qu'il

transparence et la rigueur ».

TF 1

13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes, Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour.

15.25 Vidéo gag.

14.30 L'Hôtel des passio

16.00 Club Dorothée 16.35 Une famille en or. 17.10 Rick Hunter,

inspecteur choc. Le cri du silence. 18.05 Sydney Police. Pêche interdite. Série

19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.28 Météo. 20.00 Journal.

2030#####

FOOTBALL En direct. France Arménie à Lilie ; 20.45, Copp d'envoi ; 21.30, Mi-temps ; 21.45, 2º Période (130 min). 3755476 Demier match amical de préparation de l'équipe de France avant le début de l'Euro

96, le 8 juin en Angleterre. 2Z405 - 14

52 SUR LA UNE Magazine présenté par Jean Bertohno, Royaumes pour rire ou pour rêver (60 min). 8249 23.40 Ushuaīa. Magazine présenté par

Nicolas Hulot, Exmoutin (Australie); Les insectes géants ; La pêche au cerf-volant ; Au pays des longues orefles (60 min)

0.40 Journal, Météo. 0.55 Récital de piano. Par Claude Khart, Enregistré en l'église Saint-Louis des

France 2

12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal 13,45 Detrick, Série Appel de nuit.

de France en direct (192 min). 18.05 et 3.30 Les Bons Génies.

18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.20 et 2.00 Studio Gabriel. Invitée : Clémentine Célarié. 19.50 et 20.50 Tirage du Loto.

19.59 Journal, Journal des courses, Météo.

20.55 MES DIX-SEPT ANS

Téléfim de Philippe Faucon (105 min). Adaptation de l'histoire de Barbara Samson, la jeune fille contaminée par le virus du sida

qui avait ému la France lors du premier Sidaction.

22.25

LES MASQUES leu-reux I I I 23.40 journal, Bourse, Côté court, Météo.

0.10 Le Cercle de minuit. Les meilleurs moments Résumé du jour.

1.50 et 2.25, 3.25, 4.05, 4.40 TF | nuit. 2.00 Intrigues, Série. 2.35 et 5.05 His-toires naturelles. 4.50 Musaque.

France 3

13.10 Tennis (108 min). 14.58 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblé

16.10 Je passe à la télé. 17.50 C'est pas sorcier. 8.20 Questions pour us champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour.

Le guide Voir Irlande de Lisa Gerard-Sharp et Tim Perry. 18.55 Le 19-20 de l'information,

19.08, Journal régional. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.38 Tennis, Côté court. 20.45 Consomag.

20.55 LA MARCHE **DU SIÈCLE**

Présentée par J.-M. Cavada. Special armée. Invités : Charles Millon, ministre de la défense ; Gérard Tremege ; Serge Lepetiter ; Pascal Boniface (125 min).

23.00 journal, Météo.

23.35

► UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS

Dans la nuit tropicale, l'écrivain martiniquais évoque la créolité et la spécificité la plantation, le marranage, l'histoire écrite par l'autre... 0.25 Cluny, une lumière dans la nuit. De Marceau Ginesy.

2.30 Emissions refigieuses (rediff.), 4.00 24 figures d'infos. 4.15 Crocodile ballon, 4.30 Scorpions. 4.50 Outre-mers (rediff.), 5.45 Dessin animé. L'abbaye de Cluny fut au Moyen Âge un des hauts lieux de la chrétienté. 1.20 Les Incorruptibles. La loi du plus fort. Série. 2.05 Musique Graffin (20 mbn).

La Cinquième

13.00 Fête des bébés. 13.25 Attention santé. La naladie du baiser. 13.30 Demain le monde. La presse. 14.00 L'Esprit du sport. Spécial Michael Schumucher. 15.00 Pareil, pas pareil. Carnet de voyage [2/2]. 15.30 Latitude Sud. La Thailande. 15.55 Le Réseau des métiers. 16.00 Les Enfants. de John. 17.00 Aif, 17.30 Mag 5, 17.55 Planète blanche. Spitzberg: les ours polaires. 18.30 Le Monde des animaux.

MERCREDI 5 JUIN

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série [50/51]. Incognito, de Richard Irving, avec Cameron Mitchell, Raymond Burr (30 min).

19.30 7 1/2.Magazine présenté par Dominique Bromberger (30 min). 20.00 The Breathing Sea. Documentaire de John Bassett (30 min).

La vie des micro-organismes marins. 20.30 8 1/2 Journal.

LES MERCREDIS

DE L'HISTOIRE Documentaire [3/3]. Europe, notre histoire : 1968-1995, la fin des glorieuses, de Jean-Michel Meurice et François Féron (60 min).

reron (60 mia).

L'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou en France et de Willy Brandt en Allemagne relance la construction européenne. Le veto français à l'adhésion du Royaume-Uni est levé...

21,45 MUSICA

21.46 Le Chanteur Thomas Quasthoff. (59 min).

Un portrait du baryton allemand Thomas Quasthoff, illustré par de nombreux extraits nusicau

22.45 Musicarchive. Hans Hotter, de Christian Labrande. 23.20 Toni = = = Film français de Jean Renoir (1934, N., 82 min).

2557230 A Martigues, en Provence, un ouvrier italien émigré s'éprend d'une Espagnole mariée contre son gré et malheureuse. 0.40 > Les Nuits de la pleine lune ■ ■ ■ Film français d'Eric R (1984, 100 min).

M 6

13.20 M 6 KJd. Kidimot : lessive 13.25, Captain planète ; 13.50, Creepy Crawlers ; 14.15, Les Rockamis ; 14.50, Moi Repart :

16.30 Hit Machine. Variet 17.00 et 0.50, 3.45 Fanzine 17.30 Studio Sud. Série. 18.00 Agence Acapulco

Le réveil de l'espion. Série. 19.00 Le Magicien. Série. Le langage des étoiles. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille.

20.35 Ecolo 6. Magazine.

20.45

l'anorexie.

DANSE AVEC LA VIE Tééfim de Michel Favart, avec Patrick Dupond (94 min). 26510 Désireuse de devenir danseuse étoile comme sa mère, une jeune ballerine s'entraîne jour

22.40 LIAISON BRÛLANTE

et nuit et sombre dans

Une femme s'installe avec son nt après s'être séparée de nan au bout de dix-huit années de vie conjugale. Mais la rupture s'annonce plus douloureuse que prévu : ses erfants n'acceptent pas nouvel homme de sa vie ne se décide pas à rompre

ement avec sa femme et sa petite fille. 0.10 Sexy Zap. 1.20 Best of pop-rock. 2.50 Culture pub. Magazine, 3.20 E = M 6. Magazine, 4.10 Préquensiae, Magazine (60 min).

Cette finale 1996 est disputée ou meilleur

Les fims sur

les chaînes européennes RTL9 22.25 Mazie. Füm de Paul Aaron (1985, 105 min). Avec Glenn Ciose. Comédie. 0.25 La Charge de la brigade légère. Film de Tony Richard-son (1966, 120 min). Avec Trevor Howard. Aventures.

TMC

TSR

22.15 Oracula. Film de Francis Ford Coppola (1992, 120 min). Avec Gary Oldman. Fautastique.

20.00 Le Rythme et la Raison. 1906-1936, l'autre Chostakovitch (3).

20.30 Tire la langue.
La tité comme on la casse. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la
Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Compunganté des radios publiques de l'angue des radios publiques de l'angue des radios pu-Rencontre avec Roger Monet, forgeron de Vully, Paradis (65 mln). 7501360 17.55 L'Histoire sans fin.

23.07 Ainsi la muit. Cevres de Beethoven, Barrok Chopin.

Chopin.

O.00 Jazz vivant. Jean-Paul Amouroux, orgue, avec Lucien Dobat, batterie, John Hammond, orgue, avec Barry Finnerty, guitare et Ceorge Brown, batterie, au studio Charles-Thémet de Radio-France: John McLaughlin, guitare, et Evin Jones, batterie, au festival Barileues bieues.

Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

Norrby), Lena Nordin (Christina Gyllenstierna), Domit Kleimert (Cecilia af Ela), Eva Pilat (Margareth Wata) Wasa), Inger Blom (Anna Bielke), Staffan Sandkund (Lars Sparre), Henrik Westberg (Danish Herald), Marle Dimpker (Ange gard

de Suede).
23.95 Les Sofrées... (with:), Messe
Walsenhaus (Messe de l'orphelinat) K.
139, de Mozart, par le Choeur et
l'Orchestre philinamonique de
Vierme, dir. Claudio Abbado, Gundula
Janowitz, Soprano, Frederica von Stade, alto, Wieslaw Ochman, ténor, Kurt Moll, basse, 0.00 Les Nutits de Radio-Classique.

Multimédia », On peut voit. ■ Ne pas manquer. ■ ■ Chef-d'œuvre ou dassique.
♦ Sous-titrage spédal pour les sourds et les

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Faut pas rêver, Invité : Laurent Fignon (France 3 du 31/5/96) 21.00 Faits divers.

des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.30 Le Feu de la Terre. De Pierre ventani. [5/6] Java, crateres fertiles 23.30 Savoir plus santé (France : du 25/5/96)

Planète 20.35 Jean-Jacques. Chronique villageoise

l'ame du Japon.

21.25 Kokoro,

22.00 Paul-Emile Victor. un réveur dans le siècle. [1/3] Les années estimo 22.55 A l'Est, du sang

sur la neige. [3/10] Les barbares attaquer à l'est. 23.45 La Quête de l'inutile. 0.40 Plus légers que l'air. [6/6] Aux frontières de l'espace (50 min).

Paris Première 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Paris modes. 22.00 Aux arts et caetera.

(25 min).

22.25 Alex Métayer. Erregistré en 1980. 23.25 Premières loges

France Supervision 20.30 Roller Skate. 21.30 (et 21.45) Cyclisme. 22.00 Check the Changes. De Marc Huraux

Jazz in New York. 23.20 Concert: Madrigali Erotici 72391940 Ciné Cinéfil

20.30 Don't Worry, We'll Think of a Title # Film de Harmon Jones (1966, N., v.o., 80 min) 8558221 21.50 La Flamme sacrée II II Film de George Cultor (1942, N., v.o., 100 min) 67254230 23.30 Annette et la dame blonde

Ciné Cinémas

20.30 Police puissance 7 E

les enfants **M II II** Film de Louis Malle (1987, 105 min) 78534143 23.55 Le cinéma des effets spéciaux. Série Club 20.45 San Ku Kai. Le pouvoir de Golen ; La

22.10 Au revoir

21.40 (et 1.10) Wolff, police criminelle. Le mirade. 22.30 Les Contes de la crypte. A mourir de rire. 23.00 Mission impossible,

23.45 Les Anges de la muit. Echec au marquis (25 min). Canal Jimmy 20.30 Angela, quinze ans. 21.15 Max Headroom.

vingt ans après. La dame blanche.

Film de Philip D'Antoni (1973, 100 min) 4820582 22.05 Chronique de mon canapé. 22.10 Seinfeld. Le distributeur de bonbons 22.35 Friends. Celui qui hallucine. 23.00 Le Guide du parfait.

petit emmerdeur. 23.10 Absolutely Fabulous. Poignée de porte. 23.45 T'as pas une idée ? (ovité : Dave (60 min).

Eurosport 12.00 Tennis. 16412327

20.00 Formule 1 Magazine. 20.30 Athlétisme. En direct Grand Prix IAAF 1996, 5º manche. Le Golden Guia de Rome (Italie, 23.00 Tennis.

0.00 Motors (90 min).

Radio

France-Culture

22.40 Nuits magnétiques. Les dessous.

0.05 Du jour an lendemarin. Denis Guénoun (Lettre au directeur de inétire). 0.50 Coda. Nuits trigames (3). 1.06 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Berlin, une vile sans qualitis (1): 2.02, Madeleine de la Salpérière; 3.39, Les Marrors (1): 3.59, Jules Rerard; 5.23, Le journal de jules Renard (1887-1910): L'œuvre d'une vie.

France-Musique

20.00 Concert.

Donné en direct de la Philitarmonie de Munich, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavarolse, dir.

Nyung-Whan Chung : Symphonic n° 6, de Dvorak ; Symphonie n° 6, de Proloñev. 22.00 Soliste. James Calway, fifte. CEnves de Vivaldi.

20.40 Les Solrées J Les Sotrées
de Radio-Classique.
Gustaf Wasa, de Naumann,
par le Chesur et l'Orchestre de
l'Opéra royal de Suède, dir.
Philip Brunelle, Anders
Andersson (Gustaf Wasa),
Nicolai Cedda (Christylern II),
Tord Wallström (Severin
Northy). Lena Nordin

▶ Signalé dans « La Monde Télévision-Radio-



 $\varphi := - (- \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{2} \frac{1}{2} + \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{2} \frac{1}{2}$

والمنطقة المراجعة المراجعة المراجعة المراجعة

4. 44.46

was the state of t

and the second

Land Commence

Committee to the state of the state of

4.75 (20)

西班班斯斯 1975。

wat parkward

وَأَرْبُونِينَ سُمُونَا الْمُؤْمِدُ الْمُؤْمِدُونَا وَرَبِ

न्द्रातः सामेदनीयाः

-

LATURAGE OF RES

الأخواري والتاسوي

新生进程

 $\varphi_{ij}(x_i^{k_i}) \leq \frac{1}{2} \frac{\partial_i x_i^{k_i}}{\partial_i x_i^{k_i}} \leq \frac{1}{2} e^{-\frac{1}{2} \frac{i}{2}} \frac{\partial_i x_i^{k_i}}{\partial_i x_i^{k_i}} \leq \frac{1}{2} e^{-\frac{1}{2} \frac{i}{2}}$ ang dianggawa tipag iki diam والمتعلقة والوائم المراجع والمراجع La grand Bridge e territoria

The same of the same of the same Name and Advanced to 1998. 5年9年1日1日中央1966年後日 医氯二甲基甲二甲烷基

1497 - Jan 21 - 417 - 758 the see September 110 Andreas Committee 18.42 (J. 19.30) ALCOHOLOGICAL CONTRACTOR

والمرجان وكبير المراب المراب المراب المراب الهيئة المطاود الدامة بداء المؤرجة State of the second state of والمجلوب المراد والمحارضا والإنجاب

それはまず気候を等

THE TRACKE . THERE . . - Production - Standard Berling - Co.

CHE CHAPE

r stranges to a service of the s T. X W. 1.52

コーマスト フ機構を The Comments

- 3er-

To the west grown mm sample 🌨 🐞

Avec « Pisanello vu par Giono », de Jean-Christophe Ballot, Paris Première propose une approche différente du portraitiste et médailleur italien. On reste pourtant sur sa faim

particulier pour les dessins d'Antonio di Puccio di Cerreto, dit Antonio Pisano ou, plus souvent, Pisanello. Il l'a écrit dans son Voyage en Italie: Il se souvient avoir marqué la page de ses livres avec un signet sur lequel était reproduit un morceau de la fresque de Saint-Georges délivrant la Princesse de Trébizonde, peinte dans l'église Sant'Anastasia de Vérone. L'auteur du Hussard sur le toit y trouve l'occasion de s'exalter pour le romanesque du monde médiéval, auquel le peintre du Quattrocento tient

encore. L'écrivain de Manosque voyait sans doute un peu de son Angelo dans ce saint Georges, chevalier errant autant que combattant, qui laisse derrière lui une ville Fantôme et quelques gibets, et qui tarde à monter en selle, les yeux tournés vers ceus qui partent, comme pour montrer à

la princesse au profil de médaille l'inéluctable séparation. Ce héros courtois qui a « une bouche de requin marteau » et « plus une goutte de sang dans les veines », Giono aurait aimé que Pisanello le peigne profondé-ment endormi. « Dans L'Arioste, les héros dorment souvent, écrit-il. Un homme qui dort en plein jour (...) est plus manifestement du monde des héros. Il méprise amour, délices et orgues venant d'ailleurs que de lui-même ; il méprise commerce et industrie, poli-

tique, intrigue et pouvoir. C'est évi-



grande puissance ou celui d'un grand courage. » Ces remarques nous éloignent sans doute de l'aventure artistique de Pisanello. D'autres nous y ramènent cependant, qui expri-

ment des sensations susceptibles

d'éclairer l'œuvre du peintre.

EXERCICE DIFFICILE An moment on l'on peut voir l'exposition Pisanello (1395-1455), le peintre aux sept vertus au musée du Louvre (jusqu'au 5 août), la chaîne câblée Paris Première programme un docu-

mentaire de 26 minutes réalisé

L'idée de construire un film sur le peintre et médailleur né à Pise en partant de textes de Jean Giono pouvait se concevoir pleinement. Mais l'exercice était difficile et supposait sans doute davantage de moyens que n'en a obtenus cette coproduction musée du Louvre-les Films d'ici-Paris Première. Il y manque aussi le coup de pouce d'une caméra dé-

vraiment la fresque de Vérone. On aurait également voulu que l'image s'attarde sur les dessins sortis pour quelque temps des cartons du Louvre et qui sont

cidée et d'un éclairage puissant

qui auraient permis de montrer

beaux dessins du monde. Le film de Jean-Christophe Bailot ne le dit pas assez, même si quelques portraits, quelques feuilles de têtes, de croupes et de sabots de chevaux y répercutent la force d'un trait parfois acide et dur, parfois d'une élégante douceur, comme dans cette Vierge à la caille du musée de Castel Vec-

chio, toujours à Vérone...

RADIO-TELEVISION

MODESTIE Si le documentaire nous fournit, à la manière des audioguides. un minimum de repères historiques sur le peintre que les plus brillantes cours se disputaient, l'essentiel du film s'emploie à promener notre regard sur des crépis de murs, dans les ruelles de Vérone et de Padoue, jusqu'aux tables du fameux café Pe-

drochi dont Giono parle aussi. Que retient-on finalement de cette prestation d'une modestie qui peut se justifier par la modestie même dont Giono pare son regard d'autodidacte? Une interrogation sur la possibilité d'exprimer la couleur, venant d'un écrivain qui dit ne rien entendre à la peinture, mais chercher des sensations et trouver de grandes joies, parfois, dans de détes-

tables tableaux. L'entreprise nous laisse frustrés. Geneviève Breerette

M 6

12.25 La Petite Maison

(85 min).

15.05 Les Diffiles de dan

17.00 Indaba. Série. 17.30 Studio Sud. Série.

18.00 Agence Acapulco.

19.00 Le Magicien. Série.

16.30 Hit Machine, Variétés.

dans la prairie. (2/2).

Un inspecteur enquête sur le meurire de son

Mals qui veut tuer Charile?

13.25 Une femme pour cible

★ « Pisanello vu par Jean Giono », Paris Première, jeudi 6 juin à

Les précieux ridicules

par Agathe Logeart

ORGUEIL NATIONAL, Ariane 5 donc explosé après trente-sept secondes de vol, en millions de confettis de technologie » ruisselant telle « une pluie incandescente » au-dessus de l'océan tiède bordé de cocotiers, comme le dit un journaliste de France 2 avec toute la poésie du désespoir. Etaient-ils tristes de leurs cocoricos rentrés, les journalistes de télévision! Ils faisaient peine à voir, peine à entendre, avec leurs commentaires d'enterrement et les têtes assorties. Pour un peu, les artisans de la fusée leur auraient presque remonté le moral, tant ils paraissaient atteints. « Mais non. allons, ne pleurez pas comme ça. Un iouet de cassé, dix de reconstruits. Ce n'est pas la fin d'un monde, tout de mėme... » Eb bien, si, cela avait tout l'air de la fin d'un monde, cet échec. Comme l'est un match perdu, une finale gâchée, un saito qui aurait dérapé, contre toute espé-

Il faut alors trouver des raisons raisonnables à ce qui vient de se produire et qui est pourtant encore inexpliqué. Les journalistes sont gens pressés. Ils n'ont pas le temps d'attendre. Il leur faut savoir, vite. Ou faire comme s'ils savaient, ce qui justifie l'importance qu'ils ont à leurs propres yeux. Cela donna, entre deux renifiements et trois lamentos déchirants, des analyses du plus comique effet. On ne sait si tous œux qui parient de fusées out mené de solides études scientifigues, mais ils font en tout cas ce qu'il faut pour le laisser croire aux manants que nous sommes. Ah, cette avalanche de « boosters ».

cette « partie en butée de la centrale inertielle de secours qui a annoncé qu'elle était en défaut », ces « tuvères (on avait d'abord compris cuillers) d'accélérateurs à poudre », ces « turbopompes » et leurs amies les « cases d'équipement », quel feu d'artifice!

Sur TF 1, Michel Chevalet, Piné-

narrable camelot de la science à la portée de tous, nous promenait sous le nez une maquette d'Ariane 5 à laquelle il s'accrochait comme à un nounours, au point qu'on se demandait s'il ne dormait pas avec. Il avait trouvé, lui, le pourquoi du comment de ce gros boum dans le ciel pommelé de Guyane. Il y allait donc de son explication, car, après une fructueuse et expéditive enquête, il avait trouvé l'assassin de ce rêve englouti. On n'a pas tout compris, évidemment, sinon que les boosters devaient être acquittés, car ils n'avaient rien fait de mal. C'était plutôt du côté de la case d'équipement au il convenait de chercher le coupable, et il paraît que c'était très rassurant. « Vous confirmez ? ». demandait alors benoîtement le présentateur de LCI au président d'Arianespace. La réponse cingla comme une cravache: « Absolument pas. Je ne confirme rien du tout », dit le monsieur, assez énervé par tant d'outrecuidante précipitation. On regretta de ne pas voir la tête du journaliste ainsi renvoyé, à tort ou à raison, à ses chères études. Mais le ton disait assez ce qu'il fallait penser du grand art des précieux ridicules qui nous avaient abreuvés de leur compétence tout au long de la soirée.

TF 1

TO STATE OF THE

: 2h≥

in the second

~535

-: 35

17 E 20

ನ್ನು _ಕ್ಷಾ

The second

2:12

7: Z

11.13

 \sim

⊤. leur

人名拉塞丁

3 32 i

2.77

. 12:

1 2 2 2

100

1723

1.32

5.0

160° 1818.

11.15

يترسين الم 4 .

45.00

-क्षत्र हें

12.50 A vrsi dire. Magazine 13.00 Journal, Météo.

Le dernier tano à Dallas, Feu .75.25 Hawai police d'Etat.

17.10 Rick Hunter,

18.00 Sydney Police. Série. 19.05 L'Or à l'appel.

19.50 et.20.45 Météo.

20.00 Journal, Tiercé.

SIDACTION 96 Emission commune à toutes le chaînes de télévision en associa

avec Ensemble contre le sida. Coordination générale Agoès Vincent, Norbert Balit, Alain Chartlez,

Nicolas Plason, Daniel Dulgou, Je Rozas, Olivier Roncin. Reportages Oit est allé l'argent du Sidaction 1994? Le sida: 15 ans d'épidémie

1994 7 Le Sida : 12 des grandes (1981-1996, rappei des grandes dates) ; vivre avec le Sida ; vivre et se

France 2

demment le signe d'une très par Jean-Christophe Ballot et in-

12.15 et 4.30 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal, Loto. 13.45 Detrick, Série.

En direct d'Antes de France en direct

18.05 Les Bons Génies. Jou. 18.45 Qui est qui? Jeu. 19.20 et 2.40 Stodio Gabriel invités : Christian Charmettant, Marie

Trimignant 19.59 Journal, Journal des courses, Météo, Point route.

SIDACTION 96

1.55 Expression directe, PS.

2.00 Côté court.

2.10 Tennis. Résumé.

France 3

11.50 Télévision régionale. 12.35 Journal, Keno. 13.10 Les Enquêres de Remington Steele. 14.00 Tennis (38 min).

En direct du Sénat. 16.10 je passe à la télé. 16.45 Les Minikeums. 17.50 C'est pas sorcier. champion. jeu.

18.50 Un livre, un jour. Enrecistrement à Dublin Cohen McCaru 18.55 Le 19-20 de l'information 19.08, Journal régional.

20.05 Fa si la chanter. Jes 20.35 Tout le sport. 20.38 Termis. Côté court.

SIDACTION 96

La Cinquième 13.30 Défi. L'amour en positif, invité: Philippe Doust-Blazy, 14.00 Qui vive i 15.00 Le Sens de l'Histoire, 15.55 Attention santé. Les idées re-çues sur le sida. 16.00Arrêt sur images. 16.55 Attention santé. Le préservatif.

17.00 More Time ■ Film Zimbabwéen d'Issac M (1993, 95 min). 18.35 Mélanie, enfant du sida.

SIDACTION 96

19:00 Collection Hollywood 1950. Série [51/51]. La Plume makérique, d'Arthur Ripley, avec Jounne Woodward, Edmond O'Srian (30 min). 19.30 7 1/2 (30 min). 20.00 Un métier de l'ombre

hollowoodien, de W. Pradetto (30 min).

20.00 Notre belle famille.

19.54 Six minutes

SIDACTION 96

Mahahahahah

Canal +

10.45 Une épouse Film de Nicholas Kazan (1994, 100 min). 3025/80 En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.45 La Vie de château Film de Jean-Paul

15.10 Toeurs pés.

15.15 Tueurs pés Film d'Oliver Stone (1994, 114 min). 8805780 17.10 Basket américain. Les premier match de la finale :

Chicago-Seattle (ou Utah). 18.00 L'Histoire sans fin. 18.32 La Coccineile de Gotlib. 18.35 Nulle part ailleurs.

SIDACTION 96

Radio

France-Culture 20.30 Lieux de mémoire.

2.00. Entretiens avec Pedrag Matvejevitch; 2.59, ici, alileurs, partout et nulle part (1); 5.25, Loup yes-tu?; 5.55, Grand Angle: Neuf

France-Musique

Reschal d'Evian. Donné le 24 mai, à la Grange au Lac, per Les Pfélades, percussions, la Choral Arts Society de Washington et l'Orchestre de Washington et Porchestre de Nambre de Guildhall, dir. Norman Scribner: couvres de Purceil, Orff.

22.00 Soliste. James Galway, filtre. Œuvres de Vivaldi.

23.07 Tapage noctume.

Radio-Classique 20.40 Les Soirées

alegare apprivoisee) ouverture op. 25, de Wagenaar, par l'Orche Concertgebouw d'Amsterdam; symph nº 2, de Brahms, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam; Variatic symphonique) pour par par l'Amsterdam; Variatic symphonique) pour par par l'Amsterdam; Variatic symphonique) pour par l'Amsterdam; Variatic symphonique par l'Amsterdam; Variatic sy

22.48 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Gershwin, Chostakovitch, Stravinsky, Varèse. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

1.55 et 3.00, 3.40, 4.20 TF 1 mit. 2.05
et 3.50, 5.05 Histokies naturelles. 3.30
Mésaventures. Série. 4.50 Minsique.

10], 6.00 Dessin animé.

TV 5 20.00 Journal (France 2). 20.30 Résultats du grand jeu TV5: la météo. 20.35 3000 scénarios .

1.20 Journal, Météo.

Planète . 2035 Les Grands

contre un virus.

Commandants. [66].

1.20 Le Chemin de la jiberté.
[12] L'effondrement
de Berlin. 22.15 Jean-Jacques. Chronique villageni 23.10 Kokoro,

l'âme du Japon. [5/10].

Paris Première 20.00 20h Paris Première. Ciné Cinéfil

21.00 Les Cloches de Saînte-Marie **H** Film de Leo McCarey (1945, N., v.o., 110 min) 22.50 Totalement cinéma. 23.20 Concert:

Les Quatre Saisons. Enregistré en 1994 par II Chardino Armonico, dir. Giovanni Antonini France

Supervision

20.30 L'Enlèvement

des Sabines El Film de Richard Pottler (1961, 90 min) 7496 22.00 (et 22.15) Cyclisme. 22.30 Les Horaces et les Curiaces # Film de Ferdinando B (1961, 85 min) 20732341

1.35 Journal, Météo

20.30 Ademaî, bandit d'honneur **E** Film de Glès Grangier (1948, N., 80 mln) 7245506 22.00 Annette et la dame bionde E Film de Jean Dréville (1941, N., 80 min) 72404506

Ciné Cinémas 20.30 Le Brigand

22.00 Un été d'orages E Film de Charlotte Brand (1989, 95 min) 48 23.35 La Chambre verte **E E E**Film de François Truffaux
(1977, 95 min) 8427 Série Club

1.30 Rediffusion of an programme musical

20.20 L'Etalon noir. 20.45 (et 23.45) François Gaillard on la vie des antres. 21.45 (et 1.10) Wolff. police criminelle.

22.35 Les Contes de la crypte.

Canal Jimmy 20.00 Une belle fille comme moi 🗏 🖺 Film de François Truffau 5445E24 21.40 Ouatre en un.

22.05 L'Année L'Année du Dragon M M Film de Michael Cimino (1985, 190 min) 21124254

Eurosport 20.00 Athlétisme. 22.00 Temis. 23.00 Course de camions 23.30 Formule 1 Magazine

Les films sur les chaînes européennes

1.10 Cinéma Paradiso

Film de Giuseppe Torna

20.35 Les Braqueuses. Film de Jezn-Paul Sakomé (1994, 95 min). Avec Carberine Jacob. Comédie. 22.16 Naked. Film de Mike Leigh (1992, v.o., 130 min). Avec David Trewits. Comédie dramatique.

20.30 Le Pour, de la rivière Kwai. Film de David Lean (1957, 165 min). Avec William Holden. Aventures. 23.20 Copian saivre sa peate. Film d'Yvea Boisset (1967, 110 min). Avec Clandio Brook. Suspense. 1.25 Les Godelureaux. Film de Claude Chabrol (1960, N., 100 min). Avec Jean-Claude Brjaly. Comédie.

TMC

de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque notre supplément daté dimanche lundi. **Signification**

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. ■ ■ Ne pas manguer. ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Sous-titrage spécial pour les sourds et les maientendants.

32

impôts vont baisser. Reste à savoir quand, comment et pour qui. Mais le message est passé dans sa simplicité biblique : « Les impôts vont baisser. » Aussi sûrement que les hirondelles sont de retour. Ou les cigognes de passage.

C'est beau un message fiscal simple! C'est clair, net, sans bavures. Surtout quand il s'agit d'annoncer un mouvement à la baisse. A la hausse, le discours est nettement plus alambiqué. Nul n'a jamais entendu un responsable clamer cette vérité brutale : « Les impôts vont monter. » Il y a des mots pour dire cela, « effort de solidarité nationale » restant le plus commun. Il y a des appellations sophistiquées pour noyer le poisson et le contribuable: « Contribution sociale généralisée », « Remboursement de la dette sociale », « Côtisation maladie universelle », « point de TVA », etc.

Dans le fond, le discours sur l'imposition est à l'inverse du discours amoureux. Quand l'impôt baisse, ou le prétend, il se déclare avec impétuosité et simplicité. Quand il croft, il avance masqué, dans cet embarras ordinaire d'avoir à habiller la rupture. La baisse d'impôt se vante. La hausse se grime.

Prenons Alain Juppé, expert dans l'art d'annoncer la hausse et la baisse. Comme d'autres à souffler le chaud et le froid. Depuis qu'il est à Matignon, il s'est trouvé dans la nécessité d'augmenter les impôts sans trop le dire et de les diminuer sans trop le faire. Convenons que la tâche n'est pas simple. Le budget de l'Etat tire à hue et à dia, plutôt hue que dia cultés à gérer les variations saisonnières de l'assiette générale, s'est produite la chute de l'Empire entre l'annonce et la réalité, le romain-

L'AFFAIRE est entendue : les souhait et la possibilité. D'autant que, d'expérience, les contribuables sont gens sceptiques. Ils ne sont pas loin de penser que la baisse d'impôts est chose trop sérieuse pour être confiée à ceux qui ont charge de la collecte. En somme pas très loin de partager cette idée savoureuse avancée en son temps par Benjamin Constant: « Il ne faut pas charger ceux qui sont payés par le produit de l'impôt de diminuer la masse

des impôts. » Les contribuables sont gens de mémoire. Ils savent bien que, depuis que l'Etat est l'Etat, les éclaircies fiscales relèvent essentiellement de l'art de la météorologie gouvernementale. Ainsi Rome. non la ville, mais l'Empire et les Républiques. Les assujettis au vectigalia, l'impôt, en virent de toutes les couleurs. Les Romains avaient tout inventé: l'impôt sur les terrains, la TVA, appellée portorium sur toute marchandise, la taxe sur les mines, sur le sel, l'impôt sur les successions, etc.

Les gens du Bercy romain avaient une fameuse imagination. Ils firent recette de tout bois : taxe Jules César sur les portes de maison, pas-de-porte fiscal. Taxe pourquoi n'y pas repenser? - sur les hommes arrivés à un âge mur sans s'être mariés. Et surtout taxe

Tous les Romains vous le certifieront. L'impôt sur les esclaves n'a jamais baissé ! Au contraire et quelles qu'aient été les promesses, s'il y en eut. Taxe sur l'achat et la vente des esclaves. Taxe sur le nombre des esclaves. en somme le train de vie. Et même, même, taxe sur l'affrandire I Ce n'est pas fiscalement que

« Vache folle » : l'épreuve de force entre la Grande-Bretagne et l'Europe s'aggrave

Bruxelles devrait pourtant lever partiellement l'embargo sur les produits dérivés

BRUXELLES (Union européeune) de notre correspondant

L'épreuve de force continue en Europe au sujet de la « vache folie » et, en fait, s'aggrave. Les Anglais, qui devraient pourtant être bientôt autorisés à reprendre leurs exportations de gélatines, de suifs et de sperme bovins, ont fait savoir qu'ils continueraient à bloquer les travaux communautaires aussi longtemps que leurs partenaires ne leur auraient pas donné des garanties précises quant à une levée progressive - mais complète - de l'embargo sur leurs livraisons de bovins et de viandes. C'est Malcolm Rifkind, le secrétaire au Foreign Office, qui l'a annoncé mardi 4 juin au chancelier Kohl et au président de la Commission Jacques

Cette stratégie d'obstruction a empêché mardi que le Conseil des ministres des affaires intérieures et de la justice, réuni à Luxembourg, entérine un compromis permettant la mise en place officielle d'Europol, le premier élément d'une police fédérale communautaire. L'an passé, à Cannes, les Quinze s'étaient donné un an pour régler les points encore en suspens, et on peut penser que le chancelier Kohl, très attaché au projet, n'appréciera guère le

blocage pratiqué par Londres. M. Rifkind n'a pas exclu non plus que l'affaire de la « vache folle » affecte les travaux du Conseil européen de Florence, les 21 et 22 juin, dans l'hypothèse où une solution n'aurait pas été trouvée dans l'intervalle. Les Anglais réclament sinon un calendrier de démantèlement de l'embargo, au moins un scénario de sortie de

crise, comportant une série d'étapes avec indication des

conditions à remplir. Les partenaires de la Grande-Bretagne sont-ils disposés à entrer dans ce jeu ? Rien n'est moins sûr. Il devient de plus en plus difficile de concevoir, compte tenu de l'état de l'opinion et des positions qui en résultent au Conseil, comment on pourrait désamorcer la

LA FAUTE DE JOHN MAJOR

C'est en mois, voire en années, que la phipart des ministres de l'agriculture, y compris Philippe Vasseur, envisagent une normalisation complète du commerce de la viande avec Londres. D'autre part, ses partenaires, même les plus conciliants comme la Prance, peuvent-ils tolérer le sabotage systématique de l'activité commu-

chée du Conseil, la Commission de Bruxelles devait annoncer, mercredi, une levée partielle de l'embargo : dès lors qu'un certain nombre de conditions seront remplies, les entreprises spécialisées outre-Manche pourront reprendre leurs livraisons de gélatines, de suifs et de sperme bovins. La Commission ne donnera toutefois l'ultime feu vert qu'une fois vérifié que l'ensemble des conditions posées sont respectées. D'autres difficultés pourraient surgir alors si, du côté des pays continentaux les plus méfiants (l'Allemagne notamment), on s'employait à freiner, voire à empêcher, les importations en provenance de Grande-Bretagne malgré l'autorisation donnée par

En l'absence de position tran-

Les chances de trouver un terrain d'entente sur les étapes ultérieures du démantèlement de

l'embargo paraissent de plus en pins aléatoires. On a constaté lundi et mardi, lors de la rémion des ministres de l'agriculture, que six États membres restent très réticents envers le moindre assouplissement de l'embargo. La Commission a répété qu'elle ne proposerait aucune libéralisation qui n'aurait pas reçu la bénédiction des autorités scientifiques. En s'enferrant, en ne profitant pas de l'occasion qui devrait hii être donnée avec la levée partielle de l'embargo sur les produits dérivés, John Major a probablement commis une faute : il a refusé de voir que l'Union est confrontée la fondamentalement, à une affaire de santé publique et que les considérations politiques ne peuvent interférer que dans d'étroites li-

Philippe Lemaître

M. Chirac estime insuffisantes les mesures de Londres

LE GOUVERNEMENT français souhaite que Londres définisse un plan d'éradication plus complet que cetui qui vient d'être présenté à Bruxelles pour lutter contre l'épizootie de « vache folle ». Au terme d'une rencontre, à l'Elysée, entre le président de la République et le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, le porte-parole de la présidence française a indiqué mardi 4 juin que Jacques Chirac avait « regretté » que les ministres de péenne n'ajent pas pu se mettre d'accord lundi sur une proposition

commune. Français et Belges

considèrent que « les mesures prises

par les Britanniques constituent un premier pas, a ajouté le porte-parole. Mais nous souhaitons qu'un plan plus complet d'éradication soit « Ce que la Grande-Bretagne doit

d'abord et avant toute chose faire. c'est assainir les choses chez elle », a déclaré le premier ministre belge, ajoutant s'être «inquiété » avec son hôte « de l'impact que cette affaire pourrait avoir sur le fonctionnement de l'Europe ». Transmis par Londres aux ministres de l'agriculture des Ouinze, le plan d'éradication - un document de 120 pages - va être soumis à l'analyse des experts scientifiques vétéri-

une prochaine réunion du comité vétérinaire permanent. Outre l'abattage de plusieurs centaines de milliers de bêtes, les experts français estiment indispensable la mise en place en Grande-Bretagne d'un véritable dispositif de surveillance.

La situation s'est brutalement

compliquée avec la démonstration

de la possible transmission au

mouton, par voie alimentaire, de

l'agent infectieux de la maladie de 5 juin). On estime dans l'entourage de Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, que ces données imposeront une intensification de la surveillance du cheptel ovin : «La principale question posée est celle de , savoir si les manifestations cliniques qui sont aujourd'hui considérées comme de la tremblante du mouton ne sont pas, en réalité, la conséquence de l'infection par l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine. Nous suivrons sai ce thème les propositions du groupe d'experts présidé par le docteur Dominique Dormont et nous sommes disposés à mettre en œuvre l'organisation technique et administrative nécessaire. »

Y a-t-il sur ce dossier, comme on a pu le penser ces dernières semaines, des divergences entre le président de la République, qui souhaite ne pas placer Londres dans une situation trop difficile, et le ministre de l'agriculture? Dans l'entourage de M. Vasseur, on réfute une telle hypothèse. On souligne la cobérence de l'action gouvernementale et on estime que l'assouplissement à veuir - et sous conditions - de l'embargo sur la gélatine et le suif d'origine britannique ne correspond pas à des intérêts. économiques maieurs. Londres ne pouvant pas imposeig anx opérateurs commerciaux européens d'acheter ces produits.

Iean-Yves Nau

LYCN - Rour

MA, RIPE, HE

Habille 15, piace du Hayre 16 th - Tet 40.87.34.6 CAP 3000 - NICE

Raymond Sené démissionne de la commission sur Superphénix

LE PHYSICIEN Raymond Sené, professeur au Collège de France, a annoncé sa démission de la commission scientifique d'experts indépendants chargée par le gouvernement d'évaluer les capacités de recherche du surgénérateur Superphénix. Cette commission de neuf membres, présidée par Raimond Castaing, de l'Académie des sciences, termine la rédaction de ses recommandations, qu'elle devrait remettre au gouvernement à la fin du mois. Dans une lettre au président, qu'il a rendue publique mercredi 5 juin, Raymond Sené constate son désaccord « sur de nombreux points » avec le texte. « je pense qu'il ne serait pas honnête de ma part de vous faire perdre votre temps en discutant point par point, en essayant d'amender un texte auquel je ne pourrai pas m'associer », ajoute-t-

Membre du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), Raymond Sené n'a jamais caché son opposition au surgénérateur de Creys-Maiville (Isère), dont le gouvernement a autorisé le redémarrage à condition qu'il soit employé comme outil de recherche et de démonstration (Le Monde du 13 huillet 1994).

Les casinos du Crédit lyonnais sont sur le point d'être vendus

L'AFFAIRE des casinos du Crédit lyounais en est-elle vraiment une? Ou s'agit-il plutôt de règlements de comptes entre le CDR (Consortium de réalisation) - l'organisme public chargé de recueillir et de vendre une partie des actifs du Lyonnais -, les dirigeants de la banque, quelques mystérieux repreneurs étrangers très intéressés par les casinos et, pour finir, les anciens propriétaires? En tout cas, l'intention prêtée au Crédit lyonnais d'avoir voulu dissimuler l'existence du groupe de sept casinos semble difficile à démontrer.

Le CDR était informé depuis son démarrage en septembre 1995 de l'existence de la société Emeraude, propriétaire des casinos, et de la structure financière particulièrement complexe qui aboutit à son contrôle. Le président du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, a alors expliqué le dossier à Michel Rouger, le président du CDR. D'autre part, le ministère de l'économie a fait savoir, il y a un peu plus d'un mois, qu'il avait demandé « des explications » à M. Peytelevade et au CDR. Le montage financier est pourtant décrit dans les annexes au document servant de référence à la création du CDR.

En entamant une procédure en justice pour obtenir un contrôle direct des casinos, le CDR a avant tout cherché à faire monter la pression sur le gérant du groupe, Simon Luel, un ancien cadre du Lyonnais, afin qu'il trouve des acheteurs. L'opération pourrait être couronnée de succès puisque le CDR est sur le point de vendre,

pour 190 millions de francs, à M. Le jourd'hui équivalent à celui qu'il Foll, un investisseur particulier, la société en commandite, appelée Mayon, qui possède indirectement les casinos. Elle a été évaluée entre 180 et 200 millions de francs par le cabinet Mazars. Un pré-comité du CDR s'est réuni vendredi 31 mai pour approuver le principe de la transaction. Mais la vente n'est pas encore réalisée. Si elle ne se fait pas, le CDR espère bien obtenir vendredi 7 juin, par un jugement en référé du tribunal de commerce de Paris, la nomination d'un administrateur à la place de M. Luel.

CASCADE DE SOCIÉTÉS

M. Rouger ne veut pas conserver cette cascade de sociétés et encore moins l'utiliser. Cette structure compliquée et juridiquement contraignante, constituée avec des sociétés en commandite domiciliées pour certaines au Luxembourg, a pourtant été conçue à dessein par les dirigeants du Lyonnais, notamment M. Luel et Dominique Bazy, alors numéro deux de la banque. Il ne s'agissait pas de dissimuler, mais d'isoler et de sortir du périmètre du Crédit lyonnais un certain nombre de participations difficiles ou douteuses accumulées pendant les années de la présidence de Jean-Yves Haberer (1988-1993), notamment dans les fillales Altus, Colbert et SDBO. L'objectif initial était même d'y loger les so-

ciétés du groupe Tapie. Simon Luel, responsable de l'ingénierie financière du Lyonnais, a mis en place la structure et en a pris la tête. Son salaire est au-

touchait avant de démissionner du Lyomais. Au terme de son contrat, le 15 mars 2003, il recevra 20 % de la plus-value réalisée sur les casinos. Mais il existe une clause plus contestable : celle qui, en cas de limogeage avant terme, donne droit à M. Luel à 40 millions de francs d'indemnités. Cette clause met hors de lui le président du CDR.

Le montage en soi n'est pas illégal. La pratique qui consiste à transférer des actifs dans une structure étanche juridiquement et fiscalement est courante aux Etats-Unis. Elle devait permettre à des gestionnaires, choisis par la banque et travaillant pour elle, de récupérer des entreprises, de les gérer et de les vendre avec profit. Le Lyonnais pouvait ainsi échapper au piège qui le contraignait soit à apporter des dizaines de millions de francs à des sociétés afin de leur éviter la faillite, soit à les abandonner et à se faire accuser devant les tribunaux de gestion de fait et de rupture abusive de crédit. La banque pouvait aussi utiliser cette structure afin de « se débarrasser » d'activités « embarrassantes ».

Le groupe Emeraude entrait parfaitement dans cette dernière catégorie. La banque Colbert, filiale du Lyonnais, avait cédé une première fois en mai 1994, dans des conditions douteuses, ce gage hérité de la faillite du promoteur Pascal Pessiot à Gaël Paclot. Le directeur général de la banque Colbert qui avait mené l'opération, Jean de la Porte des Vaux, avait choisi comme

explique, de source proche du dossier, que « M. Paclot et M. de la Porte des Voux avaient décidé de mettre la main pour une bouchée de pain sur les seuls actifs de valeur du groupe de M. Pessiot ». Jean de la Porte des Vaux a été mis en examen le 5 mai 1995 et le 9 mai 1996 pour abus de biens sociaux au sujet d'autres opérations menées par la banque Colbert.

MDEMNISATIONS Le Lyonnais récupère très vite en

septembre 1994 les casinos après une procédure acceptée par le tribunal de commerce de Paris et supervisée par son président d'alors... Michel Rouger. Celui-ci s'occupe personnellement de cette affaire qui touche indirectement un ancien président du tribunal de commerce, Paul Paclot, le père de Gaël Paclot, qui négocie pour son fils. Afin d'éviter une faillite qui aurait retiré aux casinos leurs agréments et toute valeur, le Lyonnais accepte d'indemniser largement Gael Paclot (10,5 millions de francs). M. Pessiot obtient un des huit casinos (celui de Gruissan dans l'Aude) et l'abandon de 100 millions de francs de créances. L'accord serait aujourd'hui contesté par M. Paclot qui aurait envoyé une lettre le dénonçant au CDR.

Le dossier est jugé maintenant suffisamment délicat pour que M. Rouger ait décidé de s'en occuper directement et de se débarrasser rapidement de casinos bien

Bric Leser

Dans «Dossiers et documents » de juin

LE DERNIER ÉTAT de la Terre dresse un bijan des catastrophes naturelles qui secouent notre planète. L'année 1995 aura vu leur nombre progresser et leur brutali-

Quarante ans après, l'examen des crises de l'année 1956 prouve qu'une ère nouvelle a alors vraiment commencé: l'Union soviétique, malgré le rapport Khrouchtchev, n'hésite pas à réprimer la révolte hongroise. La France, sous Guy Mollet, est face au problème

+19,19

algérien. L'échec de l'expédition de Suez affaiblit sa position (ét celle de la Grande-Bretagne) au Proche-Orient au profit des Etats Unis et de l'URSS.

Dans « Les clés de l'info », le dossier présente la Shoah et son histoire. En « une », la France et l'Euro 96 de football et les élections en Inde (avec lexique).

* «Le Monde, Dossiers et documents » de juin, en vente chez les marchands de journaux, 12 F.

ILITTÉRATURE: l'écrivain espagnol Jorge Semprun a été éln à l'Académie Goncourt à l'unanimité au premier tour, mardi 4 juin, en remplacement d'Hervé Bazin, récemment décédé. L'Académie Goncourt, qui a décerné son premier prix en 1903, accuelle pour la première fois un membre étranger alors même que l'Académie française s'y était montrée hostile l'an dernier, amenant l'ancien ministre espagnol de la culture à retirer sa candidature. Présidée par François Nourissier, l'Académie Goncourt compte dix membres, dont Françoise Mallet-Joris (vice-président).

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours relevés le mercredi 5 juin, à 10 h-15 (Paris) OUVERTURE

Cours au Var. en % Var. en % 0406 (5)06 fin 95 -0,48 +12,77 -0,01 +1,34 Londres FT 100 3739

Tirape du Monde daté mercredi 5 iuin 1996 : 480 708 exemplaires